



# Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Dennis Hastert à la Chambre des Députés

## We appreciate!



MM. Jean Spautz et Dennis Hastert

(Photo: SIP)

Une délégation de la Chambre des Représentants des Etats-Unis – l'une des deux chambres du Congrès américain – a effectué une visite parlementaire à Luxembourg du 4 au 6 décembre 2002 sous la conduite de son président M. Dennis Hastert. Le "Speaker of the House of Representatives" – troisième homme dans l'hiérarchie politique des Etats-Unis – n'a pas oublié le soutien moral et la solidarité matérielle des Luxembourgeois suite aux événements tragiques du 11 septembre 2001.

"We appreciate those who support us (nous apprécions ceux qui nous soutiennent)", a-t-il dit lors d'une entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés, le 5 décembre 2002.

Le Speaker Hastert était particulièrement touché par l'attitude des habitants d'Osweiler, le village natal de ses ancêtres. Le lende-

main des terribles attentats ils avaient tous hissé les drapeaux américains dont il leur avait fait cadeau à la suite d'une première visite: "Ce geste m'a profondément ému!" Dans son mot d'introduction, M. Jean Spautz avait souligné que les Luxembourgeois n'oublieront jamais à qui ils devaient leur liberté. M. Hastert l'en a remercié, saluant les efforts luxembourgeois de lutter contre l'oubli, et rappelant que la libération du pays au terme de la seconde guerre mondiale était le fondement de l'amitié américano-luxembourgeoise - "bien que ou peut-être même parce qu'elle était si sanglante".

La délégation américaine a été accueillie par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés. La délégation luxembourgeoise était composée par ailleurs de M. Niki Bettendorf, Vice-Président, des députés Lucien Weiler, Jean-Paul Rippinger, Robert Mehlen, François Bausch, John Schummer, Lucien Clement, Lydie Err, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Claude Wiseler.



(Photo: SIP)

## Assermentation de cinq fonctionnaires de la Chambre des Députés



(de gauche à droite) MM. Martin Bisenius, Claude Friesisen, Mmes Sonja Benassutti, Françoise Bernard, Marianne Weycker, M. Jean Spautz, Mmes Danièle Hubsch, Isabelle Barra et Rita Brors

C'est en jurant "fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat" et en promettant "de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité" que – conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - cinq nouveaux fonctionnaires du Greffe ont été assermentés le 14 novembre 2002 par le Président de la Chambre, M. Jean Spautz.

L'assermentation de Mmes Isabelle Barra, Rita Brors et Marianne Weycker (attachées) ainsi que de Mmes Françoise Bernard et Danièle Hubsch (rédacteurs) a eu lieu en présence du Secrétaire général de la Chambre des Députés M. Claude Friesisen, du Secrétaire général adjoint M. Martin Bisenius et de Mme Sonja Benassutti, rédacteur principal en charge des ressources humaines.

48e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

## L'élargissement et la transformation de l'OTAN en point de mire

Niki Bettendorf élu président de la sous-commission sur la gouvernance démocratique



(de gauche à droite) M. Jean-Marie Halsdorf, M. Paul Helminger, le nouveau président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN M. Douglas Bereuter (Etats-Unis), M. Niki Bettendorf et M. Mars Di Bartolomeo

Deux jours avant le Sommet de l'OTAN à Prague où les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'Alliance atlantique seront appelés à prendre d'importantes décisions quant à l'élargissement et la transformation de l'OTAN pour mieux l'adapter aux nouvelles contraintes en matière de sécurité, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO), réunie à Istanbul pour sa 48e session annuelle du 15 au 19 novembre 2002, a recommandé l'admission de 7 nouveaux membres à l'OTAN, à savoir la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. L'APO s'est aussi donné un nouveau président en la personne du député républicain Douglas Bereuter (Etats-Unis).

La Chambre des Députés était représentée à cette réunion par M. Niki Bettendorf, Vice-Président, ainsi que MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Paul Helminger. A cette occasion M. Bettendorf a été élu président de la sous-commission sur la gouvernance démocratique de la Commission sur la dimension civile de la sécurité. Cette sous-commission a comme mandat, d'une part, d'étudier les cas de pays où la démocratie a du mal à s'implanter et, d'autre part, d'examiner des thèmes ayant des conséquences sur le processus de démocratisation et affectant plusieurs pays. Dans ce contexte elle a été chargée de s'occuper plus particulièrement des problèmes en relation avec la criminalité organisée, l'immigration illégale et la traite des êtres humains.

En sa qualité de rapporteur général de la Commission de l'économie et de la sécurité de l'APO, M. Helminger a présenté, quant à lui, un rapport sur les conséquences économiques du 11 septembre 2001 et la dimension économique de la lutte contre

le terrorisme ainsi qu'une résolution sur le financement du terrorisme. MM. Di Bartolomeo et Halsdorf, de leur côté, ont assisté aux réunions de la Commission politique, respectivement de la Commission de la défense et de la sécurité et de la Commission des sciences et des technologies.

Outre l'élargissement et la transformation de l'OTAN ainsi que des discours du Secrétaire général de l'OTAN Lord Robertson et du nouveau Premier Ministre de la Turquie Abdullah Gül, les principaux autres points à l'ordre du jour étaient la lutte contre le terrorisme, l'influence des événements du 11 septembre 2001 sur les processus de réconciliation, de stabilisation et d'intégration dans les Balkans et en Europe de l'Est, les gestions de catastrophes avec de nombreuses victimes, le traité d'Ottawa et le développement de la justice pénale internationale. Une évaluation de la situation interne de la Russie, l'enclave de Kaliningrad, la défense des démocraties (défense du territoire, non-prolifération et sécurité euro-atlantique), les préparatifs militaires des pays candidats à l'OTAN, le programme iraquin des missiles anti-défense et les inspections de l'ONU, la réforme structurelle de l'OTAN et la politique européenne de sécurité et de défense ainsi que le renforcement du partenariat de sécurité transatlantique constituaient d'autres sujets traités. Enfin l'APO a également examiné la contribution de la Turquie à la sécurité dans la zone frontalière du sud-est, la gestion des ressources d'eau en Turquie dans un contexte stratégique régional, le contrôle des armements, les tâches et missions de l'OTAN dans le futur, la technologie et le terrorisme, le changement climatique planétaire ainsi que le terrorisme au moyen d'armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.



Session plénière du Parlement Benelux

# M. John Schummer cède la présidence



(de gauche à droite): M. John Schummer, Président sortant du Parlement Benelux, M. Jean-Marie Happart, Président élu du Parlement Benelux, M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés du Luxembourg, M. Armand De Decker, Président du Sénat de Belgique

Le Parlement Benelux a tenu sa dernière session plénière sous la présidence luxembourgeoise les 22 et 23 novembre 2002 à Luxembourg. A partir du 1er janvier 2003, la présidence de cette Assemblée consultative passera à la Belgique. C'est alors que le président actuel, le député M. John Schummer, passera le flambeau à

son successeur en la personne de M. Jean-Marie Happart, vice-président du Sénat de Belgique.

La Chambre des Députés a été représentée à cette session, outre M. John Schummer, par M. Ady Jung, président de la délégation luxembourgeoise, ainsi que MM. Jeannot Belling, Camille Gira, Jean-Pierre Koepp, Nico Loes,

Mme Lydia Mutsch et M. Théo Stendebach. M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie et Ministre des Transports, est intervenu au nom du Gouvernement luxembourgeois.

A l'ordre du jour figuraient notamment le 46e rapport commun des Gouvernements sur la réalisation et le fonctionnement d'une Union économique entre les trois Etats, la Convention européenne, le contrôle du transport routier, la nouvelle convention en matière de propriété intellectuelle, le bilan de la conférence commune du Parlement Benelux et du Conseil Parlementaire Interrégional sur le thème "Migration et changements structuraux dans les ressources économiques et humaines des pays du Benelux et de la Grande Région", le transport transfrontalier par ambulance, le bilan de la conférence parlementaire de Riga sur les drogues, la politique de la jeunesse, la coopération policière et judiciaire, les lois sur les étrangers, la coopération entre les ports et les grandes infrastructures transfrontalières, l'harmonisation des panneaux de signalisation, les constructions durables ainsi que la biotechnologie.

## Assemblée régionale Europe de la Francophonie

# La langue française et le cinéma européen à la une

Réunies à Bruxelles du 17 au 20 novembre 2002, les délégations des parlements européens regroupés au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) se sont penchées sur l'avenir de la langue française dans une Europe élargie, ainsi que sur la promotion du cinéma européen.

Le Luxembourg y fut représenté par M. Jean Spautz, Président de la section luxembourgeoise de l'APF, par M. Jos Scheuer, Trésorier de l'APF ainsi que par M. John Schummer en sa qualité de Président du Parlement Benelux, accompagnés du Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Friesisen.

### Quel avenir pour la langue française dans une Europe élargie?

L'Assemblée a rappelé que le plurilinguisme constitue un principe fondamental de l'Union européenne. Elle s'est montrée préoccupée par l'érosion progressive de la position du français pour la quasi-totalité des institutions de l'Union européenne. Consciente de l'enjeu que représente l'élargissement de l'Union européenne dans le domaine linguistique, l'Assemblée régionale Europe de l'APF demande entre autres au Bureau du Parlement européen de porter le nombre des futures langues pivot prévues dans son projet de "multilinguisme maîtrisé" à trois ou à quatre, incluant le français. Elle souhaite ainsi que le maintien du plurilinguisme dans la future Europe élargie fasse l'objet d'une réflexion



M. Jean Spautz et M. Jos Scheuer

on institutionnelle au sein de l'Union, et spécialement dans le cadre des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

### Un coup de pouce au cinéma européen

"Nous avons un des patrimoines culturels les plus riches au monde, nous avons les idées, nous avons les talents, parmi lesquels Hollywood vient volontiers puiser. Nous avons les meilleurs réalisateurs, nous avons des techniciens hyper-qualifiés; avec nos 376 millions d'habitants qui passeront à 400 millions après l'élargissement, nous constituons le plus grand marché du monde. Mais nous sommes dominés même sur notre propre marché." C'est avec ces mots que le Député luxembourgeois Jos Scheuer, rapporteur d'une commission, a résumé la situation du cinéma européen.

Le marché du cinéma et de l'audiovisuel connaît en Europe une forte expansion, le public des salles s'accroît chaque année, l'Europe produit plus de films que

les Etats-Unis, mais les œuvres cinématographiques européennes continuent dans leur majorité à connaître des difficultés de diffusion en dehors de leur pays d'origine, tant sur les écrans des salles de cinéma qu'à la télévision. L'audiovisuel européen est marginal sur son propre marché et n'a que peu de poids sur le marché mondial.

A travers une résolution proposée par la délégation luxembourgeoise, l'Assemblée régionale Europe de l'APF plaide en faveur d'un nouveau programme d'action d'aide au cinéma européen, demande aux parlements et gouvernements nationaux de prendre les dispositions législatives et réglementaires propres à renforcer les initiatives de soutien à la diffusion des films européens. Par ailleurs elle demande que soit étudiée l'opportunité de coordonner l'ensemble d'initiatives par un Fonds européen de promotion et de mettre en place une structure commune de promotion mondiale du film francophone.

# Deuxième Conférence européenne annuelle de l'Energie et des Transports

C'était pour la deuxième fois que la direction générale de l'énergie et des transports de l'UE a organisé une conférence européenne "Energie et Transports".

Cette année les trois journées de débats et d'échange d'idées étaient axées autour des grands réseaux d'infrastructure. La Chambre des Députés était représentée lors de cette conférence, qui s'est déroulée du 11 au 13 novembre au Palais des Congrès à Barcelone, par les députés John Schummer et François Bausch.

La conférence était subdivisée en quatre thèmes:

- Quelle demande pour les réseaux d'énergie et de transport de demain?
- Les réseaux d'énergie et de transport dans des marchés ouverts: quelles règles du jeu?
- Interopérabilité: comment concrétiser les avancées technologiques?
- Le casse-tête du financement.

C'était surtout les questions autour du libre et non discriminatoire accès aux infrastructures qui intéressaient les députés luxembourgeois et c'est pourquoi ils s'étaient inscrits pour le thème numéro deux.

En effet la libéralisation des infrastructures des chemins de fer, qui prendra effet surtout pour le transport des marchandises dans les prochains mois, risque de poser pas mal de problèmes, surtout à un petit pays comme le Grand-Duché. La question de l'allocation des capacités fut discutée de façon très controversée.

Concilier les exigences du marché avec les besoins de la collectivité dans son ensemble, cette option nécessitera une définition



M. François Bausch et M. John Schummer

précise et transparente non seulement des règles d'accès, mais aussi de la notion du service public.

La conférence de Barcelone, qui fut organisée de façon exemplaire, a été complétée par une exposition renseignant sur les programmes européens dans les secteurs de l'énergie et des transports.

La dissémination des résultats de la recherche sur les réseaux trans-européens et sur les autres programmes fut un autre élément important de cette exposition.

# Conférence du Parlement Benelux sur la Convention européenne

En date du 14 octobre 2002, le Parlement Benelux a organisé un Forum sur la Convention européenne qui eut lieu à la Chambre des Députés sous la présidence de M. John Schummer, Président du Parlement Benelux, et de M. Louis Michel, Ministre des Affaires étrangères de la Belgique et

Président du Comité de Ministres du Benelux.

Cette conférence a porté surtout sur le bilan, les enjeux et les perspectives de la subsidiarité ainsi que sur les structures de coopération parlementaire dans une future Europe élargie.



(à gauche) M. Louis Michel, Président du Comité des Ministres du Benelux et Ministre des Affaires étrangères de la Belgique  
(à droite) M. John Schummer, Président du Parlement Benelux

# NOUVELLES LOIS

## 4837 - Projet de loi portant approbation du sixième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, de la Convention, du Règlement général et de l'Arrangement signés au Congrès postal universel de Beijing le 15 septembre 1999

Le projet de loi porte approbation du sixième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, de la Convention, du Protocole final, du Règlement général et de l'Arrangement signés au Congrès postal universel de Beijing, le 15 septembre 1999.

Le Débat général du Congrès qui avait eu lieu les 26 et 27 août 1999 avait eu comme sujet phare "le droit universel à la communication - défis et opportunités pour la poste". A l'issue du Débat général du Congrès, l'UPU a adopté la Stratégie postale de Beijing, qui constitue le document de caractère stratégique de l'Union pour les années 2000 à 2004. Elle dresse un programme d'action ambitieux et cohérent, destiné à répondre aux besoins sans cesse changeants et nécessairement exigeants des clients postaux à travers le monde. Les objectifs définis par le Congrès s'adressent aussi bien aux gouvernements, aux administrations postales et aux unions restreintes qu'aux organes permanents de l'UPU.

Parmi les modifications apportées aux textes originaux des Actes concernant les services financiers postaux, il est à soulever la fusion, le regroupement et l'harmonisation des textes originaux de tous les Actes en vigueur des services financiers postaux selon la nouvelle ordonnance des actes qui comportent actuellement l'ensemble des clauses relatives aux services des mandats de poste, des chèques postaux et des titres relatifs aux envois contre remboursement.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30.08.2001

Rapporteur:  
M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Media et des Communications (Président: M. Laurent Mosar):

23.10.2002 Présentation du projet de loi

04.11.2002 Désignation du rapporteur

Organisation des travaux

25.11.2002 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:  
03.12.2002

est appelée à transposer en droit national partant du principe qu'en raison de la diversité de ces biocides et le caractère nocif potentiel que ceux-ci peuvent présenter, on ne doit accepter sur le marché aucune substance non évaluée. L'évaluation des risques a pour objectif de n'autoriser sur le marché que des produits biocides dont l'usage ne présente pas de risques inacceptables. L'objectif du projet de loi réside dans la protection tant de la santé humaine que de la santé animale et de l'environnement contre les nuisances des produits biocides.

Seuls les produits biocides autorisés peuvent être vendus et utilisés du moment que leurs substances actives sont reprises dans l'annexe I ou IA qui constituent en fait des "listes communautaires positives".

Afin de déterminer les substances actives utilisées dans les biocides, il est prévu que les autorités nationales des États membres, dans le concept de la subsidiarité, établissent une liste de ces substances, centralisées ensuite au fur et à mesure au niveau européen. Cette liste, outre son intérêt quant à l'application de la directive, facilitera le travail de documentation des entreprises.

Les entreprises mettant sur le marché des produits biocides doivent établir des dossiers définis dans les annexes à la directive, à savoir:

- un dossier pour les substances actives rentrant dans la composition des produits biocides;
- un dossier pour les produits biocides eux-mêmes.

Dans cet ordre d'idées, la directive prévoit dans son article 4 que les autorisations pour les produits biocides accordées dans un des États membres, doivent faire l'objet d'une reconnaissance mutuelle de la part des autres États membres

La délivrance de l'autorisation de mise sur le marché est subordonnée au respect de certaines conditions, comme notamment l'efficacité, l'absence d'effets inacceptables sur la santé de l'homme, de l'animal ou sur l'environnement. Pour l'appréciation du caractère acceptable ou non des effets susvisés, le principe de précaution tel qu'inscrit dans le traité établissant la Communauté européenne peut servir de ligne directrice.

En outre le principe de substitution implique que lorsqu'une substance active contenue dans les produits biocides utilisés dans des conditions normales donne lieu à des préoccupations sanitaires ou environnementales, celle-ci doit être remplacée si possible par une substance active à moindres risques.

Le projet de loi adopte également le principe d'une autorisation limitée dans le temps. Ainsi les autorisations sont-elles accordées pour une période maximale de dix ans à compter de la date de la première inscription d'une substance dans l'annexe I ou IA.

La clause de sauvegarde établie au niveau du projet de loi constitue également un instrument sécuritaire du fait qu'elle permet de limiter ou d'interdire l'utilisation ou la vente d'un produit biocide pour-

vu qu'on ait raison d'estimer que ledit produit présente des risques inacceptables pour la santé humaine ou animale ou pour l'environnement.

Reste à noter que le projet prévoit également des dispositions relatives à la publicité des produits biocides, à la confidentialité de certaines données et aux contrôles et inspections. Il prévoit également des dispositions pénales dans certains cas précis.

Dépôt par M. Carlo Wagner,  
Ministre de la Santé  
et de la Sécurité sociale,  
le 17.10.2001

Rapporteur:  
M. Marco Schroell

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président: M. Niki Bettendorf):

25.02.2002 Désignation du rapporteur

17.06.2002 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

21.10.2002 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le projet de loi amendé

11.11.2002 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:  
13.11.2002

d'une production ou d'une utilisation intentionnelle.

Un autre objectif consiste dans la minimisation, voire même l'élimination à terme, et dans la mesure du possible, des rejets de POP produits involontairement (article 5).

En collaboration avec des organisations mondiales, régionales et sous-régionales, les Parties s'efforcent de mettre en œuvre endéans les 2 ans qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard, un plan d'action.

Conformément à l'article 6 de la Convention, les Parties sont tenues de prendre des mesures visant à réduire ou éliminer les rejets émanant de stocks et déchets.

Les Parties sont également invitées à s'engager davantage dans la recherche.

Même si des sanctions ne sont pas prévues, la Conférence des Parties élaborera, dès que possible, des procédures à appliquer dans le cas de non-respect des dispositions de la Convention. Les différends entre les Parties sont réglés par la négociation, l'arbitrage ou la Cour internationale de Justice.

En février 2001, la Commission européenne a présenté – en application des principes de précaution et de substitution – un Livre Blanc dans lequel elle propose une stratégie communautaire pour la future politique dans le domaine des substances chimiques.

En outre, la Commission européenne a présenté en juillet 2002 une communication concernant l'utilisation durable des pesticides. Cette communication vise à lancer une large consultation à laquelle participent toutes les parties prenantes. A l'issu du processus de consultation, la Commission élaborera, dans le courant de 2003 une stratégie thématique et des propositions législatives éventuelles.

Au Luxembourg une étude a été réalisée sur la contamination des poissons du système Alzette-Sûre-Moselle par les dioxines (PCDD), les furanes (PCDF) et les PCB.

En date du 4 juillet 2002 une motion a été déposée au Parlement invitant le Gouvernement à étendre l'étude en question sur d'autres systèmes fluviaux du pays et à considérer également d'autres contaminants potentiellement toxiques pour l'homme ou écotoxiques pour le milieu aquatique, comme des micropolluants organiques réputés être bioaccumulables ou difficilement biodégradables (pesticides, substances chlorées, etc.).

Le Luxembourg exécute déjà la Convention par le biais de certains règlements et directives communautaires.

L'on peut citer la directive 96/59/CE concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychlorotéphényles (PCB et PCT). Ladite directive ainsi que le règlement grand-ducal de transition du 24 février 1998 prévoient l'élimination contrôlée des PCB, la décontamination ou l'élimination des appareils contenant des PCB et/ou l'élimination des PCB usagés en vue de leur élimination complète.

La directive 2000/76/CE sur l'incinération des déchets, pour laquelle la réglementation luxembourgeoise de transposition est en cours d'approbation, fixe une valeur limite de 0,1 mg pour les émissions de dioxines et de furanes.

Dépôt par Mme Lydie Polfer,  
Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05.12.2001

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Emile Calmes):

15.01.2002 Désignation du rapporteur

19.11.2002 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:  
03.12.2002

## 4930 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Niederanven et de Sandweiler

Par leurs délibérations respectives des 17 décembre 1998 et 27 avril 1999, les conseils communaux des communes de Niederanven et de Sandweiler ont donné leur accord à une modification de leurs limites communales. L'intervention du législateur est donc requise pour finaliser le changement de limites souhaité entre les communes de Niederanven et de Sandweiler.

L'opportunité de ce changement de limites résulte donc de l'adoption par les deux conseils communaux d'un plan d'aménagement particulier couvrant des terrains situés de part et d'autre de la limite entre ces deux communes. Les parcelles ne seront plus découpées. Chaque nouvelle parcelle sera située sur le territoire d'une seule commune, soit celle de Niederanven, soit celle de Sandweiler.

Le présent projet de loi a donc pour objet d'effectuer les transferts de surfaces nécessaires. Comme les deux aires cédées de part et d'autre présentent la même surface, l'équilibre territorial entre les deux communes n'est pas affecté.

Dépôt par M. Michel Wolter,  
Ministre de l'Intérieur, le 23.03.2002

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

01.10.2002 Désignation du rapporteur

26.11.2002 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:  
03.12.2002

## 4856 - Projet de loi relatif aux produits biocides

Le projet de loi tout comme la directive 98/8/CE que le projet de loi

# Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng: um Kanal S 29

zu Diddeleng: um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen: um Kanal S 29

**Ordre du jour**

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Dépôt d'une motion sur la situation en Iran
4. Ordre du jour (*suite*)
5. Dépôt d'une résolution
6. Dépôt d'un projet de loi
7. Dépôt d'une proposition de loi
8. Heure de questions au Gouvernement
  - Question 250 de M. Nico Loes relative à l'information du citoyen sur les dangers potentiels dans certains pays
  - Question 251 de M. Jos Scheuer relative aux horaires de travail des salariés du secteur commercial au cours du mois de décembre
  - Question 252 de M. Robert Mehlen relative au problème des pierres d'emparement pour le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean
  - Question 253 de Mme Mady Delvaux-Stehres relative aux intentions du ministère d'abolir à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année scolaire courante une classe terminale du Lycée technique Michel Lucius
  - Question 254 de Mme Renée Wagener relative aux expériences du projet „partageons l'égalité - Gleichheit teilen“ dans l'enseignement précoce, préscolaire et primaire
  - Question 255 de M. Ben Fayot relative aux orientations des propositions des premiers ministres du BENELUX à la Convention sur l'avenir de l'Europe
  - Question 256 de M. Robert Mehlen relative à la campagne de publicité en relation avec la politique de coopération
  - Question 257 de M. Ben Fayot relative à la position du Gouvernement sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne en vue du Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002
  - Question 258 de M. Robert Mehlen relative à la situation économique extrêmement difficile des installations dites „collectives“ de l'agriculture luxembourgeoise à Mersch et ailleurs
  - Question 259 de M. Ben Fayot relative aux propositions faites par le Vice-Président de la Commission, M. Kinnock au sujet du site de Luxembourg
  - Question 260 de M. Georges Wohlfart relative à la création d'un nouveau bâtiment sur un nouveau site pour le Lycée technique agricole
9. Dépôt d'une motion sur la situation en Iran
10. Motion de M. François Bausch sur la situation en Iran et Motion de M. Jean-Paul Rippinger sur la situation en Iran
11. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relative à l'approbation des comptes de l'exercice 2001 de la Cour des Comptes
12. 4881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001  
*(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion)*
13. Dépôt de deux propositions de loi
14. 4837 - Projet de loi portant approbation du sixième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, de la Convention, du Règlement général et de l'Arrangement signés au Congrès postal universel de Beijing le 15 septembre 1999  
*(Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*
15. 4930 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Niederanven et de Sandweiler  
*(Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*
16. 4856 - Projet de loi relatif aux produits biocides  
*(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

*de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

## 17. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Erna Hennicot-Schoepges, Anne Brasseur, MM. Charles Goerens et Carlo Wagner, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

**(Début de la séance publique à 15.00 heures)**

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

**(Négation)**

Dat ass net de Fall.

## 1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 18 novembre 2002, le

*- Projet de loi 5056 portant approbation du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, adopté le 3 novembre 2001 par la trente et unième réunion de la Conférence de la FAO*

*et le*

*- Projet de loi 5057 portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, et l'Acte final y afférent et de l'échange de lettres remplaçant la signature de l'Accord, signé à Luxembourg, le 9 avril 2002.*

Monsieur le Député Alex Bodry a déposé en date du 26 novembre 2002 la

*- Proposition de loi 5058 portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières.*

3) Réunies à Bruxelles du 17 au 20 novembre 2002, les délégations des parlements européens regroupés au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) se sont penchées sur l'avenir de la langue française dans une Europe élargie, ainsi que sur la promotion du cinéma européen. Le Luxembourg y fut représenté par Monsieur Jean Spautz, Président de la section luxembourgeoise de l'APF, par Monsieur Jos Scheuer, Trésorier de l'APF ainsi que par Monsieur John Schummer en sa qualité de Président du Parlement Benelux, accompagnés du Secrétaire général de la Chambre des Députés, Monsieur Claude Friesisen.

L'Assemblée a rappelé que le plurilinguisme constitue un principe fondamental de l'Union européenne. Elle s'est montrée préoccupée par l'érosion progressive de la position du français pour la quasi-totalité des institutions de l'Union européenne. Consciente de l'enjeu que représente l'élargissement de l'Union européenne dans le domaine linguistique, l'Assemblée régionale Europe de l'APF demande entre autres au Bureau du Parlement européen de porter le nombre des futures langues pivot prévues dans son projet de „multilinguisme maîtrisé“ à trois ou à quatre, incluant le français. Elle souhaite ainsi que le maintien du plurilinguisme dans la future Europe élargie fasse l'objet d'une réflexion institutionnelle au sein de l'Union, et spécialement dans le cadre des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

„Nous avons un des patrimoines culturels les plus riches au monde, nous avons les idées, nous avons les talents, parmi lesquels Hollywood vient volontiers puiser. Nous avons les meilleurs réalisateurs, nous avons des techniciens hyper-qualifiés; avec nos 376 millions d'habitants qui passeront à 400 millions après l'élargissement, nous constituons le plus grand marché du monde. Mais nous sommes dominés même sur notre propre marché.“ C'est avec ces mots que le Député luxembourgeois Jos Scheuer, rapporteur d'une commission, a résumé la situation du cinéma européen.

Le marché du cinéma et de l'audiovisuel connaît en Europe une forte expansion, le public des salles s'accroît chaque année,

l'Europe produit plus de films que les Etats-Unis, mais les œuvres cinématographiques européennes continuent dans leur majorité à connaître des difficultés de diffusion en dehors de leur pays d'origine, tant sur les écrans des salles de cinéma qu'à la télévision. L'audiovisuel européen est marginal sur son propre marché et n'a que peu de poids sur le marché mondial.

A travers une résolution proposée par la délégation luxembourgeoise, l'Assemblée régionale Europe de l'APF plaide en faveur d'un nouveau programme d'action d'aide au cinéma européen, demande aux parlements et gouvernements nationaux de prendre les dispositions législatives et réglementaires propres à renforcer les initiatives de soutien à la diffusion des films européens. Par ailleurs elle demande que soit étudiée l'opportunité de coordonner l'ensemble d'initiatives par un Fonds européen de promotion et de mettre en place une structure commune de promotion mondiale du film francophone.

4) Un groupe de travail composé des Présidents des délégations de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires) des Etats membres de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen s'est réuni le 18 novembre 2002 à Copenhague. La Chambre des Députés était représentée par M. Laurent Mosar, Président de la délégation luxembourgeoise de la COSAC.

Mis en place par la XXVII<sup>e</sup> COSAC (Copenhague, 16-18 octobre 2002), le groupe de travail a trouvé un consensus au niveau de la préparation d'un code de conduite (normes minimales indicatives) en vue de permettre un contrôle parlementaire national efficace des Gouvernements en ce qui concerne les affaires européennes et au niveau de l'intervention de la COSAC dans le contrôle de la subsidiarité. Seront également introduites de nouvelles règles de vote et de nouvelles dispositions concernant l'organisation des futures réunions de la COSAC. Il est en outre envisagé de changer la dénomination de la COSAC.

Une deuxième réunion se déroulera le 16 décembre 2002 à Copenhague afin de mettre en place un secrétariat permanent pour la COSAC et d'adopter le rapport final reprenant les conclusions du groupe de travail. Ce document sera à l'ordre du jour d'une réunion extraordinaire de la plénière de la COSAC au début de l'année 2003.

5) Le Parlement Benelux a tenu sa dernière session plénière sous la présidence luxembourgeoise les 22 et 23 novembre 2002 à Luxembourg. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, la présidence de cette Assemblée consultative passera à la Belgique. C'est alors que le président actuel, le député John Schummer, passera le flambeau à son successeur en la personne de Jean-Marie Happart, vice-président du Sénat de Belgique.

La Chambre des Députés a été représentée à cette session, outre Monsieur John Schummer, par Monsieur Ady Jung, président de la délégation luxembourgeoise, ainsi que Messieurs Jeannot Belling, Camille Gira, Jean-Pierre Koopp, Nico Loes, Madame Lydia Mutsch et Monsieur Théo Stendebach. Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Economie et Ministre des Transports, est intervenu au nom du Gouvernement luxembourgeois.

A l'ordre du jour figuraient notamment le 46<sup>e</sup> rapport commun des Gouvernements sur la réalisation et le fonctionnement d'une Union économique entre les trois Etats,

la Convention européenne, le contrôle du transport routier, la nouvelle convention en matière de propriété intellectuelle, le bilan de la conférence commune du Parlement Benelux et du Conseil Parlementaire Interrégional sur le thème „Migration et changements structuraux dans les ressources économiques et humaines des pays du Benelux et de la Grande Région“, le transport transfrontalier par ambulance, le bilan de la conférence parlementaire de Riga sur les drogues, la politique de la jeunesse, la coopération policière et judiciaire, les lois sur les étrangers, la coopération entre les ports et les grandes infrastructures transfrontalières, l'harmonisation des panneaux de signalisation, les constructions durables ainsi que la biotechnologie.

6) Par lettre du 26 novembre 2002 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre des Députés le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 21 au 24 octobre 2002:

réolution sur l'importance et le dynamisme du théâtre et des arts du spectacle dans l'Europe élargie,

position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République d'Angola concernant la pêche au large de l'Angola pour la période allant du 3 mai 2002 au 2 août 2002,

réolution sur la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions: „Sécurité des réseaux et de l'information: Proposition pour une approche politique européenne“,

réolution sur l'impact de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et son statut futur,

position sur la proposition de recommandation du Conseil concernant l'application de la législation sur la santé et la sécurité au travail aux travailleurs indépendants,

position sur la proposition de décision du Conseil approuvant, au nom de la Communauté européenne, la convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international,

réolution sur la stratégie de l'UE pour la Conférence de New Delhi sur le changement climatique (COP-8),

réolution sur l'évaluation et les perspectives de la stratégie de l'UE en matière de terrorisme un an après le 11 septembre 2001.

## 2. Ordre du jour

Wat déi parlementairesch Aarbechte vun dëser Woch ueberlaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 27. November proposéiert, dass d'Chamber dès Woch mat folgendem Ordre du jour siégéiert:

De Métteg hu mer:

- eng Froestonn un d'Regierung;
- eng Resolutioun vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire iwwert d'Konte vum Joer 2001 vun der Cour des Comptes;

- de Projet de loi 4881 iwwert d'Stockholmer Ofkommes;

- de Projet de loi 4837, en Zousazprotokoll zu der Constitutioun vun der Union postale universelle;

- de Projet de loi 4930 iwwer eng Grenzänderung téschent de Gemengen Nidderaanwen a Sandweiler;
- de Projet de loi 4856 iwwert d'Produits biocides an
- Naturalisatiounen.

Muer de Mëtteg stellt den Här Budgetsrapporteur Emile Calmes de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Statsbudget vum Joer 2003 vir.

Iwwermuer, en Donneschdeg, presentéieren den Här Statsminister Jean-Claude Juncker an den Här Budgetsminister Luc Frieden hiren Exposé zum Statsbudget vum Joer 2003.

D'Wuert huet den Här François Bausch fir den Dépôt vun enger Motioun.

### 3. Dépôt d'une motion sur la situation en Iran

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, an der Motioun geet et ém de Respekt vun de Mënscherechter am Iran. Ech wär vrou, wann déi Motioun nach kéint virum 10. Dezember diskutéiert ginn, well den 10. Dezember e wichtegen Ausseminister-Conseil ass a mer vrou waren, wann d'Chamber géif der Regierung den Optrag ginn, fir an der Richtung vun deem, wat an der Motioun steet, do ze intervenéieren.

#### Motion

*La Chambre des Députés, considérant la situation dramatique des droits humains en Iran, notamment les nombreuses exécutions barbares et la continuation du châtiment inhumain de la lapidation de femmes iraniennes;*

*considérant l'ampleur grandissante des protestations et manifestations des étudiants et du peuple iranien, leur appel pour le respect des droits humains et pour un gouvernement démocratique séculier et laïque en Iran;*

*condamnant le rôle joué par le régime iranien sur le plan du terrorisme international, notamment par l'assassinat systématique d'opposants à l'extérieur de l'Iran et par son rôle négatif dans le conflit israélo-palestinien au Proche-Orient;*

*compte tenu du blocage systématique des réformes démocratiques par les mollahs au pouvoir;*

*préoccupé par le fait que le nom de Moudjahidines du peuple a été placé sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne;*

*considérant la déclaration de 150 membres du Congrès américain du 21 novembre 2002 appelant à enlever de la liste des terroristes les Moudjahidines du peuple iranien, ce mouvement étant un mouvement de résistance légitime;*

*considérant le récent appel du Conseil National de Résistance iranienne pour la constitution d'un front commun de toutes les forces luttant pour la démocratie et la laïcité, suscitant l'espoir de la société iranienne;*

*se référant à sa résolution adoptée le 21 mars 2001 sur la situation en Iran;*

#### demande au Gouvernement

*de notifier, ensemble avec ses partenaires de l'Union européenne, au Gouvernement iranien que la poursuite du développement des relations à la fois bilatérales et entre l'UE et l'Iran serait subordonnée à l'amélioration de la situation des droits humains et notamment au respect des libertés fondamentales;*

*de renforcer le processus de changement en Iran par le biais du dialogue avec l'opposition démocratique et de s'efforcer de faire supprimer le nom des Moudjahidines du peuple de la liste des*

*organisations terroristes de l'Union européenne;*

*de déployer tous les efforts nécessaires avec nos partenaires de l'Union européenne afin de présenter une résolution condamnant les graves violations de droits humains en Iran à la Commission de droits humains de l'ONU au printemps 2003.*

(s.) **François Bausch.**

Ech hunn némnen eng Énner-schréft drop gesat a wollt froen, ob déi aner Fraktiouen net och bereet wären dès Motioun ze énnerstëtzzen? Wann dat net sollt de Fall sinn, ass meng Fraktiouen selbstverständlech bereet dat ze maachen.

#### (Interruption)

**M. le Président.**- Ass d'Chamber d'accord, fir dès Motioun op den Ordre du jour ze hueilen? Wéi stellt d'Regierung sech dozou?

#### (Assentiment)

**Une voix.**- No der Heure de questions.

Et ass esou décidément.

D'Wuert huet den Här Rippinger.

### 4. Ordre du jour (suite)

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, ech wollt eppes zu eisem Ordre du jour soen, notamment zu dem Projet de loi iwwert d'Konventioun vu Stockholm.

Do huet d'Conférence des Présidents an hirer Sagesse gesot, dass et de Modell 0 wär, dee mer applizéiere géinge fir d'Interventione vun den Deputéierten. Or, den Här Gusty Graas, dee Rapporteur vun deem Projet de loi ass, seet mer, dass et eng richteg Konventioun wär an dass e méi Zait bräicht als Rapporteur, fir all déi Elementer vun däri Konvention ze exposéieren, wéi dat am Modell 0 de Fall ass, respektiv am Modell de base. Dofir géing ech proposéieren, dass d'Chamber och an hirer Sagesse géing décidément, dass mer de Modell 1 dofir géingen applizéieren, fir dem Rapporteur genuch Zait ze ginn, fir kënnen dee Projet richteg ze exposéieren an dat erlaabt eis alleguer, fir vill méi kuerz ze sinn.

**M. le Président.**- Ass d'Chamber d'accord mat däri Proposition?

Et ass esou décidément.

Den Här Krecké huet d'Wuert.

### 5. Dépôt d'une résolution

**M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här President, just fir de formellen Dépôt vun däri Resolution ze maachen, déi op eisem Ordre du jour steet.

#### Résolution

*La Chambre des Députés, vu que le réviseur des comptes de la Cour des Comptes estime dans son rapport que „les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2001 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date“;*

*vu que la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire a marqué au cours de sa réunion du 4 novembre 2002 son accord avec le rapport du réviseur des comptes;*

*de renforcer le processus de changement en Iran par le biais du dialogue avec l'opposition démocratique et de s'efforcer de faire supprimer le nom des Moudjahidines du peuple de la liste des*

*organisations terroristes de l'Union européenne;*

*les comptes de l'exercice 2001 de la Cour des Comptes.*

(s.) **Jeannot Krecké, François Bausch, Lucien Clement, Robi Mehlen, Jean-Paul Rippinger.**

**M. le Président.**- D'Wuert huet d'Mme Minister Erna Hennicot-Schoepges fir den Dépôt vun engem Projet de loi.

### 6. Dépôt d'un projet de loi

**Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Här President, duerch Arrêté vum 29. November sinn ech vum Grand-Duc autoriséert, fir de Projet de loi iwwert d'Université de Luxembourg ze déposéieren:

*- Projet de loi 5059 portant création de l'Université de Luxembourg.*

**M. le Président.**- D'Chamber hét Akt vun dem Dépôt vun deem Projet de loi. De Projet de loi gëtt un déi zoustänneg Instanze weidergeleet.

D'Wuert huet d'Mme Mady Delvaux-Stehres.

### 7. Dépôt d'une proposition de loi

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).**- Här President, erlaabt mer eng Proposition de loi ze déposéieren, déi den Artikel 185 vum Code des Assurances sociales ofännt an dat erém soll erläben, wat verschwonne war am Gesetz, wat am Juli gestëmmt ginn ass, dass ee kann iwwer 65 Joer bis 68 Joer am Privatsecteur schaffen an och cotiséieren an een doduerch eventuell eng méi héich Rent kritt.

*- Proposition de loi 5060 modifiant le livre III du Code des Assurances sociales.*

**M. le Président.**- D'Chamber hét Akt vun dem Dépôt vun däri Proposition de loi, déi un déi zoustänneg Instanze weidergeleet gëtt.

Mir hunn dann eng Froestonn un d'Regierung. Den Artikel 78 vun eisem Chamberreglement gesäit vir, dass den Deputéierten zwou Minuten Zait huet, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung véier Minuten huet, fir dorop ze antworten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Ech wollt recommandéieren, dass jidderee sech Disziplin operleet, fir sech un déi Zäiten ze halen, déi virgesi sinn.

Déi éischt Fro ass d'Fro 250 vum Här Nico Loes un d'Ausseministesch iwwert déi potentiel Geforen a verschidene Länner.

Den Här Loes huet d'Wuert.

### 8. Heure de questions au Gouvernement

**Question 250 de M. Nico Loes relative à l'information du citoyen sur les dangers potentiels dans certains pays**

**M. Nico Loes (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kontext vun deene rezenten terrestresch Bommen-ugrëffer an touristesch Héichbuergen an Asien, an Afrika an notamment op der Insel Bali an am Nigeria, Bommenugrëffer, déi zu enger grousser Veronschéierung a grouss Angscht bei den Touristen a bei de Leit ervirgeruff hunn, wollt ech der Madame Ausseministesch folgend Froe stellen:

Ob et am Ausseministère eng Ulfastell gëtt oder eng Cellule d'information, wou d'Leit sech informéiere kënnen iwwer déi potentiel Geforen, déi op se lauere kënn, wa se an esou Länner fléien?

Wann dat net de Fall ass, ob soss e Ministère Informationen do kënnent ginn?

Ech hunn op deem offizielle Site www.mae.lu eigentlech keng Informationen fonnt iwwer esou Saachen. Ech weess awer, dass op dem Site Internet vun den Ausseministère vun Däitschland, Frankräich an England esou Informationen gi ginn.

Dofir wollt ech froen, ob et méiglech wär, dass mir eis iwwer e Link u si géifen uschléissen, esou dass den normale Mënsch do kënt déi Renseignementer kréien, déi e brauch, wann e wéllt an déi Länner füeren. Ech wär vrou, wa mer dat net hunn, dass mer dat och hei am Land kënnnt maachen.

Merci.

**M. le Président.**- D'Madame Ausseminister Lydie Polfer huet d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Deputéierte Loes merci fir déi Fro, well ech weess, datt et eng Fro ass, déi vill Leit beschäftegt. An désen Záite gëtt d'Welt méi kleng an do wou ee fréier gemengt huet, et wier een nach wáit ewech vun alle Problemer, gesäit een, datt et een egal wou ka mat terroristeschen Attacken treffen.

Ech wéll direkt virewech soen, datt egal wéi eng Informationen mir këinne ginn, et natierlech awer jidder Eenzelnem iwwerlooss ass, seng Décisioun ze huelen an ze motivéieren. Mä dat wat mir këinne maachen, wat mir wëlle maachen a wat mer och nach besser wäerte maachen an Zukunft, dat betréfft déi politesch Informationen, déi ee kann iwwert d'Situatioun an engem Land ginn.

Mä nach eng Kéier: Dat ass weder eng Garantie, ob an engem Land eppes geschitt oder ob näischt geschitt, well et kann och an engem Land eppes geschéien, wou ee mengt, et wier roueg. Ech erënneren némnen un dat wat virun engem Mount zu Helsinki geschitt ass. Wann Der do gefrot hätt op egal wéi engem Site, hätt Der bestimmt het fonnt, datt dat e Land wier, wou een iergendwéi misst Attacke fäerten. Ech wollt dat just direkt als Aschränkung víraus-schécken zu deenen Informationen, déi mer ginn.

Wat leeft de Moment schonn? De Moment leeft schonn am Ministère vun den Affaires étrangères permanent eng Téléfonslinn. Dat ass d'Nummer 478 23 81, déi zu de Büroszäiten accessibel ass a wou d'Leit sech kënnen Informationen huelen iwwert d'politesch Situations an engem gewëssene Land, wou se wéllen hifueren.

Wann dat Länner si wou mir direkt Representatiounen hunn oder wou et kloer ass wéi d'Situatioun ass, da kënn mer déi Informationen och direkt ginn. Sinn et awer elo méi ausgefale Plazen, da musse mer vlächsel selwer nofroen, vu datt mir jo net iwwerall representéiert sinn, bei deene Länner, déi eis op deene Plaze representéieren. Mä, wéi gesot, énnert däri doten Nummer kann elo schonn all Mënsch Informationen anhuelen.

Mir kënnen natierlech och, wann eng Persoun eis eppes freet, se weiderginn un den Internetsite vun anere Ministären. Dat geschitt de Moment zwar nach net automatesch, mä déi Propositionen, déi den Här Loes gemaach huet, ass eng ganz gutt an ech hunn och schonn Instruktiounen ginn, datt mir eisen Internetsite esou sollen organiséieren, datt automatesch de Lien gemaach gëtt zu Sitë vun

maachen, de Risiko oder d'Freed op sech ze huelen, läit nach émmer bei jidder Eenzelnem.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro 251 vum Här Jos Scheuer un de Mëttelstandsminister iwwert d'Aarbechtszäite beim Lëtzbuerguer Handel am Mount Dezember.

Den Här Scheuer huet d'Wuert.

**- Question 251 de M. Jos Scheuer relative aux horaires de travail des salariés du secteur commercial au cours du mois de décembre**

**M. Jos Scheuer (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Chrëschtdag kénnt bestémmt an de Mount Dezember ass ee vun deene Méint, déi an der Geschäftswelt schonn hir grouss Wichtegkeet hunn an déi och bei de Konsumenten hir Wichtegkeet hunn. Et si viru kuerzem Verhandlunge gelaf téschtend de Gewerkschaften, der Confédération du Commerce an dem Ministère, wat d'Öffnungszäite vun zwee Samschdeger ugeet, an zwar dem 14. an dem 21. Dezember. D'Gewerkschafte verlaangen, datt d'Personal bedeelegt gëtt an deem Sénn, datt se 50% Zouschlag verlaange fir déi Leit, déi op deenen zwee Samschdeger schaffe wëllen, respektiv schaffe müssen.

Ech wollt de Minister froen, wéi d'Resultat vun deenen Diskussionsiouen ass, déi do gefouert gi sinn, wat fir eng Konsequenzen et huet fir d'Personal, an awer och wat fir Konsequenzen déi Verhandlungen hu fir d'Ouverture um 14. an 21. Dezember vun de Geschäften.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Mëttelstandsminister Fernand Boden.

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Scheuer huet mer eng Fro gestallt iwwert d'Konsequenzen fir d'Salarié vun den Öffnungszäite vun de Geschäften.

Ech wëll dem Här Scheuer nach eng Kéier soen, datt mer hei ganz laang diskutéiert hu beim Gesetz iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäften, datt d'Öffnungszäite vun de Geschäften an d'Aarbechtsrecht vun de Salariéen absolut náisch mateneen ze dinn hunn. Am Gesetz iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäften steet nämlech ganz kloer an engem Artikel dran, datt egal wivill Stonnen d'Geschäfter op sinn, d'Aarbechtsrecht émmer nach duerch aner Gesetzer geregelt gëtt.

An der Theorie ka jo e Geschäft vu moies 6 bis owes 8 Auer op hunn. Dat si 14 Stonnen. Dat bedeut awer op kee Fall, datt en Aarbechter misst 14 Stonnen an engem Geschäft schaffen. Souguer wann e Geschäft zeng Stonnen op huet, vun 8 bis 18.00 Auer, heesch dat net, datt den Aarbechter muss zeng Stonnen doranner schaffen. Dat heesch, et sinn zwou getrennte Saachen, déi am Fong indirekt eppes mateneen ze dinn hunn, mä d'Aarbechtsrecht gëtt iwwer aner Gesetzer geregelt wéi dat vun den Öffnungszäite vun de Geschäften.

Dat allgemeng zur Saach.

Wat elo méi konkret den Dezember ubelaangt, sinn ech an enger Question parlementaire gefrot gi wat ech wëllt um Virowend vun de Feierdeeg maachen. Dat huet net de 14. an 21. Dezember betraff, mä de Virowend vu Chrëschtdag a vu Silvester. Ech hunn do ganz kloer gesot, datt ech net bereet wier, wéi dat dem Gesetz no méiglech ass ze dérogéieren, fir datt déi zwee Deeg d'Geschäfter kénnten, bis no 18.00 Auer op hunn. Ech hu kloer gemach, datt ech net géing doriwwer erausgoen, au contraire, datt ech géing vermëttelen téschten de Gewerk-

schaften an de Geschäftsleit, ob een net kénnt esouguer higoen an déi zwee Virowender vu Feierdeeg um 16.00 Auer d'Geschäfter zoumaachen.

Dat ass natierlech eng Saach wou d'Sozialpartner müssen zesummen diskutéieren an eens ginn. Jidderee muss e puer Konzesionen maachen. Ech muss soen, datt déi Diskussioun leider Gottes zu náisch gefouert hunn. Mir hunn an der leschter Woch nach versicht Vermëttlungen ze maachen. D'Demande vun de Geschäftsleit ass effektiv, fir de 14. an den 21. Dezember méi laang opzemaachen, an en contre-partie dann de 24. an den 31. Dezember zwou Stonnen éischter zoumaachen.

Et ass zu kengem Konsens komm, well kee Konsens konntt fannet ginn iwwert d'Rémunératioun vun de Salariéen, wa géifen d'Geschäfter de 14. an den 21. Dezember méi laang opmaachen.

Ech wëll dat allgemengt Aarbechtsrecht nach eng Kéier hei duerleeën, woufir ech natierlech net selwer zoustänneg sinn, mä dat allgemengt Recht ass, datt, wann en Aarbechter eng Iwwerstönn mécht, da kritt e 25% Supplément. Wann e sonndes schafft, da kritt e 70% Supplément. Mä et ginn eng ganz Rei Kollektivverträge, wou ebe just geregelt gëtt, wat soll geschéien, wann ausserhalb vun der normaler Aarbechtszäit geschafft gëtt. An do gëtt et Kollektivvertrag, déi soen, datt den Aarbechter 50% báikritt bei engem Iwwerstönn oder esouguer sonndes 100% báikritt. Dat ass also eng Affärr vun de Sozialpartner. Et war och mäi Wonsch, datt se sech géifen eens ginn, fir hei eng Solutioun ze fannen. Vü datt se keng Solutioun fannet hunn, bleiwe mer bei der aktueller Gesetzgebung. Dat heesch, um 14. an um 21. Dezember gëtt náisch geännergert par rapport zum Gesetz. D'Geschäfter müssen zoumaachen zu deenen normale Konditiounen wéi se am Gesetz stinn, also um 18.00 Auer.

D'Sozialpartner hu sech awer d'Wuert ginn, fir am Laf vum nächste Joer relativ fréi zesummen ze kommen, fir eng Solutioun ze fanne fir dat wat sech all Joér am Dezember ofspillt, wou esouwuel d'Konsumente wéi och d'Geschäftsleit Intérêt drun hunn, datt d'Öffnungszäite relativ grousszügig a gënschteg sinn, fir kenne gutt akafen ze goen, wéi dat och an de Grenzregiouen de Fall ass, a fir net eng Situation vu Concurrence déloyale par rapport zum Ausland ze hunn.

An ech hoffen, wéi gesot, datt mer do eens ginn. Mir wëssen, datt hei Schwierigkete sinn, datt och Sozialwahlen ustinn, mä déi nächste Kéier ass et no de Sozialwahlen. Ech hoffen also, datt méi Versteedemech vun alle Säiten do ass, fir zu enger valabler Solutioun ze kommen.

Ech sinn d'accord domadder, datt een émmer muss d'Recht vun de Konsumente kucken, d'Recht vun de Geschäftsleit, an d'Recht vun deene Leit, déi an de Geschäften schaffen, datt déi openeen ofgestëmmt ginn. Dofir hunn ech émmer drop gehalen, datt mer versichen an dësem Domän esou wält wéi méiglech eng Eenegkeet ze fanne vun de Sozialpartner mam Ministère zesummen.

**(Interruption)**

Jo, wat d'Konsequenz fir de 24. an 31 Dezember ass, hunn ech gesot: Do gëtt náisch geännergert un der Gesetzgebung. Dat heesch, um sechs Auer ass spéitstens zou. Wann d'Geschäfter wëllen um véier Auer zoumaachen, dann ass do um véier Auer zou. A wann a Kollektivvertrag steet, et géif um fénnef Auer zugemaach ginn, da gëtt um fénnef Auer zugemaach. D'Kollektivvertrag si vu Geschäft zu Geschäft oft aneschters.

**M. le Président.**- Mir kommen zur Fro Nummer 252 vum Här Robert Mehlen un d'Bauteministresch iwwert de Musée d'art moderne Grand-Duc Jean. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

**- Question 252 de M. Robert Mehlen relative au problème des pierres d'emparement pour le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean**

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Här President, ech freeë mech iwwert dee groussen Intérêt, deen hei an der Assemblée iwwert déi Fro do ass. Wéi mer alleguer wëssen, ass et èm dee Musée d'art moderne, a ganz besonnesch èm déi Steng, déi sollen dran a ronderem gebaut ginn, vill Diskussionsiouen a Polemik ginn. Ech wëllt awer elo net op déi Polemik weider agoen.

Mir wëssen, datt en neutralen Expert, dee vun deenen zwou Säiten unerkannt war, gesot huet, et wären dár Steng, déi ausgeschriwwen waren, keng méi do. Et gëtt Leit am Ministère - an ech mengen d'Ministesches selwer -, déi vertrieden d'Meenung, et wieren dár Steng dräimol méi do, wéi der géinge gebraucht ginn.

Mir wëssen, datt entre-temps náisch geschitt, datt d'Zäit leeft, an Zäit ass Geld, och fir de Stat. An dofir wollt ech d'Madame Minister froen - si hat nämlech am August ugekënnegt, déi Fro ze klären -, ob tatsächlech dár Steng disponibel wären. Och huet se gesot, se géing ganz gär mat de Journalisten dee Steebroch besiche goen, fir ze beweisen, datt dat esou wär, wéi si et géing duerstellen. Dat sollt am September geschéien. Duerfir folgend Froen:

Huet déi Visite stattfonnt? A wa jo, wéi ass se verlaft? Wat sinn d'Konklusiounen aus déser Visite? Ass bei déser Visite erauskomm, datt déi Steng vun der Qualitéit Magny doré a genügender Quantitéit verfügbar sinn, fir de Pei-Musée färdeg ze maachen? A wann dat net de Fall war, wat fir eng Solutioun steet an Aussicht?

**M. le Président.**- D'Wuert huet d'Madame Bauteminister Erna Hennicot-Schoepges.

**Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.**- Här President, op dem Här Mehlen seng Fro äntwerten ech, dass déi Visite mat de Journalisten net stattfonnt huet an dat um techneschen Niveau den Dossier amgaang ass folgendermoosse verschafft ze ginn: Zwee nei Cahiers des charges fir eng öffentlech Ausschreibung fir d'Steng, an ee Cahier des charges fir d'Pose. Esoubal, wéi déi Aarbechten ofgeschloss sinn, get deen Dossier do säin normale Wee weider.

**M. le Président.**- Da kommen elo zur Fro 253 vum der Madame Mady Delvaux-Stehres un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Ofschafe vun enger Klass am Lycée technique Michel Lucius. D'Wuert huet d'Madame Delvaux.

**- Question 253 de Mme Mady Delvaux-Stehres relative aux intentions du Ministère d'abolir à partir du 2ième trimestre de l'année scolaire courante une classe terminale du Lycée technique Michel Lucius**

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).**- Här President, ech hunn eng kuerz punktuell Fro un d'Ministesches: No deenen Informatiounen déi ech hunn, wär - ech soen et am Conditionnel - geplant am Lycée technique Michel Lucius eng Treizième, a wann ech richtege informéiert sinn d'Treizième C3, vum zweete Semester dëst Joer un ofzeschafen, well némmen zwielef Schüler an dár Klass wären.

Och wär geplant, déi zwielef Schüler op zwou aner Treizième ze verdeelen, wat net némme fir d'Schüler vun dár enger Treizième Problemer stellt, mä wahrscheinech och vun deenen zwou aneren, well ee jo weess, dass de Rhythmus an och de Programm vun enger Klass zu dár anerer verschidde sinn.

Ech mengen, et wär keng immens glécklech Décisioun eng Klass opzedeelen nodeem dräi an en halwe Mount Schoul eriwwer sinn. Ech weess och, dass déi Schüler e Bréif un d'Madame Minister geschriwwen hunn an dass also d'Décisioun nach net definitiv geholl ass. Ech wär vrou, wann d'Madame Minister eis kéint soen, dass déi Klass elo net géif opgeléist ginn. Ech soe merci.

**M. le Président.**- D'Madame Erzéiungsminister Anne Brasseur huet d'Wuert.

**Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn duerch e Bréif vun de Schüler gewuer ginn, dass ech sollt eng Décisioun huelen, fir eng Klass ze suppriméieren. Deem ass net esou, well deem hätt ech och ni können zoustëmmen. Ech hunn de Schüler dat géschter schriftech matgedeelt. Wouer ass, dass bei der Schoulorganisatioun vun der Direktioun vun der Schoul d'Critérie vum Ministère vun der Education nationale net respektéiert gi sinn. Dofir kënne Schuler awer net.

Hei muss ech mech op d'Säit vun de Schüler schloen. Déi hunn hir Treizième zu 12 ugefaangen an déi mussen och d'Méiglechkeet hunn, déi Treizième zu 12 weiderzefueren, an ech hoffen, dass dat dann och zu engem Erfolleg fir si perséinlech féiert. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Mir kommen zur Fro Nummer 254 vum der Madame Renée Wagener un d'Erzéiungsministesch iwwert de Projekt „Partageons l'égalité“. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

**- Question 254 de Mme Renée Wagener relative aux expériences du projet „Partageons l'égalité - Gleichheit teilen“ dans l'enseignement précoce, préscolaire et primaire**

**Mme Renée Wagener (DÉGRÉNG).**- Merci Här President. Jo, ech wollt eng Fro stellen zu deem Projekt «Partageons l'égalité», bei deem et am Fong dréms geet, de Kanner am zaarten Alter schonn d'Iddi vun der Gläichheet téschten Fraen a Männer méi no ze bréngen. An ech wollt drun erënneren, dass d'Regierung an hirer Émsetzung vum Plan d'action national Pékin plus 5, eng Rei vu Saache festgehalen hat.

Méi allgemeng war gesot ginn, datt d'Membere vun der Régierung, jiddfereen a sengem Ressort, géinen d'Mise en oeuvre vun deem Plang assuréieren, eventuell a Kollaboratioun mam Fraemistère. Dann ass gesot ginn - an ech zitéieren -, dass d'"promotion de l'intégration du genre et de la promotion des femmes dans l'ensemble des politiques d'éducation et de formation", misst geschéien, an d'"intégration de la pédagogie du genre dans les curriculas de formation du personnel enseignant". An dann deen allerwichtegste Punkt an deem heite Kontext, d'intégration des expériences et du matériel didactique élaboré dans le cadre du projet „Partageons l'égalité“ dans l'enseignement précoce, préscolaire et primaire“.

Bis elo ass dee Projekt finanzieré ginn énnert dem 4. „Programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre femmes et hommes“. Dat heesch eigentlech, datt vum Finanzement hier dee Projekt elo ofgeschloss wär. Am Mäerz vun déi Joer huet d'Chamber awer unanime eng Motioun gestëmmt, wou se am Fong déi Iddi vun der Régierung erém zréckhelt a seet, dass d'Dimension du genre soll laangfristeg an d'Curricula intégréiert ginn, an dass och dee Projekt „Partageons l'égalité“ op de ganzen educative System soll ausgedehnt ginn, also Préscolaire, Primaire, Secondeaire a Secondeaire technique, an ee sech do och sollt op déi Erfahrungen an op dat Material sech baséieren, wat et scho gëtt. An, wat vlächt och ganz wichteg ass an deem Kontext, d'Ressourcen zur Disposition ze stellen, fir d'Émsetzung an d'Evaluéierung vum Projet ofzesécheren. Dowéinst wéilt ech meng Fro ganz besonnesch op de weidere Finanzement vun deem Projekt axéieren.

**M. le Président.**- D'Madame Erzéiungsminister Anne Brasseur huet d'Wuert.

**Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vun hirer Fro huet d'Madame Wagener gesot, si wéilt se spezifesch op de Finanzement vum Projet „Partageons l'égalité, Gläichheet deelen“ axéieren. Dat stong awer net an hirer Fro, déi se schriftech eraginn huet, sou dass ech hir net kann op déi Fro äntwerten.

Et si ganz vill Punkten, déi ech net am Detail ka wëssen. Ech wëll awer soen, dass d'Education nationale hei matgeschafft huet, dass dee Matériel didactique mat der Hélfel vun Enseignants ausgeschafft ginn ass an d'Phase pilote an der Schoul ugelaft ass. Dat didaktesch Material muss elo, esou wéi dat am Schoulgesetz vun 1912 steet, der Unterrichtskommissioun virgeluegt ginn. Et ass mat désem Material d'selwecht, wéi mat all deenen anerden didaktesche Mëttelen. Dat sinn déi Antwerten, déi ech elo ka ginn. Ech kann nach ganz gäre beim Budget Zousazinformationen bréngen, mä déi hunn ech selbstverständliche elo net bei mer.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro 255 vum Här Ben Fayot un d'Ausseministesch iwwer de Konvent. D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

**- Question 255 de M. Ben Fayot relative aux orientations des propositions des premiers ministres du BENELUX à la Convention sur l'avenir de l'Europe**

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech hu gehéiert, dass d'Lëtzbuerguer Regierung an d'Premierministere vum BENELUX géife Propositounen dès Woch er-ausginn, déi un de Konvent iwwer d'Zukunft vun Europa adresséiert solle ginn.

Ech hätt erwart, dass net némme déi Lëtzbuerguer Membere vum Konvent, mä eventuell och d'aussepolitesch Kommissioun, virdrun dovunner au courant gesat gi wären, amplaz dass mer dat elo an den Zeitunge musse liesen. Dofir hunn ech geduecht, et wär eng gutt Geleeënheet, dès Froestonn ze gebrauchen, fir d'Madame Ausseminister ze froen ons e bëssen Opschloss iwwert déi Deklaratiounen ze ginn, déi d'BENELUX Premierministere maachen. Ech huellen un, dass déi Deklaratiounen an der Téschenzäit färdeg gestalt ass.

**M. le Président.**- D'Madame Ausseminister Lydie Polfer huet d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dem Här Fayot ganz sécher net onbekannt, dass et ganz einfach zur d'Traditioun gehéiert, dass d'Benelux-Partner viru wichtige Momenter zesummen e Memorandum ausschaffen. Dat hei ass net deen Éischten an et wäert

och net dee Leschte sinn. Sou wéi och d'Membere vun der Konventionioun Propositioun soumettéieren, déi virdrun net ofgeschwat gi mat deem engen an deem aneren - ech hunn eng ganz interessant Propositioun virun e puer Deeg vum Här Fayot am Kader vun den Arbechte vun der Konventionioun gelies -, esou hunn d'Membere vum Benelux, d'Ausseminister zesumme mat de Premieren, eben och wollten eng Propositioun machen, eng Propositioun, déi sech natierlech awer aschreift an déi allgemeng Diskussiounsatmosphär, déi de Moment am Konvent virherrscht, ouni awer an den Detail kënnen a wëllen ze goen, aus deem ganz einfache Grond, well d'Diskussiounen net ofgeschloss sinn. Dat ass vläicht an deem Senn e bëssen aneschtes wéi déi Kéiere virdrun.

Wa mer muer zesumme kommen, souwuel d'Premierë wéi d'Ausseministeren, dann ass den definitiven Text nach net fäerdege. Dat heescht, op e puer grondsätzliche Froe wäerte mer nach eng ausférlech Diskussioun kréien, a fir deem net virzegräifen a fir net onhéiflech vis-à-vis vun eisen Diskussiounspartner ze sinn, wéll ech elo net an den Detail goen.

Dat wat ech awer ka soen, a wat ganz einfach an den Traditione vum Benelux ass, an ech lech domadder och wahrscheinlech näisch Neies wäert soen, ass, datt mer fir en équilibréierten institutionelle Kader wäerte plädieren, deen an enger méi grousser Unioun awer eng effikass Aarbecht zouléisst. Fir ons ass ganz kloer d'Verstärkung vun der Méthode communautaire a vun där Institutioun, déi dofir Garant ass, d'Kommissioun, e ganz wichtigt Element.

Ech hu virdru gesot, dat Ganzt schreift sech an d'Atmosphär vun den Diskussiounen, déi de Moment amgaange sinn, an, an ech brauch dem Här Fayot et net ze soen, well hien et ganz gutt weess. Natierlech och vun anere State kommen éischter Bestriewungen, fir dat intergouvernementaalt Element an deem neie Cadre institutionnel ze bevirdelegen. D'Benelux-Propositioun wäerte ganz sécher net an déi Direktioun goen, an dofir ass et och wichtig, fir an désem Moment e Rééquilibrage vun de Propositiounen virzeéen.

Et wäert also eng Kontributioun zu den Diskussiounen ginn, fir de Rôle vun der Kommissioun, déi eng Rei Propositioun mecht, ze verstärken, fir awer och besser déi legislativ Fonctioun ze assuréieren, fir besser och d'Exekutivfonctioun ze assuréieren, fir de Rôle vun Impulsioun vum Conseil européen ze énnersträichen an, an dat wäert natierlech ee vun deene ganz wichtige Punkte ginn, iwwert deen och nach wäert diskutéiert ginn, wéi dann elo d'Présidence vun deem Conseil soll reforméiert ginn.

Fir et direkt virewech ze soen, mir wäerten net op de Wee goen, datt eng Perséinlechkeet vu baussen dee Conseil européen soll während enger bestëmpter Zäit presidéieren. Dat ass schonn u sech e wichtige Message, dee mer ginn.

U sech hale mer fest um Prinzip vun der Rotation égalitaire, quite datt ee sech kënnnt virstellen, datt déi vläicht e bësse méi laang kënnnt sinn. Net némme sechs Méint. Dat si Punkten, déi nach opstinn.

Fir ons ass et och ganz kloer, datt den Haut Représentant méi e wichtige Rôle soll an der Definition vun der Aussepolitik spilleen an och dee Moment an der Representatioun vun deem Conseil, wann en a senger Fonction exécutive ass. Dat alles wäerte mer, wéi gesot, op eng équilibréiert Aart a Weis versichen duerzestellen.

Et si vill Froen, déi sech an deem Fall opdrängen. Wa géing d'Diskussioun op de Wee goen, datt een d'Présidence rotative fir all Conseile géing opginn, da misst ee jo awer versichen, en Equilibre téschent deene verschiddene Présidencies an deene verschiddene Conseilen hierzestellen. Wéi gesot, dat do wäert muer och nach Objet vun eisen Diskussiounen sinn, mä eise Wëllen ass, fir den Elément communautaire ze verstärken an net onbedéngt dem Intergouvernemental méi eng grouss Platz anzeraumen.

Fir eis wäert et och wichtig sinn, an dorop wäerte mer insistéieren, datt d'Associatioun vun den nationale Parlamente eng ganz kloer Platz an deem neie Cadre institutionnel kritt, an datt eben d'Parlementer besser informéiert sinn a méi schnell, an och hir Mathélfel an der Ausaarbechtung eng Platz kritt.

Wat de Cadre institutionnel, fir no bausse besonnesch d'Aussepolitik duerzestellen, ugeet, wat jo vun alle Säiten als ee vun deene méi schwaache Punkten duergestallt gëtt, wäerte mer d'Fonctioun vum Haut Représentant esou virschloen, wéi mir se eis op alle Fall kënnte virstellen, datt en an der Kommissioun à moyen terme intégriert ass, an och dee Moment mat deenen néidege Moyenen ausstafféiert gëtt, fir Décisiounen ze proposéieren an ze huelen

Ech hoffen, datt mer muer den Owend zu engem Konsens an deene Propositiounen kommen, an datt doroshin mer och mat Partner vun anere Länner wäerten op d'mannst een Equilibre zu anere Propositiounen kënnen hierstellen. Mä datt dat net den Endschloss vun deenen Iwwerleeungen ass, déi souwuel am Konvent gemaach ginn, wéi eben och duerno an der CIG, dat ass ganz sécher, an ech géing mech freeén, wa mer an der Commission des Affaires étrangères, wou mer méi Zäit hätten, fir dat méi am Detail ze diskutéieren, eng Kéier géingen duerchhuelen.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro 256 vum Här Robert Mehlen un de Kooperationsminister iwwer eng Informationscampagne fir d'Entwicklungshélfel. D'Wuert huet den Här Mehlen.

#### **- Question 256 de M. Robert Mehlen relative à la campagne de publicité en relation avec la politique de coopération**

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Merci Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass eent vun deene Länner, déi am meeschten an d'Entwicklungshélfel investéieren. Mir wëssen alleghuer, datt mer déi 0,7% vum PIB schonn iwwerschratt hunn, an datt et d'Intentioun vun der Regierung ass nach dorriwwer erauszegoen. Dat alles ass och, mengen ech, heibannen an déser Enceinte net kontestéiert. Et géit Leit, déi dat méi genau berechent hunn, déi soen, am Ganze misst d'industrialiséiert Welt 2% vum PIB an d'Entwicklung stiechen, fir laangfristeg en Equilibre op der Welt hierzestellen.

Wéi gesot, dat ass net d'Thema. Zénter enger gewéssener Zäit muss ee feststellen, datt d'Regierung eng Publicitéitscampagne a verschiddenen Zeitunge lancéiert huet. Et geet awer, wann een déi Annoncé kuckt, liest an interpretéiert, net richteg draus ervir, wat domat bezweckt gëtt. Et ass keen Opruff un d'Leit, fir ze spenden, et ass och kee Kont an deenen Annonen. Et huet een iergendwéi d'Gefill, wéi wann d'Regierung bei der Population dobaussen ém Verständnis fir hir Kooperationspolitik wéllt werben, e Versuch fir d'Aktioun vun der Regierung zu justifiéieren.

Et ka sinn, datt dat Gefill täuscht. Dofir wollt ech den Här Minister froen, wat bezweckt hie mat déser grouss ugueluegt Campagne pu-

blicitaire? Mengt d'Regierung wierklech, dat wär dobaussen esou kontestéiert, datt se hir Kooperationspolitik misst öffentlech rechtfertegen? Wa jo, woufir?

Da wollt ech froen, no wat fir enge Kritäre sinn déi Zeitungen erausgesicht ginn, well ech kennen der, déi och nawell interesséiert wären, fir esou eng Annonce ze kréien. Wat soll déi Aktioun insgesamt kaschten a virun allem, aus wat fir engem Budget gëtt se bezuelt? Geet se éiérewéi op d'Káschte vun de Kreditter, déi fir d'Entwicklungs-politik virgesi sinn?

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Kooperationsminister Charles Goerens.

**M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet absolut net de Besoin, fir sech ze rechtfertegen an d'r Campagne, well d'Regierung gëtt enger Motioun vun der Chamber Folleg, déi hei och schone e puermol adoptéiert ginn ass, wou drasteet: „A mettre en oeuvre le plus rapidement possible une telle campagne de sensibilisation, telle qu'elle a été demandée dans la motion de la Chambre“. Dat ass vum 11.2.1999. Eng ähnlech Motioun ass schonn 1995 adoptéiert ginn. Et ass, fir dår doter Saach Suite ze ginn, énner anerem, wou mir dat do maachen.

Rechtfertegen neen, explizéiere jo. Et ass keng Campagne de publicité, et ass eng Campagne de sensibilisation. Ech wéll hei soen, wurém et geet.

Wie gëtt ugesprach? De grand public ass cibléiert. Ech mengen, et kann een net hei zu Lëtzebuerg méttefristeg ustrievens op 1% öffentlech Zouwendunge par rapport zum Produit intérieur brut ze kommen, ouni de Leit ze erklären, wurém et geet, firwat datt mer Entwicklungspolitik maachen, u wien se sech adresséiert, wien d'Acteure sinn, a wat och hire längefristegen Enjeu ass.

Ech gleewen, datt et an dëser Géigend vun der Welt némme ka gutt goen op laang Siicht, wann et am Oste besser geet wéi elo, a wann et am Süden och besser geet wéi elo. Mir hu genuch Referenze fir ze weisen, datt déi Situationsen am Ausland, deene mer net begéinen, net neutral sinn op ons selwer, an och net op d'Sécherheet vun de Leit. Et brauch een némmen un den 11. September ze erënneren, fir ze kucken, wat fir en Opdriff all déi Rattefänger kréien, déi op enger Toile de fond de misère économique an de détresse versichen hir Botschaft unzebréngen. Wourém geet et? Et geet hei ganz konkret drëm, fir zu Lëtzebuerg d'Entwicklungspolitik an de Geeschter an an den Härzeren vun der Leit ze ancréieren. Et ass enorm wichtig, datt mer wëssen, firwat datt deen Effort gemaach gëtt. Et ass wichtig, dass mer d'Akteure kennen. Et ass wichtig, dass jiddfereen, well jiddfereen ass jo als Steierzeler ee vun den Akteure vun d'r Entwicklungspolitik, weess, firwat mer deen Effort do maachen.

Zweetens ass et, menger Meenung no, wichtig dorop hinzuweis en, dass déi Sensibilisationscampagne an dräi Phase leeft. Déi éisch Phas ass elo amgaang. Et ass déi, op déi den Här Mehlen sech referéiert huet. Dat ass eng allgemeng Information iwwert dat, wat gemaach gëtt, iwwert d'Secteuren an deenen interveniéert gëtt. Déi zweet Phas leeft de Februar un a geet bis de Summer. Da géit méi konkret gewisen, wat an deenen einzelne Projete gemaach gëtt. Dann ass geplant

ab dem Summer 2003 eng drëtt Phas hannendrun ze hänken, woumer da wierklech an d'Déift gi vun der Thematik, wou iwwert d'Kohärenz vun de Politicke geschwatt gëtt, wou och gréisser Débaten organiséiert ginn, a wou alleguer déi Akteuren, déi hei am Land sinn, énner enger strukturéierter Form kënnen deelhuelen un d'r ganzer Presentatioun.

Déi Kreditter, déi bereetgestallt ginn, fir déi Campagne ze maachen, 400.000 Euro, ginn net op d'Káschte vun anere Projeten. Déi Projeten huet d'Chamber selwer gestëmmt d'lescht Joer. Engersäits huet se eng Serie vu Kreditter gestëmmt fir d'ONGen, datt déi hir egee Sensibilisationscampagne maachen. Déi aner Kreditter si fir de Ministère. Een Deel vun deene Kreditter ass d'lescht Joer gelaf an d'Promotioun vun dem Carnaval des cultures, dee jo eng Connotation vun Entwicklungs-politik huet, a wéi gesot, elo geet dat an déi Campagne de sensibilisation. De Rapport annuel, deen Dir all Joer kritt, gëtt iwwregens vun deemselwechte Kredit iwwert d'Sensibilisation bezuelt.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- No wéi enge Kritären hutt Dir d'Zeitungerausgesicht?

**M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.**- Mir hunn am Prinzip déi sämtlech Press kontaktéiert, déi Bénéficiaire ass vun der Aide à la presse. Un eng spezialiséiert Zeitung vun enger ONG, déi sech selwer ganz vill mat Entwicklungs-politik ofgëtt an déi en Effet multiplicateur gëtt, dee mer als opportun jugéieren, hu mer och Wëlls Appel ze maachen. De Cercle des bénéficiaires ass deemonno engem objektive Kritär festgeluegt ginn. Sollte mer ee vergiess hunn, deen awer wierklech kínt e Plus par rapport zu d'r Campagne hei bréngen, da wier ech ganz dankbar, wann deen een oder deen anere mir géing dee signaléieren.

D'Campagne leeft iwwert d'geschriwwen Press. Mir haten eng Campagne an den Abribussen. Si fankt deemnächst un an de Kinoen ze lafen an op der Televi-sioun. Op der Televioun allerdéngs némme während enger ganz kuerzer Phas. Et ass och dru geduecht ginn, fir d'nächst Joer en Envoi à tous les ménages ze maachen, wou d'Grondorientatioun vun der Entwicklungspolitik presentéiert ginn.

Här President, ech wéll ofschléissend vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, datt dat hei wierklech net op d'Káschte vu Kreditter geet, déi an d'Entwicklungsländern investéiert ginn, mä heivu gëtt sech e Plus erwart. Et ass keen Appel de fonds, deen heimat viséiert ass. Dat hei ass e Versuch, fir d'Entwicklungspolitik an de Geeschter an an den Härzeren vun der Lëtzebuergere ze ancréieren a fir domadder d'Disponibilitéit, fir sech an d'Entwicklungspolitik ze investéieren oder fir Gelder, fir d'Entwicklungspolitik bereetzestellen, ze vergréissen. Iwwregens gëtt dat och vum ONG-Milieu esou gesinn. Déi, déi den Här Poos e Sonndeg den Owend op der Televioun gesinn hunn, déi hu gemierkt, datt dat vun den ONGe selwer esou gesi gëtt.

Mir sinn dat Land, wat ongefier am allermannste vu sengem Budget, dee fir d'Kooperatioun geduecht ass, am eegene Land hänke léisst. Mir hunn den niddregsten Taux d'aides liées. Dat heescht vun all deene Suen, déi investéiert ginn am Kader vum Entwicklungsberäich, geet de Gros vun de Suen an dee Beräich. A wann ee wierklech d'Suen am Land selwer léisst, da muss ee scho ganz zolidd Argumenter hunn, wéi déi, déi ech elo opge-

fouert hunn, fir esou eng Affektioun ze rechtfertegen.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro 257 vum Här Ben Fayot un d'Madame Ausseminister iwwert d'Bäitreit vun der Türkei an d'Europäesch Unioun. D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

**- Question 257 de M. Ben Fayot relative à la position du Gouvernement sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne en vue du Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002**

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Mir hu gesinn, datt den Här Statsminister an d'Madame Ausseminister de Chef vun der tierkescher Partei AKP émfaangen hunn, déi Partei, déi jo d'Wahlen an deem Land gewonnen huet.

#### **(Coup de cloche de la Présidence)**

Dat ass eng islamesch Partei, déi awer och verglach gëtt mat enger chréschtdemokratescher Partei. Ech hu gesinn, datt den CSV-Politiker Juncker géif énnerstétzten, dass d'AKP an d'Chréschtde-mokratesch International, an d'europäesch Vollekspartei...

Ech kann net derfir. Dat ass de Mikro, Här President. D'Membere vun der Regierung soen, si géifen net gutt genuch héieren, wann ech schwätzen. Ech weess net, ob ech net däitlech genuch schwätzen. Vläicht missté mer de Mikro e bësse méi opdréien?

**M. le Président.**- D'Assemblée soll roueg sinn, da versteet een lech besser.

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Ech wollt soen, just fir déi Partei ze situéieren, dass jo vum CSV-Politiker Juncker énnerstézt gëtt, dass déi Partei an d'Chréschtde-mokratesch International soll opgeholl ginn an an d'europäesch Vollekspartei.

Den Objet vu menger Fro ass awer, wéi d'Haltung vun der Lëtzebuergere Regierung beim nächste Sommet zu Kopenhagen iwwert d'Kandidatur vun der Tierkei ass. Ech hunn, opgrond vun d'r Preskonferenz no deem Besuch, eng Partie Saache gelies, déi mech awer net befriddegen.

Den Här Juncker huet zum Beispill gesot: „Die Fixierung eines Datums“ - dat ass jo d'Fuerderung vun der Tierkei, fir e prezisen Datum fir d'Verhandlungen ze kréien - „kann unter verschiedenen Formen erfolgen“. Ech weess net richtege, wat dat heescht. Et géit weider gesot: „..., dass Luxemburgs Engagement ultraklar sei“. Do wär ech interesséiert ze wësse wéi kloer, dass dat ass. Da soll d'Devis an deem Ganzen, wat ons Haltung ugeet, heeschen: „Helsinki plus, Giscard minus.“ No all deenen Ausspréch hunn ech geduecht, et wier vläicht interessant, wann d'Regierung ons objektiv a kloer géing soen, wat fir eng Haltung si elo zu Kopenhagen géif anhuelen. Merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir direkt op déi Fro ze antwerten, déi den Här Fayot zum Schluss gestallt huet, kann ech soen, dass d'Regierung wäert eng Haltung anhuelen, déi créibel ass mat deenen Engagemerter, déi d'Europäesch Unioun vis-à-vis vun der Tierkei, net némme an deene leschte Jore mä schonn an deene leschte Joréngte geholl huet, awer virun allem en accord mat deenen Décisiounen, déi 1999 zu Helsinki geholl gi sinn.

Wat hu mer zu Helsinki décidéiert? Mir hunn zu Helsinki décidéiert, dass d'Tierkei de Statut vu Kandidat kréich, ouni dass awer d'Né-

gociatiounen géingen ugoen. Fir wat? Ma well eng Rei vu Kritären, déi faméis Kopenhagenner Kritären, wou besonnesch déi politesch Kritären net erfëllt waren a villes nach drun ze schaffé war.

Wann een elo op déi dräi Joer zréckkuckt, da muss ee ganz roueg a ganz sachlech feststellen, dass an deenen dräi Joer villes an der Tierkei geännert huet. Besonnesch an désem Joer sinn eng ganz Rei Reformen op d'mannstum Parlament gestëmmt ginn, déi genau an déi Richtung ginn, wéi d'Europäesch Unioun a mir selwer dat èmmer gefuerdert hund: sief dat d'Abolitioun vun der Doudessstrof, Reformen am Kader vun der Liberté de presse, vun der Liberté d'association, wou de Kurden d'Recht zougestane gétt an hirer Sprooch kenne Schoul gehalze kréien oder Emissioune ze maachen. Dat sinn alles Saachen, wou mer virun dräi Joer nach net gemengt haten, dass dat méiglech wier.

Wann ech soen, dass mir eng créibel Haltung wäerten anhuelen, da mengen ech, da muss d'Europäesch Unioun dat do unerkennen. Dat ass dee Plus par rapport zu Helsinki, well zénter Helsinki ass münches geschitt. Zu Kopenhagen wäerte mer awer knapp feststellen, dass schonn alles geschitt ass. Et geet, wéi mer allegher wéssen, net duer e Gesetz an enger Chamber ze stëmmen, et muss duerno d'Mise en oeuvre dovun erfollegen. Hei bleiwen eben nach eng ganz Rei Saache vun den tierkesche Politiker a vun deem Vollek ze maachen.

Wéi mer elo dat do appréciéieren, wéi schnell dat geet, déi Engagemerter, déi d'Tierkei selwer geholl huet oder d'Regierung. Dat wäert effektiv Objet vun Négociatiounen sinn.

Ech mengen, d'Europäesch Unioun wäert gutt drun doen, e geschlossen Bild zu Kopenhagen ze ginn, wa mer der Tierkei enger-säits müssen dat unerkennen, wat se gemaach hund, a wa mer op der anerer Sait awer kloer de Message wélle ginn, datt nach münches ze maachen ass. Dat kann ee verstoen ènnert deem, wat de Premier gesot huet: „Et kann een e Programm opsetzen, en Timing, oder wéi an der moderner politescher Terminologie gesot gétt eng Roadmap, wou gesot gétt: Dat do, an dat do, an nach dat anert misst gemaach ginn, a wann dat an dat gemaach ass, da kann een ufänken ze négociéieren. Dat ass epes aneschters, wéi en Datum ze fixéieren. Dái eng schwätzte vun 2003, déi aner vun 2004, anerer vun 2007. Ech mengen net, datt et der Saach ganz förderlech ass, wann een all déi verschidde Propositiounen op den Dësch leet a seet: Da gétt ugefaangen“.

Fir ons ass et wichteg, dass een éierlech mat der Tierkei schwätz, an datt een d'Problemer kloer op den Dësch leet, déi et nach gétt. Ee vun deene Problemer, an dat hu mer dem Här Erdogan, deen hei war, ganz kloer gesot, ass zum Beispill d'Plaz, déi de Militaire nach an deem politesche Stat anhëlt. Wa mer déi Problemer ganz kloer mat hinne kennen uschwätzzen, a wa mer ganz kloer gesinn, datt déi Gesellschaft sech op dee Wee begeet, dee mir als dee gesinn, deen och eis fundamental Valeure charakteriséiert, ech menge, da muss een dat unerkennen.

An deem Sénn wäerte mer zesumme versichen eng kloer Sprooch mat der Tierkei ze schwätzten. Niwendu si jo nach eng Rei Problemer um Dësch - déi sinn lech beschteins bekannt -, wou natierlech d'Tierkei wäert kennen ènner Beweis stellen, wéi éierlech et hir domadder gemengt ass, fir als Partner mat eis eng Rei Problemer ze diskutéieren?

Ech brauch se net ze énumérer, Dir kennt se. Dat sinn d'Problemer, déi mer an der gemeinsa-

mer Verteidigungspolitik um Niveau vun der Kollaboratioun vun der Europäesch Unioun mat der NATO hund, a wou d'Tierkei eng Rei Problemer nach gesäit. Dat ass de Problem vun Zypern. Alles dat si Sujeten, déi mer an enger, hoffentlech, grousser Oppenheet an Éierlechkeet zesumme wäerte kenne beschwätzzen, fir dann deementsprechend och kënne Décisiounen zesummen huelen.

Et ass net u mir hei ze interpretéieren, wat de Premier ènnert „jusqu'à moins“ verstanen huet. Ech mengen, awer kenne relativ kloer ze interpretéieren, datt dat heesch, datt Aussoen, déi fundamental soen: „en net chréschtliche Land huet net seng Plaz an der Unioun“, mir déi Aussoen als Regierung net deelen. Esou hund ech et op alle Fall verstan. Domat kann ech némme ganz d'accord sinn.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro 258 vum Här Robert Mehlen un den Ackerbau minister iwvert d'Situatioun vun de landwirtschaftleche Kollektivbetreiber. D'Wuert huet den Här Mehlen.

**Question 258 de M. Robert Mehlen relative à la situation économique extrêmement difficile des installations dites „collectives“ de l'agriculture luxembourgeoise à Mersch et ailleurs**

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Merci, Här President. Zréck vum europäesch Parquet an d'Ländchen, an zwar an d'Landwirtschaft.

Här President, d'Ariichtunge vum Agrocenter zu Miersch sollen - esou gétt èmmer gesot - de Létzebuerger Bauere gehéieren. Ob dat de facto esou ass, dat ass nach ze beweisen, mä sécher ass, dass d'Létzebuerger Bauere per Gesetz an Arrêté grand-ducal forcéiert gi sinn duerch Zwangsabgaben, et kann een och soen Taxen, zum Bau vun deenen Ariichtungen zu Miersch báziedroen. Mä net némmen d'Bauerem am Allgemengen, mä och d'Steierzueler hu gewalteg Zommen an dés Ariichtungen investéiert. Doraus ergétt sech en Intérêt public bei deem, wat an deenen Ariichtungen do passéiert.

D'Bilanen vun deene Sociétéiten, déi an deenen Ariichtungen operéieren, weisen zénter laange Jore schwéier Perten op, déi sech zu engem héije Scholdebierg ugeheeft hund. Glafwierdegen Informatiounen no belafe sech d'Bindelchkeete bis zu enger Héicht vu 40 bis 50 Milliouen Euro oder 1,6 bis 2 Milliarde Frang.

D'Fro, wéi laang dat nach geet, steet de Moment konkret am Raum a gétt dobaussen diskutéiert. Et ass evident, dass dés Fro souwuel d'Bauere wéi d'Belegschaft vun dësen Ariichtungen intensiv interesséiert a beschäftegt. Duerfir meng Froen un de Minister:

Ass den Här Landwirtschaftsminister iwvert dés alarmant Situatioun informéiert?

Ass d'Regierung der Meenung, dës Situatioun bräicht si net ze interesseréieren, well et sech leschten Enns méi oder wéineger ém privat Entreprise handelt, oder ass d'Regierung schonn amgaang ze iwwerleén, wéi een an désem Secteur dat Schlémmt kënnt verhennen? Huet si eventuell e Konzept, fir dëse Problem ze léisen?

Huet d'Regierung eventuell budgetär Méttèle virgesinn oder zur Verfügung, fir en faveur vun désem Secteur en détresse ze intervenéieren?

Merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

**M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo net fir d'éisch, dass den Här Mehlen hei iwvert déi alarmant Situatioun an der Landwirtschaft a besonnesch an deenen Installatiounen, déi him esou staark um Mo leien, schwätz, an da mengt, den Dag drop wären se schonn net méi do. Ech wéll just soen, datt den Agrar minister iwver Gesetz ka Báihellefe ginn, wann eng Sociétéit Investitiouné mécht. Dat ass am Agrargesetz ageschriwwen. Dat zielt och an anere Secteuren. Wann eng Industrie hei am Land investéiert, da kann se vum Stat Geldekréien. Dat bedeit awer net, datt de Stat sech da kann an d'Gestioun an an de Bilan vun där Entreprise amëschen. Hie muss just kucken, ob déi Infrastrukturen, déi gemaach ginn, der Landwirtschaft oder deem Secteur förderlich sinn, an deemno wéi dat ass, kann e Subside ginn oder net.

Ech wéll op jidde Fall soen, datt d'Agrargesetz d'Méiglechkeet schaft, fir alle landwirtschaftleche Genossenschaften a Kooperativen ze héllefen, wa si investéieren. Ech mengen, datt landwirtschaftleche Gesellschaften a Kooperativen, déi staark sinn, némmen am Intérêt vun der Landwirtschaft kenne sinn. Ech kann lech eent soen, datt et mäi Bestriewen ass, fir déi landwirtschaftleche Genossenschaften a Kooperativen ze stärken, well domagger gétt d'Situatioun vum Bauer um Marché och gestärkt.

Ech wéll hei betounen, datt déi Leit, déi viru méi wéi 40 Joer den Agrocenter geschafen hund, Wäitsicht bewisen hund, well se erkannt haten, datt de Bauer némmen esou staark ass, wéi hien a staark Genossenschaften a Kooperativen agebonnen ass, déi um Maart selwer eng gewësse Stärkt hund.

Wat gesäit een haut iwverall um Marché? Et gesäit een eng gewësse Konzentratoun. D'Distributioun gétt èmmer méi staark.

**(Coup de cloche de la Présidence)**

Den Handel gétt èmmer méi staark. Et sinn èmmer méi grouss Gruppen, déi de Maart diktéieren. Wien ass dat schwächste Glidd ginn? Dat ass d'Landwirtschaft, well se net déi Konzentratoun an déi Stärkt konnt opbauen, fir dár anerer Stärkt entgéintziewerken. Et sinn haut dach déi grouss Distributiounsgroupen, déi am Fong de Práis vun den Agrarprodukter diktéieren. Et ass dach haut déi grouss Distributioun, déi am Fong helleft decidéieren, wat an d'Regalen vun de grousse Geschäfter kënnt.

Wann de Práis no énne geet, da sinn d'Bauerem déi éisch, déi bei mech kommen a soen: Lauschtet emol, hei gétt erém um Bockel vum Bauer gespuert. De Konsument muss nach eemol esou vill wéi d'anert bezuelen, mä de Bauer kritt èmmer manner. Wuerfir? Ma well hien net genuch an d'Vermaartung mat agebonnen ass an net eng Force um Maart duerstellt. D'Kollektivitéiten, d'Kooperative solle maachen, datt de Bauer sech esou strukturéiert, datt hie méi Gewicht huet, méi Méiglechkeeten huet an der Veraarbechtung an an der Vermaartung matzeschaffen, an esou e méi gerechten Undeel un deem Práis huet, deen de Konsument bezilt.

Dat ass den Objektiv vun de kollektiven Ariichtungen. Ech géift scho mengen, datt dat deen eenzeg richtige Wee ass, besonnesch hei zu Létzebuerg. Mir wéille Qualitéit produzéiere fir de regionale Maart. Fir datt mer d'Produkter gutt um Létzebuerg an um regionale Maart lass ginn, brauche mer Kooperativen a Kol-

laktivitéiten, déi dat op eng gutt Aart a Weis maachen.

Ech menge schonn, datt vill Leit erkannt hund, datt besonnesch an der Landwirtschaft, déi schonn net dat stärkste Glidd um Maart ass, d'Opspléckung, de Strátie an den Náid, keen Avantage sinn, mä am Contraire, datt dat en Désavantage ass. Et muss een alles maachen, fir do méi Enegekeet ze kréien. Ech hund èmmer dofir pladéiert, an ech wäert och weiderhin e Befürworter sinn, datt d'Leit sech zesummen dinn, fir iwvert déi Zwistegkeeten, déi Onbenheeten, déi bestinn, ewechzekommen, fir mateneen ze schaffen, fir sech zesummen ze doen an doduerch méi Stärkt um Maart ze kréien.

Ech héieren - dat sinn déi Echoen, déi ech op jidde Fall am Moment kréien -, datt an der Létzebuerger Bauereschafft sech Gewerkschaften, Genossenschaften an aner Leit zesummesetzen, ...

**(Interruption)**

Och d'Wénzer.

... fir déi Géigesätzlechkeeten ze iwwerbrécken a fir zu enger méi grousser Gemeinsamkeet ze kommen, fir much Saachen, déi haut e puermol dorëmmer bestinn, zesummen ze doen, fir kenne méi effikass a méi rationell um Maart ze schaffen.

Dat ass dat wat d'Regierung wéll énnerstétzten a mir wäerten eis och net dovun ofhale loassen, fir dat ze maachen.

Iwvert d'Agrargesetz hu mer Méiglechkeeten, fir an déi Richtung do ze agéieren.

**M. le Président.**- D'Fro Nummer 259 kënnt vum Här Ben Fayot un d'Ausseministesch iwvert dem Här Kinnock seng Virschlái fir de Standort Létzebuerg. D'Wuert huet den Här Fayot.

**Question 259 de M. Ben Fayot relative aux propositions faites par le Vice-Président de la Commission, M. Kinnock au sujet du site de Luxembourg**

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Merci, Här President.

Den Här Kommissär Kinnock war de 27. November zu Létzebuerg bei der Madame Ausseminister. Um Enn vun déser Visite ass och e Communiqué eraus komm, wou op eng rassurant Manéier gesot ginn ass, d'Kommissoun géif zu Létzebuerg consolidéiert an entwéckelt ginn. Et géif och keen Départ vu Personal stattfannen, deen net volontär wär. Et wär esouger eng Perspektiv, fir weider Personal op Létzebuerg ze kréien. Et wär erstaunlech wann dat net wär, wa mer iwvert d'Ereweiderung schwätzten.

Ech wéll awer soen, dass et jo beim Personal grouss Inquiétudé gi wat d'Restructuratioun vun de Kommissounsservicer zu Létzebuerg ueget. Dir wésst, dass d'Personal Propositione gemaach huet, fir zesummenhankend allgemeng Servicer, also Generaldirektiounen, zu Létzebuerg vun der Kommissoun ze kréien, wou och d'Mobilitéit vun Personal interessant ass, d'Carrière vum Personal méiglech sinn, wat och fir Létzebuerg interessant ass, du point de vue politique a wat och interessant Aktivitéité ronderém déi Generaldirektiounen erméiglech, ob dat an der Wéssenschaft oder soss an der Gesondheet oder soss Aktivitéiten.

Dofir wollt ech d'Madame Minister froen, ob et an déi Richtung geet oder ob et an d'Richtung geet vu méi klengen Agencen oder vu Stécker vu Servicer vun deene grousse Generaldirektiounen, déi zu Bréissel ugesideit sinn a wou mer am Fong geholl èmmer Perdant si wat d'Soliditéit vum Site Létzebuerg an dár Hinsicht ueget. Ech wär fré, wann d'Madame Minister mer ausféierlech kenne do riwwer Informatiounen ginn, sou

ausféierlech wéi bei deenen zwou Froe virdrun.

Merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert versichen, esou ausféierlech wéi méiglech dem Här Fayot ze äntwerfen, wuelwéssend, datt d'Endresultat net feststeet, mä datt mer an enger Négociatioun sinn. Mä wat ech em awer gär soen, dat sinn d'Elementer vun dár Négociatioun.

Ech wéll nach eng Kéier ervirsträchen, opgrond vun dár Entrevue, déi ech mam Här Kinnock hat d'lescht Woch, an déi jo weess Gott net déi éisch war - mir ware jo scho méi oft zesummen -, a wann ech mech drun erënneren, wéi eng Zuelen nach virun e puer Méint an d'Welt gesat gi sinn a wéi d'Bevierchtungen do grouss waren, da kann ech némme soen, datt déi Entrevue awer all déi Saachen op e ganz aneren Niveau bruecht huet, besonnesch, effektiv, wat d'Ausmooss vun deene Propositiounen vu Reformen ueblaagt.

Mä ier mer zu deene Propositiounen kommen, sinn emol fir d'alleréisch awer dräi Prinzipien nach eng Kéier festgehal ginn. Well se ganz wichteg sinn, wéll ech se och nach eng Kéier hei soen. Dat ass fir d'éisch, datt et net némmen eng Consolidatioun, mä en Développement vun der Presenz vun der Kommissoun hei zu Létzebuerg gétt. All aner Informatiounen si Panikmacherei. Et gétt also eng Consolidatioun an en Développement vun der Presenz vun der Kommissoun hei zu Létzebuerg.

Zweetens, wa verschidde Secteuren oder Divisiounen géingen an e Reformkader falen, da geet et némmen op volontärer Basis. Et gétt also kee vun de Fonctionnaire forcéiert vu Létzebuerg fortzegoe fir op Bréissel, mä et ass op volontärer Basis an ebe mat Austausch.

An dann ass et grad esou kloer - an ech mengen dat ass eng Berouegung fir jiddfereen, deen hei zu Létzebuerg ass -: All Neierung kann natierlech némmen geschéie mam expressen Accord vum Létzebuerger Stat an nodeem kloergestellt ass, datt déi juristesch Garantié fir e Changement grad esou sécher si wéi déi, déi mer virdrun haten, dat heescht vun der jézeger Situatioun ausgoend. Do ware mer ganz eens an dat ass scho berouegend.

Opgrond vun deene Propositiounen, déi also gemaach ginn, hund ech mer virgeholl elo eng Rei Négociatiounen och ganz prezis mat deene Kommissären ze féieren, déi ebe Propositione gemaach huet, fir zesummenhankend allgemeng Servicer, also Generaldirektiounen, zu Létzebuerg vun der Kommissoun ze kréien, wou och d'Mobilitéit vun Personal interessant ass, d'Carrière vum Personal méiglech sinn, wat och fir Létzebuerg interessant ass, du point de vue politique a wat och interessant Aktivitéité ronderém déi Generaldirektiounen erméiglech, ob dat an der Wéssenschaft oder soss an der Gesondheet oder soss Aktivitéiten.

Ech brauch net drun ze erënneren, datt mer iwverhaapt d'accord wären an déi Diskussioun ze goen, well mer ebe méi eng kloer Opdeelung vun de Kompetenzen an eben och kloer Carrièresperspektive wéllen hei zu Létzebuerg an zu Bréissel maachen.

Ech wéll also mat deene betraffene Kommissären dat am Detail diskutéieren. Ech wéll dat nämlech och mat de Syndikater maachen. Ech wäert dat an deenen nächsten Deeg maachen. Et ass net déi éischte Kéier; och déi hat ech scho gesinn, mä opgrond vun anere Propositiounen. Mä déi lescht wéllt ech eben och mat verschiddeen duerchschwätzten, an dat nämlech wéllt ech och mat den Europadeputéierte maachen. Ech hu mer virgeholl an deenen

nächsten Deeg mat deenen ze summen ze kommen, fir och déi am Detail driwwer ze informéieren, wat de Moment um Dësch läit.

Nach eng Kéier énnert dem Stréch - an engersäits ass et evident, ech hunn et gesot -, deen Elargissement, déi Zäiten déi vrun eis sinn, wäerten net e Männer vu Beamten hei zu Létzebuerg bedeiten, mä - au contraire - eng grouss Masse vu méi Beamten. Wann ech mer dat hei erlaben ze énnersträichen, dann ass et well een dat net némnen einfach soll zur Kenntnis huelen, mä well dat eis och muss verulassen ze reagéieren.

Honnerten an esouguer iwwer Dausenden nei Beamten hei ophuelen, dat ass fir eis eng Erousuerderung. Mir sinn dee Moment och obligéiert, déi Leit ze logéieren an deenen dezent Infrastrukturen zur Verfügung ze stellen.

Ech wéll dofir hei nach eng Kéier erënneren zum Beispill un d'Noutwendegkeet vum Bau vun enger zweeter Europaschoul. Et geet net duer Leit heihinner - géing ech bal gär soen - ze lackelen, et muss een en och nach déi Konditiounen schafen, datt si an hir Familljen hei eben och dezent kenne lieuen.

Well déi éischt, déi si fir 2003 virgesinn. Wann am Abréll zu Athen, esou wéi dat virgesinn ass, Traités d'adhésion énnerschriwwen ginn, da wäerte vun deem Moment un déi Länner als Observateur an all Conseil ministériel dobái sinn an och déi éischt, ebe Beamte mat hire Kanner, um Niveau vun der Traditioun wäerten hei sinn. Dat némnen als Kader fir dat, wat dee Moment vun eis verlaangt gétt.

Wat ass elo aus deenen Négociatiounen ginn - fir e bësse méi prezis ze ginn? Ech brauch net op dat anzegoen, wat mer souwisou halle, wat net méi a Fro steet, ob-schonn eng Rei dovun a Fro stoung. Mä déi meeschti si gréiss-tendeels iwwerhaapt net méi a Fro gestallt. Eurostat, Office des publications, d'Direktioun D vun der INFSO, d'Direktioun L, Opérations financières et liaison avec le groupe BEI, an d'Direktioun ECFIN, all déi Saache si guer net méi a Fro gestallt.

Op där anerer Sait ass virgesinn, datt de Pôle énergie hei zu Létzebuerg géing renforcéiert ginn, datt mer och eng Rei Agences d'exécution vu Programmer, besonnesch am éducativ Secteur, méi kénnten hei kréien, an datt de Pôle traduction géing konsequenter verstäert ginn. De Moment ass et esou, datt zwee Dréttel vun der Traductioun zu Bréissel sinn an némmen een Dréttel hei zu Létzebuerg. Hei wier d'Kommissiou bereet op halbe-halbe ze goen, wat fir eis e Plus vu 400 Leit géing an deenen nächste Jore bedeuten. Mä wat fir eis an deem Kontext wichteg wier, dat wier datt um horizontale Plang vun der Traductioun kénnt e Renforcement kommen. Horizontal, dat ass deen net ofhänkt vun deene verschidde Sproochen, mä dee sech zum Beispill ém de Planning, ém d'Formation vun den Traducteure kémmt.

Dat alles, do sinn Négociatiounen amgaang. Mir si jo hei fir Kloertext ze schwätzen. Et ass awer natierlech och - well bis elo hunn ech némme Positives geschwatt, némme wat mer méi kréichen oder wat géing ausgebaut ginn - op där anerer Sait, dat ass evident, eng Fuerderung fir verschidde Saachen zu Bréissel ze regroupéieren, an do ass besonnesch de Secteur Santé publique gefrot. Dat géing am Ganzen ongeféléier eng 150 Poste betreffen. Ech wéll déi nennen, fir awer d'Ausmooss op dat ze reduzéieren, wat haut a Fro ass. Virun e puer Méint ass nach vu 500, 600 Leit geschwatt ginn, déi géingen ofgezu ginn. Dat wat elo um Dësch läit wieren der just 150.

Mä och do: Dat ass eng Négociatiounbase. Mir hunn do eisen Accord net derzou ginn an ech wäert, wéi gesot, an deenen nächsten Deeg mat deene betref-fende Kommissäre schwätzen. Well wat fir eis wichtig ass, dat ass net némmen d'Quantitéit vun de Beamten, dat ass eben och - an do si mer eis jo eens, dat hu mer nach émmer gesot - d'Qualitéit vun deene Servicer, déi hei kënnen op der Platz geleescht ginn, an eben och de Rayonne-ment, deen déi Aarbechte kënnen hei zu Létzebuerg hunn.

Ech wier also ganz frou, fir an deenen nächsten Deeg mat deenen, déi sech besonnesch ém déssen Dossier beméit hunn, an dozou gehéiert den Här Fayot ganz sécher, zesummen ze kommen, fir se iwwert déi Diskussiouen, déi ech souwuel mat de Kommissäre wéi mat de Syndikater hat, nach méi am Detail ze informéieren an ze soen, wat d'Regierung gedenkt an deem Dossier ze énnerhuelen.

**M. le Président.-** D'éischt Fro kënnst vum Här Georges Wohlfart un d'Erzéiungsministesch iwwert en neie Bau fir d'Ackerbauschoul. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

**Question 260 de M. Georges Wohlfart relative à la création d'un nouveau bâtiment sur un nouveau site du Lycée technique agricole**

**M. Georges Wohlfart (LSAP).-** Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 15. Mee 2000 krutte ons Kolleege Nico Loes a Marco Schank op eng schréftlech Ufro vun hinne vum 11. Abréll vum selwechte Joer eng Antwort vun der Bautemistesch, no Konzertatioun mat der Madame Minister vun der Education nationale, wat den Neibau vum Lycée technique agricole zu Ettelbréck ugeet, och iwwer e méiglechen neie Standort.

Et ass do gesot ginn, de Bauprogramm wär dobái ausgeschafft ze ginn an engem Aarbeitsgrupp, wou de Ministère de l'Education nationale, d'Agriculture, Responsabeler vum Lycée technique agricole an den Direkter vun der ASTA vertruede wären.

An der Antwort liest een och, datt déi dräi Missioune vun der Ackerbauschoul: d'initial Ausbildung, d'Formation continue an den Dokumentatiounscenter wierklich d'Basis vum Bauprogramm duerstellen.

Ech wollt just bemierken, dass an där Antwort déi véiert Prioritéit vum Lycée technique agricole, dat heesch d'appliziéert Fuerschung, net méi erwähnt gétt. Echhoffen net, dass dat vergiess ginn ass. De Basisprogramm soll duerch d'és Kommissiou opgestallt ginn. Derniewent war op Demande vum Ministère de l'Intérieur, wat den Departement vum Aménagement général du territoire ugeet, en interministerielle Grupp op d'Beigestallt ginn, fir déi méiglech Implantatioun vum Neibau virzeschloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert zwee an en halfeit Joer nodeem déi zwou Gruppen hir Aarbecht opgeholle hunn, wollt ech folgend Fro un d'Madame Minister stellen: Wéi wäit sinn d'Viraarbechte vum Aarbeitsgrupp, wat de Bauprogramm ugeet, fortgeschratt? Huet désen Aarbeitsgrupp an der Téschenzäit vläicht en Zwëscherapport virgeluegt? Wéini rechent Dir, Madame Minister, mat de Conclusiounen?

Doraus ergétt sech déi lescht Fro an désem Kontext an zwar, ob Den ons haut schonns eppes kénnt soen iwwert den zukünfte Site a wéini Dir domat rechent en Avant-projet kënnen an d'Regierung ze bréngen an en duerno als Projet de loi op den Instanzewee ze ginn?

**M. le Président.-** D'Wuert huet d'Madame Erzéiungsminister Anne Brasseur.

**Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Wohlfart weess als Member vun der viregter Regierung, deen och eng Kompetenz hat an den Travaux publics, dass et net den Educatiounsmister ass, dee Bauteprojeten déposéiert, mä dass dat de Minister vun den Travaux publics ass. Dat awer némnen als Rappel an och net fir mech ze déchargéieren, au contraire.

Déi Froen, déi den Här Wohlfart gestallt huet, si Froen déi mech zudéifst beonrouegen. Et ass wouer, dass un engem Programm geschafft gi wor. Beim Programm, fir eng Ackerbauschoul ze réalisieren, ass d'Wonschlësch esou op-gelaf, dass op eemol e Site erauskoum, wou een 125 Hektar zesummenhängenden Terrain misst fan-nen, fir dat opzerichten. Ech kann lech soen, domat mécht een ni eng Schoul, well et fénn een ni e Site, wou zesummenhängend 125 Hektar sinn.

**(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)**

Dorop hin huet d'Regierung d'Déci-sioun geholl, dass d'Klasseraim, also d'Schoul selwer do établiéiert bleibt an hire Siège behält, wou si en am Moment huet, dat heesch zu Ettelbréck. Well et muss ee wéssen, an dat wor an den nonze-ger Joren, dass iwwer all d'Partei-en d'Leit sech eens waren, dass d'Ackerbauschoul géif an den Norde gehéieren. Déi eng, déi wollte se léiwer zu Hengescht gesinn, anerer léiwer zu Klierf an dréttter hätte se gären zu Ettel-bréck behalen. Dofir ass d'Déci-sioun geholl ginn, d'Schoul zu Ettelbréck als Schoul fonctionnéieren ze loessen. Déi Décisioun ass geholl.

Zweetens ass och décidéiert ginn, keng Ferme modèle ze bauen. Eng Ferme modèle wier gewiescht, dass een niewent der Schoul eng Ferme opperiicht hätt mat al-lem wat dozou gehéiert. Deene Wonschvirstellungen no hätte 49 Leit Personal missten engagéiert ginn, fir déi fonctionnéieren ze dinn. D'Regierung huet d'Déci-sioun geholl, dat net zréckzebe-halen. Iwwregens gétt dat och vun der Landwirtschaftskummer ge-deelt, dass et besser ass, dass een déi praktesch Ausbildung a bestehende Betriber mécht, wou Kontrakter ofgeschloss ginn.

Ogrond vun deenen Décisiounen, déi an der Regierung geholl gi sinn, ass gekuckt ginn de Bau-programm ze adaptéieren. Or, dee Programm, deen d'Education nationale dunn zougestallt kruet, huet sech nach émmer op 55 Hektar belaf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wéssen all, dass mer esou ee Site net fannen an do hunn ech géschter zu Ettelbréck gesot bei der Remise vun den Diplomer - géschter kruten zwi-elef Leit am Beräich vun der Landwirtschaft en Diplom -: Wann een der Regierung kéint Propositiounen maachen, wou déi 55 Hektar ze fanne wieren, da géing d'Regierung selbstverständlech déi Pro-positioun akzeptéieren. Domat wollt ech zum Ausdruck bréngen, dass dee Projet mir och net schéngt realisabel se sinn a mir dee Programm nach eng Kéier re-viéiere müssen.

Ech bedaueren och - géschter ass vill bedauert gi bei d'r Feier -, dass mer net gläich zu méi konkreten a méi realistesche Schrëtt könnten iwwergoen. Ech wéll nach

soen, dass de Plan sectoriel fir d'Lycéeen ze bauen deemnächst wäert definitiv op den Instanze-wee goen, wou och déi verschidde Gemenge consultéiert ginn, well do musse mer dann décideé-ren, wéi et mam ganze Schoulraum zu Ettelbréck ass, well et ass net némnen d'Ackerbauschoul déi beträff ass mä och nach aner Lycéeen. Hei kann een net einfach antwerten „il n'y a qu'à“.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.-** D'Froestonn ass ofgeschloss a mi kom-men zum nächsten Punkt vun ei-sem Ordre du jour an zwar zu deem, wat d'Chamber am Ufank beschloss huet, dass mer d'Motioun, déi den Här Bausch abruecht huet, uschléissend hei un d'Froestonn diskutéieren.

**(Interruption)**

Den Här Jean-Paul Rippinger freet d'Wuert.

**9. Dépôt d'une motion sur la situation en Iran**

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).-** Här President, wann Der erlaabt, ech wollt nach eng Motioun vun der Majoritéitspartei déposéieren zu dem Sujet vum Iran.

**M. le Président.-** D'accord. Här Rippinger, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Zesummenhang mat deem neie Punkt um Ordre du jour och eng Motioun vun de Majoritéitsparteien déposéieren iwwert deeselwechte Problem an iwwert deeselwechte Problematik, déi engersäits, géif ech soen, am Exposé des motifs e bësse méi diplomatesch ausgedréckt ass an am Dispositif e bësse méi wäit geet, well se d'Regierung freet: „que le Luxembourg continue à faire valoir ses préoccupations graves dans le cadre des organisations et structures multilatérales dont notre pays est membre“. Dat geet also iwwert d'Europäesch Unioun eraus a betrëfft och déi Gremien, wou mir participéieren.

**Motion 2**

*La Chambre des Députés,*

- compte tenu de la situation fort préoccupante des droits de l'homme en Iran, y compris les violations des droits civils et politiques, notamment de la liberté d'expression et de la liberté d'association et la discrimination que subissent systématiquement les femmes et les fillettes et en particulier les formes cruelles d'exécution telles que la lapidation;

- compte tenu de l'ampleur grandissante des protestations et manifestations des étudiants et du peuple iranien, leur appel pour le respect des droits de l'homme et pour le changement fondamental et du gouvernement démocratique en Iran;

- compte tenu du blocage de réformes par les mullahs au pouvoir et constatant que les cinq années de la présidence de Khatami n'ont pas apporté tous les résultats escomptés;

- considérant le récent appel du Conseil National de Résistance Iranienne pour la constitution d'un front commun de toutes les forces luttant pour la démocratie et la laïcité, suscitant l'espoir dans la société iranienne;

- se référant à sa Résolution adoptée le 21 mars 2001 sur la situation en Iran;

- exige du Gouvernement, agissant de concert avec ses partenaires de l'Union Européenne;

- de notifier avec vigueur au Gouvernement iranien que le développement des relations à la fois bilatéral et entre l'UE et l'Iran ira de pair avec l'amélioration de la situation des droits de l'homme et notamment au respect des libertés fondamentales;

- de notifier avec vigueur que le développement des relations économiques entre l'UE et l'Iran soit encadré par ces considérations politiques;

- de renforcer le processus de changement en Iran par le biais du dialogue tel que retenu par le Conseil de l'UE dans ses conclusions du 17 juin 2002;

- de déployer tous les efforts nécessaires avec nos partenaires de l'Union européenne afin de présenter une Résolution condamnant les graves violations des droits de l'homme en Iran à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU au printemps 2003; demande du Gouvernement

- que le Luxembourg continue à faire valoir ses préoccupations graves dans le cadre des organisations et structures multilatérales dont notre pays est membre.

(s.) Jean-Paul Rippinger, Lucien Clement, Gusty Graas, Paul Helminger, Claude Wiseler.

**M. le Président.-** Den Här Bausch huet d'Wuert.

**10. Motion de M. François Bausch sur la situation en Iran et Motion de M. Jean-Paul Rippinger sur la situation en Iran**

**M. François Bausch (DÉ/GRÉNG).-** Här President, et léiss sech émmer iwwer e Wuert streiden, ob dat méi wäit oder manner wäit geet. Ech mengen, et geet net dréms bei deene Motiounen, déi mer haut stëmmen, wie méi wäit oder manner wäit geet, mä et geet ém d'Saach.

Eng Situatioun am Iran, déi relativ dramatesch ass, wou nach émmer massiv Leit einfach arbiträr exécutéiert ginn, wou virun allem Franken enger zimlech schroer Folter-repressioun ausgesat sinn, wou einfach refuséiert gétt vun d'r reliéiser Führing am Iran all demokratisches Bestriewungen, déi am Iran sinn, souguer wa se demokratisches legitiméiert sinn, zouzelos-sen.

Ech mengen, et geet einfach dréms, datt mer als Chamber sol- len nach eng Kéier ausdrécken, datt et elo muss op internationale Plang Schluss si mat weidere Coopératiounen mat deem Land, wann net eng Bereetschaft be-steet vun d'r reliéiser Führing, fir déi Blocagen an déi schlémm Situatiounen ze behielen an Demokratie zouzelosseren, an och dat ze énnerstëtzen, wat eigentlech de Conseil national de résistance am Iran fuerdet, fir deem Front commun, dee sech an Téschenzäit elo gebilt huet un Oppositoun, och am Ausland, nach méi Appui ze ginn, fir datt mer nach méi séier am Iran e Stat kréien, deen demokratisches a laizistesch ass.

Ech mengen dat ass den Haapt-objektiv, deen an der Motioun vun eis ass. Wann elo d'Majoritéit eng Motioun eragétt, déi an hirer Formularisatioun anesch ass - ech kucke mir déi elo natierlech gären un -, da mengen ech, datt mer do kénnen eng Eeneneg fannen. Et geet net dréms, wien déi besser Motioun huet, et geet heidréms, dass mer d'Regierung opfuerden, zemoools well mer wéssen, datt eng Rei Diskussionen an deenen nächste Wochen a Méint par rapport zum Iran op internationale Plang ustinn.

Här President, ech géing welle waarde bis ech déi Motioun gesinn hunn an da soen, ob mer déi kenne matdroen oder net.

**M. le Président.-** D'accord, mir maachen et dann esou.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).-** Pardon, Här President.

Här Bausch, mir kénnen dat no-vollzéien, wat Dir gesot hutt, mä d'Madame Ausseminister huet

nach aner Obligatiounen. Dofir géing ech proposéieren, dass mir se géingen elo, trotz allem, zu deem Punkt lauschteren, a spéider dann iwwert déi eng oder déi aner Motioun ofstëmmen. Wann Der domadder d'accord wäert?

**M. le Président.**- Gutt, domat kënne mer d'accord sinn. D'Madame Ausseminister Lydie Polfer kritt d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Merci Här President. Ech sinn dem Här Rippinger dankbar.

**Une voix.**- Mir och!

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Vu datt ech déi Motioun krut, déi den Här Rippinger hei déposéiert huet, kann ech soen, datt ech mat därganz averstane sinn.

Et ass e Fait, datt dat, wéi den Här Bausch et opgezielt huet, d'Menscherechter am Iran net an deem Mooss respektéiert ginn, wéi mir dat wénschen, a mer op alle Plazzen, wou mer dozou kënne Stellung huelen, dat och soen.

Mir hu laang driwwer geschwat an de Kader gesat vun engem Dialog mat dem Iran a mat de RepréSENTante vun dem jéztogen Iran. Déi éischt Réunioun vun deem Zyklus ass den 12. Dezember, an dat ass de premier tour de négociation, um Niveau allerdéngs vu kommerziellen Négociatiounen, a parallel dozou, well dat ass och eng Nuance téschent déser Motioun an Árer, muss den Dialogue politique oflafen. Dofir ass den 18. Dezember déi éischt Reunioun, wou den Dialogue politique mam Iran soll gefouert ginn.

Mir insistéieren also op d'Parallele vun deenen zwee. Dat eent ouni dat anert geet net. Mä Dir schwätz an Árer Motioun zum Beispill vun „doit être subordonnée“, esou datt een nees eent vun deem aneren ofhänke léissst. Mir hunn, d'Europäesch Unioun, no laangen, laangen Diskussiounen eis engagéiert an en Dialog mat den Autoritéiten, engersäits um ekonomeschen, mä awer och ob därganz aner Sait um politesche Plang.

Ech wollt lech just soen, datt déi Datume festgeluegt sinn. Dat ass den 12. an den 18. Dezember. An all déi do Elementer sinn an därganz Motioun, déi den Här Rippinger hei déposéiert huet, festgehalten, an dofir kann ech am Fong némmer der Chamber recommandéieren déi unzehuelen. Do sinn da jo och all déi Vergoen, déi vun därganz anerer Motioun dénoncéiert ginn, dran. Och den Appel vum Conseil national de Résistance ass doran opgezielt. Also, ech mengen, dat wier schonn eng ganz équilibréiert Motioun, déi d'Chamber géing an deem Fall unhuellen.

**M. le Président.**- Den Här Bausch huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

**M. François Bausch (DÉI/GRENG).**- Här President, ech hunn déi Motioun gelies a mir hu kee Problem, fir se matzestëmmen. Et steet souwisou plus ou moins dat nämlech dran. Et ass just deen Aspekt vun de Mudschahedin erausgeholl ginn, mä dat ass mer zimlech egal. Mir kënnen déi esou matdroen.

**M. le Président.**- Da kënne mer jo direkt driwwer ofstëmmen.

Mir hunn zwou Motiounen. Den Här Bausch huet sech d'accord erkläert mat därganz Motioun, déi den Här Rippinger abruecht huet, well déi inhaltech a sénngeméiss iwwerenee stëmmen. Mir kënnen also iwwert déi Motioun ofstëmmen.

#### Vote

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hien.

Wien ass dogéint?

Ech stelle fest, dass déi Motioun eestëmmeg ugeholl ass.

Da géinge mer mat eisem Ordre du jour virufueren. D'Wuert huet den Här Jeannot Krecké.

#### 11. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2001 de la Cour des Comptes

**M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. En Conformitéit mam Gesetz soll d'Chamber d'Approbation gi vun de Konte vun der Cour des Comptes.

Mir hunn e Réviseur genannt, deen och e Rapport ofgeliwwert huet. Dir wésst, dass d'Chamber dee genannt huet, an dee seet, dass d'Situatioun vun dem Patri-moine vun der Cour des Comptes en conformité ass mat de Reglementer a mat de Gesetzer. Och ass hire Résultat d'exploitation conforme ass.

Mir hunn an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire iwwert dee Rapport gekuckt an hunn eisen Accord dozou ginn, esou dass ech géing proposéieren, dass d'Chamber d'Approbation vun de Konte vum Exercice 2001 vun der Cour des Comptes haut virhëlt. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Freet nach en Deputéierten d'Wuert?

#### (Négation)

Da kënne mer direkt dorriwwer ofstëmmen.

#### Vote

Wie mat därganz Resolution d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hien.

Wien ass dogéint?

Ech stelle fest, dass déi Resolution eestëmmeg ugeholl ass.

#### (Interruptions diverses)

Mir kommen haut gutt virun, wann et esou weidergeet.

Mir kommen elo zur Diskussiouen vum Projet de loi 4881 iwwert d'Oforkomes vu Stockholm. Et si bis elo agedroen: déi Häre Bodry, Mehlen an Huss. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas.

#### 12. 4881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001

#### Rapport de la Commission de l'Environnement

**M. Gusty Graas (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Laf vun deene leschte Jorzhéngte ass eng Rei vu chemesche Substanzen entwéckelt ginn, fir zum Beispill en Insekt ze bekämpfen oder Krankheeten ze kontrolléieren, déi mat Sécherheit eise Liewenskomfort erhéicht hunn. Mä allerdéngs huet sech an der Zäit duerno awer er-ausgestallt, datt dës Produkter och negativ Säite mat sech bruecht hunn. Esou halen zum Beispill eng Rei vun Etude fest, datt Réckstànn vu chemesche Produkter wéi Pestizidien oder PCB sech kënnen an dem Fettgehalt vun de Mënschen an och de Planzen accumuléieren an esou zu groussen Émwelt- an och Gesondheets-schied féiere kënnen.

Expäre si jiddefalls haut der Mee-nung, datt Kriibs, Tumeuren, Kon-zentrationsmangel, Ánnerunge vum Immunsystem, Féconditéits-problemer an d'Diabetis oft an direktem Zesummenhang mat der Notzung vun deene geféierleche Substanzen ze setze sinn.

Schonn 1944 hu Wëssenschaftler am Fettgewief vum Mensch Réckstànn vun DDT fonnt, an an de 50er Joren ass eng Relatioun hier-gestallt ginn téschent dem massive Stierwe vun Otteren an dem PCB. Och den Doud vun Delphi-nen a Robben an den 80er an an den 90er Jore wier op esou eng Contaminatioun zréckzeféieren.

#### (Interruptions diverses)

1992 ass déi ganz Problematik awer um Sommet zu Rio eeschaft-duerchdiskutéiert ginn an an de Kapitel 19 vum Aktiounspro-gramm 21 och iwwerholl ginn.

1994 ass de Forum intergouvernemental sur la sécurité des produits chimiques, ofgekierzt FISC, ge-grënnt ginn.

1995 gouf dunn d'Fro vun de Pol-luants organiques persistants, de sou genannte POPen, dem UNO-Émweltprogramm énnerbreect.

De 7. Februar 1997 huet de Ver-waltungsröt vun désem Programm d'Recommandatione vum FISC ugeholl. A fénnef Sessionen ass dunn déi sougenannte Konven-tioun vu Stockholm ausgeschafft ginn, déi dann och den 22. Mee 2001 an der schwedescher Haaptstad énnerschriwe ginn ass. Létzebuerg war do present. Net manner wéi 91 Staten hunn déi Konvention deemoos énner-schriwen. Bis haut hunn dat ronn 121 State gemaach.

D'POPen entstinn u sech duerch industriell Prozesser an accu-muléiere sech a Form vu Réckstànn. Hir Haapteegenschaft ass allerdéngs déi, datt se sech iwwer laang Distanzen duerch d'Loft kënnen déplacéieren, fir sech dann herno a Flosssystemer oder a Planzen nidderzelooßen. Et fénnt ee se iwwerall op der Welt, an dat ass ee vun den Haaptproblemer. Och do, wou se net ent-stinn. Dat bréngt besonnesch Problemer fir verschidde Völker mat sech. Ech denke virun allem un d'Eskimoen.

Och wann de Problem vun de POPe weltwäit ass, esou soll dat awer net heeschen, datt kleng Länner, esou wéi eist Land, sech sollen hirer Responsabilitéit ent-zéien.

D'Konvention vu Stockholm, déi de Prinzip vun der Précaution respek-teiert, behandelt jiddefalls déi 12 geféierlechst POPen. D'Parteilen, déi déi Konvention énner-schriwen hunn, si gehalen dofir ze suergen, datt manner Réckstànn vun désen POPen an d'Atmosphär kommen, a souguer se wa méiglech ganz ze eliminéieren. Esou sollen zum Beispill bis d'Joer 2025 Equipmenter, déi PCB enthalen, identifiziéiert an och ganz eliminéiert ginn. Bis d'Joer 2028 soll och eng ekologesch Gestioun vun désen Offäll uge-strieft ginn.

Den Austausch vun Informatiounen ass natierlich e weidere wichtegen Aspekt vun déser Konvention. An deem Senn désignéiert all Land e spezielle Korrespondent. Virun allem soll och gekuckt ginn, datt de grosse Public méi iwwert d'Gefore vun de POPen informéiert gétt. Ech denken un éischter Linn u Fraen, déi stellen, respektiv u kleng Kanner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, spéitstens zwee Joer nom Akraaftriebe vun déser Konvention muss jiddefalls all Land en Aktiounsplang virleeën, a véier Joer nodeems dass si a Krafft ass, gétt dann eng éischt Evaluatioun vun därganz Konvention ge-maach, fir ze kucken, wat den Im-pakt dovun ass.

Wat de Finanzement vun därganz Konvention ubelaangt, sou ass et esou wéi praktesch mat allen UNO-Konventionen an zwar,

dass déi ráich Länner de Gros vun de Káschte droe müssen. Et sinn och nach sechs Annexen zu där Konvention ausgeschafft ginn, déi énnert anerem virgesinn, wéi eng Substanzen eliminéiert oder reduzéiert ginn. Donieft ginn na-tierlich an deenen Annexen awer och verschidde Sélectiounscrítére festgeschriwwen.

D'Konvention trëtt - wéi dat, wéi gesot, bei deene meeschte Konventionen och de Fall ass - den 90ten Dag a Krafft nodeems dass de 50ten Dépôt vun enger Ratifi-katioun, Akzeptatioun oder Appro-batioun virgeluegt gouf. Dës Konvention muss een och an direkter Relatioun mat enger ganzer Rei vun aneren europäeschen an och internationale Konventionen ge-sinn, sou wéi och mat verschidde EU-Direktiven.

Ech denken zum Beispill hei un d'Konvention vu Basel, iwwert déi grenzwierschredend Mouvementer vu geféierlechen Offäll, respektiv un d'Konvention vu Rot-terdam iwwert de Consentement préalable, wat d'Notze vu geféierleche chemesche Produkter ubelaangt.

An désem Kontext soll awer och ernimmt ginn, dass d'Europäesch Kommission am Februar 2001 e wäisst Buch ausgeschafft huet, iwwert déi zukünfte Strategien am Domaine vun de geféierleche chemesche Substanzen. Am leschte Juli huet d'Kommission awer och eng Kommunikatioun, iwwert de Gebrauch vu Pestizide gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och eist Land huet leider seng Problemer mat deene geféierleche POPen. Ech wéll zum Beispill an désem Kontext op eng Etud hiwsen, déi ufanks vun désem Joer public gemaach ginn ass, wat d'Contamination vum Fesch an drái Flossleef hei zu Létzebuerg ubelaangt - an der Musel, an der Sauer an an der Uelzecht -, wou et zum Deel och zu dach alar-mante Resultater koum.

Mir haten hei an der Chamber iwwert déi Problematik Rieds. Et ass eng Motioun gestémmt ginn, déi u sech d'Regierung opgefuert huet, eng zousätzlech Etud an Oprag ze ginn, wat eng eventuell Contamination vum Fesch an deene anere Flossleef hei zu Létzebuerg ubelaangt. Mengen Informatiouen no, misstsen do éischt Resultater am Ufank vum nächste Joer bekannt gemaach ginn.

Mä et ass net némmer op deem Niveau, wou mir déi Problemer hei zu Létzebuerg hinn, déi kenne sech och um Niveau vun de Logementer stellen; duerch eben d'Ausdonsten an den Haiser, duerch Faarwen, duerch Miwwelen oder duerch Isolatiounsmaterialien. An dann däerf een an der ganzer Problematik awer och net de Gebrauch vu Pestiziden an der Landwirtschaft ignoréieren.

Et kann een allerdéngs soen, dass hei zu Létzebuerg d'Konvention vu Stockholm schonn, iwwert de Wee vun enger Rei vu bestoenden europäeschen Dispositiouen, respektiéiert gétt. Sou kann een als Beispill d'Direktiv 96/59/CE iwwert d'Eliminatioun vu PCBen a PCTen erwähnen. Schonn 1984 hu mir hei zu Létzebuerg en Inventar gemaach vun all den elektreschen Installatiounen déi PCB enthalen, sou dass mir haut am Fong geholl hei zu Létzebuerg praktesch keng Installatiounen méi hinn, déi nach PCB hinn.

Als anert Beispill kann een dann och d'Direktiv 2000/76/CE iwwert d'Verbrennung vun Offäll zitiéieren, déi Létzebuerg amgaang ass an d'nationaal Recht émzesetzen. Déi Direktiv fixéiert den erlaabte Gehalt vun Dioxinen a vu Furancen op 0,1 Nanogramm. Wat och de Moment vun der SIDOR respek-tiéert gétt.

Da wéll ech awer och drop hiwei-sen, dass schonn zénter 1995 e sou genannte Réseau de biosur-

veillance bei deene verschidde-nen industrielle Sitë fonctionnéiert. Deen huet u sech als Aufgabe, fir ze kucken, wat d'Retombéeen aus der Atmosphär op déi émließend Terraine sinn.

Wat elo déi enzel Avisen zu désem Gesetzprojet ubelaangt, sou muss ee soen, dass de Statsrot u sech keng Problemer domat huet, wann et zu enger virgezunnener Émännerung vun där Konvention kéim, ier, wéi gesot, hei de Pouvoir législatif sain Accord géif ginn. D'Chamber de Commerce - do soll vläicht kuerz drop higewe ginn -, bedauert, dass u sech hei déi allgemeng Nutzung vun de chemesche Substanzen géif ver-däiwelt ginn. Ech mengen, dat kann een awer net esou gesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschleissen, ass vläicht ze soen, dass dës Konvention awer ouni Zweifel e gutt Instrument ass, fir d'Notze vun deene geféierlechen, chemesche Substanzen anzeschränken, respektiv souguer ze eliminéieren. Mir müssen eis nämlech bewosst sinn, dass d'Asetzung vun deene sou genannte POPe mat grousse Risike verbonnen ass; wat leider oft, nach vill ze vill oft, ignoréiert gétt. Et gétt och émmer méi däit-lech, dass eben doduerch d'Zukunft staark kann hypothekéiert ginn, wa wéi gesot dës Produkte géifen onkontrolléiert an onbe-grenzt agesat ginn.

Oft ass et esou, dass mir mengen - wéinst eisem vermeintleche Komfort - misstste mir eben émmer méi Chimie assetzen. Dat ass jid-defalls eng Täuschung a kann, à moyen et à long terme, zu gréisse-re Schied feieren.

Ech wéll ofschléissend nach merci soen, dass mir erlaabt ginn ass, e puer Minuten iwwert déi normal erlaabte fénnef Minuten eraus kënnen ze schwätzen. Ech géing och gläichzäitig den Accord vu menger Fraktioun bréngen a vu d'Importenz vun déser Konvention, lech och bidden désem Projet de loi Ár Zoustémung ze ginn. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Bodry.

#### Discussion générale

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, deem ausféierleche Rapport vum Här Graas brauch et just am Numm vu menger Fraktioun den Accord ze ginn.

Heibai handelt et sech ém ee vun deene villen internationalen Instrumenter, fir d'Émweltverschmot-zung an de Gréff ze kréien a wou et effektiv wichteg ass, dass et do geuerndet op internationale Plang virugeet. Och wann déi Ver-handlunge sécherlech émmer ganz schwéier sinn, a sech oft op deem klengste gemeinsamen Nenner treffen.

Ech wéilt just vun der Regierung wéssen, wéi si d'Situatioun hei zu Létzebuerg aschätzt? Wat déi lescht Erhiewungen op deem dote Plang sinn? An haaptsächlech och, wéi wäit dass se amgaang ass, deen Aktiounsplang national schonn ze préparéieren, dee jo an engem gewëssenen Délai muss kommen, wann déi Konvention hei rechtskräftig ass?

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Schank.

**M. Marco Schank (CSV).**- Här President, ech wollt am Numm vu menger Fraktioun dem Här Gusty Graas merci soe fir sain aus-féierleche Rapport. En huet zu Recht op d'Importenz vun désem Projet, respektiv vun déser Konvention, hig

Kontext vun de POPen. A vläicht wier et och sénnvoll bei eis, net némmen eng Aart Altlastenkadastrer ze feieren, deen op den aktuelle Stand vu belaaschte Biedem ageet, mä deen och d'Gestioun vun esou belaaschte Fläche geif erfaassen. Konkret wier dat eng Aart nationale Buedeminformationssystem iwwert déi physikalesch, chemesch a biologesch Natur vun der Beschaffenheet vun dem Buedem. Esou kënnst métTEL- a laangfristeg eng Gefährdung vum Ménshc iwwert de Wee vum Drénkwasser verhennert ginn. Dat wollt ech ergänzend soen.

Ech bréngen den Accord vu menger Fraktiou zu déser Konvention.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Mehlen.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen de Rapporteur huet zimlech in extenso duergeluegt ém wat et hei geet. Duerfir ass och deem net méi ganz vill bázefügen.

Et ass eng Tatsaach, dass d'Chimie an eist Liewen Agang geholl huet, datt et onzhäleg chemesch Substanze sinn, déi ronderém eis circuléieren, déi mir anotmen, déi mir mam Drénkwasser a mat eisen Nahrungsmittel ophuelen, wou mir eis mol net émmer bewosst sinn, wat do eventuell ka passéieren. Eng ganz Partie, besonnesch medizinesch Énner-sichunge weisen awer, dass dat eng Zäitbomm ass, déi ganz besonnesch, wann d'Effete kumulativ ginn, dach schonn deelweis grousse Schued ugeriicht huet a méiglecherweis an Zukunft nach méi Schued wäert uriichten.

De Rapporteur huet zu Recht drop higewisen, dass d'Avantagé vun der Chimie meeschteens vun de Leit gesi ginn, mä dass si, menger Meenung no, awer meeschteens kuerzfristeg sinn, an datt déi laangfristeg Auswirkungen - mir hunn dat zum Beispill beim DDT gesinn - am Ufank guer net erkannt ginn; datt si awer à longue kënnen désastréis sinn.

Et stellt sech virun allem d'Fro vum Ofbau. Net fir näischt gëtt jo vu POPe geschwat, an de leschte P dee steeet fir „persistant“; dat heesch, si si bestänneg, si baue sech net gutt an net séier of.

Zousätzlech stellt sech nach d'Fro vun der Interaktiou. Wat paséiert deemno wat fir eng Substanzen openeen treffen? Wat entsteet erém doraus? Wéi wierkt dat sech op de mëenschlechen Organismus aus, vu datt de Ménshc jo normalerweis um Enn vun der Nahrungsmittelkette steeet?

Leider, muss ee soen, ginn déi meesch chemesch Substanzen an Émlaf bruecht, ouni dass si wëssenschaftlech esou erfuerscht gi sinn, wéi dat eigentlech hätt misse geschéien. Mir stellen émmer erém fest, dass némmen e ganze klenge Prozentsaz, zum Beispill vun de Sprétzmëttel déi an der Landwirtschaft agesat ginn, iwwerhaapt op hir laangfristeg Wierung erfuerscht gi sinn.

Mir hunn als ADR-Fraktiou émmer vertratt, datt dat ee Gebitt wär - vu datt net all Land deesselwechte groussen Effort ka maachen, well dat sinn Etüden déi kaschte vill, déi dauere laang, bis dass ee wierklech sécher ass, wat d'Auswirkungen dovu sinn -, wat misst um europäesch Plang vill méi konsequent ugaange ginn.

Do war jo mol Rieds - et héiert een elo net méi esou ganz vill driwwer - vun enger Agence européenne de l'alimentation. Déi misst sech onbedéngt mat den Auswirkunge vun all deene chemesche Substanzen ofginn, a wat fir engem Beräich se och émmer agesat ginn. Nach eng Kéier, merci un de Rapporteur.

Ech hätt mer, Här President, gewünscht, dass d'Regierung vläicht

e bësse méi konkret gesot hätt, wat dann elo d'Auswirkunge vun déser Konventioun an der Applikatioun fir eist d'Land bedeiten, mä vläicht wäert den Här Statssekretär eis dat nach e bësse méi däitlech hei soon.

Damat wëll ech den Accord vun eiser Fraktiou hei bréngen. Ech soen lech merci.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dem Här Gusty Graas merci soe fir sái Rapport, dee vill interessant a richtege Saachen enthalten huet. Ech wéilt zum Rapport an zum Ge-setz selwer némmen e puer Remarke maachen.

Et ass kloer, dass mir als Gréng fir dése Projet de loi wäerte stëmmen, dass mer fir dee Verbuet vun deene berüchtegte POPe sinn, well si an deene leschten 30 bis 40 Joer genügend Geforen, Risiken a Schied fir d'Émwelt, d'Déieren a fir d'méenschlech Gesondheet a sech beinhalt hunn. Dat si Saachen, déi allerdéngs - dat muss ee soen - net nei sinn. Dat si Saachen, déi albekannt sinn. Ech wëll drun erënneren, dass am Joer 1960 e Buch erauskomm ass an den USA, dat huet geheesch Silent Spring/Stummer Frühling vum Rachel Carson. Do sinn all déi Saache beschriwwen ginn, all déi Geforen, all déi Risike fir d'Déieren, fir d'Natur an esou virun, déi mer haut kënnfeststellen.

Allerdéngs ass et der Lobby vun der chemescher Industrie 30 Joer laang praktesch gelongen, e Verbuet vun deene Substanzen opzehalen, wat skandaléis ass, esou dass d'Situatioun haut esou ass, an dat ass am Rapport vum Här Graas erauskomm, dass jiddfere vun eis am Fong vun deene Substanze beträff ass. Et wäert wahrscheinlech kee méi hei banne sätzen, deen net a sengem Fettgewebe iergendeng vun deene Substanzen oder méi vun deene Substanze sätzen huet. Déi Substanzen sinn esou verbreet, dass mer se haut feststelle kënnen a Géigende vum Áismier, uewen an Nordkanada bei den Inuité beispillsweis, déi héich belaascht sinn, zum Beispill mat PCBen, déi ganz gravéierend Gesondheetsproblemer fir si an deene leschte Jore mat sech bruecht hunn. Mir kënnen déi POPe beispillsweis hei an Europa feststelle bei Moossungen an de Forellen- a Gebiersséien op 3.000 Meter Héicht an de Bierger. Esou wäit sinn déi verbreet.

Mir haten am Summer déi Motioun scho vun där den Här Graas geschwat huet, iwwert d'Belaaschtung vun de Fësch an eise Gewässer, haapsächlech an der Sauer, der Musel an der Uelzecht, mat Substanze wéi dem PCB.

Ech wollt zum Rapport selwer den Här Graas nach just vläicht drop hiwiesen, dass a sengem schrifteche Rapport e klengen Iertum ass, dee vläicht redresséiert misst ginn. Dir hutt hei um Pult zwar richtege geschwat vun de Grenzwärter vun de Müllverbrennungsanlage vun 0,1 Nanogramm Dioxinen, mä am Rapport steeet dran 0,1 Mikrogramm. Dat ass awer eng déck Gréissstenerdnung driwwer.

Dat ware just e puer kuerz Remarken zu désem Rapport an zu désem Projet de loi, dee mer selbstverständliche wäerte stëmmen, mä, an elo kommen ech zum zweeten Deel, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn awer als Gréng eng Motioun, well et ass natierlech ganz schéin a ganz gutt, wann elo déi zéng berüchtegst POPen, DDT, PCBen an esou víru verbuede ginn, mä de Problem ass, dass just déi verbuede ginn an um Marché bleiwen awer weiderhi Substanzen, vírus allem am Beräich vun de Pestiziden, déi genausou

geféierlech sinn, wéi déi zéng vun deene mer elo geschwat hunn an déi net verbueden ginn!

Ech ginn e Beispill hei: An der Datbank vum UNO-Emweltprogramm, der UNEP, gi 60 Pestiziden als Alternatiiv zu deenen elo verbuedene POPe opgelësch, dorënner zum Beispill Endosulfan, Carbofuran oder Malathion. Vun dése 60 Ersatzpestizide fir déi POPe stuft d'Weltgesondheetsorganisatioun, d'WHO, der siwen als extrem geféierlech an a 14 als héich geféierlech. D'Europäesch Unioun schätzt der och siwen als staark geféigteg an an der 13 als geféigteg. 38 dovunner wiere geféierlech fir d'Emwelt. D'americanesch Emweltbehörd EPA seet, dass 13 vun deene Pestiziden nogewisenermoosse kriibserregend wieren. An der toxikologescher an endokrinologescher Literatur ginn 22 vun deene 60 Stoffer als hormonell wiersam agestuuft.

Et ass also ganz schéin, wann déi eng verbueden ginn, mä déi aner däerfen ongestrooft um Marché bleiwen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, dass dat net si kann, well een och do Moosname muss ergräifen.

Mir sinn iwwerhaapt der Meenung, dass de Pestizidgebrauch nach émmer vill ze vill staark an der Landwirtschaft - dat gesi mer jo herno nach bei de Bioziden - am Émlaf ass. Laut offiziellen Zuele vun EuroStat vum Januar 2002, also vun désem Joer, ass de jährleche Verkaf vu Pestiziden an der EU vun 1992 op 1998 vun 295.000 Tonnen op 322.000 Tonne gestiegen. Och den Asaz pro Hektar ass vun 3,36 Kilo op 3,88 Kilo an der Europäesch Unioun gestiegen. Et gëtt also op den europäesche Felder nach émmer méi gesprëtzzt.

Nach e puer Zuelen, fir deen émmer méi groussen Asaz ze illustrieren: 3/4 vun de Grondwässer an den Agrarregiounen vun Europa si mat héije Pestizidkonzentratioune belaascht. Am 18. Plan de surveillance des résidus de pesticides dans les aliments d'origine végétale vun der zoustännger Di-visioun vun der Europäescher Kommissioun stet ze liesen, datt méi wéi 40% vun den analyséierten Uebst- a Gemélsprouwen Résiduë vu Pestiziden enthalten. Laut aneren Analysen enthält och Reen oder Niwwel op munche Plaze ganz gewalteg Pestizidsréckstänn, déi puermol iwwert dem ofiziellen Drénkwaassergrenzwäert lieien.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, haut déi beonrouegend Fakten. Esou begréissenswäert de Verbuet vun de POPen elo ass, esou wéineg wäert dat un der traureger Realitéit eppes ännern, wa mer eis net konsequent sinn an endlech e puer Schrätt méi wäit ginn, wéi dése Projet de loi.

Wat heesch dat méi wäit goen? Méi wäit goen, heesch éischtens Drock maachen - an eisen An - a Richtung Bréissel, fir datt zum Beispill d'EU-Kommissioun schnellstens weider Mesuré vu Verbuet oder Reduktione vu geféierleche Pestiziden an eng Proposition de directive erabréngt. Méi wäit goen, heesch awer och op nationalem Plang déi néideg Hausaufgaben ze maachen a selwer Initiativen ze ergräifen, fir Aktiounspläng zur Pestizidreduktiouen opzestellen a se zäitlech kontrolléiert émzeseten.

Dass dat méiglech ass, beweisen iwwregens e puer europäesch Staten, déi schonn zénter laangem eegen national Aktiounspläng zur Pestizidreduktiouen beschloss hunn an a weiden Deeler émgesat hunn. Ech ginn lech e puer gutt Beispiller un deene sech Lëtzebuerg kíent inspiréieren, zum Beispill Schweden. Schweden

huet 1986 en nationale Reduktionsplang fir d'Pestizide beschloss. No néng Joer war de Volume vun de Pestiziden ém 71% reduzéiert. Dänemark huet en nationalen Aktiounsplang 1987 beschloss. No zéng Joer haten si eng Pestizidreduktiouen vu 47%. Norwegen huet en Aktiounsplang 1991 beschloss. No eelef Joer haten si eng Reduktiouen vu 54% vum Gebrauch vu Pestiziden. Holland huet en Aktiounsplang an Optrag ginn 1993 an no siwe Joer ass et zu enger Reduktiouen vun 41% vu Pestiziden komm.

Dès Beispiller weisen, dass och national sénnvoll Mesuré méiglech sinn iwwert de Verbuet vun deene zéng POPen hei eraus.

Et brauch een duerfir emol net extra vill Courage ze hunn, et muss ee just politesche Wëllen duerfir hunn. Dee politesche Wëlle wëlle mir hei zum Ausrock bréngen an enger Motioun, déi d'Lëtzebuerg Regierung opfuerert en nationale Lëtzebuerg Aktiounsplang zur Pestizidreduktiouen opzestellen, fir periodesch d'Resultater dovunner ze kontrolléieren an déi Resultater öffentlech ze dokumentéieren.

Här President, hei ass déi Motioun.

#### Motion

*La Chambre des Députés,*

*- saluant l'approbation par la loi de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants;*

*- estimant cependant que d'autres pesticides ou substances à usage industriel*

*sont tout aussi dangereux pour l'environnement et nuisibles à la santé humaine;*

*- rappelant que le cinquième programme d'action pour l'environnement de l'Union européenne prévoyait, dès 1993 et pour 7 ans, un objectif de réduction substantielle des pesticides par unité de terre en production;*

*- constatant cependant qu'aucune réduction significative de l'utilisation des pesticides n'a eu lieu pour l'ensemble de l'Union européenne - sauf quelques pays - à la fin des années 1990 et que les contaminations de l'environnement ont augmenté;*

*- constatant que la commission européenne reconnaît, dans le cadre du sixième plan d'action pour l'environnement, que l'ampleur et la nature des problèmes occasionnés par les pesticides sont sérieux et en augmentation et qu'elle propose l'élaboration d'une stratégie thématique pour réduire les risques liés à l'utilisation des pesticides et diminuer celle-ci;*

*- prenant note du fait que certains pays de l'Union européenne comme le Danemark, la Suède ou les Pays-Bas ont décidé et pratiqué depuis plusieurs années des initiatives unilatérales de réduction globale d'utilisation de pesticides couronnées de succès;*

*- estimant que seuls des plans d'action concrets avec des objectifs chiffrés de réduction peuvent amener à des résultats concrets et bénéfiques;*

*invite le Gouvernement*

*- à prendre les dispositions nécessaires conformément au principe de précaution;*

*- à intervenir auprès de la Commission européenne pour demander la publication, avant juillet 2003, d'une nouvelle proposition de directive établissant un programme de réduction de l'utilisation des pesticides;*

*- à intervenir dans le même contexte pour l'augmentation des moyens financiers en faveur de la recherche et de la mise en oeuvre de méthodes non chimiques de contrôle de parasites et en faveur de l'agriculture biologique;*

*- à s'inspirer de l'exemple des pays précités et d'établir au Luxembourg un programme d'action de réduction de l'utilisation des pesticides qui fixe des objectifs quantitatifs de réduction, arrête un calendrier et définit les mesures et moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.*

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Eugène Berger.

**M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dem Rapporteur merci soe fir sái ganz ausféierleche Bericht, wou wierklech net méi vill weider derbái si flécken ass.

Effektiv geet et hei bei de POPen net ém zéng Substanzen, mä et sinn der zwielef. Si ginn nach am internationale Jargon als dirty dozen oder les douze salopards bezechen. Dat si Produiten, déi à l'origine geduecht waren, fir d'Konditioloune vun de Mënschen an diverse Beräicher ze verbesseren. Ganz oft gëtt vun Pestiziden geschwat. Do sinn awer och Produiten derbái, déi zum Beispill ganz interessant oder nützlech si bei der Brandbekämpfung. Et huet sech awer erwisen, dass déi Produite schlüssendlech virun allem eng Menace fir d'Biodiversitéit a fir d'Gesondheet vum Ménshc sinn.

Et muss ee soen, dass métllerweil vu kengem méi contestéiert gëtt, dass do bei de Produite vill Geforre bestinn. Vill Länner, net némmen an Europa mä iwwert déi ganz Welt, an alle Kontinenter, sinn dagdeeglech mat den negativen Auswirkunge vun deene POPe konfrontéiert. De Rapporteur hat vun den Inuité geschwat, mä et gëtt nach eng ganz Rei vun anere Géigenden, wou d'Leit mat deene Problemer konfrontéiert sinn, wou ee gesäßt, dass déi Produite sech an dee ganze Kreeslaf iwwert d'Waasser, d'Planzen, d'Déieren bis an de Ménshc era weider propagéieren an dann do iwwerall hir Auswirkunge weisen.

Déi Auswirkunge gëtt et iwwerall op eisem Globus. Si kenne keng Grenzen an duerfir muss een esou Geforre op internationale Niveau ugoen. Et ass eng international Démarche néideg. Et muss een och feststellen - an ech selwer hat d'Geleeënheit, fir zu Stockholm derbái ze sinn, fir déi Konventioun fir de Lëtzebuerg Statze signéieren -, dass zum Beispill Länner, wéi d'Vereenegt Staten, déi jo an aneren Domänen, wat den Émweltberäich ugeet, oft vill méi zéi sinn, hei awer métllerweil ganz asiichteg sinn, vläicht well se an hiren Land, besonnesch an der Géigend vun de grousse Séien am Norde vun de Vereenegte State mat ville Problemer konfrontéiert sinn, esou dass si do op alle Fall Partie prenante sinn, fir weltwäit géint déi Problemer virzegogen.

Duerfir hu mer déi Konventioun vu Stockholm, déi eng global Démarche duerstellt. Si huet natierlech Relationen mat anere Konventiounen. De Rapporteur huet déi och schonn erwähnt: d'Konventioun vu Rotterdam, vu Basel an esou weider. Métllerweil gëtt et net männen wéi aacht europäesch Direktiven an zwee europäesch Reglementer, déi sech de près ou de loin mat d'r Matière beschäftigen.

De Prinzip vun déser Konventioun ass deen, fir déi POPen, déi geféierlech chemesch Produiten, ze reduzéieren, respektiv métllerfristeg ze eliminéieren.

Een Element an dár Konventioun, dat hei net erwähnt ginn ass, ass dat vum Prinzip de précaution, Prinzip, deen Eingang fonnt huet

an eng international Konventioun. Dat ass u sech ganz interessant, well dat op anere Plazien och net émmer esou de Fall ass.

Wat, mengen ech, besonnesch interesséiert bei esou enger Konventioun niewent dem Text, dee mir virleien hunn, ass, wat esou eng Konventioun konkret fir eist d'Lan d bedeut? Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg?

Insbesonnesch hu mer hei zwou bis dräi Kategorien déi relevant si fir d'Situatioun zu Lëtzebuerg. Op dår enger Säit dee ganze Beräich PCBen, dann d'Dioxinen an d'Furanen. Dann natierlech d'Pestiziden, déi och hei zu Lëtzebuerg gebraucht ginn.

Wat elo d'PCBen ubelaangt - an dat ass och schonn erwähnt ginn -, ass schonn 1984 en Inventaire vun Apparater mat purem PCB gemaach ginn. Et ass och en Eliminationsprogramm opgestallt ginn deemoos, dee vum Stat finanzéiert ginn ass. Deen hat grousse Succès an et kann een haut soen, datt zu Lëtzebuerg praktesch keng Apparater méi mat purem PCB iergendwou stinn oder iergendwou nach gebraucht ginn.

Derniewent ass eng diesbezüglech Direktiv 1998 komm mam entspreechende Reglement, wou dann den Inventaire vun den Apparater gemaach ginn ass, wou e Gemësch vun Ueleg mat PCB dran ass. Do muss énner anerem en Inventaire gemaach gi vun deenen Apparater, déi méi wéi 0,005% PCB am Ueleg hunn. Deen Inventaire ass mëttlerweil gemaach an et huet sech erausgestallt, datt hautdesdaags, also 2002, vun all deenen - et ass jo haaptsächlech an Transformateuren, wou een dat fénnt - , Transformateuren déi nach zu Lëtzebuerg sinn, der nach ongefér 0,5% sinn, also mol net en halwen Apparat vun 100, wou nach esou Substanzen an däri Konzentratiou - dat ass schonn eng relativ nidderreg - dra sinn.

Wann een elo einfach mol kuckt, en quantité absolue, wéivill mécht dat dann u PCB? Et ass esou, datt 2001, wann een dat erausgeholl hätt aus deenen Ueleg, mer nach 1.244 Kilo am Land hätten. Awer duerch déi ganz Mesuren, déi mer geholl hunn, an déi Strategien, fir all déi PCBen ze eliminéieren, hu mer d'lescht Joer do och nach gutt geschafft, an haut 2002 sinn am ganze Land némme nach ronn 495 Kilo PCB, déi een an deenen eenzelnen Apparater kénnt fannen, wann ee se all géif zesummenzerechnen. Dat ass also eng Réduction vun 60% innerhalb vun engem Joer. Mir sinn also do wierklech ganz gutt.

Wat elo d'Apparater ubelaangt déi eventuell bei de private Leit stinn, do ass et esou, datt déi kénnen iwwert de Wee vun der Superdréckskëscht déi Saach eliminéieren. Bei all deenen aneren Apparater hu mer eng konzertéiert Aktiou, wou mer Accorden hunn, fir déi Saachen an d'Ausland kénnen ze féieren, fir se do fachgerecht ze eliminéieren.

Eng zweet Kategorie vu POPen, mat däri mer hei zu Lëtzebuerg méi konkret an der Vergaangenheit befasst waren, sinn d'Dioxinen an d'Furanen. Dat sinn u sech keng Produiten, déi elo an enger Fabrik produzéiert ginn, fir zum Beispill ausgestreet ze ginn oder fir iergendwou ugewannt ze ginn, mä dat sinn Offallprodukte vun enger Verbrennung. Haaptsource sinn do d'Stolwicker, Aluminium-fusiounen - do hu mer e Wierk zu Klierf -, an dann och d'Müllverbrennungsanlagen. Hei hu mer zu Lëtzebuerg eng Valeur limite fir Emissiounen vun 0,1 Nanogramm pro Meterkibb a sáit 1995 gi regelméisséng bei deenen eenzelnen Installatiounen, déi concernéiert sinn, Miessunge virgeholl.

Ech hu mer haut dee leschte Rapport vun der Émweltverwaltung komme gelooss, wou e regelméiss-

sege Suivi vun deene concerneerten Installatiounen ass. Effektiv ass an der Vergaangenheit mol bei de Stolwicker punktueel dee Wäert iwwerschratt ginn, wou dann natierlech émmer direkt gekuckt ginn ass mam Bedreiber - dat war ganz oft d'ARBED - fir do kénnen ze intervenéieren, mä datt an der Joresmoyenne - dat wéll ech betouen - op alle Fall émmer d'Valeur limite, déi autoriséiert war, énnerschratt war, also datt ni déi 0,1 Nanogramm pro Meterkibb iwwerschratt gi sinn. Och déi Pointen, déi alt emol deegweis entstanwaren, waren och énnert engem sougenanntene Seuil sanitaire d'intervention. Et huet also ni eng Gefor fir de Mensch bestan.

Déi Explicatiounen hei, fir ze énnersträichen, datt Lëtzebuerg fir d'Émsetzung vun däri Konventioun vill méi wäit fortgeschratt ass, datt mer also do praktesch all d'Hausaufgabe gemaach hunn. Och den Aktiounsplang, dee sech dorauß ergétt, ass schonn deelweis definéiert an émress.

Och an eisem Plan national pour la gestion des déchets, also am Offallwirtschaftsplang, hu mer déi Saache skizzziert. Et kann een also soen, déi grouss Linne si gezeichnet. Effektiv muss een nach kucken am Beräich vun de Pestiziden - do si jo nach Etüden amgaang -, datt een dat an deen Aktiounsplang och konkret kann abréngen.

Eng Fro, déi opgeworf gi war, war eng iwwert d'Qualitéit vum Buedem. Buedemmonitoring, Buedemkadaster, do wéll ech nach eng Kéier drun erénnernen, datt mer amgaang sinn e Buedemschutzgesetz auszeschaffen, dat mer an deenen nächste Woche wäerten dem Regierungsrat énnertreeden. Och do hu mer esou e Buedemmonitoring fir d'Qualitéit vum Buedem, nieft deene contaminéierte Sité wuel gemierkt, mä einfach insgesamt hu mer wéllles iwwer d'Qualitéit vum Buedem hei zu Lëtzebuerg regelméisséng e Monitoring ze maachen. Dat kénne mer och an deen Aktiounsplang mat eraschreiwen, respektiv och déi Saachen, déi um Niveau vun der EU lafen.

Et ass esou, datt mer net méi spéit wéi de nächste Méindeg zu Bréssel e Conseil hunn, wou mer nach eng Kéier iwwert d'Politik am Beräich vun de Chemikalien an Europa wäerte schwätzen an dat dann nach eng Kéier wäerten opferen.

Ech wéilt alle Riedner merci soe fir hir Interventioun, respektiv fir dee groussen Accord, deen dése wichtige Projet fénnt.

Här President, ech hunn den Explicatiounen vum Här Huss nogelauschert. Ech hunn déi Motioun virleien, hat bis elo awer nach net d'Geleeënheet, fir se am Détail ze kucken. Ech géif just mengen, dass opgrond vun deenen Explicatiounen, déi ech elo ginn hunn, een erausgesait, dass mer eng ganz Rei Mesuré scho geholl hunn, mer amgaang sinn en Aktiounsplang opzestellen, an och um Niveau vun der EU amgaang si konkret Fortschritt ze maachen.

Ech froen mech, ob déi Motioun am Fong geholl net iwwerflésséng ass, well d'Regierung schonn amgaang ass déi Saachen allegueren an d'Wee ze leeden.

Merci.

**M. le Président.** - D'Diskusioun ass elo ofgeschoss. Mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 4881 a mir stëmmen driwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also elo of iwwert dee virleide Projet.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi dofir si stëmmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4881 ass eestëmme meg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Marco Schroell), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gett d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

An dann hu mer nach d'Motioun vum Här Huss virleien.

D'Wuert huet den Här Mehlen.

#### Motion

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, ech wollt e Wuert zur Motioun soen. Si ass mer ganz sympathesch, well wann ech de Lëtzebuerger Baueren eppes Gudden wéllt wénschen, da géing ech wénschen, datt se an Zukunft iwwerhaapt keng Pestizide méi bräichten unzewennen, well dat ass wierklech keng agréabel Saach.

Leider ass d'Realitéit eng aner, mä ech sinn awer absolut mat de gréngje Kolleguen d'accord, datt de Stat soll all méiglech Efforte maachen, fir de Baueren ze héllefen, datt émmer manner Pestizide brauchen ugewantt ze ginn.

Ech stéiere mech just bei däri Motioun un eppes, datt se am Fong geholl némme selektiv den Aspekt vun de Pestizide kuckt. Et gétt och nach eng Partie aner Quellen, wou ee grad esou konkret Programmes d'action misst lancéieren, fir ze verhënneren, datt däri Substanzen, déi vun däri Konventioun viséiert oder net viséiert sinn, kénnten an Émlaf kommen. Dat féiert mech dozou, sou sympathesch wéi et och ass, fir mech bei däri Motioun hei ze enthalten.

**M. le Président.** - Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, mir kénnen déi Motioun énnerstétzten, quitte dass se keen direkte Lien mat däri Diskussioun huet, déi mer elo grad hei haten, mä den Inhalt ass eis ganz sympathesch.

**M. le Président.** - Mir stëmmen iwwert d'Motioun of.

#### Vote

Déi fir d'Motioun si stëmmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 34 Nee-Stëmmen, 21 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

**Ont voté oui:** MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké).

MM. Jean Colombera et Aly Jaerling.

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

M. Serge Urbany.

**Ont voté non:** MM. Willy Bourg (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par M. Paul-Henri Meyers), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Fred Sunnen), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler.

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen.

Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot, fir eng Proposition de loi ze déposéieren. Och esou den Här Colombera.

Ass et déiselwecht?

#### (Brouaha général)

### 13. Dépôt de deux propositions de loi

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer haut e Gesetzvorschlag ze deponéieren, deen den Artikel IX (5) vum Gezet vum 28. am Broochmount 2002 iwwert de Rentendësch esou ännert, dass all d'Rentner kénne vun däri 0,01% spezial-propotional Majoratioun profitéieren, an net némmen déi, déi nom éische vum Lenz 2002 a Pensioun gaange sinn.

**- Proposition de loi 5061 ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension,**

**2. portant création d'un forfait d'éducation;**

**3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à revenu minimum garanti.**

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Jean Colombera fir den Dépôt vu senger Proposition de loi.

**M. Jean Colombera (ADR).** - Här President, ech erlabe mer fir e Gesetzesprojet ze deponéieren, deen d'Gesetz vum 21. November 1980 iwwert d'Organisatioun vun der Gesondheetsdirektioun ofännert, andeems d'Schafung vun enger konsultativer Kommissioun an der Präven-

tive a Sozialmedizin agefouert gëtt.

**- Proposition de loi 5062 portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé.**

**M. le Président.** - D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun deen zwou Propositions de loi. Si gi weidergeleet un de Statsrot an d'éni zoustänne Kommissiounen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fueren elo weider mat eisem Ordre du jour a kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 4837, en Zousazprotokoll zur Schafung vun der Union postale universelle.

Et si schonn ageschriwwen: d'Madame Delvaux, déi Häre Rippinger an Urbany.

D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Jean-Marie Halsdorf.

**14. 4837 - Projet de loi portant approbation du sixième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, de la Convention, du Règlement général et de l'Arrangement, signés au Congrès postal universel de Beijing, le 15 septembre 1999**

#### Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4837, deen iwwert d'UPU geet, ass chronologesch gesinn den 30. August 2001 déposéiert ginn. Den 19. Mäerz krut en den Avis vum Statsrot, de 4. November ass de Rapporteur désignéiert ginn, de 25. November ass de Rapport adoptéiert ginn, an haut, den 3. Dezember, 15 Méint duerno, schléissee mer dës Prozedur of.

Erlaabit mer e puer Zuelen ze nennen am Kader vum Weltpostnetz am 21. Jorhonnert, dat gigantesch ass. Et muss ee sech vírstellen all Dag ginn 1,1 Milliarde Bréiwer an Inlandscourriere verschéckt. Dat maachen am Ganze 413 Milliarde Bréiwer an engem Joer. All Dag gi 24 Millioune Bréiwer iwwert d'Grenzen eraus geschéckt, wat och, wann een dat op ee Joer kuckt, 8,6 Milliarde Courriere mécht. Dat ass wierklech vill.

Wann ee bedenkt, dass am Joer en moyenne 71 Bréiwer vun de Ménscs verschéckt ginn, a wann ee weess, dass an développéierte Länner dat iwwer 400 Envoié sinn, da muss ee feststellen, dass am Ganzen et der tésschen 5 an 33 sinn an de Länner, déi net développéiert sinn.

Da kommenn nach do

Deen éische Punkt ass dee vun engem universelle Postdéngscht. Universelle Postdéngscht heesch, dass all Bierger Post ka kréien oder fortschécken iwwert d'ganz Welt.

Dat zweet Element ass dat vun der Qualitéit vum internationale Postnetz. Hei geet et drëm fir sécher, zouverlässig an effizient Strukturen ze kréien, fir dése qualitativen Elementer gerecht ze ginn.

En drëtte Punkt ass dee vun der ekonomescher Liewensfahgeeket. Hei soll de Käschtepunkt par rapport zur Effikassitéit optimiséiert ginn, esou dass all Mensch oder all Client zu erschwéngleche Konditiounen vun désem Service ka profitéieren.

En næchste Punkt, deen een och muss ervirstráichen, ass dee vun de Mäert a vun den nationale Produkter. Hei geet et drëm nei Produkten ze kreéieren, déi de Bedürfnisser an den Erwaardunge vun de Clienté vun der Post entspriechen.

Fënnefte Punkt ass d'Reform an d'Entwicklung vun der Post. Hei soll esou reforméiert ginn, dass déi technologesch Changementer, déi ekonomesch an déi reglementar Strukture kënnen optimiséiert ginn.

De sechste Punkt ass dee vun der Stärkung a vum Ausbau vun der Zesummenarbecht téschent de Partner am Interesse vun de Postsecteuren.

Den Detail vun all dése Punkte vun de Strategien an Objektiver géif ech lech bidden am Projet de loi, respektiv am schréftleche Rapport vun der Kommissioune nozeliesen.

Niewent dése strategeschen Déciounen, déi geholl gi sinn, sinn och de Verwaltungsrot an de Betriebsrot erneiert ginn. Téschent deenen zwee Kongresser ass d'Présidence u Portugal gaangen. D'Recommandatiounen iwwert den zukünftege Rôle vun der Union postale universelle sinn och esou ugaange ginn, dass e Grupp kreéiert ginn ass vu 25 Länner, déi sollen an deenen nächsten zwee Joer Changementer ausschaffe fir d'Strukture vun der UPU. Doniengt ass och nach, fir déi ganz Particiaption ze stimuléieren, e berodende Grupp agesat ginn. Do si regional Poststrukturen, ONGen an och privat Opérateuren dran, déi am Fong geholl lauter interesséiert Partie vun der Post sinn. Si sollen dann do Detailaarbecht maachen.

Schliesslech ass och nach e Weltforum fir d'Politik vun der Post ageruff ginn. D'Modifikatiounen, déi um 22. Kongress vun der UPU adoptéiert goufen, kënnnt Der am Detail am Projet de loi op de Säiten 6 an 11 noliesen, Modifikatiounen, déi sech besonnesch op den interne Fonctionnement vun der Postorganisatioun bezéien.

D'Veränderunge bezéie sech awer och op de sechsten Zousazprotokoll zur Verfassung vum Weltpostverein. Dës Veränderunge bezéie sech op dat generell Reglement vun der IPU an och op de Schlussprotokoll vun der universteller Postkonventioun.

Schliesslech gétt och nach den Arrangement betreffend d'Finanzeservicer vun der Post mat Veränderunge befaasst. D'Dispositione beschränke sech op Elementer iwwert d'Relationounen téschent de Regierungen oder awer op anerer, déi fundamentaler Natur sinn, an déi dann d'Ennerstëtzung vum Kongress brauchen. D'Reglementer, déi aus de Konventiounen fléissen, enthalte Regelen, déi dem Kongress net musse virgeluegt ginn. Si sinn also komplementar zur Konventioun.

Wat d'Finanzdéngschter vun der Post ugeet, gétt et Klausele betreffend Postmandater, Postschecken an Titren. Et gétt do esou geschafft, dass mer a Richtung vun engen Fusioun, vun engen

Gruppéierung an enger Harmonisierung vun den Originaltexter ginn.

De Projet de loi gouf analyséiert vun der Commission des Media de 4. November. Et si keng Observatiounen vun de Membere komm. Och de Statsrot huet en Alternativtext verfaast, deen och keng Oppositioun fonnt huet bei de Memberen, esou dass ee grousse Konsens bei désem Projet de loi do war. Ech géif lech bidden dése Projet ze stëmmen an ech bréngen an engems den Accord vun der CSV.

Villmools merci.

**M. le Président.**- Als éisch Diskussionsriednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).**- Här President, ech bréngen heimadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu déser Konventioun a wollt dem Rapporteur och merci soe fir säi Rapport.

**M. le Président.**- Den næchste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir soen dem Här Halsdorf, dem Rapporteur, och merci fir sain ausféierleche Rapport. Ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun zu désem Projet de loi.

**M. le Président.**- An dann ass et um Här Serge Urbany.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Texter, déi eis hei virgeluegt ginn, bedeite jo keng wesentlech Ännierung vun deene bisherege Strukture vun der Union postale internationale.

Et läit allerdéngs en aneren Text vir, wat d'Strategie vun déser Organisatioun ugeet, deen hei net zum Vote steet, wann ech dat richieg verstanen hinn, deen awer eng Partie Saachen enthält, mat deenen ech net kann d'accord sinn, well en e prinzipiellt Engagement enthält a Richtung vun engen Öffnung vun de Mäert an enger entspreechender Reform vum weltwälte Postsystem. Konkret ém déi Froe gétt jo de Moment verhandelt am Kader vun der Welthandelsorganisation iwwert d'Liberalisierung vun de Servicer, an hei gétt grad vun der EU en däitlechen Drock ausgeübt op d'Entwicklungslänner, zum Beispill op Brasilien a Südafrika, fir hire Service public Post opzemaache fir déi weltwält Konkurrenz. Et freet ee sech, wéi wáit déi Länner sech deem weltwälte Marchandise do kenne widdersetzen.

Och op Létzebuerger Postcliente kënnnt jo am Kader vun der kompletter Liberalisierung vum Service public bis 2009 duerch eng nei europäesch Direktiv jo nach munches zou, wat mir hei nach wäerten diskutéieren.

Fir mai Bedenken vis-à-vis vun deenen Entwickelungen auszédrécken, déi fir mech net méi eng grouss Effikassitéit fir d'Clienté vun der Post bedeuten, mä virun allem méi eng grouss Profitabilitéit fir déi transnational Konzerner, déi op deem Terrain agéieren, wéll ech mech enthalte beim Vote zu désem Projet.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Eugène Berger.

**M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.**- Merci, Här President. D'Regierung seet dem Rapporteur och merci fir sain ausféierleche Rapport zu där Konventioun, déi sécher eng ganz komplex Matière ass. Mir kënnne feststellen, datt eng grouss Majoritéit hei an der Chamber kann deem Projet zoustëmmen. Dat freet eis, an d'Re-

gierung seet dofir der Chamber merci.

**M. le Président.**- D'Diskussionsioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 4837 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4837.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Abstention.

*Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Schank Marco), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Ady Jung) et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jos Scheuer);*

*M. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;*

*S'est abstenu: M. Serge Urbany.*

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

#### (Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussionsioun vum Projet de loi 4930 iwwer eng Grenzänderung téschent de Gemengen Nidderaanwen a Sandweiler.

#### (Brouaha général)

Et si schonn agedroen: déi Här Klein a Graas. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorables Här Jean-Marie Halsdorf.

**Une voix.**- Weess deen iwwerhaapt, wou Sandweiler ass?

#### 15. 4930 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Niederanven et de Sandweiler

#### Rapport de la Commission des Affaires intérieures

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et geet also ém eng Grenzänderung téschent de Gemengen Nidderaanwen a Sandweiler.

Dëse Projet fénn am Fong geholl seng Originen an enger Décisioun vum Gemengen vun de Gemengen Nidderaanwen a Sandweiler. De 17. Dezember 1998 huet d'Gemeng Nidderaanwen, an den 27. Abrëll 1999 huet d'Gemeng Sandweiler décidéiert dee Changement am Kader vun engem PAP virzehuelen. An dorophin ass dann, den 22. Mäerz 2002, e Projet de loi vum Minister déposéiert ginn. De Statsrot huet sain Avis de 4. Juni 2002 ginn. Den 1. Oktober 2002 ass de Rapporteur genannt ginn. De 26. November ass den Avis vum Statsrot gekuckt ginn an och de schréftleche Rapport, d'virläit, ugeholl ginn. An haut stëmme mer dése Projet dann och.

Et geet drëm dës Limiten unzepassen, a wéi et am Artikel 2 vun der Konstitutioun steet: „Les limites des communes ne peuvent être changées qu'en vertu d'une loi“, an dat selwecht steet och am Artikel 2 vum Gemengegesetz: „La modification de leurs limites peuvent se faire que par une loi“, musse mer dése Wee elo goen.

Wann ech den Erklärunge vum Buergermeeschter vu Sandweiler, dem Här John Breuskin, gleewen, ass dést néideg ginn, well do dräi Elementer beienee komm sinn.

Eischtens ass um Findel e Baukomplex gemaach ginn, wou aacht Büroskomplexe gebaut gi sinn. Zweetens hu mer den Hôtel Ibis, wou Problemer mat der Grenz waren. Dréttens d'Entreprise Lorang gehéiert no désem Projet de loi zur Gemeng Sandweiler.

Beim Baukomplex vun aacht Bürosgebäiler wären d'Grenzen duerch zwee Gebaier gaangen an dat wier bei der steierlecher Opdeelung schwierig ginn. Dofir ass dat dann opgedeelt ginn. Et sinn elo dräi Gebaier op Sandweiler Territoire a fénnef op Nidderaanwener Territoire. Beim Hôtel Ibis waren déi selwecht Problemer. Dee gehéiert elo zur Gemeng Nidderaanwen an d'Entreprise Lorang gehéiert no désem Projet de loi zur Gemeng Sandweiler.

Dat sinn am Fong geholl d'Erklärungen, fir do eng propper Lag ze hinn. De 4. Juni huet de Statsrot sain Accord marquéiert. A wann Der d'Artikele kuckt: Den Artikel 1, dee mécht d'Changementer vun Nidderaanwen op Sandweiler, den Artikel 2 vu Sandweiler op Nidderaanwen an den Artikel 3, dee mécht d'Flächenidentifizierung iwwert de Kadaster. Et ass also e Projet dee keng Schwierigkeiten mécht. Ech géif lech also bidden dése Projet ze stëmmen, an ech bréngen och den Accord vun der CSV. Merci.

**M. le Président.**- Als éischte Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Jean-Pierre Klein (LSAP).**- Här President, ech soen dem Rapporteur merci fir säi guude Rapport iwwer eng Rektifikatioun vun de Limiten téschent de Gemengen Nidderaanwen a Sandweiler. Ech ginn dozou den Accord vun eiser Fraktioun.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Niki Bettendorf.

**M. Niki Bettendorf (DP).**- Här President, ech wéll och den Accord vun der Demokratescher Partei zu désem Projet bréngen.

Ech muss soen, dass dat hei epes ass, wat vill méi oft misst gemaach ginn, souguer misst promovéiert ginn, well mer wéssen, dass ganz oft an Industriezonen, an Aktivitészonen, déi zesummen téschent zwou Gemenge gemaach ginn, einfach d'Limité vun de Gemengen duerch d'Gebaier lafen. Dann entstehen beim

Verrechne vum Verbauch vum Waasser, bei de Kanaltaxen, beim Telefon. All déi Saache muss se regléiert ginn, an dofir wier et wichteg, dass am Virfeld vun esou Zonen et zu Grenzänderungen an de Gemenge kéis, déi d'un commun accord téschent de Gemenge géife getraff ginn, fir dass effektiv besser kéint mat den einzelne Propriétaires ofgerechent ginn. Ech kéint lech Beispiller opzielen, wou einfach d'Grenzen ...

**Plusieurs voix.**- Nee, nee, nee.

**M. le Président.**- Här Bettendorf, Dir hutt némmen zwou Mi-nutten zur Verfügung.

**M. Niki Bettendorf (DP).**- Et ass net gewünscht, dass ech lech Beispiller ginn, da brauch ech dat och net ze maachen. Ech wéll da ganz einfach den Accord vun eiser Fraktioun bréngen. Ech soen lech merci.

#### (Hilarité générale)

**Une voix.**- Très bien, très bien.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Eugène Berger.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

**M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.**- Här President, ech wéll dem Rapporteur merci soe fir säi Bericht. Et ass effektiv net usus, datt d'Grenze vu Gemengen duerch Gesetz geänner ginn, an et wär sécher interessant gewiescht, fir do nach weider Beispiller kënnen ze héieren.

Et ass esou, datt praktesch Konstellatiounen am Virfeld stoungen, déi dozou gefouert hinn, fir dat Gesetz hei anzebréngen. Déi zwou Gemengen hinn dat ugefrot an hire gemeinsamen Accord läit vir. Ech kann och feststellen, dass hei och e groussen Accord zu deem Projet ass a wéilt der Chamber dofir merci soon.

**M. le Président.**- D'Diskussionsioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Article 2 vum Projet de loi 4930 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4930.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass unanime mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Nico Loes), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz,*

*Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres) :*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;*

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

#### (Assentiment)

Et ass esou décidément.

An da komme mer zur Diskusiooun vum Projet de loi 4856 iwwert d'Produits biocides. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Hären Halsdorf, Wohlfart, Krieps, Colombera an Huss. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marco Schroell. Den Här Schroell huet d'Wuert.

#### 16. 4856 - Projet de loi relatif aux produits biocides

##### Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

**M. Marco Schroell (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Mat désem Projet de loi transposéiere mir eng Direktiv vun der europäescher Kommissiou a Létzebuerger Recht, an zwar d'Direktiv 89/8 relative aux produits biocides. D'Emsetze vun déser Direktiv accuséiert ee gewesse Retard. Létzebuerg ass de 16. Mee vun désem Joer vun der Cour de Justice européenne mat engem Arrêt dorun erénnert ginn. Ech wéll awer umierken, dass d'Chamber zu désem Záitpunkt schonns voll an den Aarbechten engagéiert war, fir d'europäesch Virgab émzeseten. Dést némnen niewebái gesot.

Här President, haut setze mir also eng Virlag ém, déi ausserst technesch ass, an een, deen net an dës Matière ageweit ass, riskéiert net esou richtege zu verstoen ém wat daff et geet. Dofir wéll ech, ier ech op deen technesch Aspekt aginn, erklären, wat dann elo e Biozid ass.

Et mierkt een datt dat Wuert Bio, also Liewen, an der Expressioun „biocide“ virkennet. De Wuertdeel „cide“ kenne aus dem Latäineschen „cidere“, dat heescht doudmaachen. Dir gesitt, et kann een esouguer ze enger gewessé Misinterpretatioun komme vun deem, wat eigentlech gemengt ass.

E Biozid ass eng aktiv Substanz, oder ee Produit aus enger Mëschung vun e puer aktive Substanzen, déi eng Wirkung op lieweg Organismen hunn. D'Wirkung besteht doranner, dass den Organismus zerstéiert gëtt, oder d'Auswirkung vun désem Organismus op aner Substanzen oder Produkten, déi solle protégéiert ginn, neutraliséiert oder verhénner gëtt. Pestizide sinn och eng Form vu Bioziden, déi haaptsächlech an der Landwirtschaft agesat ginn, an net vun déser Direktiv beträff sinn, well se schonn enger spezieller Reglementatioun énnenerworf sinn.

Biozide ginn an der Alimentatioun gebraucht, fir ze konservéieren oder fir Schädlinge fern ze halen. Si gi gebraucht, fir ze botzen an ze desinfizéieren. Dést am private Gebrauch an och an der Industrie. Si kenne och benotzt ginn, fir Material oder Produite résistant géint Auswirkunge vu sou genante Schädlingen ze maachen. Am Viséier vun de Biozide si Viren, Bakterien a Pilzer vun allen Zorten. Awer och méi grouss Organismen, wéi Algen, Insekten a souguer Mais a Rate kenne viséiert ginn.

Dést fir ze verhénneren, dass all déi Organismen oder Schädlinnen iwverhand huelen an d'Gesondheet vum Mënsch an Déier a Gefor bréngen. D'Biozide si villäsig asetzbar an et gëtt der op d'mannst grad esou vill, wéi et Organisme gëtt, déi en negativen Afloss ausüben. Et gëtt natierlech Bioziden, also Substanzen, déi et och an der Natur gëtt. Et gëtt awer och chemesch Bioziden, déi vun der Industrie extra hiergestallt ginn.

Dés Erläuterunge wierken émmer nach zimlech abstrakt. Fir dass Dir lech eppes méi Konkretes iwwert d'Biozide kenne virstellen, wéll ech lech e puer Beispiller ginn. Ech fänken u mat Botzmëttel, déi jiddfereen doheem am Stot stoen huet a praktesch all Dag asetzt. All Desinfizéierungsmëttel besteet op d'mannst aus enger biozider Substanz an d'Industrie ass ganz erfinderesch, fir hir Botzmëttel énnert d'Leit ze kréien. Et ginn oft Faarfstoesser bâgemëschte a meeschten och nach e Parfum, fir dass et nom Botzen soll proper richen.

De bekannteste Produit an désem Beräich ass den Eau de Javel, deen am Revolutiounsjer 1789 vum franséische Medeziner Claude Louis Berthollet zu Javel, en-gem Viruert vu Paráis, erfonnt ginn ass, fir de Wäschfraen um Bord vun der Seine e Mëttel ze ginn, fir dass hir Wäsch soll nach méi propper ginn. De Javel ass haut net méi aus dem Haushalt ewech ze denken. De Javel mécht proper, hien desinfizéiert, hie bleecht an hien hëlt de Gestank, mä déi mannst wéssen, dass si, wa si de Javel benotzen, eigentlech e Biozid asetzten, eng Substanz, déi elo e reglementaresche Kader kritt.

Bioziden sinn och an den Holzschutzmëttel dran, déi een hëlt, fir doheem Gaardemiwel aus Holz resistant ze maache géint d'Wieder, oder besser géint déi Organismen, déi d'Holz, wann et flicht ass, ugräifen an zerstéieren. E Biozid ass oft am Lack oder an der Faarf dran, déi einen hëlt, fir unzesträichen. Am Insekt spray oder an der Crème géint Moustiquen, wouopper een am Summer gären zréckgräift, sinn och Bioziden dran.

Här President, et läit ganz an der Natur vun der Saach, dass wann een eng Substanz asetzt, déi géint lieweg Organisme virgeet, déiselwech Substanz awer glâichzäig en negativen Effet op de Mënsch selwer kann hunn, oder op d'Déieren an op d'Emwelt. Dofir soll ee bei engem Asaz vu Bioziden eng iwwerdriwwen héich Dosis vermeiden. Bei engem Biozid, wou déi negativ Séquellen net méi vertrierbar sinn, oder wou eng besser, méi sécher a méi gesond Alternativ besteet, soll een dës benotzen an de schiedleche Produit vum Maart huelen. Dést ass d'Objektiv vun der Direktiv, déi mir haut an eis Gesetzgebung iwwerhuele wéllen.

Ech sinn elo bei engem méi technesch Volet ukomm. Ech versichen, dése komplexen a komplizierten Deel an einfache Wiederzesummenzaassen. Fir den Detail erlaben ech mir, fir all Interessierten op d'parlementaresch Dokumentatioun ze renvoyéiere, wou e sech e vollstänneg Bild ka maache vun der Technicitéit vun allen Dispositiounen.

Wéi schonns gesot, kann an Zukunft némme méi eng biozid Substanz um Marché gehandelt ginn, déi virdrun am Kader vun enger Evaluation des risques kontrolléiert ginn ass an déi keng akzeptabel Risiken duerstellit fir d'Gesondheet vum Mënsch, dem Déier an der Emwelt. All zougelöosse Substanz gëtt an enger europäesch zentraliséierter Annex publizéiert. Dés Annex kenne also enger Liste positive communautaire glâich. All Substanz, déi net heiranner opgefouert ass, däerf net op de Marché kommen.

Conforme zum Prinzip vun der Subsidiaritéit läit et an der Verantwortung vun de Memberläänner, fir déi biozid Substanzen, déi évaluéiert gi sinn, an enger nationaler Lëscht anzeschreiwen. Déi national Lëscht ginn dann an enger gemeinsamer europäescher Positiivscht zentraliséiert.

D'Direktiv gesäit och vir, dass all Entreprise, déi e Biozid produzéiert an en um Marché ofsézze wéll, en Dossier presentériere muss, dee vun der Direktiv virgeschriwwen ass. D'Autorisation, fir de Biozid dierfen ze kommerzialisieren, gëtt vum Gesondheetsminister ausgestallt. Des Weidere bedéngt d'Reconnaissance mutuelle, dass eng Autorisation, déi an engem Membersland ausge stellt gëtt, glâichzäig an deenen anere Memberläänner gültig ass. D'Autorisation de mise sur le marché énnerläit strenge Kritären, wéi zum Beispill d'Effikasitéit vum Biozid, awer och der Bedingung, dass dës Substanz keng inakzeptabel Nuisancen däerf hunn op de Mënsch, op d'Déieren an op d'Emwelt. Dés Evaluatioun geschitt am Kader vun der Application an am Respekt vum Principe de précaution.

Des Weideren, wéi ech virdruschonn erwähnt hat, bedeutet de Principe de substitution, dass eng Substanz, déi erwisenermoossen nusibel Effeten huet, oder wou de begrënnte Verdacht besteet, dass déi Substanz inakzeptabel Auswirkungen huet, muss duerch eng aner Substanz mat manner Risiken ersat ginn. De Principe de sauvegarde gesäit souguer vir, dass e Produit biocide ganz vum Marché muss geholl ginn, wann dëse Produit oder dës Substanz sech als bedenklech oder geféierlech erausstelle soll. Des Weideren sinn d'Autorisationen zäitlich op zéng Joer begrenzt a müssen no désem Délai nei ugefrot an ausgestallt ginn.

Finalement wéll ech nach erwähnen, dass de Gesetzesvorschlag wéi d'Direktiv, streng Dispositioun festhält, wat d'Publicitéit vun de Biozide betréfft, grad esou wéi d'Confidentialitéit vun de kritischen Donnéeën, d'Kontrollen an d'Inspektionen.

Här President, ech hoffen, dass meng Ausfeierunge gewisen hunn, dass dës Réglementationen wichtig ass, an d'Protectioun vun der Gesondheet vum Mënsch an den Déieren, grad esou wéi den Emweltschutz am Virdérond stinn.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dovunner sinn ech iwwerzeugt.

**M. Marco Schroell (DP), rapporteur.**- Merci, Här President vun der LSAP.

#### (Hilarité)

De Konsument soll sécher sinn, dass de Produit, dat heescht deen Désinfectant, dat Botzmëttel, deen Insecticide oder deen Holzlack, deen hie keeft, keng negativ Auswirkungen op seng Gesondheet huet. Dést Argument eleng misst duergoen, fir dass d'Chamber der Recommandatioun vun der Gesondheetskommissioun kenne an dése Projet de loi unhéilt.

Ech soen lech merci fir Är Op-miersamkeet.

**M. le President.**- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4856 geet a sech op eng Direktiv zréck aus dem Joer 1991, d'Direktiv 91/414/CEE iwwert d'Phyto-

pharmacie. An deem Kontext ass festgestallt ginn, dass et Pestizide gëtt, vun deene kee Gebrauch gemaach gëtt an der Landwirtschaft. Et ass gemengt ginn do misst frësch légiféréiert ginn, et misste Produkter definéiert ginn, déi biologesch aktiv wären an en Usage hätten, deen net an der Landwirtschaft wär. A well dee Gebrauch ganz variabel ass, ass d'Iddi vum Biozid entstanen. Dofir dése Projet de loi, an dofir och mäi Merci un de Rapporteur fir säi ganz ausféierleche Bericht, wou hie wierlech de Biozid als solche positionéiert huet.

E Biozid ass also kee Medikament, dat um Mënsch oder um Déier genotzt gëtt. E Biozid ass kee kosmetesch Produkt. Et huet näisch mat lesswueren ze dinn, am Senn dass do Produiten dra gemaach ginn. Et huet näisch mat der Nahrung vun den Déieren ze dinn. Et ass kee Phytopharma ka. E Biozid, deen als Principe actif benotzt gëtt an engem Dispositif médical an engem Spidol, dat kann zum Beispill en Désinfectant sinn, fält net méi énnert dës Ge setzgebung. Och wann hie radioaktiv ass, fält hien net énnert d'Ge setzgebung vun de Bioziden.

De Biozid huet also e preventive Charakter, wéi et schonn ugeklon gen ass vum Rapporteur, bei lesswueren, all Zorte vun Objeten, Baumaterialien, wéi zum Beispill Holz. Hie gëtt benotzt doheem am Haushalt, am Spidol, am Cabinet vum Dokter an am Laboratoire. Et ass also e Produit de conservation an e Produit de protection. De Biozid gëtt an allmëiglechen Applikatiounen an an allmëigleche Beräicher agesat, sief et géint Viren, Bakterien, Hief, Pilz, Raten, Vullen an Algen. Et gëtt also ganz vill Analogien och par rapport zu de Medikamenten. Ech wollt do, well déi strikt reglementéiert ginn, verschidde Parallélismen opzeichnen.

Do gëtt et e Medikament wéi de Lindan, wann et an engem Pudder ass, da kann et geholl ginn, wann ee Fléi um Kapp huet, respektiv bei der Krätz. Op dår anerer Säit kann en awer och benotzt ginn als Biozid dobaussen an der Natur.

D'Substanze kenne awer och natierlecher sinn. Se kenne also op Nematoden, op Wiern zum Beispill wierken, an do ass et och nees eng Kéier, dass et Produite gëtt fir Mënschen an et gëtt fir d'Emwelt. Et kenne och Pilzen, Insekten, Molluske sinn. De Rapporteur huet alles dat gesot. Wat wichtig ass, den Effet bénéfique muss émmer prépondérant sinn. Den nétzlechen Effekt ass deen, an d'Niewewirkungen op de Mënsch op d'Déier an d'Emwelt, déi mussen zréckgesat ginn, esou dass mer hei also Kritären hunn, déi ganz variabel sinn. Mer müssen ee Produit hinn, dee potenziell net schiedlech ass an, wat wichtig ass, all Substanz muss évaluéiert ginn. Risikoe müssen ausgeschloss ginn.

Wat weider nach ganz wichtig ass, dat ass déi géigesätzlech Unerkennung vun deeneen einzelne Länner, par analogie och zu de Medikamenten. Wann een eng Autorisation de mise sur le marché an engem Land huet, ass de Produit iwwerall gültig. De Principe de précaution, de substitution an d'Clause de sauvegarde huet de Rapporteur erklärt an och de Subsidiaritéitsprinzip, wou déi eenzel Länner hir Produite klasséieren an dann dat zentraliséiert gëtt, fir d'Transparenz ze schafen.

Et ass also ganz vill Analogie do zum medikamentöse Beräich, grad esou wat d'Autorisation de mise sur le marché, ugeet, déi zäitlich limitéiert ass, well wann nei Erfahrungs kommen, nei Techniken, een dann och déi néideg Schrëtt énnerhuele kann, fir d'Leit ze schützen.

De Rapporteur huet och d'schwarz Seef genannt. Ech fannen dat sinn zwee gutt Beispil-

ler, fir de Leit dobaussen ze weisen ém wat et hei geet, an och den Eau de javel, den Hypochlorite de sodium, wat also och chemesch Substanzen sinn.

Et ass och richteg, well ganz vill Analogien zum medizinesche Beräich sinn, dass just de Ministre de la Santé responsabel ass an net de Ministère de l'Environnement, wéi et ee Moment sollt sinn, dass deen och sollt Avisen hei kenne ginn.

D'Iddi fir dat iwwer Règlement grand-ducal ofzewéckelen, déi ganz Direktiv 98/08/CE, déi ass diskutéiert ginn, awer well jo den Artikel 11 vun der Verfassung seet „que la loi règle la protection de la santé“, ass gemengt ginn, hei misst ee Gesetz gemaach ginn an et kéint kee Règlement grand-ducal statfaffen. Et ass awer, mengen ech, dee richtige Wee, fir d'Aufklärungsbestimmungen iwwer Règlement grand-ducal ze maachen, déi grouss Guidelines gi jo iwwert d'Gesetz festgeluegt.

Déiselwecht Diskussiounen gouf et och beim Règlement grand-ducal iwwert d'Modalitéit vun der Iwwerwaachung vun de Bioziden. Do ass, well dat e komplexen an technesch Beräich ass, op e Règlement grand-ducal zréckgeograff ginn, well soss misst bei all Kleggkeet nei légiféréiert ginn, wat ganz schwéierfallig wär. Do ass och nach d'Diskussioun geféiert ginn iwwert de faible risque vu Produkten. Déi Produkten, déi missten da separat iwwer Règlement grand-ducal géréiert ginn an déi aner net. Do ass et jo awer am Fong geholl um Producteur, fir dat ze beweisen an net un der Administration, esou dass d'Kommission sech hei op de Wee vum Règlement grand-ducal beginn huet.

Den Informationsfloss zwëschent deenen ezelne Länner schéngt mer ganz wichtig ze sinn. Do wollt d'Regierung och eng Base légale schafen.

#### (Interruption)

Et ass gemengt ginn, et wär eng do. D'accord. Mir hoffen a wünschen eis, dass déi och richteg benotzt gëtt.

Een Artikel, wou ech kuerz wollt drop agoen, dat ass den Artikel 7, dee festleet, dass an extreme Fall Produkten, déi keng legal Exigenzen hinn, trotzdem op de Maart kenne kommen, wann do e Bedarf ass. Déi däerfen dann 20 Deeg benotzt ginn. De Minister informéiert dann d'Bevölkerung, fir se géint Niewewirkungen ze schützen. Dat ass ganz richteg, mä hei misst ee sech d'Fro stellen, ob de Minister net sollt an all Fall, wann esou eppes ass, d'Leit informéieren, well émmer e potenzielle Risique do ass an et net schlecht ass, wann d'Leit am Bild sinn.

Zum Artikel 9 iwwert d'Warnungen, déi sollten an därselwechter Sprooch geféiert gi wéi d'Publizität, huet d'Kommission, menge ech, déi richteg Décisionen geholl, well net jiddferee Létzebuergesch kann, well am Originalgesetztext stong jo, dass dat op Létzebuergesch kenne verfaast ginn. Et geet drëm, fir de Verbraucher zu engem virsichtegen Émgoe mat dem Produit ze féieren.

Den Artikel 12 ass e bésschen anescht wéi am medizinesche Beräich, do fléissen déi kommerziell Elementer mat an. Hei sollt et esou sinn, dass geheim Donnéeën zréckgehale kenne ginn aus kommerziellen Erwägungen eraus. D'Kommission war streng a verlaaht eng komplett an eng novollzéibar Justificatioun. Ech menge, do si mer och de richtige Wee gaangen.

D'Iwwergangsbestimmunge vun zéng Joer, muss ech soen, do bleiwen da Produkten um Maart, wann een déi nei misst androen, wou vläicht d'Kritären net méi géifen erféllt ginn. Dat ass eng laang Záit an do misst een emol kucken,

ob een déi trotzdeem net eng Kéier méi kuerz maache misst. Op d'mannst muss een do ganz vigilant sinn. Mir hunn zwar iwwer Amendementen an der Kommissionn méi e prezisen Text kritt, mä ech géif awer mengen, hei sollt ee ganz vigilant sinn.

Et ass gesot ginn, et ass Urgence. De 16. Mäerz 2002 hu mer nach ee Rappel vum europäesche Geriichtshaff kritt, dass mir missten dës Directiv émsetzen.

Et ass awer och geschriwwen ginn am Rapport, et misst no enger gewësser Zäit eng Evaluationen gemaach gi vun den Incidencen op den Aarbechtsopwand.

Déi Iddi ass net, Här Minister, fir direkt nei Leit anzestellen, mä ech géif mengen, do misst een awer relativ séier handelen, well et ass ee Beräich, dee ganz komplex ass an - wéi soll ech lech soen - wou ech der Meenung sinn, wann ee seet Émweltmedezin an alles wat dat mat sech bréngt, do kritt ee verschidde Situationsen, do ass et och wichteg, dass een d'Biozide richtege cadreert kritt. Dofir brauch een awer Leit am Ministère, déi dat maachen.

Ech géif mer wënschen, dass hei géif schnellstens eng offensiv Haltung kommen, fir dësem wichtige Beräich och eng wëssenschaftlech Approche ze ginn. Et missten also Toxikologen an Apdikter agestallt ginn oder och soss Spezialisten, a wann d'Kommission och punktuell Upassunge gemaach huet am Interesse vum Mensch, vun der Allgemengheet a vun der Émwelt, sou ass et trotzdem wichteg, dass hei déi wëssenschaftlech Approche mat erafléisst an dass mer dat Ganzt mat engem anere Brëll kucken.

Mir kréien émmer méi Leit déi Ekzemen hunn, déi Allergie kréien, déi chronesch Erkrankungen hunn. Dés Tendenz ass wierklech steigend. Mer si gefuerdert an et kommen émmer nei Erkenntnisser iwwert d'Auswierungen op d'Émwelt. An esou engem Kontext ass dése Projet de loi sécherlech ee gudden Ufank, mä en huet e minimalistesche Charakter. Ech géif mengen, mer sinn an däri richteger Richtung, mä mer sollte schnell méi prezis ginn an och eis d'Moyene ginn, fir dëst Gesetz gutt ze applizieren. Awer et ass e wichtige Schrëtt an déi richteger Richtung a fénn dofir och d'Zoustëmmung vun der CSV.

Villmools merci!

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Georges Wohlfart agedroen. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

**M. Georges Wohlfart (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dése Projet de loi, deen eis de Mëttel beschäftigt, ass, wéi de Rapporteur, de Marco Schroell, gesot huet, d'Transposition an d'nationaalt Recht vun enger europäescher Direktiv.

Ech mengen, et ass üblech, dass een dem Rapporteur merci seet fir déi Aarbecht, déi e gelescht huet, mä an dësem Fall wéi ech e félicitiere fir déi kloer Aart a Weis, an däri en eng ganz komplex Matière, fir vill vun ons heibannen, duergeluegt, erkläert an expliziéiert huet.

**(M. Bettendorf prend la Présidence)**

Mer wëssen, dass am Fong geholl vun 1789 un, wéi duerch den Eau de Javel déi Saach lanceiert ginn ass, Bioziden um Maart sinn, déi wuel eng ganz nützlech Saach sinn, mä och eng Saach sinn, déi net fräi ass vun Niewewierungen op dem Mensch seng Gesondheet. Dat ass jo och ugeklunge beim Jean-Marie Halsdorf. Ech wéll net an den Detail aagee vun deenen einzelne Gesondheetschied, déi kenne beim Mensch optrieden no enger inadequater Manipulatioun vun deene Substanzen, mä och bei den Haus-

déieren an och souguer bei den Déiere am Allgemengen, fir déi si jo am Fong geholl sollen agesat ginn.

Mer hunn hei mat der Direktiv ze dinn an hirem Zil: keng inakzeptabel Risike fir de Mensch, d'Déier oder d'Émwelt. Esou wäit esou gutt, an et ass och richtege, dass de Gesondheetsministère mat sengen zoustännege Servicer d'Kontroll iwwert dës Substanzen an iwwert déi positiv Lëschten - déi och ugeschwat gi si vum Rapporteur -, iwwerhëlt an och zoustänneg ass d'Autorisationen.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Villzuel vun de Produkter, ob natierleche Biozid oder och net, déi haut um Maart ugebueude ginn, an och d'Diversitéit vun deenen aktive Substanzen, déi si selwer enthalten, bréngen et mat sech, dass zum Deel schwéier Niewewierungen op d'Gesondheet vum Mensch, mä och onnéidegt Leiden a Péng bei den Déiere méiglech sinn, ouni heibäi och déi méiglech Auswierungen op dat direkt Émfeld aus dem A ze verléieren, zum Beispill d'Versuchungsgefor vun de Sanitäranlagen oder och ähnlech Problemer bei de Ventilationssystemer. Ech wéll net an den Detail goen, well et sinn nach Riedner ageschriwwen, déi dat sécherlech wäerte maachen.

Also ass et fir mech kloer, dass eng grouss Virsicht soll gebueude sinn, och wann Effikasitéit sécherlech vum Konsument gewünscht ass. Zum Beispill bei deene villfältege präventiven Uwendunge géint déi Schied vun deene Liewensmëttel, Aribitungsgéigestänn, Baumaterialen, Holz kenne beträff ginn.

Déi Iwwerwaachung geschitt duerch e groussherzoglecht Reglement, wat nom Avis vum Statsrot soll geholl ginn an an deem d'Modalitéit vun déser Iwwerwaachung festgeluegt ginn. Ech hunn am Prinzip domat kee Problem, mä et sinn awer zwou Saachen, wou ech ganz kuerz eng persénlech Remarque wollt maachen.

Mech stéiert et, dass an deem Text, deen ons virläit, dat Wuert steet: „le règlement grand-ducal peut“, an da gétt eng ganz Rei vu Saachen an Dispositiounen opgefouert, déi an a fir sech richtege a wichteg sinn, mä ech hätt mer awer gewünscht, dass een e bësse méi e contraignant Wuert do agesat hätt.

Zweetes, dass och doniewent d'Méiglechkeet fir eng vereinfacht Prozedur, déi net all dat vum Prozudent verlaangt, wat an deenen normale Prozedure virgesinn ass, kann ugebueude gi bei Préparater mat engem vermeintlech geréngé Risiko.

Ech wollt do awer emol froen, wi en definéiert dése sougenannte minimalen oder klenge Risiko? Mir hunn iwwert déi lescht Joren duerch all Sparte vun der Medezin misse feststellen, datt zum Beispill och bei Medikamenten, déi Jor-zéngte laang weltwäit massiv kurativ agesat gi sinn a gutt Resultater haten, no enger gewëssener Zäit awer festgestallt gouf, datt niewent deenen normale Niewewierungen, déi bekannt ware wéi d'Produkt op de Maart koum, op eng Kéier sech erausgestallt huet, datt ganz graveérrend, fir dem Mensch seng Gesondheet ganz geféierlech Niewewierunge festgestallt gi sinn, an d'Medikament vum Maart huet misse geholl ginn. Do hunn ech persénlech e Problem. Ech hätt léiwer gesinn, datt mer déi Méiglechkeet net hätten, an datt mir all neit Produkt duerch déiselwecht Prozedur, déi am Règlement grand-ducal virgesinn ass, hätte misse lufe loossen.

Och de Collège médical hat relativ Problemer mat déser vereinfachter Prozedur, well e seet, de faible risque wier némmen dann ze toleréieren, wann en am Fong

geholl genügend énnermauert gi wier vun deene responsablen Instanzen. Dat ass menger Meenung no net émmer einfach.

Iwwregens, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn esou wuel de Collège médical wéi och de Statsrot, genau wéi d'Chamberskommissionen enger Meenung. Ech mengen, datt de Gesondheetsminister soll déi potentiel Konsumenten genee informiéieren iwwert déi néideg Moossnamen, fir sech géint Niewewierunge vun de Produkter, déi um Maart an am Handel sinn, ze schützen.

Zum Artikel 9 wollt ech just nach e Wuert soen, well deen am Fong geholl, menger Meenung no, dat énnersträcht, wat ech virdru gesot hunn am Kontext mat deem moindre risque.

Am Artikel 9 gétt gesot, datt wa Reklamm gemaacht gétt fir déi nei Mëttelen, déi op de Maart kommen, da missten dobäi ganz kloer och Saache stoen, fir d'Leit ze warnen, wéi se sollen dës Produkter handhaben a wéi se ze gebrauche sinn. Mä am Paragraph 2 ass virgesinn, datt op kee Fall däarf Mentioun gemaach ginn, datt dat Produkt, wat ugebueude gétt, e Produit biocide à faible risque ass. Wa mer dat also schonn net kenneen an der Reklamm soen an awer dat Produkt net einfach wëlle verbidden, ass fir mech nach eng Kéier en Argument fir dat, wat ech viru gesot hunn, ze énnermauern.

Nach ee Wuert, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu der Autorisationszäit vun zéng Joer. Dat schéngt mer och relativ laang ze sinn. Wann e Produit um Maart ass a während zéng Joer laang kann een do net ganz vill énnerhuelen, dann ass dat vum Standpunkt vun der Gesondheetsapproche net onbedéngt dat Gielt vum Ee.

Trotz dése Kriticken, déi ech un der Gesetzesvirlag elo virbruecht hunn, wéll ech awer énnersträchtchen, wéi och meng Virieder et gemaach hunn, datt et en éische Schrëtt ass an déi richtege Richtung, énner enger Konditioun, datt mer éischtens emol eng total Transparenz spille loossen, wat d'Informationen vum Konsument ueget am Kader vun engem präventiven Gesondheetsschutz, an och zweetens, datt mer d'Moyené kréien am Ministère an an de Servicer, fir déi Kontrollen, déi do nouwendeg sinn, kenneen duerchzeféieren. Wann dat de Fall sollt sinn an den nächste Joren, an och mat däri Oplag, datt mer dat Gesetz hei nach eng Kéier an e puer Joer op de Leescht huelen, kann ech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu déser Émsetting vun der Direktiv bréngen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Merci, Här Wohlfart. Den nächsten Orateur ass den Här Alexandre Krieps.

**M. Alexandre Krieps (DP).**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, onsen alleréischte Luef geet natierlech un de Rapporteur Marco Schroell, fir sái komplette schrifteleche Bericht a fir sain didaktesche mëndleche Rapport.

Wat bréngt ons d'Émsetze vun déser Direktiv an ons national Gesetzgebung? Wa mir de Gros vun deene Produkts biocides als Produkts finis importéieren, kréie mer méi Garantien, datt se gepréift si ginn. Et ass ze hoffen, datt dat och gemaach gétt, a se besser kontrolléiert gi sinn op hier Geféierlechkeet a Verträglechkeet. Also bréngt dése Projet de loi e beserre Schutz vum Mensch a vum Déier, e beserre Schutz vum lesse fir de Mensch a fir d'Déier, an e beserre Schutz vun inerte Mate-

rialien oder Hölzer. D'Schräiner soe jo geweinlech, datt d'Holz laang schafft, wéi ons Dammen och, an dass déi meeschten zu enger besserer Lievensqualitéit vum Mensch bädroen. Dat Gesetz bréngt méi geregelt Verhältnisser beim Iwwerpréiwe vun der Geféierlechkeet vun deene Produkten.

En zweete Luef natierlech muss onbedéngt och un d'Politik goen, un d'Émweltorganisatiounen an esouguer un d'Industrie, déi allen dräi an de leschten 30 Joer vill Fortschritte erbaigefouert hunn an dësem Domän. Vill geféierlech Produkte si lues a lues verschwonnen oder wäerten an Zukunft nach verschwan-

#### (Interruption)

Alleguer nach net, Madame Wagner, do hutt Dir Recht, mä dat kenneet jo nach. D'Kollektivbewosst-sénn gétt also duerch e Gesetz, wéi dat hei gestäerk. Um individuelle Plang muss ee wuel soen, datt deen einzelne Bierger nach ni gezwonge ginn ass, fir dës Produkten ze gebrauchen. Et ass och haut jidderengem erlaabt, fir sech net ze wäischen, fir seng Kleeder net ze botzen, fir sain lessen zou sech ze huelen, wat zersat ass vu Wierm oder Gréngespoun, sech vu Moustiqué stiechen ze loessen, oder sech mat Esseg oder esouguer Brennesselspif ze desinfizieren. Ech kenneet däri Beispiller nach vill viruféieren. De Virdeel vum Esseg ass, datt mir eng Fabrik am Land hunn.

Frot ons Hausfraen, wat den Eau de Javel hinne bruecht huet an nach bréngt wäert. De Gros vun deene Produkten, Madame Wagner, déi mer haut um Maart hunn an am Verbrauch, bréngen dem Mensch keng Krankheitsgefahren. Si bréngen heiansdo e puer Symptomer. D'éi Symptomer gi vum Hoerausfall iwwer Hautreaktiounen, Kappwéi bis hin zum décke Kapp, Nervositéit an haapsächlech en hypochondresch Behuelen.

#### (Hilarité)

Ech mengen, Dir kennt mech jo, loosst mech dat do gesot hunn. Wierm an aner mikrobiologesch Killer, Här Huss, hunn dem Mensch an dem Déier an der Vergaangenheit vill méi geschuet wéi déi Bioziden. An heibannen hoffen ech net, datt iergendeen d'International vun de Kackelachen a vun de Rate vertrëtt. Verschidde Kolleegen hunn an der Kommission bedauert, datt déi zéngjähreg Iwwergangsperiod ze laang ass. Ech gleewen och, datt déi Period vläicht laang ass, mä aus techneschen Ursachen net allzelaang ass.

Leschten Enns géilt et d'Leit opzefuerderen, fir spuersam mat deene Produkten émzegoen an se och énner Émstänn ausser Räichwät vun de Kanner ze halen, fir domestesch Accidenteer ze vermeiden.

Ech gleewen, datt d'demokratesch Fraktioun énnert dem Jean-Paul Rippinger hei mengt, datt dee Projet de loi e gudde Beitrag ass fir d'Verbesserung vun de Ekosystemer vu Mensch an Déier, an ech gleewen, datt et och e Beitrag ass, Här Di Bartolomeo, zu enger besserer Bionomie, dat heescht d'Gestioun vun der liewege Welt. Folglech bréngen ech den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Projet. Merci villmools.

**M. le Président.**- Den nächsten Orateur ass den Här Colombera, Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jean Colombera (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass vläicht net esou einfach, wéi den honorabelen Här Krieps dat hei geschilbert huet.

#### (Hilarité générale)

Den Här Halsdorf huet vun engem minimalistesche Charakter geschwat, a mir sinn hei bei engem

Projet, wou eng Urgence ass. Dat heescht, dee Projet hätt scho laang missen duerchgesat ginn, mä leider ass dat net geschitt. Dat heescht an anere Wieder, dass de ganze Projet hei nämme Wand ass.

Fir d'éischt e Merci un de Rapporteur vun dësem Projet, den Här Marco Schroell, fir sái mëndlechen a schrifteleche Bericht. Mir beschäftegen eis haut mat engem Gesetzesprojet iwwer biozidesch Produkten, wou een am Prinzip domader d'accord kíent sinn, well versicht gétt, fir d'Gesondheet vum Mensch, vum Déier an d'Émwelt ze schützen. U sech ass dat eng nobel Saach.

Wa mer elo den Text méi no studéieren, da gesi mer verschidde Schwaachpunkten, déi ech hei wéll opzielen.

Och muss ee sech d'Fro stellen, wien deen heiten Text verfaasst huet. Op jiddfer Fall, war et net en Expert vum Gesondheetswiesen, mä et war en Expert vum Krankheetswiesen.

Ech wéilt mat der Iwwerschrëft ufänken a rezitéieren den Här Schroell: Biozide, wat heescht dat?

Bio heescht Liewen, cide

kenneet vum latainesche Wuert ci-

dere, dat heescht doudmaachen.

Biozide heescht also e Produkt

oder eng Substanz wat Liewen doudmëcht.

Här President, wann een d'Liewen doudmëcht, do kann ee schonn d'Hingerhaut kréien. Mä et ass mëttlerweil gewosst, dass de Mensch guer kee Problem huet, fir Liewen auszeláschen. Dofir wäerten héchstwahrscheinlich net vill Leit sech dru stéieren, fir dëst Wuert ze gebrauchen. Ech mengersäits hätt éischtet d'Wuert xenobiotesch gebraucht. Dat heescht liewensfriem. Also wäit ewech vum Liewen. Wann een elo dat Wuert Biozid am Dictionnaire nokuckt, da stéisst een op dat Wuert Pestizid, also ee chemische Stoff zur Schädlingsbekämpfung. Esou wäit esou gutt.

An eisem Gesetzesprojet, dee mer haut hei virleien hunn, gétt awer een Énnerscheid gemaach téische Pestiziden, déi an der Landwirtschaft gebraucht ginn, a Pestiziden, déi an den Haushälter gebraucht ginn. Wéi zum Beispill Mettele fir ze desinfizieren, Léisungsmittel, Holzsatzmittel an aner parasitär Schutzmétellen.

Et gétt awer kee Wuert doriwwer gesot, wat op der Aarbechtsplatz geschitt, am Professionellen? Wat geschitt mat deene schwangere Fraen, déi an enger Industrie schaffen an déi esou Léisungsmittel ausgeliiwert sinn? An et sinn och dës lescht genannte Mëttelen, ém déi et sech bei dësem Gesetzesprojet handelt. Biozid ass also de falschen Terme.

Wa mer bedenken, Här President, dass mer e Gesetz hunn - nämlech d'Gesetz vum 20. Februar 1968 -, wou déi zwou Zorte vu Pestiziden an engem Projet abegraff sinn, da gesi mer elo, datt déi landwirtschaftliche Pestiziden an de Landwirtschaftsministère verwise ginn, an d'Haushaltspestiziden an de Gesondheetsministère. Dat ass eng ganz falsch Décision, well alles wat d'Gesondheet vun den Déieren ugeet, betréfft schlussendlech an der biologischer Ketten och de Mensch. An dat hätt ni däerde getrennt ginn. Esou weess déi lénks Hand net méi wat déi riets Hand mécht, an déi riets Hand weess net méi wat déi lénks Hand mécht.

Mä leider musse mir - an ech betounen dat Wuert müssen - eng europäesch bürokratesch Paperassenzentral eis opzwéngt. Mat esou engem Europa kann ech net a wéll ech mech net identifiéieren.

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Här Colombera, dat sinn d'Länner déi dat maachen. Net eng Zentral. Et sinn déi eenzel Länner, déi dat geomach hunn.

**M. Jean Colombera (ADR).**- Här Fayot, ech ginn dem Här Huss Recht, wann e seet, mir misse selwer eis Programmer élaboréieren. Mir misste méi Spillraum kréien. Mä deen hu mer hei net. Wéi absurd dést Gesetz ass, beweist d'Tatsaach, dass némmen déi virgenannte Substanzen a Fro kommen: nämlech Holzschutzmittel, Desinfektionsmittel, Faarwen a Lacken. Awer all aner biozidesch Substanzen, déi an de Medikamenter, an de kosmetische Produkter oder an den leswuere sinn - wéi zum Beispill Konservéerungsstoffe oder Faarfstofer -, déi si vun dësem Gesetz ausgeschloss. An dann téine mir déck iwwert de Schutz vun der Gesondheet vun de Leit a vun den Déieren.

An elo Här President, deen éischten Hummer. D'Autorisation vun dése Produkter ass némme méiglech, wann dës Produkter keng inkzeptabel Wirkung fir de Kierper hunn. Dat heesch, datt hei vun Niewewierkunge geschwat gétt, wéi den Doud, Lähmungen oder Schock, awer et gétt guer net vu Saachen geschwat, déi den Här Halsdorf opgezielt huet: Ekzema, Angschitzoustaann, Schlöffstéierungen, déi eng Vergéftung vum Nervesystem sinn.

An den Här Krieps huet hei op eng ganz hypokritesch Aart a Weis gesot dat waren Hypochonder. Domat sinn ech net d'accord Här Krieps. Mir hunn zwar allegueren e Remède dofir. Mir kenne sou Symptomer mat Géftpällen - entschellegt Här President -, mat Medikamenter behandelen, awer dovnun wéll ech mech ganz dianzéieren.

Et gétt ee Low level-Beräich, an ech ginn d'Exempel vum Ethylène Glycol, deem seng Limite mat 0,5% duergestallt ass. Wa mer elo een Zemmer vu 16 m? ustraichen, Här President, dann ass de Risiko, fir krank ze ginn, 1.000mol méi grouss, wéi wann dat Zemmer net ugestrach gi wier. Trotzdem ass d'Limite vun 0,5% awer eng Norme, déi akzeptéiert ass. Domat kann een net d'accord sinn. Dés Produkter därfen och keng Resistenzen ausléisen, a si därfen och keng onnétz Péng a Leed bei de méi héich entwéckelte Liewe wiese provozéieren.

Abee, datt mir nach am Joer 2002 mat Déieren onnétz Experimenter virhuelen an déi toleréieren, an dat muss een och hei betounen, well déi Medikamenter, déi Mëttelen, egal wéi ee se elo hei wéllt nennen, déi ginn un Déieren experimenteréiert, dat ass dem Homo sapiens offensichtlech egal.

**(M. Jean Spautz prend la Présidence)**

An elo, Här President, den zweeten Hummer. D'éi europäesch Direktiv ass vum 16. Februar 1998. Dés Direktiv huet dräi Annexen, nämlech d'Annexe 1, d'Annexe 1a) an d'Annexe 1b), wou déi Bioziden agedroen ginn. Dés dräi Annexen, déi si momentan nach eidel. Dat heesch, et stet nach náischt dran. Et därfen némmen aktiv Substanzen autoriséert ginn, déi op deenen dräi Annexe sinn. Dat heesch, fir de Moment kenne jo keng a Fro, well déi dräi Annexen eidel sinn. Awer, op dár anerer Säit, all Produkt, wat virun dem 14. Mee 2000 um Maart war, dat därf ouni Problem um Maart bleiben, sou wéi den Här Krieps gesot huet. D'Eau de Javel och. An anere Wieder, all déi géfteg Substanzen, wéi de Lindan, Parathion, Formaldehyd, Quecksélververbindungen an esou weider, déi därfen weiderhi gebraucht ginn. Här President, dat schéngt mir awer net am Sénn vun enger präventiver Gesondheetpolitik sinn, fir de Mensch, d'Déieren an d'Émwelt ze schützen.

Da gétt gesot, Här President, datt allegueren déi Substanzen, déi némmen ee klenge Gesondheetsrisiko hunn, eng vereinfacht Autorisationsprozedur wäerten duerchlafen. Et soll mir, wann ech gelift, een heibanne soen - an den Här Wohlfart huet mat Recht drop higewisen -, wat dat heesch, ee klenge Gesondheetsrisiko? Et ass bekannt, datt d'Additioun vu Géftstofer obligatoresch zu Immunschwäch feiert.

Da gétt an dësem Gesetzesprojet och vun engem Règlement grand-ducal geschwat, deen nach komme wäert. Mä weini, Här Minister, kenne dëse Règlement grand-ducal? A wat wéllt Dir domadder soen? Mir haten awer och festgehalen, datt mer kee Gesetz méi géife stëmmen, ouni datt de Règlement grand-ducal annexéiert wier.

Mam Artikel 12 hunn ech och meng Schwieregkeiten. Do steet geschriwwen, datt de Minister décidéiert, datt verschidden Informatioune vertraulech kenne behandelt ginn, an net énnert d'Leit därfte kommen. Dat schéngt mer awer ee ganz onglecklechen Artikel, Här Minister. Et wär besser gewiescht, fir op dësen Artikel ze verzichten. Op jiddfer Fall, Här Minister, hätt ech gären eng ganz ofiziell Stellungnahm zu dësem Artikel.

Wat heesch hei eng vertraulech Informatioune zwëschen dem Hiersteller vun engem Produkt an dem zoustännege Minister? Erkläert eis dat wann ech gelift, Dir sidd jo bereet zum Dialog an zur Transparenz. D'Fazit vun dësem Gesetzesprojet ass, datt dése Gesetzesprojet zévill restriktiv ugeluegt ass, hyperselektiv ass an e minimalisteschem Charakter huet.

Och ass dése Gesetzestext ee weidere Schrott zu engem zentralisierten Europa, vun deem mir eis als ADR distanzéieren. Dëse Gesetzestext ass geduecht, fir d'Leit ze berouegen. Et ass awer eng falsch Sécherheet. Dëse Gesetzestext erlaabt welder Fuerschung ze bedreiwen um Bockel vun den Déieren als Versuchskarnekkel.

Weider schwätz d'Direktiv 98/8/CE vu positive communautaire Lëschten. Wann ech de Begréff positiv Lësch héieren, Här President, da geet bei mir e Warnsignal un. Mir wësse ganz genau, wat déi positiv Lësch vun de Medikamenter eis hei zu Lëtzebuerg bruecht huet, nämlech dass d'homeopathesch Medikamenter net méi zréckbezuelt ginn. Hoffentlech wäert déi positiv communautaire Lësch sech vun deene genmanipulierte Virusen oder Mikroben distanzéieren. Et wär net onméiglech, an och net contraire zu dësem Gesetz, wann esou genmanipulierte Mikroorganisme géifen agesat ginn.

Hei ass an Zukunft alles méiglech.

Här President, ech hunn e ganz onwuelt Gefill, wann ech dést Gesetz liesen. Ech géif menger Fraktioune proposéieren, wéinst esou vill Ongereimtheeten, dést Gesetz ofzelehn, obschonn dat Gesetz vläicht gutt ass.

#### (Brouaha générale)

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Also neen, entweder et ass gutt oder et ass net gutt.

**M. Jean Colombera (ADR).**- Am Prinzip ass et gutt, Här Di Bartolomeo, et soll een epes maache fir déi preventiv Medizin, mä esou wéi dat Gesetz hei duergeluegt ginn ass, domat kenne mir net d'accord sinn. Ech géif menger Fraktioune proposéieren, fir dat Gesetz hei ofzelehn. Merci.

#### (Interruptions diverses)

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4856 baseert op der EU-Direktiv 98/8/CE, déi op de 16. Februar 1998 datiéiert ass an déi eigentlech hätt missten innerhalb vun zwee Joer émgesat ginn.

D'Zil vun dëser Direktiv ass d'Reglementatioun vun der Zouloosung vu Bioziden, dat heesch haaptsächlech vun Désinfectanten, Holzschutzmittel, Insektiziden an esou virun an Innenraim, dat heesch dohem an der Wunneng oder a Büroen. Et soll sech ém ronn 1.400 verschidde Wierkstoffer handelen, woubai dann eng sou genannte Positivlësch vun akzeptéierte Produite soll erstallt ginn.

Zu dësem Projet, zu dëser Direktiv kann een am Fong zwou méiglech Haltungen hunn. Et kéint een éischteint soen, dass et skandaléis ass, dass et bis zu dësem Dag iwwerhaapt keng Regelunge fir Bioziden an den Innenraim ginn ass. Dat ass e Skandal, wann ee weess, dass duerch déi Absenz hei am Land honnerte vu Leit an am Ausland, an de gréissere Länner, wahrscheinlich zéngdausenden, wann net honnertausende vu Leit duerch esou Bioziden, wéi zum Beispill Holzschutzmittel, an hirer Gesondheet dramatesch geschiedegt gi sinn. Et kann een natierlech och, wann een déi Saach méi positiv gesät, soen: Okay, et ass bis haut náischt geschritt, mä elo geschritt jo endlech eppes an et ass gutt, dass iwwerhaapt endlech eppes geschritt.

Bon, als Politiker ass et natierlech kloer, dass een émmer Verbesserunge vu schlechte Situationsoll énnerstétzten, wat eis - dat muss ech awer hei soen - an dësem Fall ganz schwéier fält, well d'Verbesserungen an dësem Projekt de loi an an dëser Direktiv, zwar an déi richteg Richtung weisen, awer fir eis bei Wäitem net wáit genuch ginn, a well eng Rei vun Dispositioune a Punkten dra sinn, déi fir eis strictement inkzeptabel sinn. Dat ass de Grond, firwat dass mir net fir déi Direktiv wáerte stëmmen. Mir stëmmen net dogéint, mä mir wäerten eis aus deene Grénn enthalten. Mä wourémmer geet et iwwerhaapt bei dëser Diskussiou?

Dir Dammen an Dir Hären, schonns ufanks vun den 80 Joren sinn an e puer Länner rondereméi eis Gesondheetsproblemer opgetaucht a Relatioun mat Chemikalien, déi an Haushalter oder Büroen agebaut gi sinn, zum Beispill duerch Insektiziden, Désinfectanten, Holzschutzmittel an esou virun, oder déi an den Haiser versprézt gi sinn. Den éischte grosse Verbraucherschutz- a Gesondheets-skandal an deem dote Kontext war an Däitschland, an zwar dee berüchteten Holzschutzmittel-prozess ém de Stoff Pentachlorphenol, en Holzschutzmittel aus den 80er Joren, wou zéngdausende vu Leit an Däitschland doerduerch geschiedegt gi sinn an hirer Gesondheet. Och hei zu Lëtzebuerg si Leit - dat ass eis bekannt - geschiedegt ginn eleng duerch deen dote Stoff an hiren Haiser.

Ongefíer vun 1990 un ass allgemein émmer méi staark vun Innenraumbelastungen oder vu Wunngéfter geschwat ginn. Am englesche Sproochgebrauch huet dat geheescht Indoor pollution oder Sick-Building-Syndrom. Trotzdem, an dat ass skandaléis, ass elo zéng Joer laang, vun 1990 un, obscho vun Indoor pollution geschwat ginn ass, náischt geschied. Elo eréischt, iwwert dës europäesch Direktiv an iwwert dése Projet de loi, soll et zu gesetzlechen Zouloossungsbeschränkungen oder Regelunge kommen, obschonn an deene leschte Joren

d'Leit an de renovéierte Wunnenge krank gi sinn, an dat geschitt och nach haut an de Wunnengen.

Ech erlabe mer lech e puer Fakten an Zuelen ze nennen, fir d'Beelaaschtung vu ville Wunnengen hei am Land mä och europawáit, mat dëse géftige Stoffer zu illustréieren. Ech hunn eng kleng Zeitungsnotiz hei vum 28. Mee 2002 aus enger däitscher Zeitung iwwer eng Etud vum World Wide Fund for Nature a vun der Verbraucherzentral vun Nordrhein-Westfalen, an ech zitéieren: „Die deutschen Haushalte sind mit hochgiftigen gesundheitsschädlichen Chemikalien verseucht.“ An därl klenger Notiz gett virun allem vu Bioziden a Wunnraim geschwat, zum Beispill vu Mëttelen zur Schädlingsbekämpfung oder vu Mëttelen, déi an Teppecher enthalte sinn, Permethrin an esou virun, déi souguer Wollsiegel gepréift sinn, déi anscheinend och ganz staark solle sinn, déi awer a Wierklechkeet Pyrethroiden degagéieren.

Eng zweet kuerz Notiz: Laut recente Moossunge vum däitsche Bundesbauministerium, emol net vum Émweltministerium oder vum Gesondheetsministerium, sinn an de Feinstébser an an der Loft vun de Wunnraim an däitsche Wunnenge méi wéi dausend géfteg Substanze festgestallt ginn. D'Moyenne vun deene Wunnenge, déi énnersicht gi sinn, huet erginn, dass d'Loftbeelaaschtung duerch d'Feinstébser an der Wunneng selwer, also d'gazeuse Beelaaschtung, sechs- bis aacht mol méi héich war wéi an der Ausse Loft. Ech mengen, dass esou Beelaaschtungen an engem Wunnraum awer missten ze denke ginn, fir da vläicht eng Iddi méi wáit denken ze können, wéi dat den honorablen Här Krieps hei geomach huet, dee vun Hypochonder geschwat huet.

**M. Alexandre Krieps (DP).**- Dat waren Ár däitsch Kolleegen, déi Gréng. Déi setzen dach an der Regierung. Wat maachen déi da géint dote Problematik?

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Ech géif soen, Här Krieps, dass déi däitsch Gréng an därl dote Saach mat Sécherheet vill méi gemaach hunn, wéi Ár Demokratesch Partei hei zu Lëtzebuerg. Si hunn a mengen An nach net genuch doranner gemaach, ganz einfach, well et wierklech, wéi den Här Schroell richteg gesot huet, eng komplex Problematik ass. Dat ass ganz richteg, mä si sinn awer dobái a si sinn déi Krafft an Däitschland, déi am meeschten op deem doten Terrain geschafft huet a schafft.

En drëtte kuerzen Hiweis, Här Krieps: Zénter 1994 huet hei zu Lëtzebuerg d'Lëtzebuerg Émweltambulanz am Ministère de la Santé ronn 350 bis 400 Wunnenge pro Joer op Bioziden énner anerem énnersicht. Och hei zu Lëtzebuerg si ganz heefeg Beelaaschtungen an den Haiser mat Bioziden, zum Beispill mat Pentachlorphenol, mat Lindan oder mat Pyrethroiden festgestallt ginn, an neierdéngs och mat anere Substanzen, wéi Flammschutzmittel, Weichmacher an esou virun, déi d'Gesondheet schiedege können.

Vläicht eng Zuel, fir lech deen Aspekt vun den Holzschutzmittel ze illustréieren. Um europäesch Marché si 1.500 verschidde Holzschutzmittel ongepréift op Gesondheetsschied am fräie Verkaf. Elo eréischt soll ugefaange ginn esou Mëttelen ze préifen, fir se zu enger Zouloossung ze bréngen. Dat sinn d'Realitéiten.

Véierte Punkt: Net némmen, dass hei zu Lëtzebuerg an de Wunnenge héich Konzentratioune fonnt gi vun esou Substanzen, mä hei zu Lëtzebuerg ass et zu deem komm, wat den honorablen Här Halsdorf gesot huet, dass émmer méi Krankheeten opkommen, déi a Relatioun mat deene Wunnraumbelaaschtunge stinn. Zum Beispill

gétt et émmer méi staark Polyneuropathien, dat heesch Nervesystembelaaschtungen, awer och Immunstéierungen, Allergien, Kribs, an esou virun. Och psychesch Belaaschtungen, déi domadder a Relatioun bruecht kenne ginn, sinn hei a Lëtzebuerg opgetratt.

Mir hunn neierdéngs déi éischte Fäll vun der sou genannter Multiple chemical sensitivity, dat heesch, wou Dir Leit hutt, déi och Áren Eau de Javel, Här Schroell, emol net méi kenne richen, déi deen emol net méi verdron. Dat sinn, Gott sei Dank, nach Eenzelfäll, mä mir kenne bei AKUT hei am Land perséinlech eng Rei vu Fäll, déi esou wáit sinn, dass si iwwerhaapt keng Chemikalié méi verdronnéken.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Entschélllegt, Här Huss, Dir kenne jo awer net soen, dass um Niveau vum Contrôle vun de Wunnengen näischt geschitt wär.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Här Wagner, ech hunn elo just gesot, dass eppes geschitt ass. Ech hu gesot, dass all Joer Wunnengen énnersicht gi sinn, an dass dobái Saachen erausfont gi sinn. Ech hunn lech jo elo kee Reproche gemaach. Ech hu gesot, dass Wunnengen dorop énnersicht gi sinn, an dass et festgestallt ginn ass. Dat heesch de Problem besteet. Ech soe just: Et ass skandaléis, dass déi Saachen während zéng Joer festgestallt gi sinn, dass awer náischt énnerholl ginn ass, fir dem Problem entgéint ze wieren, dass keng Prevention gemaach ginn ass, weder hei a Lëtzebuerg nach um europäesch Plang, fir ze verhënneren, dass esou Substanzen iwwerhaapt kennen an d'Haiser gelaangen.

Fénnete Punkt: Well ech niewent mengem Deputéiertemandat zenter zéng Joer elo bei AKUT an der Berodungsgrupp schaffen, weess ech an hunn ech konkret gesinn, wat d'Gesondheetsschied si vu Leit, déi énner Wunngéfter gelidder henn a wat fir e perséinlech Leed déi Beträffen hu misste matmaachen. Si hunn net némmen hir Gesondheet geschiedegt gesinn, mä si hunn heiansdo ganz deier Sanéierung vun hiren Haiser, vu Wunnraim a vu Schlofzémmern misste maachen, wat si d'An aus dem Kapp kascht huet. Hir Gesondheet war trotzdem geschiedegt. Ech mengen, dat si Fakten, déi mir müssen an deem dote Kontext festhalen.

Eppes, Här Wagner, fir lech dann nach méi entgéint ze kommen. Et ass dofir begréissenswáert, souguer absolut begréissenswáert, dass Dir et énnerstétzzt hutt, dass hei a Lëtzebuerg eng Partie Médezinier konnten eng émweltmedizinesch Weiderbildung maachen. Et sinn der elo 23, déi vun lech den Diplom iwwerreecht kritt hunn ufanks Oktober. Dat ass eng absolut begréissenswáert Initiativ, déi weist, dass vun lech, mindestens am Énnerscheid zum Här Krieps, déi Problematik vun der Émweltmedizin seriö geholl gétt.

Et ass gutt esou, dass déi Médezinier déi Ausbildung kritt hunn, mä vill besser wier, an eisen An, oder mindestens grad esou wichtig, awer och preventiv dofir ze suergen, dass d'Leit net méi duerch Wunngéfter kenne krank ginn. Wat heesch preventiv handelen? Dat heesch esou Substanze wéi Bioziden, därfen net zougevooss ginn, wa si an Innenraim Mensche krankmaachen.

Bis elo ass, wéi gesot, praktesch alles do erlaabt gewiescht. Et war en totale Fräiraum fir d'chemesch Industrie, fir egal wat op de Marché ze bréngen, mat egal wat, wat op den Etiquetten huet dierfe stoen, bei Produiten déi staark nerveschiedlech ware stoung dann nach Biokill op der Etiquette, obwuel Pyrethroiden dran enthalte sinn.

Bon, ech hunn am Ufank gesot, wourémmer et beim Projet konkret geet, nämlech ém en neit Zouloosungsverfahren an och ém eng esou genannte positiv Léscht vun den zougeloossene Bioziden. Ech hunn och gesot, datt mer zumindest elo en éische richtege Schrëtt maachen an eng richteg Richtung. Et sinn an där Direktiv an am Projet och eng Rei positiv Punkten op déi ee kann hiweisen.

Ech fannen, fir der némmen zwee erauszegräifen, et positiv, datt mindestens an der Direktiv am Artikel 3.7 vun der Komission gesot gétt, datt misst drop higewierkt ginn, fir de Biozidgebrauch op e strikte Minimum anzeschränken. Och fannen ech et positiv, datt am Artikel 32 vun der Direktiv iwwert d'Clause de sauvegarde den enzelne Staten et erlaabt gétt, e Produit am Gebrauch ze limitéieren oder ganz ze verbidden, wann d'Vermutung an deem Stat konnt begrënnt ginn, datt et zu Gesondheetsschied duerch dee Produit géif kommen. Mä, dësen éische Schrëtt an déi richteg Richtung geet eis, wéi gesot, bei wäitem net wäit genuch.

Deene positive Punkte stinn allerdéngs eng Rei vun negative Punkte vis-à-vis, déi vun enger Rei vu menge Virriedner och schonn hei virbruecht gi sinn. An eisen Ae si grondsätzlech all chemesch Biozide problematesch an et wier dréngend noutwendeg, also preventiv, fir d'éischt emol eng Kéier eng Information globale ze maachen, breet ugueluegten Informationscampagnen ze maache par rapport zu der Opinion publique, fir d'Leit ze warne virun engem Gebrauch vu Produiten, déi wierklech hir Gesondheet kenne schiedegen. An zwar esouwuel am Haus wéi och am Hobbyberäich, wou d'Leit esou Saachen asetzen, oder zum Beispill am Virgäertchen, wou se sprëtzten, awer jee nodeem wéi d'Wandrichtung ass, kommen duerch déi oppen Terrassendier, d'Produiten an d'Haus eran.

Déi eenzeg gutt Bioziden, a menge Aen, déi et gétt, dat sinn déi Bioziden, déi iwwerhaapt net gebraucht ginn.

En zweete Punkt, an dat ass eis Aschätzung, bleift, och mat där virleidender Direktiv a mat dësem Projet de loi, de Verbraucherenschutz an de Gesondheetsschutz absolut onkomplett. Et gétt keen ausreichende Schutz vum Immunsystem an dem Nervesystem vun de Mënsche garantéiert.

En drëtte Punkt -wat dräi Virriedner scho gesot hunn -, an ech sinn do absolut d'accord, zum Beispill mam Här Wohlfart, och mam Här Colombera, dat sinn déi sougenannte Substances à faible toxicité, déi sollen iwwer Procédures d'autorisation simplifiées kennen op de Marché kommen. Dat ass fir eis inakzeptabel, well d'Definitioun vun der sougenannter faible toxicité absolut onkloer an zweiwelhaft ass. Esou ginn zum Beispill vun der chemescher Industrie Pyrethroiden als praktesch harmlos duergestallt, während op dár anerer Sait kritesch Toxikologen an Emweltmedeziner vun engem héijen neurotoxesche Potenzial schwätzen. Se bréngen des Substanzen heefech mat Krankheeten a Relatioun.

Véierte Punkt, dee mer keng Zefriddheet gétt, dat sinn d'Testmethode mat deenen d'Toxicitéit vun de Substanzen évaluéiert gétt. Déi ginn an den Annexé beschriwwen. Wat gétt do gesot? Do gétt eng Rei vu positive Punkte natierlech och erwähnt, et gétt op Kribs énnersicht, et gétt énnersicht ob se lefschied kenne maachen, et gétt énnersicht, ob et Sensibiliséierung ass an esou vi run. Dat sinn alles ganz richteg Saachen, noutwendeg Saachen. D'Neurotoxicitéit misst, an eisen Aen, vill méi staark an dësem Beräich énnersicht ginn.

Déi Tester, wéi ginn déi gemaach? Den Här Colombera huet scho vun den Déiereversucher geschwätzt. Déi Tester ginn haaptsächlech an Déiereversich iwwert d'Fidderung gemaach. Dat heescht, d'Déiere kréien déi Substanzen an d'Fudder gemaach an da friesse se dat. Oder et ginn Tester mat Zellkulture gemaach, mä dat sinn haaptsächlech d'Kuerzzäitversich, an zwar Kuerzzäitversich un enger eenzeger Substanz.

D'Realitéit vu Wunnraumbelaaschtunge mat Bioziden, an och mat anere Stoffer, ass awer komplett anescht. D'Expositioun vun de Leit, vun de Kanner an hire Schlofzémmen ass praktesch ni déi vun enger eenzeger Substanz, mä et ass praktesch émmer e Substanzgemësch. E Mix vu verschidde Bioziden an anere Chemikalien, oder och ganz oft Léisungsmëttel, wou mer d'Synergien dovun an d'Kombinatiounswirkung mol haut net kennen évaluéieren, mä déi awer krank kenne maachen.

D'Expositioun verleeft och net wéi am Déiereversuch iwwert d'Bäimëschung vu Fudder, mä bei de Leit an hiren Haiser haaptsächlech iwwert d'Anotmen, iwwert d'Inhalatioun, zum Beispill bei Holzschutzmëttel. Inhaléiert Holzschutzmëttel si vill méi geféierlech, wéi dat iwwert gefidderert Mettelen an engem Déierefudder de Fall ass, well duerch d'Otumg kommen déi Produkter direkt an de Nervesystem a schiedegen dann den Nerven- an den Immunsystem.

Doniewent kënnt, datt beim Déier Kuerzzäitversicher do sinn, an datt de Mënsch, deen awer konkret engem Léisungsmëttel-gemësch oder engem Biozid-gemësch ausgesat ass, jorelaang deemselwechte Gemësch ausgesat ass, a sengen Zémmeren an a sengen Schlofzémmen, während am Déiereversuch dat némme ku erz ass, sou datt een déi Saachen iwwerhaapt net ka vergläichen. Wann ee seet vum Déiereversuch hier ass et net geféierlech, dat get et mir net duer, fir ze soen, datt dat och fir de Mënsch net geféierlech ass.

E véierte Punkt vu Kritiken, dee fir eis inakzeptabel ass, ass deen, deen och schonn erwähnt ginn ass, nämlech de Problem vun den Iwwergangszäiten am Artikel 19 vum Projet de loi. Iwwergangszäite fir déi al Bioziden, déi also nach däerfe bis 2010 um Marché bleiwen. Dat bedeut am Kloertext, datt all déi al Substanzen, déi dausende Leit noweisbar krank gemaach hunn, nach aacht Joer elo solle weider kenne fräi verkeeflech sinn an nach aacht Joer solle weider kennen nei Leit krank maachen. Dat ass fir eis inakzeptabel.

Wann een e Problem huet vun Iwwergangszäiten, wann dat seriö soll si vun Iwwergangszäiten, dann hätt ech mer kenne virstellen, datt een hätt kenne soe eventuell zwee Joer, oder mol nach dräi Joer Iwwergangszäit. An da Schluss. Awer net nach bis an d'Joer 2010. Och dat ass ee Grond, firwat datt mir déi dee Projet net kenne stëmmen.

E weidere Punkt, fir dat ze illustriéieren an - ech si gläich färdeleg, och wann ech lech nervös maachen -, fir zum Deel d'Absurditéit vun dëser Direktiv hei ze illustriéieren. Dräi Beispiller némmen. Et gi beispillsweis zwee héichgeférlech Pestiziden, also Bioziden, nämlech de Lindan an de Methoxychlor. Déi däerfen ab d'Halschen dësem Joer an der Landwirtschaft, also dobaussen an der Loft, net méi gesprëtzzt ginn. Awer an der Schädlingsbekämpfung doheem, an den eegene Raim, an der eegener Wunnéng, oder am Holzschutzmëttel, do bleiwen déi Substanzen erlaabt. Dat ass fir mech eng Absurditéit.

Dat selwecht gëllt fir deen anere Stoff, fir een berühmte Pyrethroid, de Permethylrine, wou genau déi selwecht Situatioun do ass. An der Landwirtschaft däerf en net méi agesat ginn, awer doheem am eegene Schlofzémmen, do ka roueg domadder gesprëtzzt gi géint d'Insekten. Dat ass fir mech eng Absurditéit déi weist, wat fir eng Widderspréoch och nach an dëser Direktiv dra sinn.

#### (Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Här Scheuer, ech erlaben lech wierklech hei mir net nozelauschten, wann et lech net geféilt, wat ech hei soen. Ech kann lech némme soen, wann Der lech...

**M. Jos Scheuer (LSAP).**- Ech wëll elo net widderhuelen, wat Der gesot hutt.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- ...eng kleng Iddi iwwert dëse Sujet informéiert hätt, esou wéi Are Spriecher, deen hei geschwät huet, den Här Wohlfart, da wéisst Der, datt ech hei kee Blöd-sinn schwätzen, mä datt dat Réalitéit sinn.

#### (Interruptions)

E leschte Kritikpunkt, Dir Dammen an Dir Hären, ass den Artikel 20 vum Gesetz, deen och vum Här Halsdorf richtegerweis hei zitiert ginn ass, wou et nämlech dem Ministère vun der Santé elo erlaabt ass, fir bis zu véier Expären direkt anzestellen. Dat ass, an eisen Aen, absolut an dréngend noutwendeg, well mir der Meenung sinn, datt net némmen Are Ministère, Här Gesondheetsminister, mä och de Statslabo personal-mësseg gesinn nach ganz staark énnéréquipiéiert sinn, an datt do wierklech dréngend misst eppes gemaach ginn, fir och esou eng Direktiv kenne seriö ze kontrolléieren, duerchesetzen an émzeseten, fir datt dat iwwerhaapt méiglech kënnt ginn.

Vun eins aus hätt Der all Énnerstétzung, déi véier Leit direkt ze sichen a se anzestellen, och wann Der misst op den auslännches Marché goen, fir do en Toxikolog oder e Biolog anzestellen. Dat wier an deem Fall ganz egal. Wann een eng Direktiv duerch e Projet wëllt émsetzen, da muss ee sech d'Moyene ginn, fir dat ze maachen. Da braucht Der dat Personal, fir dat ze maachen. Och do sot Der, mer kucken emol, mer waarden emol of, mer kucken emol fir an een, zwee Joer. Dat ass fir eis keng Haltung, déi seriö ass.

Bon, dat, Dir Dammen an Dir Hären, sinn déi véier Haaptpunkte vu Kritik déi mer un dár Direktiv an och un dësem Projet de loi hunn. Et geet zum Deel an eng richteg Richtung, datt iwwerhaapt elo mol eppes gemaach gétt, mä et geet eis net wäit genuch. Et si Widder-spréoch dran, et si Feeler dran, an aus deem Grond kenne mer déi Direktiv, dee Projet, esou net stëmmen. Mir wäerten eis duerfir dobai enthalten.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Gesondheetsminister Carlo Wagner.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech relativ kuerz faassen. Ech wëll fir d'éischt selbstverständlech och dem Rapporteur fir deen excellente Rapport félicitéieren.

Erlaabt mer vlaicht e puer Umierungen. Dat éisch, dat ass, an dat ass schonn ervirgeklongen, dass et effectiveméent e Projet de loi ass, dee komplex a schwéier ass. Ech muss och soen, dass mer dofir net sollen d'Prétentioun hunn, bei deem heite Projet de loi alles esou gemaach ze henn, wéi

et hätt sollte sinn. Ech mengen éischter, mir kéinte soen, mir hätt den dat gemaach no eisem beschte Kennen a Wësse vun dësem Moment. Il va de soi, dass een no enger gewëssener Erfahrungszäit vlaicht muss verschidde Redressementer an esou engem komplexe Projet de loi virhuelen.

Zweetens, et ass awer och geschwät ginn haaptsächlech iwwert déi Produits à faible risque, déi jo kennen duerch eng Procédure simplifiée, dat heescht duerch e Règlement grand-ducal festgesetz ginn. Selbstverständlichkeit kann ee mat dár Saach net averstane sinn. Ech wollt awer dat éierbaart Parlement hei drop hiweisen, dass déi Procédure simplifiée an der Direktiv selwer virgesinn ass, dass et also net eng Erfindung ass vum Minister, respektiv vun anere Leit.

Déi drëtt Saach, vun dár geschwät ginn ass, dat ass déi Période transitoire vun zéng Joer fir bestehend Bioziden. Selbstverständlichkeit ass dat relativ laang. Et muss een op dár anerer Sait awer och soen, vu dass déi Direktiv hei jo scho vum 14. Mee 2000 u leeft, sinn et en fait keng zéng Joer méi, mä et sinn nach just siwen an en halle Joer. Ech mengen, och souguer do ass d'Direktiv explizit dran. Deen Délai ass och net hei vu Lézeburg esou erfonnt ginn, dee steet an der Direktiv.

Véiertens sinn awer och eng Rei vu Recommandatiounen komm vun dár enger oder vun dár anerer Fraktioun, wou ech muss soen, datt ech hinnen net all muss Onrecht ginn. Wéi gesot, mir musse fir d'éisch e bësselche léiere bei désem Gesetz. Ech sinn och iwwerzeugt, dass mer duerno wäerten d'Saache sensiblement verbessernen, wann dat sollt néideg sinn.

Eng Saach awer schéngt mer effectiveméent ganz wichteg ze sinn, dat ass déi vun der Informatioun un de Public, dass de Public op alle Fall émmer no eisem beschte Wësse renseignéiert gétt, wat kënnt geféierlech sinn a wat net.

Dat gesot, Här President, géif ech all deenen Honorabele merci soen, déi dése Projet de loi, wou et trotzdem ervirgeklongen ass, dass et e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, wäerte stëmmen.

Merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass elo ofgeschlossen a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 4856 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 21 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, domat hätte mer d'Lecture vun den Artikelen ofgeschlossen a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert dat virleidend Gesetz.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déjéineg déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4856 ass ugeholl mat 47 Jo-, 7 Nee-Stëmmen a 6 Abstentionen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Fred Sunnen), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Ady Jung) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jean-not Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Ben Fayot).

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koeppe et Robert Mehlen.

Se sont abstenu: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

#### 17. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuernung hu mer d'Naturalisationen, dofir muss ech elo de Huis clos ausschwätzen.

De Huis clos ass ausgesprach.

\*\*\*

Mir huelen déi öffentlech Sitzung erëm op.

D'Chamber ass mat 43 Demandes en naturalisation saisiert ginn. Si huet an hirer net öffentlecher Sitzung 43 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Sou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm a Virnimm vun de Personen, déi d'Lézeburger Nationalitéit kréien, et virgesait, huet d'Chamber sech ebenfalls mat 8 Annerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

#### Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 3 décembre 2002

- BALOGH Sandor Balint, né le 27 mars 1954 à Kunmadara (Hongrie), demeurant à Soleuvre
- BARBOSA MOREIRA Maria Manuela, née le 20 mars 1963 à Campo/Valongo (Portugal), demeurant à Differdange
- BARTOHOLOMEES Juthi, née le 17 mai 1978 à Calcutta (Inde), demeurant à Bettembourg
- BAUTISTA MARTE Elizabeth Antonia, née le 7 avril 1963 à Santo Domingo (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg
- BERNARD Jean Baptiste Raymond, né le 28 mai 1937 à Martelange (Belgique), demeurant à Dudelange
- COCCIA Sandro Giuseppe, né le 6 mai 1972 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Belvaux
- CORREIA Joana Maria, née le 25 juin 1970 à Santo Crucifixo (Cap Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
- D'HERBAIS DE THUN Fabian, né le 25 juillet 1975 à Uccle (Belgique), demeurant à Dickweiler
- DA FONSECA GOMES Alexandra, née le 2 mai 1963 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap Vert), demeurant à Differdange
- DA SILVA FERREIRA Miguel Antonio, né le 22 mars 1973 à Mortagua (Portugal), demeurant à Bissen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de FERREIRA Miguel Antonio.

11. DE OLIVEIRA FERREIRA Sandra Carina, née le 23 janvier 1975 à São Juliao da Figueira da Foz/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Mertert

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de FERREIRA Sandra Carina.

12. GANCHANDANI Deepak, né le 23 novembre 1966 à New Delhi (Inde), demeurant à Strassen

13. GOMEZ RAMIREZ Aparicio José, né le 10 septembre 1952 à Caracas (Venezuela), demeurant à Bertrange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de GOMEZ Aparicio José.

14. HOEIJMAKERS Kirsten Petra Joanne, née le 13 août 1981 à Geldrop (Pays-Bas), demeurant à Beringen

15. KHARDANI Mohamed, né le 4 avril 1967 à Chraïtia (Tunisie), demeurant à Eischen

16. KOPEC Bozena Grazyna, née le 19 octobre 1959 à Wrocław (Pologne), demeurant à Colmar-Berg

17. LANÇA RODRIGUES Maria Fernanda, née le 28 juillet 1954 à São Domingos/Santiago do Cacem (Portugal), demeurant à Alzingen

18. LIU Shixin, né le 18 février 1970 à Dalian/Liaoning (Chine), demeurant à Luxembourg

19. LOPES TOMÉ Paulo Jorge, né le 7 avril 1972 à Vilar Barroco/Oleiros (Portugal), demeurant à Kleinbettingen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de TOMÉ Paulo Jorge.

20. MARIOTTI Mike Angelo Louis, né le 27 avril 1974 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Sanem

21. MLECZAK Artur Wojciech, né le 13 avril 1965 à Sulecin (Pologne), demeurant à Junglinster

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MLECZAK Arthur.

22. MOSAKOWSKA Katarzyna Małgorzata, née le 24 avril 1965 à Toruń (Pologne), demeurant à Junglinster

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MOSAKOWSKA Katharina.

23. MOINY Marcel Constant Ghislain, né le 21 août 1937 à Lasauvage, demeurant à Wincrange

24. GOUSENBOURGER Marie-Thérèse, née le 25 mars 1939 à Sampont (Belgique), demeurant à Wincrange

25. MOTAMEDI AZARI Faramarz, né le 6 décembre 1943 à Téhéran (Iran), demeurant à Mamer

26. OMIDVAR Parvin, née le 3 février 1951 à Téhéran (Iran), demeurant à Mamer

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de VIEIRA Helder José.

27. MÜLLER Nikolaus Matthias, né le 18 avril 1946 à Wallendorf (Allemagne), demeurant à Reisdorf

28. PIRSCH Denise Raymonde, née le 22 février 1971 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette

29. POLANCO CASTRO Marina de Jesus, née le 27 décembre 1954 à Montecristi (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg

30. REDING Gabrielle, née le 2 octobre 1959 à Luxembourg, demeurant à Schwebach

31. RIKIR Micheline Marie Jeanne Henri, née le 10 octobre 1933 à

Chaudfontaine (Belgique), demeurant à Surré

32. RIZZUTI Maria Rosa, née le 3 avril 1954 à Verzino (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette

33. RUAS DE OLIVEIRA Christina Adelaide, née le 7 mars 1972 à Saint-Cloud (France), demeurant à Rumelange

34. SEQUEIRA VIEIRA Helder José, né le 17 janvier 1968 à Ettelbruck, demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de VIEIRA Helder José.

35. SUN Yiyi, née le 25 avril 1981 à Zhejiang (Chine), demeurant à Schifflange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SUN Déborah.

36. THIRY Johanna Henriette Marie Bénédicte Ghislaine, née le 13 octobre 1964 à Malempré (Belgique), demeurant à Huldange

37. UGHI Nadia, née le 16 janvier 1969 à Pétange, demeurant à Differdange

38. VERMAAT Piet, né le 18 août 1950 à Haarlem (Pays-Bas), demeurant à Mertzig

\*\*\*

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Dái nächst Sitzung ass mar de Mëtten a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 18.33 heures)**

## MERCREDI, 4 DÉCEMBRE 2002

## 11<sup>E</sup> SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président

### Ordre du jour

1. Communications

2. 5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, François Biltgen, Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens et. Carlo Wagner, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

*(Début de la séance publique à 14.30 heures)*

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber ir-gendwellech Matdeelung ze maachen?

**(Négation)**

### 1. Communication

Ech hunn der Chamber folgend Matdeelung ze maachen:

Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, a déposé en date du 4 décembre 2002, le

- Projet de loi 5063 relatif à l'adaptation budgétaire du projet d'extension du Lycée technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Rapport vun der Finanzkommission iwwert de Projet de loi 5000, de Statshaushalt vum Joer 2003.

D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Emile Calmes.

2. 5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een de Budget analyséiert, da brauch een eng ganz Partie Instrumenter,

fir dat kennen ze maachen, Instrumen, déi objektiv musse sinn, an Instrumen, déi eis erlaben d'Fakten an d'Situatioun, déi wirtschaftlich an déi finanziell, vum Land ze analyséieren. Dat heescht also, dass mer net dierfen de Feeler maachen, weder a guden nach a schlechten Zäiten, d'Saach anescht ze kucken, d'Beiditung vun Instrumen anescht ze bewäerten, an doduerch zu anere Konklusiounen ze kommen. Et muss een objekiv an zil-orientiert Analyse maachen, fir kennen zu engem fiable Bild vun der reeller finanzieller Situatioun vum Stat ze kommen. Dést Joer war deen Exercice apart schwierig, schwierig fir d'Regierung, wéi se de Budget opgestallt huet, an awer och schwierig fir d'Finanzkommission, wéi se de Budget analysiere wollt.

Et ass bekannt, dass de Budget am Fréijoer opgestallt gëtt, op Grond vun deen Donnéeën, déi dee Moment virleien. D'statistesch Donnéeën, déi vum STATEC, awer och vun der Europäischer Kommission oder der OECD geliwwert ginn, erginn zesummen eng Foto vun der Situatioun, wéi se dee Moment ass, eng Foto, déi dann extrapoléiert gëtt op dat nächst, an esouger op déi kommand Joren, fir eben op Grond vun där Foto de Budget opzestellen.

Mir hinn an de leschte Jore gesinn, dass déi Foto ganz oft net richtege war, allerdéngs war déi grouss Chance, déi mir deemoools haten déi, dass déi Foto am Endeffekt méi e schéint d'Bild hier ginn huet, wéi ee sech dat erwart hat.

Dés Kéier ass d'Situatioun eng aner, well déi Foto, déi mer am Summer gemaach hinn, méi e schéint d'Bild erginn huet, wéi déi, déi mit am Hierscht konnte kréien. Effektiv hu sech déi statistesch Donnéeën verändert. Besonnesch dem STATEC seng Analysen hinn ageschloe wéi eng Bomm, wéi mer aus der parlamentarescher Summervakanz erém komm sinn. De Wuesstum vun 2001 ass staark no éenne revidéiert ginn, a par ricochet ass och de Wuesstum fir dést Joer, a fir déi nächst Jore par rapport zu deene Previsiounen, déi nach am Summer gegollen hinn, no éenne revidéiert ginn.

Fir muncheree war dat Ganzt eng Iwweraschung, eng Iwweraschung, dass et dann op eemol soll méi schlecht goen, wou dach nach eigentlech keen et gemierkt hat.

Déi Fro, déi sech stellt ass, ass déi: Firwat dass keen et gemierkt huet, an ass et wierklich iwweraschend komm? D'Finanzkommission hat d'eslecht Joer an hirem Budgetsrapport schonn drop hi gewise gehat, dass et Indicateure géife ginn, déi géinge weisen, dass net alles ganz ronn géif dréinen. Mir stellen och haut fest, dass déi Indicateuren net besser gi sinn. Au contraire, déi meeschts weisen no énnen.

Mir gesinn dat am Industriesecteur, wou d'Demande relativ schwaach ass, op alle Fall manner staark ass, wéi de Secteur sech dat erwénscht. Mir gesinn dat och an anere Secteure wéi am Transport oder am Kommunikatiounsberäich, wou d'Demande och relativ schwaach ass. Mir wessen, dass all déi exportorientéiert Secteure Problemer hinn, sief et an de Produkter, sief et an de Servicer, wat awer och u sech logesch ass, wann ee gesait, wéi déi wirtschaftlich Situatioun vun de Länner ronderém eis ass, déi Länner also, wou mer am meeschten exportéieren, awer och d'Handelspartner vun der Europäischer Union a vun der Eurozon, wéi Amerika zum Beispill, wou déi grouss Reprise nach émmer op sech waarde lésst, oder Japan,

wat sech nach émmer net erhuele kann, an esouger an enger Rezessioun ass, oder déi asiatesch Länner, wou et vill méi lues dréint, oder Südamerika, wat enorm wirtschaftlich a finanziell Problemer huet, also alles Länner an Handelspartner, déi sech schwéier dinn, a wou d'Demande natierlech och net immens grouss ass.

Doniewent hinn eis grouss Nopere ganz grouss Problemer sech a Conformitéit mat de Stabilitéitskritäre vun der Europäischer Union, bezéhlungsweis vun der Eurozon, ze setzen. Dat huet esouger esou wáit gefouert, dass d'ru geduecht gi war, fir d'Kritäre vum Stabilitéitspakt opzeweeken an nei Weeér ze goen, wat natierlech dem Euro net onbedéngt zegutt komm wier.

D'Kommissioun huet déi Diskussionsopmierksam verfollegt an ass zur Konklusioun komm, dass een déi Kritären, hirer Meenung no, misst anhalen. Et si Kritären an deenen a sech schonn e groussen Deel Flexibilitéit drastécht. Et däerf een net vergiessen, dass d'Efforté vun deene genannte Länner, wou och nach Portugal dobäi ze erwähnen ass, net déi algerréis waren zu Zäiten, wou et mögliche gewiescht wier d'Kritären ze respektéieren. Dofir sinn d'Kritären wichtig an et ass och wichtig, dass se agehale ginn. Et muss een awer och festhalten, dass et kee Senn mécht, fir déi Länner do weider an engem Ralentissement dran ze lossen, bezéhlungsweis se weider doran erofzedrécken, andeems een d'Demande ofwierge geet, an andeems een domat hiren Export an och indirekt hiren Import selbstverständliche ofwierge geet. Dofir ass d'Kommissioun der Meenung, dass een op der Zäitschinn eppes ka maachen, dass een do eng Lockerung ka maachen, d'Zäitschinn, déi net am Stabilitéitspakt festgehalten ass an esou de Länner engersäits Loft gëtt, fir sech de Kritären ze conforméieren an anersäits fir sech weiderhin drop ze préparerieren, déi Kritären an absehbarer Zäit och à la lettre ze erfellen.

Mir gesinn, dass d'Secteuren, vi run allem de Finanzsecteur, an déi, déi direkt unhanglech sinn, ufánken ze reagéieren, andeems dass versicht gëtt d'Exploitatiounskäschten ze drécken. Mir gesinn, dass d'Luxusausgaben, wann een dat a sech esou kann nennen, erofginn. Et si vill Entreprises, déi zum Beispill domadder reagéieren, dass manner Fluchkäschten ufanen, dass d'Büroskäschten erofgesat ginn, dass manner Publizitéit gemaach gëtt, an, an, an.

Déi Fro, déi eis awer am meeschten déi lescht Wochen an der Finanzkommission an och dobaus-

sen an der öffentlecher Diskusiou beschäftegt huet, ass d'Fro, ob Lëtzebuerg virun enger Rezesioun steet, ob Lëtzebuerg risquéiert an eng Wirtschaftskris ze falen oder net. Déi Fro kann een zu désem Zäitpunkt ganz kloer némme mat Nee beantworten.

Wéi gesot, mir hu weder strukturell Problemer, déi eis et géingen on-méiglech maachen. déi kommend Jore weider ze wuessen, nach hu mer schlecht Aussicht fir d'Zukunft. D'Wirtschaftsinstituter, oder vill méi déi analytesch Institututer zu Lëtzebuerg a ronderém eis si sech eens, dass d'nächst Joer am zweeten Trimester sech erém soll de Wuesstum accélérerieren, accélérerieren natierlech op engem aneren Niveau wéi deen, dee mer gewinnt waren. Et ass een Niveau, deen énner 4% läit, awer émmerhin erém méi e staarke d'Wuesstum. Dat allerdéngs ass dat, d'Rechnung awer och nach émmer ouni de Wiert gemaach.

Ech hu virdrun d'Finanzplaz als Sujet opgeworf. D'Finanzplaz, mir hunn et all Joer an der Kommissiou widderholle wéi d'Amen am Gebiet, ass wichteg. Si dréit zu engem wesentlechen Deel zu de Recetté vum Stat bai. Et hänken onheemlech vill Aktivitéiten drun, an d'Finanzplaz ass e Génératuer d'emploi et de recettes fiscales fir de Stat, an dat an engem Ausmooss, wéi keen anere Secteur hei am Land.

Et ass vill op de Monolithisme an op d'Geforen higewise ginn. D'Fro, déi sech elo stellt: Gétt et eng Zukunft ouni Finanzplaz? Ass eis Wirtschaft diversifiziert genuch, fir kënnen de Verloscht vun der Finanzplaz opzehiewen? Ech behaapten emol ganz einfach: Dat do ass d'Fro falsch gestallt. Ech sinn éischter dofir, dass mir eng pro-aktiv Politik fir d'Finanzplaz maachen, an dass mer frô solle sinn, dass mir dee Monolithisme hei zu Lëtzebuerg hunn, dass mer frô solle sinn, dass mer eng staark diversifiziert Finanzplaz hunn, déi senger Zäit agesat ginn ass nom Enn vum Stolmonolithisme. Mir solle frô sinn, dass mer de Wee an den Déngschtleeschungssecteur gemaach hunn, dass mer zu Lëtzebuerg eng héich kompetitiv Finanzplaz mat héich kompetitiver Leit, déi an deem Secteur schaffen, hunn, an déi de Vergläich mat de Finanzplaze soss deruechter net musse scheien.

Et ass awer nun eemol e Fakt, datt d'Finanzplaz zu Lëtzebuerg, an awer och déi ronderém, fir némmen d'Schwâz an d'City of London ze nennen, genausou, wann net sougner méi lues dréine wéi déi zu Lëtzebuerg, dat heescht also, mir sinn net manner gutt gi par rapport zu deenen anere Finanzplazen. Bien au contraire, mir hunn et esouquer an déser Zäit nach färdeg bruecht op engem héijen Niveau eis anzependelen, a mir si bestätigt, dass mir d'Finanzplaz diversifiziert hunn an den Know-how, dee mat deene Produkter verbonnen ass, verbessert hunn.

Fakt ass, datt vill Parametere vun der Finanzplaz, déi d'CSSF énner anerem regelméisseg analyséiert, drop hiweiseen, datt et manner gutt geet.

D'Bilanzzomm geet erof, d'Revenue vun de Banken ginn och erof, d'Zuel vun de Banke geet erof, d'Aktiva vun den OPC, also vun der Fongenindustrie, geet erof, och d'Personalstruktur ass no énne revidéiert ginn. Dat sinn alles Facteuren déi weisen, datt sech eppes gedoen huet an datt den Abroch vun de Courses op de Boursen - an ech erënneren drun, datt de Privatbanking een Drëttel vun de Geschäftter vum Finanzsecteur vun de Banken ausmécht - deemselwechte Finanzsecteur zugesat huet.

Fakt ass also, datt Parameteren do sinn, déi weisen, datt et op der Finanzplaz Lëtzebuerg net méi

esou gutt geet, mä d'Situatioun ass awer net esou schlecht, datt mer de Kapp missten anzéien a fäerten, datt elo op eemol alles d'Baach géif agoen.

Am Géigendeel, et soll ee grad an déser Situatioun mat enger proaktiver Haltung d'Ârem eropstréppen an de Steier mat den Hare paaken, no vir kucken a weiderfueren, grad an déser Zäit, fir d'Finanzplaz ze stäerken, fir den Know-how vun eise Leit, déi do beschäftegt sinn, ze verbesseren. Ech mengen, d'Luxembourg School of Finance ass ee Beispill, wéi een dat ka maachen.

Et geet awer och drëm, fir déi Lëtzebuerg Finanzplaz géint net akzeptabel Ugrëff vun anere Länner ze verteidegen. Et geet drëm, fir dee Prozess vu Feira, dee géschter um ECOFIN-Conseil zu Bréissel net op een Enn konnt gefouert ginn, esou ze gestalten, wéi et zu Feira ofgemaach gi war, nämlech dem Informationsaustausch zouzestëmmen, énnert der Bedingung, datt équivalent Mesuren, dat heescht déi selwecht Mesuren op deene Finanzplazen ronderém eis, appliziéiert ginn.

Et soll ee sech awer och elo net falschen Illusioonen higinn, beziehungsweis de Leit dobausse Saache verkafen, déi esou net wouer sinn. Ech mengen, wa mer vun Diversifikatioun schwätzen, elo am konkrete Fall vun der Finanzplaz, dann däerf ee sech net erwaarden, datt ee vun haut op muer e Secteur oder eng nei Niche exploitéiere kann, déi onheemlech vill Recetté géing an d'Statskeesen ofwerfen, beziehungsweis onheemlech vill Emploi oder wat och émmer u Positivem géing schafen, souwisou huet Lëtzebuerg a senger Fongenindustrie dobaussen een Know-how, dee mer kënen weider exploitéieren; Pensionsfonde sinn eng Méiglechkeet do derun.

Dat solle mer och maachen. Mir sollen och vläicht op fir europäesch Verhältnisser manner bekannte Felder zréckgräifen, wou vläicht elo manner Banken an Assurancë beschäftegt si mä Investisseurins insgesamt, nämlech op d'Feld vum Venture-Capital, dat heescht vum Risikokapital, woubäi mer natierlech müssen ee ganzen Environnement schafe vun Esprit d'entreprise, dee mer an der Schoul musse vermëttelen, bis hin zu Strukture wéi Pépinières d'entreprises an esou weider, fir ebe jonken Entrepreneuren, déi muer d'Zukunft sinn, eng Chance hei am Land ze ginn.

D'Finanzplaz, wësse mer - ech hunn dat vidru gesot -, huet een enormen Impakt op de Budget. Déi Etüd, déi de Comité pour le développement de la place financière am Joer 2001 entwéckelt huet, weist dat an aller Däitlechkeet. Een Drëttel vun de Fiskalrecetté vum Stat, an dovunner 85%, kommen direkt aus dem Finanzsecteur.

Ee Budget - wéi ech gesot hunn - , deen énner ganz anere Virzeechen opgestallt ginn ass wéi déi, déi mer elo haut diskutéieren. D'Virzeechen hu sech also ganz staark verändert an dat huet selbstverständliche Reperkussionen op d'Statsrecetté gehat.

Nieft dem Wuesstum hunn awer och d'Inflatioun, an domat och d'Lounentwicklung, grad esou wéi d'Beschäftigung ee gewëssenen Afloss op de Budget.

D'Inflatioun ass vun 3,5% am Joer 2000, iwver 2,3% am Januar 2002 op d'Enn vum zweeten Trimester op 1,7% zréckgaangen.

An désem Kontext kann een dann och soen, datt den Euro sech net zum Teuro entwéckelt huet. Dés Behaaptung ass vum Statec, awer och vun der Banque Centrale confirmeert ginn.

D'Inflation sous-jacente weist och no énner, esou datt déi virun enger Zäit geäussert Angsch vun

engem Auto-allumage opgrond vun deene jeeweilege Steierreforme sech net als begrënnt erweist.

Ganz sécher gëtt et, wat d'Inflatioun ugeet, awer nach Inconnuen, besonnesch wat d'Evolutioun vum Petrolspräis ugeet, dat virum Hannergrund vun enger méiglecher militärescher Interventioun am Irak. Wann awer alles riicht räisst, misst d'Inflatioun sech énner 2% apendelen. Dat bedeit dann, datt laut dem Statec senge Prévisionen an der zweeter Halbschent vum nächst Joer eng Indextranche géif ufalen.

Bei engem méi lues Wirtschaftswesstum entwéckelt sech den Aarbeitsmaart forcément och méi lues. Och dat mierke mer an deem Sénn, datt de Wuesstum vum Emploi vu 6,3% ugangs 2001 zréckgaangen ass op 2,8% am August vun désem Joer. Vun August 2001 bis August 2002 ass d'Zuel vun de geschafenen Aarbeitsplätze vu 14.930, am selwechten Zäitraum wéi virdrun, op émmerhin nach 7.875 zréckgaangen.

Onnéideg z'erwähnen, datt d'Unzuel vun de Frontalierem - wann och mat enger liichten Tendenz fallend - dach awer nach émmer zwee Drëttel vun allen nei geschafene Posten ausmécht. Dat bréngt awer och mat sech, datt d'Unzuel vun de Résidenten am ganzen Emploi virun erofgeet, elo op 61,4%, bei engem Gesamtbeschäftigungstaux von 63,1%, dee bedingt duerch den Accroissement vum Beschäftigungstaux bei de Frae mat 5,7% eropgaangen ass.

Dat bréngt et dann och mat sech, datt de Chômage an d'Luucht geet an elo bei 3,2% ukomm ass, Taux, dee mer fir d'lescht 1997 hatten. Et fält dobäi op, datt d'Zuel vun de jonke Chômeurens eropgeet an dee vun deenen iwver 50 Joer erofgeet, an d'Zuel vun de Chômeurens mat méttraleren an héijer Ausbildung zouhëlt.

An engem Kontext, wou de Chômage ufankt eropzegoen, gewannten dann och déi Aarbeits-

-Formationsmesuren als politesch Instrument u Wichtegkeet, virun allem fir déi an deenen hir Familljen, déi et tréfft. Déi hunn am Joer 2001 ém 13,7% zougeholl, an déi éischter fennet Méint vun désem Joer esouquer ém 19,7%. An deem Ausmooss, wou émmer méi Leit vun dése Mesure profitéieren, wäicht de Chômagetaux am wäiteste Sénn vum Wuert émmer méi wäit dann och vum offiziellen Taux of.

Et kann een duerfir festhalen, datt, wann de Wirtschaftswesstum méi lues erop geet an doduerch och de Beschäftigungstaux méi lues erop geet, dann de Chômage och méi séier erop geet. An deem Ausmooss, wou mer dést Joer ee Wuesstum vun 0,5% hunn, an derun ausgoend, datt am Finanzsecteur wäert versicht gi bei de Personalkäschten anzespuren, riskeiert de Chômage-Taux onophängig vum Formationsniveau eropzegoen. Datt dee méi lues Wuesstum och seng Konsequenzen op de Budget huet, läit op der Hand.

Erlaabit mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo méi prezis op de Budget selwer angoen, dat nodeem mer een Tour duerch d'Wirtschaftsdate gemaach hunn.

Op der Recettésait vum Budget sinn déi éischter Virleefer schonns do a Form vun engem Réckgank virun allem vun deene Steieren, déi direkt ofhängig si vum Finanzsecteur, notamment d'Taxe d'abonnement an den Droit d'enregistrement, déi dést Joer allebít ém 90 Milliounen Euro par rapport zum Budget voté erof ginn

an d'nächst Joer ém all Kéier 40 Milliounen Euro erof gi par rapport zu deem, wat am Projet de budget initial stoung.

Awer och d'Lounsteier geet zréck, bedingt doduerch datt den Emploi méi lues wiisst, kombinéiert awer och mam Effet vun de Steierreduktionen bei de physesche Persounen. Déi geet dést Joer am selwechte Rapport ém 55 Milliounen Euro zréck a fir d'nächst Joer sinn 100 Milliounen Euro minus virgesi par rapport zum initiale Budgets-projet.

D'TVA huet och ee klenge Knax erlief: Déi geet nämlech dést Joer ém 20 Milliounen Euro an d'nächst Joer ém 40 Milliounen Euro zréck. Wéi grouss wier awer dee Knax gewiescht, wier et net zu deene virgenante Steierreduktionen koum, mat deenen d'Consommation vun de Stéit jo awer heich gehale konnt ginn?

Den Niveau vun de Recetté vun der Kollektivitéitssteier konnt par contre héich gehale ginn. Dat alledings huet éischter mat Maquilage ze dinn, deen dorop zréckféieren ass, datt d'Steieren aus de leschte Joren, virun allem deene gudde Joren nach net all era sinn.

En effet besteet hei een Décalage vun ongefëier dräi bis véier Joer; dat heescht, et ass nach Geld do aus de „gudde Joren“ wat nach net encasséiert ginn ass. Eent ass sécher: Et ass gutt, datt mir déi Euroen - et sinn och nach vläicht Frangern derbäi - nach an de Strëmp hunn. Wéi vill datt et der sinn, weess ech net, a wéini déi Strëmp eidel sinn, entzitt sech och menger Kenntnis.

Laut mëndlechen Aussoen vum CSSF sollen et nach 2 Milliarden Euro sinn, déi bei de Banke provisionniert sinn. Zu wat fir engem Zäitpunkt dat esou war a wou mer elo Enn 2002 sinn, a wéi vill der nach Enn 2003 bleiwen, hunn ech och net als Rapporteur erausfonnt. Do ass et mer net besser gaang, wéi menge Virgänger. D'Cour des Comptes huet sech iwwregens an hirem Avis méi laang mat désem Sujet beschäftigt.

Ech hunn am Laf vu mengen Aarbechte festgestallt, datt d'Steierverwaltungen - dat hiren eegenen Aussoen no - net outilléiert sinn, fir detailliéiert Analysen a Rechemodelle fir d'Zukunft opzestellen.

Ech sinn der Meenung, an do stinn ech, mengen ech, net eleng do, datt en effikasse Stat sech muss mat deene beschtméiglechst statisteschen Instrumenter ausrüsten, fir optimal an effikass Previsiounen ze maachen. Dofir wéll ech virschloen, der Steierverwaltung déi néideg Moyenen heifir ze ginn. Dat géif eis, mengen ech, awer och erlabe méi Transparenz an d'Budgetspolitik, besonnesch op der Recettésait ze déréngeln.

Datselwecht gëllt fir d'Gewerbesteier. Do hätt déi Ukennegung, d's Steier géif 2004 ém 40% erofgeen, dach e besse méi Explikatiounen verdéngt gehat. Déi Explikatiounen kréie mer elo mar de Moien an der Intérieurskommission vum Innenminister.

Wat d'Gewerbesteier elo ugeet, kann de Stat sech senger Verfluchtung vis-à-vis vun de Gemengen allerdéngs net entzéien a muss de Gemengen esou vill zoukomme loosseen, datt si hir Engagementer kenne respektéieren. D'Regierung huet sech jo an engen Motiounen engagiert, datt wann d'Gewerbesteier énnert den Niveau vun 2001 géif falen a seng Steiere géifen eropgoen, datt dann deen Niveau net kéint énnerschrott ginn, mä géif gehale ginn. Doriwwer eraus, mengen ech, gëllt fir d'Gemengen datselwecht, wat fir de Stat géift, nämlech datt si sech an Zukunft der Decken no strecke mussen.

Fir responsabel Gemengeféierung gëllt dann och, datt d'Gemengen e Spillraum bei de Reserven, awer och bei der Schold hunn, fir déi méi moer Zäiten ze iwwerbrécken.

Op där anerer Sait musse se selbstverständliche dann och fir zukünfteg Investitiounen Prioritéite setzen.

Bis dohinner kenne mer awer emol nach op den Apel fir den Duuscht zréckgräifen. Een Deel dovu gëtt scho vläicht dést Joer fäleg, och wann d'Situatioun net esou ellen ausgesäit, wéi muncher dat wéile gesinn. Alles in allem feelen op der Recettésait ém déi 115 Milliounen Euro, wann ee vun enger Mérecete vun 100 Milliounen Euro bei den Accisen ausgeet, déi géife vun der kumuléierter Budgetsreserv ofgoen, déi bei ongefëier engen 330 Milliounen elo nach läit. Dat wär dann zénter laangem deen éischte Kont, deen ouni Plus-valuen ofschléis, nodeem d'Konte vun 2001 nach mat Plus-valuen an Héicht vun 262 Milliounen konnten ofschléissen, woubäi 150 Milliounen an d'Fonge gaange sinn an 112 Milliounen geholl gi sinn, fir déi supplementar Dépenses ze decken. Omnétz ze soen, datt ouni Plus-values de recettes de Kont sech net am Equilibre hätt kéint halen, an datt deen neie méi lues Wirtschaftswesstum awer nach keen Nidderschlag am Kont 2001 fonnt hat.

Déi u sech nei Situatioun ass awer keng Katastroph. Fir eis awer vill méi eng ongewinnte Situatioun. Duerfir huet d'Regierung gutt gedaoin, fir déi fäleg Adaptatiounen vum nächst Joer elo schonns ze presentéieren, virun allem bei de Recetten, déi och dést Joer scho réckleefeg sinn, an d'Dotationen vu verschidde Fongen ze adaptéieren, wat der Kaz fir d'nächst Joer awer ganz sécher kee Bockel mécht.

Déi öffentlech Investitiounsfongen hunn nämlech nach Reserve fir e puer Joer, schonns eleng duerch d'Tatsaach, datt Projeten net esou séier kenne émgesat ginn, trotz dem gudde Welle vun der Regierung d'Dépenses héich ze halen. Dat mécht sech an de Konte bemerkbar. Esou konnte mer zum Beispill am Joer 2001 60% vun alle virgesinnen Dépensen net realiséieren. Dobäi stellt ee fest, kuckt een déi Konten an de vergaangene Joren no, datt wann de Prozentsaz vun de Previsiounen fir d'Dépenses erop geet, de Prozentsaz fir déi net exekutiéert Dépensen och erop geet. Dat ass net nei, an dat schéngt drop schléissen ze loossen, datt engersäits d'Bauverwaltung, anerersäits awer och d'Baubranche vun der Planung iwwert d'Exekutioun bis zum Décompte dach awer Kapasitäten erreecht huet, déi nach schwéier ze dépasséiere sinn.

Dat ass op där enger Sait gutt esou, well et soss géif riskéieren zu enger Iwwerhétzung ze kommen - wat ee Problem ass, deen am Avis vun der Chambre des Métiers ugesprach ginn ass -, op där anerer Sait awer net gutt ass fir déi, déi op d'Gebaier waarden, déi blutthéideg sinn, an awer erém gutt fir d'Fongen, déi an désen Zäite manner héich dotéiert mussé ginn.

Fir all déi Investitiounen ze maachen, hu mer awer nach eng aner Mouk, an dat ass e 24-Fong, nämlech dee vun der intakter Scholdekapassitéit. Enn 2001 hatt mer nach eng Schold vun ongefëier 700 Milliounen Euro. Am Fong vun der Schold waren du 415 Milliounen Euro, dat heescht déi Schold war dunn zu 60% provisionniert. Géife mer dee Fong an deem Rhythmus viru speisen, dann hätte mer Enn 2007 keng Schold méi. Dat wéll soen, datt wann et bei den Investitiounen an den nächst Joer méi knapp géif ginn, een, mengen ech, dach awer mat rougem Gewëssen deen een oder aneren neien Emprunt kenne maachen.

Nieft de Fongen, déi manner dotéiert goufen, sinn awer nach aner Dépense adaptéiert ginn, déi un dem Wuesstumstaux unabhängig sinn, dat heescht: Coti-

satiounen, Fonds communal de protection financière, Kooperatioun, Recherche. Fir déi zwee lescht bedeut dat awer nach émmer eng Progressioun.

A mengem Rapport hunn ech op der Dépensésait d'Fro vum „Zero base budgeting“ opgeworf. Bei désem System geet et drëm all puer Joer en Deel vun de Kreditter genau énnert d'Lupp ze huelen a se am Bléckfeld vun enger Käschtennotenanalys ze énnerschen. Net onbedéngt fir Kreditter erofzersetzen, mä éischter fir ze kucken, ob de Notzen nach am Verhältnis zu de Käschter ass. Ech wéll hei net falsch verstane ginn. Hei soll net d'Sozialpolitik a Fro gestallt ginn. Mir sollen elo keng onnéideg Debatt iwwer sozial Acquisen - egal vu wat fir enger Kategorie - hei féleren. Dat wär net némmen onnéideg, mä dat wär dee falsche Message. Et geet bien au contrarie drëm, eis et ze erlaben dem Bierger seng Steiergeleit nach méi effizient ze notzen. Ech weess net, ob dat eis virun hélfelt, mä ech kéint mer awer virstellen, datt een e Pilotprojekt emol kéint probéieren.

Egal wéi, solle mer de Frang an Zukunft zweemol émdréinen, ier mer en ausginn, zemoools wann et drëm geet, dem Stat nei zusätzlech Missioune opzéerleén. Et bleift also, datt mer fir déi nächst Joren net méi mat Plus-valüe kenne rechnen. Bis eis Mouk opgeschafft ass, wäerten, virun allem opgrond vun enger op Wuess-tum ausgerichteter Steierpolitik an enger kompetitiver Ekonomie, déi mar sécher erém méi staark wäert wuessen, och dem Stat déi néideg Recetten erém an d'Keess kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen awer net, datt et zu désem Moment duergeet, d'Analys vun der Situationsnémme ze maachen a festzestellen, datt et méi lues geet an dann ze lamentéieren. Ech mengen, déi nei Situationsnémme, déi mer net gewinnt sinn an déi eis éischter erém op de Buedem vun den Tatsachen zréckgehol huet, soll fir eis eng Frausfuerderung sinn, fir d'Zukunft virzebereeden, d'Aerm erop-zestréppen a gestäerkert aus déser Situationsnémme erauszegoen an déi Chancen, déi eis gi sinn, mam Schlawittchen ze huelen a mat deenen d'Zukunft ze préparéieren.

Dozou gehéiert ganz sécher virun-zefueren eis Wirtschaft ze ent-wéckelen, se ze diversifizéieren a se kompetitiv ze gestalten. Ech mengen, mir solle vun der aktueler Situation profitéieren an eis an eise Matbierger an Erénnern ruffen, datt et ouni wirtschaftlech Entwécklung net geet. Déi kann awer net egal wéi sinn. Duerfir kann net egal wat fir e Betrieb hei op Létzebuerg kommen. Et kann awer och net bei ville Leit mat der Nimbymentalitéit virugogen, wéi dat dése Moment amgaangen ass. Ech mengen, mir sollen déi zukünfteg Wirtschaftspolitik duerch de Bréll vun der Nohaltekkeet kucken an eis Prinzipié vun der Nohaltekkeet, déi jo heeschen: Wirtschaft, Soziales an Émwelt eis uneegnen a se just elo an désem Moment, an désen Zäiten, net afferen an iwwer Bord geheien.

Dofir, mengen ech, musse mer an deem Geeschit virufueren eis Wirtschaft ze entwéckelen an ze diversifizéieren. Dat alles geschitt an engem neien europäesche Kader, dee méi grouss ass. Ech erénnern drun, datt deemnächst den europäesche Bannemaart ém 75 Milliounen Awunner méi grouss gëtt, Awunner, déi en nationale Räichtum hunn, deen duerch d'Bank zwar 60% énnert deem vun der Moyenne vun der Unioun läit. Dat ass net schlëmm, well déi Länner wäerte sech ganz séier an e Prozess eraginn, fir dee Retard opzehuelen. Doduerch di sech awer och fir Létzebuerg nei Chancen an Opportunitéiten op, an net,

wéi eis vu munch engem gleewe gedoe gétt, némme Geforen.

Fir eis ass et eng Frausfuerderung an eng Chance, eis Chance ze sichen, fir datt déi Ekonomié sech entwéckelen. An deem Senn ass et dann ze begréissen, datt viru kuerzem an der tschechescher Republik eng Ambassade vun eis opgaangen ass, datt am Laf vum nächste Joer eng zu Warschau kann opgoen, an datt nach beabsichtigt ass eng an Ungarn opzemaachen. Fir sech gutt an der Welt ze behaapten, muss een e gudden Image hunn. Létzebuerg ka sech ganz sécher net duerch seng Gréisst dobausse verkafen, dofir musse mer versichen op d'mannst e kohärennt Image vun eis dobaussen ofzeginn.

Leider si mer allzeoft némme durch eis Bankeplaz bekannt. Ech mengen, mir musse scho méi an Evidenz setzen, datt dat net dat Eenzegt ass an deem Létzebuerg sech bemierkbar mécht, mä datt et aner Volete gétt, déi mir ganz intensiv fleegen. Ech mengen domadder zum Beispill de Volet vun der Kooperatioun. Létzebuerg ass eent vun deene wéinege Länner, dat seng Engagementer vu Rio, fir 0,7% vu sengem Bruttoinlandsprodukt der Kooperatioun zoukomme ze loessen, erreecht huet. Dat kann eis ganz sécher Unerkennung, Crédibilitéit, Visibilitéit an e positiven Image bei deenen anere Länner bréngen, awer och bei den internationalen Organisationen. An deem Senn ass den Ausseministère amgaang un engem Projet ze schaffen, fir den Image de marque vu Létzebuerg an der Welt dobaussen ze verbesseren a méi kohärennt ze gestalten.

Wa mer da vu wirtschaftlecher Diversifikatioun schwätzen, da géllt et awer emol vu vir eran d'Situatioun vun deene Betriber, déi hei sinn, ze festegen. An deem Senn kann een dem Wirtschaftsminister némme félicitéieren, datt hie seng éischt Prospektiounsreesen an d'Richtung gemaach huet, fir e gudde Kontakt mat de Mammehaiser ze flege vun deene Betriber, déi haut hei zu Létzebuerg établiert sinn. Do dernieft ass och Prospektioun gemaach ginn, fir nei Investisseuren ze fannen. Déi Resultater vum aktuelle Wirtschaftsminister loosse sech weisen.

Ech mengen, d'Diversifikatioun ass hei zu Létzebuerg nach émmer an der Kontinuitéit gemaach ginn. Kuckt een déi lescht zéng Joren no, da fénnt een dat eraus. Do si ganz grouss Variatiounen vu Joer zu Joer dran. Déi hunn aller-déngs manner mam Asaz vum Minister ze dinn a mat der Zuel vun de Betriber, mä éischter mat der Gréisst vun deem engen oder deem anere Betrib, dee sech hei zu Létzebuerg niddergelooss huert. Déi lescht Jore waren dat zésummen 28 Betriber mat engem Gesamtinvest vun 200 Milliounen Euro an alles an allem 700 Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn. Et ass voll an deem Senn, datt mer solle Betriber hei op Létzebuerg huelen, déi eng grouss Valeur ajoutée hunn, déi awer do dernieft eng Main-d'oeuvre hunn, déi net esou zahlräich muss sinn, duerfir awer méi spezialiséiert ass.

Fir dass iwwerhaapt déi bestoend Betriber hei bleiwen, a fir datt nei-er heihi kommen, muss d'wirtschaftlech Émfeld klappen. Dat heescht, mir müssen niewent anere Kaderbedingunge gutt Steierkonditiounen hunn. An do mengen ech, kenne mer et kuerzfristig net nach besser maachen, ou ni awer aus den An ze verléieren, datt et punktuell Verbesserunge ganz sécher kenne ginn.

Ech mengen d'Hélfelen, déi de Stat gétt, notze mer voll aus iwwert d'Wirtschaftsförderung. Am Kader vun deem, wat d'Europäesch Kommissioun erlaabt, versiche mer dann nei Weeér ze goen an deem Senn, datt Infrastrukture ge-

schafe ginn, déi als Pépinières d'entreprises, respektiv als Bâtiments relais géllen a bestoenden Infrastrukturen, déi do sinn awer an hei ze schafend Halen. Hei gétt et jo eng Partie flott Beispiller uechtert d'ganzt Land.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Zu der Infrastruktur an zum steierlechen Émfeld gehéiert awer och e legislative Kader, deen eng Virreiderroll huet. Dozou gehéiert Selbstverständlichkeit en Energie-práis, dee kompetitiv ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun hunn ech am Rapport e puer Pisten opgezeechent, wou ee sech virstelle kann, dës Nischen eventuell auszonoten, respektiv auszébauen. Esou denken ech zum Beispill un d'Soins de santé an un d'Biotechnologien, wou ech dozou opfuerden, fir op d'mannst emol eng Diskussioun ze fíeren, ob et net méiglech ass, fir déi Geleeéhheeten, déi sech engem kenne bidden, opzegräfen.

Mir hu jo nach all a gudder Erénnernung, wéi eng Opreegung et 1998 gouf, wéi d'Cour de Justice an hiren zwee Arréten Decker a Kohll d'Grenze fir d'Soins de santé opgemaach huet. D'Opreegung war deemoos grouss an d'Länner waren hin an hier gerass zwé-schent engem Reflex, fir hire System vun der Sécurité sociale ze protégéieren oder fir den Défi unzuhuelen, fir e kompetitive medezinesche Secteur opzébauen an ze offréieren, deen net némme de Besoinen an den Erwaardunge vun der nationaler Bevölkerung géing entspriechen, mädeen ebenfalls géing auslännesch Patienten unzéien.

Haut huet sech dës Opreegung geluegt. D'Auswirkunge vun den Arréten Decker a Kohll, virun allem op de finanzielle Equilibre vun de Kränkees, si kaum bis guer net bemierkbar. D'Cour de Justice selwer huet a weideren Arréten d'Dier, déi se opgestouss hat, fir méi eng grouss Zirkulation vun de Patienten an eng méi prono-céiert Konkurrenzsituation téschent de Prestataires de santé an Europa, erém e Stéck méi zoustouss. Trotzdem wier et falsch, fir ze maachen, wéi wann náischt geschitt wier an de Kellech un eis laanscht gaange wier, well d'Cour selwer huet sech émmer erém an hire Konklusiounen eng Hannerdierchen opge-looss. Virun allem déi Diskussioun wollt ech elo lancéieren: Firwat soll Létzebuerg net aus der Occasion dee Profit erauszéien, dee méiglech ass, wann d'Bedingunge stémmen?

D'Viraussetzunge fir e qualitativ héichwärtege Secteur de santé besti mam Spidolsgesetz vum 28. August 1998, mam Spidolsplang vum 18. Abréll 2001 a mam Finanzierungsgesetz vum 21. Juni 1999, wat deemnächst amen-déiert gétt, fir déi Nobesserungen am Spidolswiesen um infrastrukturelle Plang kenne nozehuelen, déi 1999 aus verschiddene Grénn net virgeholl goufen.

D'Carte sanitaire, déi regelméis-seg e Bild zeechent vun der Offer am Secteur médical, an eng Evaluation qualitative vun den offréierte medezinesche Servicer droen ebenfalls zu enger däitlech verbesserter Qualitéit bai. Dozou zielen och d'Formation an d'Formation continue vun medezinesche Personal, eng weider Prioritéit vun déser Regierung. Enk verbonne mat désem Sujet ass den Domán vun de Biotechnologien. Och hei ass et denkbar, datt Létzebuerg sech eng Nisch aricht, wou et effektiv esou much Opportunitéit gétt, déi een aus-notze kann.

Firwat net emol iwwert den Ausbau vun der Fuerschung an der Recherche am Beräich vun der Santé nodenken? Kéint déi zukünfte Universitéit net d'Rumm bidden, fir eng Structure de recherche et de développement opzebauen, déi eng Symbios géing siche mat den Entreprises a mat dem Santésecteur? Wieren esou eng Struktur an esou eng Symbios net e Virdeel fir d'Patienten, fir d'Medizin a fir d'Exploitation vun enger weiderer oder neier Nisch zu Létzebuerg?

Ech mengen, dës Iwwerleeunge solle mer eis am Kader vun de Re-flexioune stellen iwwert d'Mise en place vun enger Universitéit hei zu Létzebuerg, mä virun allem solle mer d'Konzept vun enger Uni hei zu Létzebuerg an de Kontext vun enger enker Kollaboratioun zwé-schent der Recherche an den Entreprises setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en neie Créneau kéint och dee vun den erneierbaren Energien, eng nohalteg Entwécklung an dëse Länner ze énnerstézzen. Dést am Senn vum Johannishburg Sommet, wou jo festgehale ginn ass bis 2012 der Halschent vun de Populatiounen aus den Entwécklungslänner den Zugang zur Energie ze erméglechen, virun allem awer opgrond vun erneierbaren Energien.

Mir si gutt équipiéert, fir dës Fuerderung unzegoen. Mir hunn eng Agence, d'Lux-Development, déi sech ém d'Entwécklungshélf bekëmmert. Dës nämlech Agence, mengen ech, kéint och d'Promotioun vun désen CDMen maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet awer net duer, sech Gedanken iwwer nei Recetten ze maachen, wann een op däri anerer Sait sech net och Gedanke mécht iwwert d'Ausgaben, déi énner anerem opgrond vun deenen héijen Investitiounen an Zukunt als Nofolgekäschten am Budget hiren Nidderschlag wäerte fannen. Et ass de Welle vun der Regierung, der Entwécklung vun den öffentlichen Infrastrukturen eng éischt Prioritéit ze accordéieren. Et ass och dat, wat een am initiale Budget 2003 konnt liesen, wou vun enger Progressioun vun iwwer 26% vun de budgetäre Moyene par rapport zum Budget vun 2002 Rieds geet. Domat geet de Prozentsaz vun den Investitiounsausgaben par rapport zum Bruttoinlandsprodukt vun 2,1 op 3,6% erop, an no deem Ausmooss wéi de PIB zréckgaangen ass, geet de Ratio nach méi erop. Domat huet Létzebuerg den héchsten Investitiounsniveau iwwerhaapt a ganz Europa.

Loosse mer awer eent ganz kloer énnersträichen: Dat ass fir Létzebuerg kee Luxus, mä eng absolut Noutwendegkeet! Et ass och dat, wat aus den Tableau vun deene verschiddenen Investitiounsfonden erausgeet, déi dést Jor fir d'éischt am Budget erémzefanne sinn. Erénnere mer drun, dass dat, wat mir fir déi nächst Joren némme fir déi reng öffentlech Investitiounen brauchen, sech op ongefér 4,5 Milliarden Euro chiffréiert, ouni dat aus den An ze verléieren, wat iwwert d'Loi de garantie finanzieréiert gétt an dat, wat iwwert déi verschiddene Etablissements publics derbäi kénnt. Wa mir all déi Investitiounen bezuelt huren, déi mer haut tätegen an an der Vergaangenheit scho getätigert huren, da soll awer net d'Meening opkommen, dass wa mer déi beglach huren, et dann eriwwer ass. Bien au contraire, d'Nofolgekäschte wäerte considérabel a permanent sinn, an den ordinairé Budget an de Budget dépenses en capital an engem ganz groussen Ausmooss chargéieren, net zulescht opgrond vun de Personal-, Fonctionnements- an Exploitatiounskäschten, mä op däri anerer Sait awer och bedéngt duerch den Entretien, deen déi Gebaier mat sech bréngen. An deem Senn huren ech e bëssen déi Nofol-

lännern géife maachen, némme additionell zur Entwécklungshélf kenne sinn an a kengem Fall dozou gerechent kenne ginn. Op däri anerer Sait géif dat fir d'Létzebuiger Ekonomie en neit Potenzial bedeuten. An deem Senn géif et Entwécklungsméiglechkeete fir d'Ekonomie ginn, well wann nei Opportunitéiten opginn, können nei Entreprises, déi an désem neie Secteur tätegen sinn, sech zu Létzebuerg etabléieren. Si stellen awer och nei Opportunitéiten duer, fir bestoend Entreprises nei Mäert ze sichen. Et erlaabt eis och eng méi offensiv Haltung fir dëse Créneau zu entwéckelen, nei Entreprises zu Létzebuerg unzesidelen, an dést souwuel an der Produktioun, wéi am Assemblage oder och an der Vermaartung vun désen erneierbaren Energien.

De Volet CDM, deen et eis jo erlaabt an Entwécklungslänner an erneierbar Energien ze investiéieren, géif eis et och erméglechen, eng nohalteg Entwécklung an dëse Länner ze énnerstézzen. Dést am Senn vum Johannishburg Sommet, wou jo festgehale ginn ass bis 2012 der Halschent vun de Populatiounen aus den Entwécklungsländeren den Zugang zur Energie ze erméglechen, virun allem awer opgrond vun erneierbaren Energien.

Mir si gutt équipiéert, fir dës Fuerderung unzegoen. Mir hunn eng Agence, d'Lux-Development, déi sech ém d'Entwécklungshélf bekëmmert. Dës nämlech Agence, mengen ech, kéint och d'Promotioun vun désen CDMen maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet awer net duer, sech Gedanken iwwer nei Recetten ze maachen, wann een op däri anerer Sait sech net och Gedanke mécht iwwert d'Ausgaben, déi énner anerem opgrond vun deenen héijen Investitiounen an Zukunt als Nofolgekäschten am Budget hiren Nidderschlag wäerte fannen. Et ass de Welle vun der Regierung, der Entwécklung vun den öffentlichen Infrastrukturen eng éischt Prioritéit ze accordéieren. Et ass och dat, wat een am initiale Budget 2003 konnt liesen, wou vun enger Progressioun vun iwwer 26% vun de budgetäre Moyene par rapport zum Budget vun 2002 Rieds geet. Domat geet de Prozentsaz vun den Investitiounsausgaben par rapport zum Bruttoinlandsprodukt vun 2,1 op 3,6% erop, an no deem Ausmooss wéi de PIB zréckgaangen ass, geet de Ratio nach méi erop. Domat huet Létzebuerg den héchsten Investitiounsniveau iwwerhaapt a ganz Europa.

Loosse mer awer eent ganz kloer énnersträichen: Dat ass fir Létzebuerg kee Luxus, mä eng absolut Noutwendegkeet! Et ass och dat, wat aus den Tableau vun deene verschiddenen Investitiounsfonden erausgeet, déi dést Jor fir d'éischt am Budget erémzefanne sinn. Erénnere mer drun, dass dat, wat mir fir déi nächst Joren némme fir déi reng öffentlech Investitiounen brauchen, sech op ongefér 4,5 Milliarden Euro chiffréiert, ouni dat aus den An ze verléieren, wat iwwert d'Loi de garantie finanzieréiert gétt an dat, wat iwwert déi verschiddene Etablissements publics derbäi kénnt. Wa mir all déi Investitiounen bezuelt huren, déi mer haut tätegen an an der Vergaangenheit scho getätigert huren, da soll awer net d'Meening opkommen, dass wa mer déi beglach huren, et dann eriwwer ass. Bien au contraire, d'Nofolgekäschte wäerte considérabel a permanent sinn, an den ordinairé Budget an de Budget dépenses en capital an engem ganz groussen Ausmooss chargéieren, net zulescht opgrond vun de Personal-, Fonctionnements- an Exploitatiounskäschten, mä op däri anerer Sait awer och bedéngt duerch den Entretien, deen déi Gebaier mat sech bréngen. An deem Senn huren ech e bëssen déi Nofol-

gekäschte versicht ze analyséieren, konnt mech awer do nénnen op d'Entretienskäschte beschränken. Ech iwwerloosser engem vu menge Successeuren d'Konsequenze vun de Personal-, den Exploitatiouns- oder de Fonctionnementskäschten ze énnersichen, nodeem mäi Virgänger d'Investitionsfonge schonn am Detail énnersicht hat, esou datt ech dat jo dann dést Joer net méi an deem Ausmooss brauch ze maachen.

Fir ze wësse vu wat datt mer awer schwätzen, wa mer vun Nofolgekäschte beim Entretien schwätzen, muss een de Patrimoine immobilier vum Stat kennen. Ech muss direkt soen, datt de Patrimoine immobilier vum Stat de Patrimoine vun eis all ass, an esou wéi mir eis Haiser doheem, jidder Eenzelne vun eis, an der Rei halen, solle mer och eis gemeinsam Immobilien an engem gudden Zoustand halen.

Wat ass dann elo eisen nationale Patrimoine? Op Grond vun deene Gespréicher, déi ech mat de Bâtiments publics hat, hunn ech eng Partie Donnéeé kritt, fir dat ze énnersichen. Dobái ass mer gesot ginn, de Wäert vun den Immobilien, déi de Stat am Moment hätt, géif sech ongefíer op een Neiwäert vun 2? Milliarden Euro Enn 2000 chiffréieren. Dee Wäert deelt sech op op 47% administrativ Gebaier, 42% Schoulgebraier an 11% Gebaier, déi am sanitären oder soziale Beräich leien.

Geet een dann emol hin a kuckt een, wat de Stat am Joer 2001 an iwwert déi nächst Jore wéll investéieren, da staunt een net schlecht, wann een dat zesummenzielt, wat op de leschte Säite vum Budget stéet, an et waren déi Chifferen, déi ech zur Verfügung hat, an deenen dräi Haaptinvestitionsfongen, da fénnt een eraus, datt nach eemol de Wäert vun 2,5 Milliarden Euro bei dat dobái kënt, wat mer elo schonn haut hunn. Dat heesch, op Grond vun deene Fongen, verduebele sech déi staatliche Immobilien.

Dat ass awer net eleng dat, wat dem Stat op de Budget dréckt, et sinn och nach eng Partie aner Gebailechkeeten, zum Beispill déi, déi iwwert d'Loi de garantie finanzéiert ginn, déi och eng Kéier an de Patrimoine vum Stat zréckfailen. Hei war et mäi schwéier genau eraus ze fannen, wéi dee Chiffer ass, mä et schéngt mer awer e Minimum ze si vun nach eng Kéier 1,4 Milliarden u Wäert vu Gebaier, déi dobái kommen. Zielt een dann nach déi Gebaier dobái, déi iwwert d'Etablissements publics gebaut ginn, wou ech natierlich de Chiffer net konnt erausfannen, mä ech hunn an iergendengem Dokument konnten noliesen, dass eleng déi Projeten, déi an de Friches industrielles sole gebaut ginn, sech op eng Héicht vun ém déi 1,7 Milliarden nach emol chiffréieren.

Dat sinn elo a sech keng genau Chifferen - et geet och net op deen een oder deen aneren Euro un -, well een déi einfach net huet, dat géif och ze wáit féieren, fir dat dann erém genau ze analyséieren. Mä émmerhi weist et drop hin, datt de Patrimoine immobilier op

Grond vun deenen Donnéeén, déi ech hei hunn, sech an deenen nächste Joren op mannst bis an dat nächst Jorzéngt era wäert verdräifachen. Wat dat vu Käschte mat sech bréngt, dat ka jo jiddee ree sech virstellen, Käschten u Personal, Fonctionnementskäschten, mä awer och Entretienskäschten, déi ech da wéll an dësem Rapport hei méi genau analyséieren.

Den Entretien geet eigentlech scho beim Bauen un, an hei gëllt dann dat Wuert „mieux vaut prévenir que guérir“. Dat heesch, bei der Wiel vum Material soll ee selbstverständlech net nénnen no der Ästhetik kucken, och wann dat wichtig ass, mä virun allem kucken ob déi Materialien, déi mer huelen, emol fir d'éischt déi sanitär Garantié ginn, déi mer brauchen. Dat ass wichtig wéinst den Nofolgekäschten, awer och wichtig virun allem fir déi Leit, déi an deene Gebaier schaffen. An den Asbest diert jo jidderengem Begräff sinn, wat dat heesch an un Nofolgekäschte bedeit. Déi Materialie sollen och esou sinn, datt se déi natierlich Ressourcen esou wält wéi méiglech schounen, well mer jo wéssen, dass déi och begrenzt sinn. Mä virun allem sollen d'Materialié laanglieweg sinn an esou mann wéi méiglech Entretien generéieren.

Déi nei Gebaier, déi gebaut ginn, solle selbstverständlich och de leschten energetesche Kritären entspriechen um Niveau vun der Isolatioun, dem Hétzten, der Klimatisatioun, der Ventilatioun, de Pompelen, déi agesat ginn, awer och der Belichtung.

Ech mengen, eleng d'Tatsaach, datt mer no der Energie kucken an nom Choix vun de Materialien, mécht et méiglech, datt d'Konzeptioun vun engem Gebai nohalteg ka sinn a e Modellbeispiel si vun nohalteger Entwécklung.

D'Tatsaach, datt d'Bâtiments publics sech haut schonn zu engem groussen Deel op d'Kritäre vun engem ekologesche Leitfade baséieren, mengen ech, weist datt mer do awer déi richteg Richtung ageschloen hunn.

Obscho mer en öffentleche Patrimoine hunn, deen nach net esou al ass, muss een awer, wann ee genee hikuckt, feststellen, datt leider hei den Entretien net an deem Ausmooss gemaach ginn ass, wéi mer eis dat hätte kenne wünschen, mä dat ass jo souwisou ze spéit.

Wann een awer weess, datt de Patrimoine, dee mer haut hunn, sech verdräifache wäert, da mengen ech, muss een awer kucken, datt ee sech an Zukunft Kreditter reservéiert, fir den Entretien esou ze maachen, datt déi Gebaier, déi mer haut bauen, op engem héijen Niveau kenne gehale ginn.

D'Tableauen a mengem Rapport weisen drop hin, datt d'Schéier téschent dem Entretien an den neien Investitiounen, awer och Investitiounen, déi geholl gi fir d'Gebaier erém op e gewëssenen Niveau ze setzen, ganz séier auserneé ginn. An deem Senn musse mer dat fir d'Zukunft ännern. Maache mer dat net, da mussen

déi Generatiounen, déi no eis kommen, déi Käschten iwverhuelen a vill méi grouss, a vill méi important Interventiounen finanzéieren, déi dann net méi wäerten an den ordinären Dépensen erém ze fanne sinn, mä dann alt erém eng Kéier an d'Investitiounsfongen erandrécken, an dat mengen ech, wier net richteg geschafft.

An datt een den Entretien verbessere soll a kann, huet eng gemeinsam Recherche vum Centre de Recherche Public Henri Tudor an de Bâtiments publics gewisen, Recherche, déi sinn zum Schluss koum, datt een dat a sech kann iwwert den Entretien préventif maachen, also e vorbeugenden Ennerhalt, deen dora besteet, an enger globaler Démarche vun der Gestioun vum Patrimoine immobilier, eng Démarche, déi allafand Aarbechten op allen Ouvrages an Equipementer opdeckt, an déi zum Ziel huet, e bessere Fonctionnement énnert de rentabelste Konditiounen ze errechen. Virun allem awer soll den Entretien préventif évitéieren, datt allerkengst Mängel zu schlëmmsten Désordre kenne féieren.

Nun, wat sinn d'Objektiver, déi ee mat engem Entretien préventif verfollegt? Ma éischtens, d'Liewendsdauer vun de Gebaier eropsetzen, zweetens d'Qualitéit vum Fonctionnement verbesseren, d'Zefridenheit vun der Leit, déi dra mussen schaffen, erféllen, d'Investitiounen laangfristeg schütze fir duerch Gewënner à long terme ze maachen. Dat ass natierlich méi séier gesot, wéi gemaach. A fir dat ze maachen, muss een den öffentleche Besétz kenne géréieren, andeem datt een emol all Elementer iwwert d'Gebaier ophélt a répertoriéiert, dést duerch regelméisseg Kontrollen, andeem datt een den Zoustand vum Gebai évaluéiert an d'Exigenz entwéckelt, fir se ze énnerhalen, an andeem ee sech d'Leitlinne gétt iwwert déi Dépensen, déi prioritar müsse getätegt ginn. Esou e System géif et engem erlaben, den Entretien „just in time“ ze maachen.

Déi rapid Entwécklunge vun den neien Informatiounstechnologien erlaben et déser Iddi nozkommen an esou éerbar ze plangen, an dann och déi néideg Kreditter dofir ze reservéieren. Wat dat awer fir d'Finanze bedeit ass evident, an ech mengen, datt déi Analys, déi ech hei gemaach hunn, just dorobben erausleeft, fir datt mir an Zukunft déi néideg Kreditter halen, fir déi nei Gebailechkeete muer kennen ze énnerhalen, déi mer haut bauen. Well den Entretien préventif och laangfristeg gekuckt gétt, ass de Finanzement vum Entretien net nénnen net héich genuch, mä och net flexibel genuch an deem Senn, datt den Entretien iwwert den ordinäre Budget finanzéiert gétt. Dést entsprécht awer net der Iddi vun engem Entretien préventif, deen eng méi grouss Flexibilitéit braucht, well en op enger pluriannuelle Organisatioun baséiert. Eng pluriannuelle Organisatioun vun den Ennerhaltsaarbechten kann och némme pluriannuelle exekutéiert ginn an erstreckt sech

dofir och iwwer e puer Budgets-exercicen. An deem Senn wier et erstriewenswäert, datt déi Kreditter, déi ee brauch fir den Entretien, d'Remise en état, d'Conformisation, d'Sécurisation vun de Gebaier, iwwer e Fong géife getätegt ginn, wat engem eben eng méi grouss Flexibilitéit géif ginn, e Fong, dee wéi déi aner Fonge géif alljährlech gespeist ginn.

Esou kënnt ee sech en Investitiounsfong fir den Entretien préventif virstellen, deen et géif erlaben, d'Kreditter émmer dann zur Verfügung ze hunn, wann den Entretien néideg ass. Den nouwendegen Entretien wier dann net méi a Fro gestallt, well keng Kreditter do sinn. Den Know-how, fir esou e virbeugenden Entretien ze maachen, ass ginn. Désen ass vun de Bâtiments publics zusumme mat dem Centre de Recherche Public Henri Tudor entwéckelt ginn. Hinne kann een némme fir hir Aarbecht félicitéieren. Un eis läit et, déi néideg Kreditter am Budget virzegessin an de Finanzement esou ze gestalten, datt déi Viraarbecht, déi gemaach ginn ass, sech och an d'Praxis émsettze léisst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif zum Schluss kommen, a soen, datt d'Konklusioun, déi mer mussen zéien, déi ass, datt Lëtzebuerg a sech keng Insel ass. Vill Lëtzebuerg oder vill Leit hunn an der Vergaangenheit ganz sécher gemengt, dat géif émmer esou virugoen oder wei dergoen.

Eng wichtig Léier, déi mer hoffentlech alleguer aus déser Situations gezunn hunn, ass, datt mer eis émmer erém mussen a Fro stellen, datt mer och eis Errungenchaften, eis Acquisen, wéi mer dat esou schéin nennen, émmer erém mussen a Fro stellen an émmer erém nei mussen all Dag derfir kämpfen an all Dag derfir schaf-

fen. Mir däerfen elo och net de Feeler maachen, einfach an ee blannen Aktivismus ze verfalen. Ouni wéllen d'Situatioun erof ze spilleren, gétt et dach awer positiv Elementer.

Eist Land an eis Ekonomie sinn héich kompetitiv. Et gi positiv Unzeche vun enger Reprise. Et gi positiv Unzechen, datt de Ralentissement vun der Ekonomie an Europa net laangfristeg ass. Trotzdem musse mer virsüchtig bleiben an eis op all Eventualitéit astellen, besonnesch awer müsse mer weiderfueren, d'Land optimal op seng Zukunft virzebereeden, an dat nom Prinzip vun der Nohaltegkeit. Da sinn ech sécher, dass mir mat vill Schwonk an Driff erém eng Kéier gudden Zäiten oder nach besserem Zäiten entgéint ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech un d'Redaktion vum Rapport iwwert dat wichtegst Gesetz vum Joer setzt, an dat besonnesch énnert deene Prémissen, déi ech elo just hei virgestrach hunn, dann ass et kloer, dass een déi Aarbecht, déi mat vill Responsabilitéit verbonnen ass, net eleng bewälzte kann. Ech wéll dofir deene Leit merci

soen, déi mer mat vill Asaz zur Sait stoungen. Dat ass un éischter Stell de ganze Staff aus dem Fraktionssekretariat, deen et erméiglech huet, datt de Fraktionssekretär, den Dan Theisen, an d'Matzaarbechter aus der Fraktioun, d'Marguy Kohnen an de Jean Lammar, sech intensiv mat désem Rapport ausenanersetze konnten. Ech wéll och dofir eisem Fraktionspresident, dem Jean-Paul Rippinger, merci soe fir seng Ennerstetzung...

#### (Interruptions)

...a fir all déi Moyenen, déi e mir zur Verfügung gestallt huet, fir ee méi schaarf a Kloert Bild vun deem wirtschaftlichen a soziale Kontext ze kréien, an dee sech de Budget 2003 aschreift.

Et helleft sech mat deenéen ze konzertieren, déi aldeeglech de Bols vun eisem Land spieren. Ech wéll dofir de Beruffschamberen och ee grousse Merci aussprüchen, déi, wéi all Joer, duerch eng schrifftlech Contributioun hir Analyse vun der Situations gemaach hunn an déi se och nach eng Kéier a ganz interessante Gesprächer duergeluegt hunn.

An deem Merci sinn natierlich och all Organisatiounen aus dem Finanzsecteur mat abegraff. Dee Merci géilt awer och dem Budgetsminister an all deene Leit aus de Ministèreen an de Verwaltung, mat deenéen ech genau esou interessant wéi konstruktiv Gesprächer hat. Besonnesch wéll ech hei déi gutt Collaboration mat der IGF, der Inspection Générale des Finances, de Bâtiments publics an de Ponts et Chaussées ervirsträichen, ouni, wat mäi Kapitel iwwert de Patrimoine immobilier de l'Etat ubelaangt, d'Mataarbechter aus dem Centre Henri Tudor ze vergiessen.

Last but not least wéll ech menge Kollegéen aus der Finanzkommission, virop hirem President, fir dee Spillraum, dee se mer bei der Redaktioun vun désem Rapport gelooss hunn, merci soen. Ee grousse Merci géilt och dem Kommissionssekretär Benoît Reiter, dee mat vill Gedold de Puzzle vum Budgetsrapport zesummegesat huet.

A fir dann elo wierklech zum Schluss ze kommen, wéll ech deenéen aneré Kommissiounen aus der Chamber och merci soe fir déi schrifftlech Avisen, déi si zu désem Budget geschriwwen hunn, an lech all géif ech merci soe fir d'Nolauschteren.

#### Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Rapporteur, dem Här Emile Calmes.

Mar um halwer dräi héiere mer dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker an dem Här Budgetsminister Luc Frieden hiren Exposé iwwert de Statshaushalt vum Joer 2003.

Domat wier d'Sitzung opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 15.26 heures)**



**Ordre du jour**

5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003

(*Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances - Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens et Carlo Wagner, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(*Début de la séance publique à 14.34 heures*)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(*Négation*)

Dat ass net de Fall.

Dann héiere mer elo den Exposé vum Här Statsminister Jean-Claude Juncker iwwert de Statshaushalt vum Joer 2003. D'Wuet huet den Här Stats- a Finanzminister.

5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003 (*Suite*)

**Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances**

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass keng Insel. Dat hu mer an de vergaangene Joren dacks gesot. Ob mer et èmmer geglæft hunn, weess ech net. Elo wesse mer et, a jiddferee mécht esou, wéi wann en et èmmer scho gewosst hätt, och déi, déi heibannen an dobaussen de Stat an de Sue schwamme gesinn hunn, och déi, déi dobaussen an heibanne gelaacht hunn, wann een hinne gesot huet, dat kënnt sech bal iwwer Nuecht ännern.

Elo huet et sech geännert an op déi Ännering musse mer reagéieren, ouni ze iwwereagéieren. Iwwerreaktiounen wieren zwar spektakulär a géifén d'Impressionen op komme loessen, hei géif ee schwätzen, dee géif richteg duerchgräifen an zolidd handelen. Iwwerreaktiounen sollen net sinn, well géif et se ginn, da wiere se geféierlech a si géife méi schueden, wéi dass se géiften notzen.

D'Effekter an d'Konsequenze vun der Welt- a vun der Euro-Wirtschaftskris, déi hunn d'Lëtzebuerger Grenzen erreecht. Mä dat Haus, wat mer an deene leschte Jorzéngten opgebaut hunn, stet net a Flamen. A well et net a Flame steet, brauch een och net mat dem grousse Läschzuch erauszefueren. Et besteedt de Verdacht op Sickerbrand an eenzelnen Zémmeren. Wann een d'Gefor vum Sickerbrand énnerschätz, da kann dat ganz geféierlech Konsequenzen hunn an da kann d'Haus geschwénn an héije Flame stoen. Well et awer nach net an héije Flame steet a well mer verhennere wëllen, dass d'Feier sech meeschter mécht, a well mer de Sickerbrand an deenen eenzelnen Zémmeren kloer am Bléck hunn, hu mer esou reagéiert op déi partiell Gefor, wéi mer reagéiert hunn. Fir kenne richteg op dee Sickerbrand an eenzelnen Zémmeren an op eenzelne Stäck ze reagéieren, muss een emol kucken, wéi et da ronderém déi Insel ausgesait, déi keng Insel ass.

Wann ee sech d'Méi gëtt - et wär gutt, wa jiddferee sech déi Méi géif ginn - iwwregens net némme

et: Et gesait ee Liicht um Enn vum Tunnel.

D'Konsensprognos am Fréijoer 2002 war, souwuel vum Internationale Währungsfong, wéi vun der OECD, wéi vun der Europäescher Kommissiou, wéi vum Statec, wéi vun der Lëtzebuerger Regierung, wéi vu jiddferengem bal heibannen, dass et géif zu engem Neusprunge vun der europäescher Konjunktur, an domat zu engem Ugesprungebleiwe vun der Lëtzebuerger Konjunktur am zweete Semester vum Joer 2002 - an deem si mer - kommen.

D'Konsensprognose vun allen Institut, vun allen Institutionen, ass de Moment fir ze soen, et ass esou sécher wéi d'Amen am Gebiet - déi eenzeg reléis Leit sinn eigentlech nach just d'Wirtschaftsprognostiker -, dass et géif zu engem Usprunge vun der Welt-, vun der Euro- an dann awer och vun der Lëtzebuerger Konjunktur am zweete Semester vum Joer 2003 kommen.

De Budget 2002 ass opgestallt ginn an der fester, vu kengem contestéierter Erwaardung, dass et zu enger Reprise vun der Ekonomie géif am zweete Semester 2002 kommen. De Budget 2003 ass opgestallt ginn an der fester, vu kengem contestéierter Konsensprognosesetzung, dass et am zweete Semester vum Joer 2003 zu enger weltwäter wirtschaftlecher Erhuelung géif kommen.

Wat ass dann elo geschitt am Joer 2002? Eigentlech sinn déi eischt sechs Méint picco bello gelaf. D'Prognose ware gutt, keen huet hinnen, bis op liicht Nuancierungen, widdersprach. Et ass an Amerika zu enger wochelaang unhalender Erhuelung vun der Gesamtkonjunktur komm, mat liichten Overspill-Effekter op d'europäesch Konjunktur. An dunn ass geschitt, dass am Summer déi Erhuelung vun der Weltwirtschaft, a virun allem vun der Euro-Wirtschaft, a sech selwer zesummegebrach ass. Dee massiven Abroch vun der Euro-Konjunktur a vun der Weltkonjunktur huet selbstverständlech och Impaktbilddungen an der Lëtzebuerger Ekonomie zur Folleg gehat, an deen Abroch an der Lëtzebuerger Ekonomie hat selbstverständlech zur Folleg, dass et zu enger manner séier wéi erawartener Entwickelung komm ass, wat d'Steirenahmen hei zu Lëtzebuerg ueblaangt.

Ech hu gesot, dass déi amerikanesch Konjunktur, no engem ufanglechen Opflamen, erëm a sech selwer zesumme gefall ass. Dat huet sech kombinéiert mat engem enorme Réckgank op de Boursen, net némme vun net prominente Spriecher vun der Oppositioun, kritiséiert ginn, dass mer d'Einnahme fir d'Joer 2002, besonnesch déi konjunktursensiibel Einnahme wéi d'Taxe d'abonnement an den Droit d'enregistrement erëm eng Kéier bewosst a falsch ageschat haten. Fir si a fir eis huet et müssen iwwerraschend wieren, dass am Hierscht 2002 d'EU-Kommissiou fénn, wa se bis un d'Enn vun désem Joer kuckt: D'Lëtzebuerger Ekonomie géif ém 0,1% wuessen am Joer 2002, am Joer 2003 ém 2% an am Joer 2004 ém 3,4%.

Dat, wat engem do fir d'Joer 2004 an Aussicht gestallt gëtt, ass eng erfreelech Perspektiv. Et geet zwar net duer, fir all déi Fuerderunge laangfristeg ze erfëllen, déi op anere Stammdéscher wéi heibannen décidéiert gi sinn, mä ass èmmerhi méi, wéi déi Wuestemsperspektiv, déi mer de Moment fir eist Land kenne kuerzfisteg gesinn. Mä méttefristeg gesait een, wéi den Här Thorn (vun der Wierklechkeet regelméissig dementiéert) an der zweeter Halbschent vun de 70er Jore gesot hu-

militärescher Aktioun géint den Irak ze kommen. De Kumul vun all deenen Elementer ergétt en totaalt Ofschwenke vun engem am Ufank vum Joer däitlech erkennbare Vertrauensréckgewenn, dee sech verwandelt huet an een totale Vertrauensabroch. An dee sengsäits hat zur Folleg datt et zu engem, op Grond vum Vertrauensabroch, liicht erklärbare Konsumréckgang komm ass am europäesche Raum.

Wann ee weess, dass déi däitsch Ekonomie een Drëttel vum gesamte Wirtschaftsbruttosozialprodukt vun der Eurozon duerstellt, a wann ee weess, dass besonnesch an Däitschland d'Bannennofra a sech selwer zesummegebrach ass, a wann ee weess, wat en Zréckgoen vum däitsche Konsum op deenen aneren europäesche Mäert, déideen däitsche Maart bedéngen, zur Konsequenz huet, ass et zessummegehol net verwunnerlech, dass mir, wuel mat laanger Verständigung op déi aner europäesch Länner, och vun den Auswirkungen vun däir europäescher a vun der Weltwirtschaftskris erreecht gi sinn. Eng Weltwirtschaftskris, niewebäi bemierkt, déi verharmlost gëtt, well all nüchterne Bléck op d'Zuele weist, dass et déi gréisse Wirtschaftskris vun deene leschten 30 Joren ass, déi an der Intensitéit dat dépasséiert, wat mir an de 70er an an den 80er Joren um Weltwirtschaftsplang erlief hunn.

Dat alles zesumme geholl, beienee geluegt an ausernee gepléckt, ergétt, dass mer och e wirtschaftleche Réckgank zu Lëtzebuerg ze verzeechnen hunn, deen natierlech besonnesch däitlech op der Finanzplatz bemierbar gëtt, an Deelberäicher vun der Finanzplatz, während an aneren Deelberäicher vun der Finanzplatz positiv Zuele geschriwwen ginn, op Grond vun däir an deene leschten Joren interveniéiter Diversifizierung vun der Produktpalett op der Finanzplatz.

De Réckgank op der Finanzplatz, déi konterbalanciert ginn ass duerch e Weidergoe vum Wirtschaftswuesstum an der Industrie bis zu 4%, dee sech elo däitlech ofgeschwäch zum Schluss vun désem Joer présentiert, erkläert fir wat mir Réckgank bei der Lousteier ze verzeechnen hunn, bedéngt natierlech duerch de Ralentissement vun der Ekonomie an duerch eng staark ofhuelend Tendenz am Aarbeitsmaarterweiterungspotenzial, dat erkläert wéissou datt mer bei der Taxe d'abonnement, déi also besonnesch konjunktur- a börsenempfindlech ass, e staarken Abroch hunn, grad op däir Tax, vun däir d'lescht Joer nach gesot ginn ass, de Finanzminister hätt se bewosst falsch an ze niddreg ageschat, och um Niveau vun den Droits d'enregistrement, vun deenen d'lescht Joer heibannen och nach vun Eenzelne behaapt ginn ass, de Stats- a Finanzminister hätt se bewosst ze niddreg agesat fir d'Parlement an d'Leit un der Nues erëmzeféieren, an och um Niveau vun der TVA, wat u sech op deen eischt Bléck en erstaunleche Phenomeen ass, well mer jo duerch eng gesteigert Kafkraft, notamment bewierkt duerch gesteigert Sozialausgaben an duerch gemindert Steierbe-laaschtungen hätte missten zu méi Konsum kommen, stellt ee fest, dass am Beräich vun der TVA, besonnesch de Secteur vun de Servicer, dat heescht vun den Déngschtleeschtungen un de Finanzsecteur, et zu enger Regressioun komm ass. A vu, dass déi TVA belaascht ass, ass et evident, dass et och do zu engem Réckschrëtt kënnt, vun deem een iwwregens nach net kann an dem Gesamtpak TVA soen, wéi et sech um Enn vum Joer wäert definitiv am Resultat vun den Einnahmen vun der TVA duerstellen.

Dat heesch, ouni Steierreform 1 an 2 wär et zu engem däitlechen Ofsacken, engem regelrechten Ofstierz vun de Konsumausgabe vun de Privathaushalter zu Lëtzebuerg, dat heesch, innerhalb vun de Landesgrenze komm. Zu deem ass et, Gott sei Dank, net komm duerch déi Steierreformen, déi am richtege Moment gemaach gi sinn: net datt se onbedéngt aus deene Grénn, fir dee Moment geplangt waren, mä se lonege jiddefalls richteg an deem Moment, esou wéi mer dat och schonn 1990, 1991 an 1992 bei däir Steierreform, déi mer deemoools gemaach hunn, och an engem Moment vu konjektureller Réckbildung, konnte feststellen. Op alles dat huet ee musse reagéieren an et muss ee beschreiwen, wéi mer op alles dat reagéiert hunn.

Op de Budget 2002, dat heesch, deen de Moment amgaang ass ausgefouert ze ginn, ze reagéieren, ass natierlech enorm komplex. Reaktiounen si jo net némme am Beräich vun dem Welle fest-

maachen, Reaktiounen, wa se dann deen néidege Buedem vu Welle géife fannen, misse se sech jo och a Gesetzer iwwerdroen, an déi misst een dann nach am Laf vum Joer 2002 séier op de Wee kréien, fir zu Haushaltsémisschichtungen ze kommen, wa se dann noutwenneg wieren. Ech mengen net, dass se et wieren. Dat ass jo net méiglech, a kee kritt dat ei-gentlech an der Europäescher Unioun hin.

Et muss een awer wëssen, datt op Grond vun der wirtschaftlecher Eintrübung - wat en zärtlechen Ausdruck ass fir dee bal rezessiv Formen unhuende Réckbildungsvirgang an der Europäescher Unioun -, also et ass net méiglech fir op dee bal rezessive Virgang ze reagéieren mat de Méttie vun der normaler Gesetzgebung, an dofir gëtt och d'Exekutioun vum Haushaltsjoer 2002 a sengem Endofschloss en extrem schwieregen Exercice, bei deem net kann ausgeschloss ginn, dass et zu Defizitbildungselementer, op den eegenen Exercice 2002 bezunn, ka kommen, wat u sech awer - wéi ech herno nach vläicht d'Geleeënheet kréien auszeféieren - kee gréissere finanzielle Probleme ass, wéinst enger gutt dotéiterter Budgetsreserv, déi offiedernd kann an Opstellung bruecht ginn, wann et zu viriwvergehenden Defizitbildungen, op eng Zwielefméintsperiod bezunn, géif kommen. Ech weess, dass de Budgetsminister alles mécht, fir dat a Grenzen ze halen, oder fir et, esou wáit wéi dat méiglech ass, ze verhënneren.

Op de Budget 2002 ze reagéieren ass quasi onméiglech. Op de Budget 2003 Afloss ze huelen ass grad esou néideg, wéi et onméiglech ass op de Budget 2002 a senger Endexecutionsphas nach hiewelwierkend Aflosselementer sech auswieren ze loosen.

Wat maache mer fir de Budget 2003? Den Här Frieden, Minister vum Budget a vum Trésor, wäert dat herno nach am Detail erklären. Wat maache mer am Joer 2003? Mir kommen einfach, well dat muss esou sinn, well dat déi budgetär Véridicitéit esou wéllt a well ekonomesch Gesetzer finanziell Resultater produzéieren, déi een net kann aus der Welt schafen, zu enger neier Aschätzung vun der Recettésait am Statsbudget a kommen zu enger neier Ausgabenreierung fir d'Joer 2003 op der Sait vun den Dépenses.

Et ass eng Polemik driwwer entstanen - déi ech awer elo hei net wéll kommentéieren -, ob d'Regierung de Budget fir d'Joer 2003 ofgeannert huet oder net. Richteg ass et, dass de Finanz- a Budgetsminister gesot huet, et géif zu kengen drasteschen Iwwerpréifunge vun der Budgetspolitik kommen, richteg ass, dass et zu kengen drasteschen Iwwerpréifunge vun der Budgetspolitik kennt; richteg ass awer och, dass d'staatlech Ausgabe fir d'Joer 2003 par rapport zum Projet de budget, dee mer am September virgestallt hunn, ém 2% ofgesenk ginn. Et hätt jo nach gefeelt, dass mer d'Ausgabe fir d'Joer 2003 ém 2% an d'Lucht gesat hätten. A richteg ass et och an dem historesche Verglach. Ech hunn dee gemaach, ech wéll dat just warnend soen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP)**.- Ech och!

#### (Interruptions)

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances**.- Dir wéssst jo nach guer net, wat fir een dass ech gemaach hunn.

#### (Interruptions)

**M. Jeannot Krecké (LSAP)**.- Ob et eng Émännerung ass a mat wéivill Prozent.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances**.- Den Här

Krecké, deen anticipéiert émmer d'Wouerrecht, woubái ech hoffen, dass e se herno och wéllt héieren.

#### (Interruptions)

Op jidde Fall sinn déi Amendementer, déi d'Regierung dem Budgetsprojet fir d'Joer 2003 zoubréngt, énnert dem Schnétt vun den Amendementer, déi d'Regierung an deene leschten 20 Joer de Budgeten zoubreucht huet, mat engem Énnerscheid: Wa mer méi wéi 2% bei den Amendementer par rapport zu dem Projet de budget geännert hunn, war et émmer fir méi wéi 2% méi auszeginn. Dés Kéier ass et fir d'éischt, wou mer 2% manner ausginn, sou dass ech mengen, dass dat jiddefalls déi adequat Reaktiouen wier op déi aus den techneschen Einnahmenadaptatiounen resultéieren de Folgekonsequenzen.

Ech hu gesot, d'Haus géif net a Flame stoen an dofir dierft ee keng Iwwerreaktiounen a seng Reaktionsfelder sech aschláiche loossen. Dat brauche mer och net ze maachen, well een dee gutt virbereet ass op eng bestémme Situatioun, vun där e sech dacks konnt denken, si kéint kommen a vun där déi meesch geduecht hunn, et wier eng Erfindung vun deem, deen hei schwätz, dee brauch net iwwerezagéieren, well dee kann e kille Kapp behalen, wann et waarm gëtt.

An dee kille Kapp, deen hu mer och behalen, wéi mer déi Zuele kritt hunn, souwuel vu Bréissel wéi vu Paráis - ech schwätz vun der OECD -, wéi vu Washington vum Weltwährungsfong, wéi vum STATEC. Dee kille Kapp hu mer behalen, andeem mer eis emol fir d'éischt un dat gehalen hunn, wat d'létzebuergesch Gesetzgebung virschreift, d'Tripartite-Gesetzgebung, awer déi kennt jo kee méi heibannen. Well mer jo an deene leschte Joren einfach ze dacks eng Tripartite aberuff hunn, wéesse mer iwwerhaapt net méi, wéini dass d'Gesetz virschreift, dass een eng muss aruffen.

Wann d'Situatioun esou ass, wéi se elo ass, wann d'Indicateuré sech esou no énnen tendenziell verschieben, wéi dat an deene leschte Méint geschitt ass, da spilt d'Gesetz vum Dezember 1984 iwwert d'automatesch Indexéierung vun de Léin a Gehälter, ee Gesetz wat jo net seet, dass d'Indexupassung émmer muss esou bleiben, wéi se haut ass. Mä déi deemoos vun der CSV-LSAP-Koalioun op de Wee bruechte Gesetzgebung gesait jo vir, énner wat fir Émstann déi automatesch Indexéierung vun de Léin a Gehälter ka moduléiert ginn.

Bei esou engem reversibelen Instrument - d'Indexgesetzgebung op Grond vum Gesetz vun 1984 - do muss een also d'Indicateuré liesen. A wann ee bestémme Lieselementer huet, da muss ee laut Gesetz d'Tripartite zesumme-ruffen, wat mer och gemaach hunn, an zwar fir hir zweet Sitzung, dat heesch, fir den Dag no der Presentatioun vun den Hierschtprognose vun der Europäescher Kommissioun. Deen Datum, wou d'Tripartite fir d'zweet zesumme getrueden ass, war jo keen neutralen Datum, well do hu mer déi neisten Zuele vun der Kommissioun dee Méttie virdru kritt, a mir hu mat de Sozialpartner, wéi dat normal an üblech ass, berotschlot, wéi een da soll op déi Situatioun, déi europäesch an déi national, reagéieren.

D'Sozialpartner hu bei där Geleeënheet, souwuel bei där éischter Sitzung wéi bei där zweeter, zum Ausdruck bruecht, datt se op Grond vun einschlägegeen Exposée vun deenen zoustännege Ministeren, mat der Reaktionsaart a Weis vun der Regierung averstane wieren, déi doranner bestanen huet, fir roueg ze reagéieren, fir keng drastesch Moosnamen ze ergräifen, déi konjunkturdämpfenden a konsu-

mofschwächenden Effekt hätten, a fir bei der bewährter Politik vun deene leschte Joren ze bleiwen, mat deene weder déi eng nach déi aner Sozialpartner am Detail averstane sinn, mä déi awer no der Mainstreambildung vun der Politikgestaltung als déi richteg Politik vun deene leschte Joren an och fir déi nächst Joren erschéngt.

D'Sozialpartner hunn nach eng Kéier zum Ausdruck bruecht, dass se der Meenung sinn, dass et gutt war, dass dëst Parlament fir d'Joren 2001 an 2002 déi duebel Steierreform an de Mémorial bruecht huet, dat heesch an d'Wierklechkeet vun de Portemonnaien iwwersat huet, souwuel bei de Privatpersonen, wou et zu enger massiver steierlecher Entlaaschtung komm ass, Steierreform, déi däitlech de Konsumabroch entschäerft huet, a bei de Betriber d'Méiglechkeet schaafft fir de Fall, deen eis jo an der Konsensprognos fir d'zweet Halschent vum Joer 2003 virausgesot gëtt, wou et zu engem Nee-susprange vun der europäescher Ekonomie kennt, d'Investissementer sech an hirem Verlagerungseffekt esou orientéieren, dass se op deenen Territoiren, dat heesch also och Létzeburg, landen, wou fiskal Apaisementer an deene leschte Jore geschitt sinn.

Vu dass d'létzebuergesch Kierperschaftssteier an d'létzebuergesch Betriebssteier op 30% ofgesenk gi sinn, maache sech d'Investmentdrainings a Richtung Létzeburg fir de Fall, wou d'Ekonomie erém uspréngt, an déi wäert jo erém usprangen, an huet sech eng Investiéerungsstabilisatioun zu Létzeburg erginn, well hei d'Steieren eroftgaange sinn, während se an anere Länner net eroftgaange sinn oder eroftgaange sinn. Doduerch sinn Aktivitéiten zu Létzeburg bliwwen, wat mételfristig betreuech een unhaland gutt droende Gesamteffekt op d'Létzeburger Ekonomie an op d'Létzeburger Steierbildung huet.

Do gëtt vill driwwer gerätselt - ech hu Verständnis fir dat Gespräch -, ob déi Steierreform fir d'Joren 2001 an 2002 net vläicht e bëssen ze vill generéis gewiescht wären, ob se net ze wáit gaange wären.

Ech wéll mech hei net mat den Argumenter vun deenen hei bannen an dobausse beschäftegen, déi souwiso fonnt hunn, déi Steierreform géif ze speít kommen a si géif net wáit genuch goen. Dái hu jo Ursaach, doríwwer fréisch nozedenken. Ech wéll mech mat den Argumenter vun deenen beschäftegen, déi soen, déi Steierreform ass ze wáit gaang, well déi, notammt d'Kollege vun der grénger Fraktiouen, a Kohärenz mat deem stinn, wat se gesot hunn, wéi d'Steierreform gemaach gi sinn. Isofern huelen ech dat emol aussergewéinlich eescht, wat do gesot ginn ass.

Fir dorop ze äntwereten, dass mat Ausnahm vu liichten Nuancé beim Zréckhuele vum Spétzesteiersaz, d'Steierreform fir Privatpersonen keng fundamental Kritik kritt huet, wéi se gemaach ginn ass, mä éischter fonnt ginn ass, dass e relativ substanziel Ofsenke vun der Gesamtbesteierungslaascht op de Betriber géif am Kader vun engem net conteneérten europäesche Steierdumping lues a lues Formen unhuelen, dass d'Méiglechkeet géif bestoent, dass de Stat am Fall vun enger konjunkturer Réckbildung sengen essentiellsten Aufgaben net kéint noch kommen, an dann doraus automatesch sech géif erginn, vu dass ee jo Steiererhéijunge wahrscheinlich aus Konjunkturléckhunn net géif maachen, dass am Sozialbudget géif gestrach ginn, fir den Equiller vun den öffentleche Finanzen hierzestellen. Ech mengen, esou

kéint een dat, wat d'Kollege vun der grénger Fraktiouen an der Zait gesot hunn, zesummeffaassen.

Ech gesinn den Här Bausch ass frou, dass e seng eegen Iddien esou kloer ausgedréckt hei gesait.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG)**.- Ech hunn et émmer gär, wa gutt Iddie widderholl ginn.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances**.- Voilà, déi Iddi ass gutt, mä si ass falsch.

#### (Hilarité et interruptions)

Net well se aberwitzeg wär. Ech wéll mech guer net op esou en Terrain vu schlagferteger Basisdemagogie hei beginn. Dofir ass dat, wat mir hei ze bespriechen hu vill ze vill seriö.

Wann d'Kritik ass, dass mir elo e finanzielle Engpass hunn - vun deem muss ee jo objektiverweis schwätz - , well d'Kierperschaftssteier ze vill ofgesenk gi wär: da stëmmt dat am budgets-konjuncturelle Kontext, andeem mir de Moment sinn, net, aus deem ganz einfache Grond, well d'Produkt vun der Kierperschaftssteier fir d'Joren 2002, 2003 an 2004 par rapport zu de Previsiounen net zréckgeet, well mir déi Reserve kënne mobiliséieren, déi duerch entstane sinn, datt mir déi besteiert Gewënner vun de Banke net integral ofgeruff hunn an deene Jore vun der Héichkonjunktur, mä se leie geloos hunn, fir se können ze gebrauchen an Zäite vun engem duerch d'Steierreform entstanen Engpass, oder engem duerch wirtschaftlech Réckbildung entstane steierlechen Engpass. Dat heesch, d'Ofsenkung vun der Betriebsbesteierung spilt an de Joren zwee, dräi a véier keng eminent wichteg Roll. Am Joer 2004 ka se allerdéngs, wa mir eng Rei vu Feeler maachen, eng Roll spiller.

Zweetens, wann d'Wirtschaft sech zréckbilt, wann notammt d'Banken - well dovu schwätz mir, mir schwätz net dovun, dass mir dem Metzler an dem Coiffeur seng Steierréckstánn elo andreiwen, wéi Eenzelner dat entgéint der Wouerrecht a bewosst dobausse streeën - , mir schwätz net dovun, fir déi scho besteiert Gewënner an d'Statskeess fléissen ze loessen, wann d'Ekonomie sech zréckbilt, well d'Banke keng Benefisser méi an deem Mooss maachen, ob schonns Dir an den nächste Woche wäert gesinn, dass nach eenzel Banke ganz grouss Benefisser wäerte melle fir d'Joer 2001, wat awer guer náischt heesch, wann ee ganz genau kucke geet. Wann d'Benefisser vun de Banken erofginn, dann ass et zimlech egal, ob ech 39,9% Steieren dorop anzéien oder 30%. Wann d'Benefisser net do simm, da können se net bestiert ginn. Isofern spilt d'Ofsenkung vun der Betriebsbesteierung, déi aus wettbewerbsberhalenden a -verbessernde Grénn am Joer 2002 gemaach ginn ass, keng grouss Roll.

Dái Iddi, déi Elferteger direkt streeën, an déi doranner besteet, fir ze soen: „Da kéint Dir jo déi Steier erém eropsetzen!“ - den Här Gibéryen ass jo Fachmann vun esou méi séieren Iddien ...

#### (Interruptions diverses)

..., huet natierlech, géif een dat maachen, éischtens iwwerhaapt keen Effet, well doduerch kommen net méi Steieren eran, well wann een null besteiert mat 80% oder mat 12%, da kritt een nach émmer némmen null eran. Isofern wär dat e Verbrauch vu Mémorialspabeier, dee keng Veränderung vun der Wierklechkeet géif erbaibréngen. An zweetens wär et e Signal an d'Konjunkturlandschaft vu mar eran, deen natierlech géift Wierkung hätt fir d'Reprise vun der Létzeburger Ekonomie, well dann déi Investitiounentscheidunge, déi de Moment am gaang sinn ze entstoen, sech net a Richtung Létzeburg dirigéieren, mä émgeleet

ginn an déi Länner, déi méi en nieddrege Steiersaz wéi Létzeburg hinn, an därf gëtt et jo nach e ganze Koup an der Europäescher Unioun.

Insofern géif ech warne virun engem liichtfertegen Émang, bei aller Seriositéit mat därf een d'Argumentatioun muss behandelen, déi notammt vun der grénger Fraktiouen virbruecht ginn ass, mat deene Fundamentalaggregater vun der létzebuergescher a vun der europäescher Steierlandschaft.

D'Sozialpartner waren an der Tripartite mat der Regierung der Meenung, dass et gutt war, dass mir virun e puer Méint - dorunner hunn Der jo e puer hei bannen och Mérite, net némmen aus dem Régierungslager, niewebái bemierkt -, e breit opgeluegten a breit ugeluegte Programm fir de Logement, souwuel mat steierlechen Ureizer, wéi och op effektyver Ausgaben- an Énnerstzungssait, gemaach hunn. D'Sozialpartner waren des weideren der Meenung, et wär gutt gewiescht, dass mir an deene leschten an an deenen nächste Joren en héijen Investitiounsvolume wéilten hunn, nämlech a Bruttoinlandsprodukt ausgedréckt den héichsten Investitiounsbudget an der Europäescher Unioun.

En fait ass et esou, mir wären a genau därf Situatioun, an därf mer haur sinn, ouni dass déi Politik do gemaach gi wär, sauf dass mir nach an enger méi ofgeschwächter Situatioun wären. Dee Moment géife mir haut wahrscheinlich Motiounen präsentéiert kréien, wou gesot géif ginn: „Setzt d'Steieren op de Privatleit erof, fir dass de Konsum erém uspréngt! Setzt d'Steieren op de Betriber erof, fir dass der Investitiounsbereetschaft begéint ka gi vun de Betriber duerch eng adequat Planung an eng prévisibel Gestaltung vun der betrieblecher Steierlandschaft! Maacht e Programm fir de Wunnengsbau a setzt déi öffentlech Investissementer wiesentlech méi d'Lucht.“

Well awer all dat scho geschitt ass, kann een natierlech déi Politik do net afuerderen. Et weist sech, dass déi Politikelementer do an hirem Kumul sech net wiesstumsabrechend résistant an alle Momenter vun dem Konjunkturzyklus können auswieren. Et weist sech awer och, dass de Réckgank manner ausgeprägt ass, wéi soss doruechter, well déi Politik gemaach ginn ass. Et weist sech, dass d'Prévisibilitéit vun Gestaltungsperimeter vun de wirtschaftlechen Akteuren, y compris de private wirtschaftlechen Akteuren, doduerch gewénnt, dass d'Leit ganz genau wéssen a wat fir engem steierlechen Émfeld se sech bewegen.

Dofir schléisst d'Regierung an alle Fäll aus fir aus Korrektionsvierreueungen eraus bis un d'ENN vun déser Legislaturperiod zu Steiererhéijungen an iergendengem Steierberäich ze kommen. Dat wär Géft fir d'Konjunktur. Dat wär e Broch vun der Prévisibilitéit vun der létzebuergescher Steierpolitik. Dofir feint dat net statt, weder am direkten, nach am indirekte Steierberäich.

Et gëtt gesot, d'Konsumausgabe missen an hirem expansive Kurs gebrach ginn. Ech ginn hei zou, onofhängeg vun den Definitiounselementer vun de Konsumausgaben, dass mir eis an Deelberäicher vun den öffentleche Finanzen op engem, mengem Gusto no, fir dës Zait ze vill expansiven Ausgaben befannen. Dee kann een ofbremsen, ouni dass Dramatisches an der Ekonomie oder am Liewe vun de Leit geschitt, soufern wéi et sech ém déi lafend Ausgabe vum Stat handelt. Do ka jidderee seng Phantasie spille loossen, dee mat öffentleche Budgeten ze dinn huet. Dat ass wouer fir d'Chamber a fir hire Budget,

deen een och emol eng Kéier a Rou ka kucken. Dat ass selbstverständliche richteg, net némme wouer, mä richteg, fir de Regierungsbudget, dat ass net falsch fir déi communal Budgeten. Dass ee probéiert d'Konsumausgaben an de Gréff ze kréien, dat heescht se net aus dem Seel ze loossen, an engem Moment, wou een net däarf, ass eng émmer richteg Politik. Flénk a lücht beschriwwen an öffentlecher Ried, schwieregst ze maachen notamment duerch de Budgetsminister an deegleche Klengauernanersetzunge mat deenen, déi 1.000 Euro hei brauchen, an 8.000 Euro do. Déi soen dann: Dat si jo némmen 9.000 Euro. Si wéssen awer net, dass et der nach 1.000 gëtt, déi deeselwechten Dag och 9.000 Euro dréngend brauchen. An dann huet ee schonn där Euroe ganz vill gespuert, wann een daf ass op deenen zwee Oueren.

Insofern muss een dem Budgetsminister daf Ouere fir déi nächst Méint wénschen. Hien ass och fäeg, sech mat deem néidege Mooss un Dafheet ze dotéieren, dat e brauch. Och d'ailleurs beim Beántwerte vun de parlamentareschen Ufroen, déi da selbstverständlich als éischt Konsequenz op esou e Verweigerungsprozess vum Budgetsminister, net feele-wäerten hei gestallt ze ginn.

Wat d'Konsumausgaben ugeet muss ee wéssen, dass mer hei, an dorunner sinn der jo vill bedelegt, zu enger fundamentaler Rezentrierung vun der Létzebuerger Finanzpolitik an deene leschte Jore komm sinn. Well vun 1990 bis an d'Jor 2003 sinn d'Konsumausgaben am Budget vun 30% vun der Budgetsmass op 27% vun der Budgetsmass zréckgaangen, ganz einfach doduerch, well den Investitiounsundeel vum Budget natierlich erhflech an d'Lucht gesat ginn ass an deene leschte Joren, fir émmer erém an der Europäischer Unioun an am Euro-Raum déi héchsten Investitiounsquot par rapport, souwuel zum Budget, wéi och zum Bruttoinlandprodukt ze hunn.

Zu de Konsumausgabe gehéieren an alleréischter Linn d'Personal-ausgabe beim Stat. Do liest ee jo, dass abenteuerlechen, soziale Revisionismus, do opgetaucht war an deene leschte Wochen a Méint. Et muss ee wéssen: D'Sozialausgabe beim Stat hunn 1990 24,5% vum Statsbudget ausgemaach. An et muss ee wéssen, fir d'Jor 2003, fir dee Budget, wéi den Här Frieden an amendéiert huet an hei am Haus virgestallt huet, bedroen d'Personalausgaben nach 19% vum Statsbudget. Dat heescht, dass mer am Gesamtfinanzverhale vum Stat, esouwuel d'Konsumausgaben am Budget, wéi och d'Personalausgaben innerhalb vun de Konsumausgaben am Gesamtbudget eng däitlech Tendenz no énnen hunn, nämlech ém e puer Prozentpunkten an deene leschten 13 Joren. Doraus gëtt erém kloer, dass wann ee sech vir stellt, wat ech zum Zweck vun der einfacher liicht verständlecher öffentlecher Explikatioun natierlich novollzéie kann, dass een elo misst entweder e Personalstop beim Stat verfügen, oder zu enger substantieller Ofsenkung vun dem Besoldungsstand vun den öffentlechen Bedéngschte kommen, wat haushaltswiersam dat wéinegst Resultat produzéiert, well déi 19% Personalausgaben, déi de Statsbudget beinhalt, maachen insgesamt 72% vun de Konsumausgabe vum Stat aus. Dat heescht, dass de Spuereffekt eleng op der Gehältermass vun den öffentlechen Bedéngschte némmen e marginalen Effekt hätt, wat net heescht, dass wann d'Situatioun gräisslech gëtt, een dat net muss maachen. Da maache mer dat och, mä da maache mer nach vill aner Saachen. Mä fir dat elo ze maachen, ouni dass zwéngend Noutwendegkeet besteht, an ouni dass een iwwert dee Wee riseg Montanten am Budget géif

spueren, huet náischt mat enger éierlech gemengter Recommandatiounsmass un d'Regierung ze dinn, mä huet éischter eppes mat aneren Iwwerleeungsgrénn ze dinn.

Aus deene Chiffere résultéiert, dass also dat elengt Agéieren op engem Deel vun de Konsumausgaben haushaltswiersam Effekter huet, déi an iwwerhaapt kengem Verhältnis stinn zu deem konjunkturelle Réckgank, an deenen do duerch bedéngte Steieraufäll, déi mer am Statsbudget ze bekloen hunn.

Wichteg ass, dass mer bei de Konsumausgaben, dat heescht, bei de lafenden Ausgabe vum Statshaushalt, wéllen eng däitlech Verlangsamung vun engem heiansdo zévill expansiv gerode ne Kurs aleeén. Wichteg ass, an dat ass d'Hand vum Budgetsminister, déi een och an deem Budget hei erkenne kann, an iwwregens och vum Wirtschafts- a streckeweis vum Bauminister, dass et bei engem héijen öffentlechen Investitiounsvolume bleibt. D'Investitioun am Jor 2003 ginn ém iwwer 31% an d'Lucht par rapport zu deenen effektiv geleeschtenen Investitiounsdépense, déi mer bis un d'Enn vum Jor 2002 wäerten exekutiert hunn. Dat heescht, eng konjunkturkonform Reaktiou op déi Abrochssituatioun, déi mer an der Ekonomie hunn, ass eleng schonn an der Stabiliséierung vun de Konsumausgaben, déi nach méi staark kénnte prononcéert sinn, an am Uklamme vun den Investitiounsausgabe ganz däitlech ze gesinn.

Mir wéssen also, wat mer maachen, a mir wéssen och, wat mer net maachen. Zum Beispill wéssen mer, dass mer der Opfuerderung vu grousse Kreesser vum Patronat, net nokommen, op Grond vun der agertruedener wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun, d'Mindestlounhéijung op den éische Januar vum nächste Jor auszesetzen. Mir féieren déi Mindestlounhéijung wéi geplangt mat enger 3,5%teger Upassung vun de Mindestléin fir den 1. Januar 2003 duerch, well mer net wéllen, no-deem mer an de groussen Aggregater vum Budget d'Steieren an d'Ausgaben nei ageschat hunn, ausgerechent bei deenen, déi am mannde verdéngen, also am ufälligste si fir konsumzréckdreiwend Lounaschneidungselementer, Spuerpolitik maachen.

Mir sinn am Géigendeel der Meening, dass grad déi Leit, déi manner verdéngen, bal alles wat se an der Pai báikréien, och effektiv Konsumzwecker zoukomme loosen, an net wéi vill anerer hei am Land, déi zwar méi haart jaitze wéi d'Mindestlounbezéier, dat wat se an der Pai oder an der Rent oder an der Pensioun báikréien op d'Spuerkeess an op d'Bank droen, an net an de Konsum droen, an domat eigentlech en onsolidarescht wirtschaftlech Verhale fir de Moment zur Schau droen.

D'Mindestlounbezéier, well se eigentlech schlecht dru sinn a wäit dervun ewech si Konsumkrósseen ze sinn, bréngen déi Suen, déi se an hirer Pai báikréien, an d'Geschäfter a bei d'Handwerk, an hunn domat eng automatesch wirtschaftsbeliewend Funktioun, wann och an engem bescheidene Ausmooss. Jiddefalls kann eng Politik, déi doranner besteht, fir grad elo an ouni dass soss eppes geschitt, de Mindestloun net ze adaptéieren, net d'Politik sinn, mat dár dës Regierung, ech selwer a mir alleguer niewebái bemerkert, kénnten averstane sinn.

Et kénnt drop un, an Zäite vu konjunktureller Réckbildung, esouwuel wirtschaftlech Effizienz wéi och sozial Symmetrie a sozial Sensibilitéit énner Bewáis ze stellen. Eng Politik, déi némmen op wirtschaftlech Effizienz setzt an d'sozial Sensibilitéit op der Sait léisst, déi kénnt an eng total asymetresch

Gesamtstémmung eran, an déi een net däarf erakommen, wann een déi atmosphäresch gutt Basis wéll halen, déi noutwendeg ass, fir dass op Grond vun enger breitgestreckter Vertrauensgrondlag, Minimaloptimismus fir déi zukünfteg Gestaltung vun der Wirtschaftslandschaft ka viru bestoen.

Dat wat ech iwwert de Mindestloun soen, zielt och fir den Ajustement vun de Renten a vun de Pensiounen. Fir vill Rentner a Pensiounéiter awer manner, déi dräi- oder véiermol méi hunn an hirer Paitut wéi d'Mindestlounbezéier. Mä den Ajustement vun de Renten a vun de Pensiounen war versprach. E läit an der Logik vun der Entwicklung vun der Zait, e läit an der Konsequenz vun de Wahlprogrammer vun alle politesche Parteien a vum Regierungsprogramm. Insofern kann dat net einfach eesäiteg, ouni dass soss doruechter eppes geschitt, zréckgeruff ginn.

Dofir kénnt et zum Ajustement vun de Renten a Pensiounen op den nächsten 1. Januar, an dofir gi mer net op de Wee, wéi eenzel Nopeschregierungen dat gemaach hunn, déi an deene leschte véier Joren heiansdo entweder d'Inflatiounadaptatioun vum Rentenajustement net ginn hunn oder einfach d'Lounentwicklung net an de Rentenajustement abezunn hunn. Déi Politik wéile mer net maachen, woubái hei, ech hale mech domat iwwerhaapt net laang op, muss drop opmiersam gemaach ginn, dass et gutt an nützlech wier, wa jiddereen heibannen, am Liicht vun dä age-truedener Entwicklung an am Liicht vun där previsible Entwicklung fir déi nächst Joren, wou de Wirtschaftswesstum däitlech manner héich wäert si wéi véier Prozent, sech et nach eng Kéier géif iwwerleeén, ob en d'Recht hat iwwert déi hierzefalen, déi an deene leschte Méint heiansdo gesot hunn, et wier net evident, dass de Wirtschaftswesstum émmer géif iwwer véier Prozent bleiwen, an et wier net evident, dass d'Fro vun der Finanzéierung vun eiser Altersversécherung definitiv fir déi nächst 20 Joren gekläert wier.

D'Wirklechkeet geet heiansdo méi séier, wéi ee selwer mengt, jiddefalls méi séier, wéi déi, déi soen, déi Wirklechkeet do, déi géif et iwwerhaapt net ginn.

Wann ech soen, de soziale Mindestloun bleibt a senger Erhéijungsperspektiv bestoen, Ajustement vu Renten a Pensiounen géift gemaach esou wéi versprach, esou wéi geplangt, a wéi och budgetséiert an deenen Deeler, wou dat budgetisabel a senger Noutwendegkeet ass, da soen ech och, dass mer am Géigesaz zu anere keng Aschnéetter am soziale Leeschtungsnetz wéile maachen, well mer d'Noutwendegkeeten, fir dat ze maachen, net gesinn, a well mer d'pervers Effekter vun de Konsequenze vun esou Aschnéetter, géif ee se maachen, och kénne beim aktuelle Konjunkturstand relativ gutt ofschätzen an aschätzen.

Dofir kénnt et net - bal all déi aner Länner sinn amgaang dat ze maachen - zu enger Ofsenkung vum Versuergungsniéveau vun deene Leit, déi keng Aarbecht hunn. Mir kénnen am Géigendeel eng Redynamisierung vun enger souwiso aktivér Aarbeitsmaartpolitik maachen, déi net einfach akzeptéiert, dass déi éischt Konsequenz vun den Émschichtungsprozesser, bedéngt duerch de wirtschaftlech Réckgank, doranner besteht, dass d'Leit an hire Betriber entlooss ginn, a besonnesch dass déi eeler Arbeitnehmer vun hire Betriber entlooss ginn.

Ee Land, wat u sech selwer gleeft, Betriber, déi eng héich Meening vu sech selwer hunn, déi suergen dofir, dass hiren éischte Reflex net deen ass vum Dégagement vum Personal, an déi suergen dofir, dass hir éischt Iddi net déi ass, déi Leit iwwer 50 Joer, déi souwi-sou an der Ekonomie riskiéiere keng Plaz méi erézzekeien, als éischt aus hire Betriber auszesortéieren, wann et an hire Betriber e bésse méi lues geet an

Dofir senke mir déi staatlech Leeschunge fir déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, fir déi Leit, déi eng Aarbecht sichen a fir déi Leit, déi an Embildung an an Ausbildung sinn, net of, an dofir appelleire mir un d'Betriber, déi Degagementseffekter einfacher Natur net zu hirem normalen Emgangs-reflex mat der aktueller Situatioun kommen a verkommen ze loessen.

Et ass och net d'Absicht vun der Regierung, net am ubruechte Sénn vum Wuert, fir d'Indexéierung vun de Léin a vun de Gehälter erofzeseten, mä kloer ass,

dass mir eis an der Tripartite müssen, op Grond vun deem feststellbare Réckgank vun der Produktivitéit an de Létzebuerger Betriber vun 2% am Jor 2002, a vun 3,1% am Jor 2001, iwwert d'Lounbildungselementer zu Létzebuerg an iwwert d'Afléss, déi déi op d'Compétitivitéisverhältnisser téschent eise Betriber an deenen aneren hunn, an op Grond vun den objektiven Zuelen a Matraillelementer énnerhalen.

Mä déi einfach Fuerderung, fir elo d'Indexéierung vun de Léin an de Gehälter auszeseten, well dat géif zu enger wesentlecher Behieuung vun de Problemer a Belieuung vun der Wirtschaftslandschaft féieren, déi ass selbstverständlich net richteg.

All Etude weisen - ech weess lo net firwat, dass déi Etuden a kenner Zeitung richteg sou mol spektakulär gewise ginn -, dass trotz der Indexéierung vun de Léin a Gehälter an de leschten 30 Joren zu Létzebuerg, déi duerchschnéttlech Weiderentwicklung vun de Léin net méi héich ass, wéi an deene Länner wou déi Lounentwicklung eleng duerch fräi Verhandlungen énner Sozialpartner bedriwwen géift. Den Index ass wuel d'spiralgebend Element bei Inflatiounsbildungsparzellen, mä ass awer net een Element, wat d'Létzebuergesch Économie percée, well déi aner dat net hunn, net kompetitiv oder manner kompetitiv gemaach hätt. Am Géigendeel, et ass ee Gerechtegkeets-element dran, well d'indexautomatesch Upassung fir all Beschäftigten hei am Land spilt, ob en an engem Betrib ass, dee kollektivvertraglech ofgedeckt ass oder net, während d'Lounzouwusseslementer am Ausland ganz oft némmen an den Tarifverträg, dat heescht an de flächegedeckte Mantelberäicher vum Vertragsweise spilen, an domat déi Beschäftigten, déi net énnert engem Kollektivvertrag leien, eigentlech ee reale Réckgank vun hirer Akfskraft hunn, während bei eis zumindest en Equilibr vun der Akfskraft besteht vun deenen, déi net an an duerch Kollektivvertrag ofgedeckte Groussbetreiber schaffen.

Dat ass e Punkt deen, wann et ém d'Konsumverhale geet an ém Stéiereinnahmen, déi um Konsumverhalen leien, net grad onwesentlich ass, an deen iwweregens nie webái bemerkert - mä ech wéll mech net doranner verlafen - erkläret, firwat dass déi bannenzécht Demande am däitsche Wirtschaftsraum sou schwach ass, well do déi kleng Leit real Kafkraftverloschter hu missen hinhuelen. A wann déi däitsch Ekonomie, wat ee sech aus uerdungspolitisches Grénn net virstelle kann, eng automatesch Indexatioun vun de Léin an de Gehälter hätt, wier dee perversen Ofsenkungseffekt vun der Konsumkraft bei den Akommesschaachen natierlich net entstanen, an dofir ass en, well

mir dat hunn, zu Létzebuerg net an Erscheinung getrueden.

Et muss een heiansdo, well lo erém esou eng Stémmung op-kéint, wou gesot gétt, elo probéiere mer emol erém eng Kéier, fir déi Indexautomatik aus-zehielegen, och op déi makro- a mikroökonomesch, a makro- a mi-krosocial Deelkonsequenze vun Indexéierung oder Netindexéierung vun de Léin a Gehälter hiwei-sen.

Einfach Antwerte sinn och déi, déi soen, d'Létzebuergesch Ekonomie wiisst méi lues, well d'Emweltoplagen ze streng sinn. Et ass eng falsch Ausso. Ech wéll där ener-gesch hei entgéintrieden. D'Wirtschaftswuresset beschleunegt een net doder durch, dass een Emweltoplague lockert. Dat ass an alle Fäll, nicht der Netnohaltegeet vun där Politik, eng Politik déi mat de Liewensbedingunge vun de Leit, net némme vun deene Schaf-fenden, net an Aklang ze bréngen ass.

Dass een, wéi de Wirtschafts-minister zu Recht seet, am Beräich vun der Prozedurbe-schleunigung mol Ähnleches ka maachen, fir dass et méi séier zu Décisiounen kénnt, och zu duerch-féierbaren Décisiounen, ass eng Saach, déi ech ausdrécklech énnerstétzten, mä d'Impressioun ze ginn, wéi dat heiansdo geschitt, net némmen am Lager vum Patronat mä och am Lager vun de sou genannte fortschréttleche Sozial-kräften, dass d'Emweltoplagen selwer Schold dru wieren, dass et zu enger Verlangsamung vu wirtschaftlechen Adaptatiouns- an Erweiderungsprozesser kénnt, schéngt mir jiddefalls eng Theorie ze sinn, déi ee fir d'éischt muss beweisen, ier ee se ka behaapten, an déi, souguer wann ee se géif beweisen, net richteg ass, well da misst een eppes ännern, fir dass se net richteg kenne ginn.

Ech hu gesot d'Steieren an deem Beräich déi géife mir net an d'Lucht setzen, well déi Konjunktursprütz eng géfteg wier, déi mir domat géife ginn. Ech muss aller-déngs dobái soen, fir dass doríwer keen Zweifel besteet an och keng falsch Hoffnungen opkom-men, dass de Finanzminister nodrécklech der Meening ass, dass et zu enger Weiderer Ofsenkung vun de Steieren an déser Legislativerperiód net ka kommen. Dat heescht och, dass fir d'Jor 2004 d'Steierbarémen net un d'Inflatioun, déi et an deene leschte Jore ginn huet, ugepasst kenne ginn. Dat ass fir de Moment net mach-bar. Ech mengen och net, dass rä-sonnableweis een dat de Moment géif vum Steierminister verlaangen.

Richteg ass och, dass mir, wéinst dä agertruedener Situatioun, müssen Ofstand huele vun der Absicht, déi een hätt kenneen hunn, milliardeschwéier nei Ausgaben ze budgetiséiere fir déi nächst Joren. Et ass ganz evident, dass et zu enger globaler Gehälterrevi-siou an der offentlecher Funktioun an déser Legislaturperiód net ka kommen. Déi Politik wier, ees wéi ees, schwierig ze gestalten, kaum ze bewerkstelligen a vun enger enormer technescher Komplexitéit, mä dat hätt een nach hikritt, mä d'Finanzsituatioun insgesamt vum Stat ass esou, dass d'Gehälterrevisioun an déser Legislaturperiód jiddefalls net ka gemaach ginn.

Ech énnersichen mol net, ob ee se hätt kenneen maachen, wann et net zu déser Verengung vun der Situatioun komm wier, mä ech soen, mat der aktueller Finanzsituatioun vum Stat ass jiddefalls ausgeschloss, dass déi Gehälterrevisioun kénnt. Wann ee gären hätt, dass se awer kenne, sinn ech zu jidder Zait bereet, Motiounen an deem Sénn direkt ofzelehnen.

Et kann och net sinn, dass mir eis aus eisen internationale Verflieh-tungen, déi mir an deene leschte Joren agaange sinn, lues a lues

erausdrécken. Dat ass eng ein-fach Politik, déi heiheem net vill Courage kascht, mä déi dobausen, wat den Image vum Land an d'Zouverléssegkeet vum Land ubelaangt, grousse Schued mécht. Mir hu bei der Entwécklungshélfet et net gemaach, wéi vill aner Regierungen, déi op Grond vu finanzielle Réckgankséntwecklungen an deene leschte Joren, hir Entwécklungshélfet prozentual ofgesenkt hunn. Bal all Länner vun der Europäescher Unioun hunn an deene leschte Joren Ofstand geholl vun hirem Progressionsrhythmus, wat de prozentuale PIB-Undeel un der Entwécklungshélfet ubelaangt. Mir si bewosst bei enger entwécklungspolitischer Zilvirstellung vun 0,84%, dat heesch also vu méi wéi an deene leschte Joren, am Joer 2003 un öffentlecher Entwécklungshélfet bliwwen. Mir sétze se domat, trotz dem Réckgank vun den öffentlechen Einnahmequellen par rapport zum Joer 2002 nach eng Kéier an d'Luucht, wann och net esou vill, wéi se normalerweis hätt kënnen an d'Luucht gesat ginn, wann d'PIB-Entwécklung effektiv eng wär, déi méi wéi 1 bis 2 Prozent wier, wat wahrscheinlich d'Resultat vum Joer 2003 wéllt sinn.

Mir halen och fest un deenen Engagemerter, déi mir an der Westlecher Allianz agaange sinn. D'lézzeburgesch Regierung huet sech verfliekt um NATO-Sommet zu Washington am Abréll 1999 sech un der Bereitstellung vun enger méi effizient gestallter Transportcapacitéit vun der Atlantiescher Allianz ze bedeelegen. Mir hu bei all Konflikt an der Vergaangenheit festgestallt, dass déi Transportcapacitéit eben net zefiddestellend wier. Un deem Programm wëlle mir festhalen, an déi Engagemerter, déi mir do geholl hunn, déi wëlle mir och respektéieren. Onofhängeg dovun, dass een net ganz vill am Budget 2003 géif warnen, wann ee géif Ofstand huele vun deenen Engagemerter, ass d'Tatsaach, dass och dee klengsten Alliéierten an der NATO, dee mat 0,8% PIB-Undeel vun de Verteidigungsausgaben, deen ass mat deem klengste verteidegungspoliteschen Effort, muss an der transatlantescher Solidaritéit bleiwen, déi absolut noutwendeg ass, an déi och nom 11. September hei an de Riede vun alle Fraktiounen beschwuer ginn ass, wéi hei un dat geduecht ginn ass, wat den 11. September geschitt ass. Da geet et net, dass een am eische Moment, wou Aknackungselementer iwwert d'Landschafte feegen, Ofstand hält vun deem, wouzou ee sech an internationale Gremien, op eng multipelrepétéiert Aart a Weis engagiert huet.

D'Diversifizierungspolitik an der Wirtschaft bleibt natierlech een Imperativ vum Moment. Eisichtens ass vill diversifiziert ginn an deene leschten 25 Joer. Zweetens ass och vill diversifiziert ginn an deene leschten dräi Joer. Ech wéll mech hei wiere géint déi pauschal Kritik, déi net beluegt gétt, géint d'Aktivitéitéit vum Wirtschaftsminister, vun deem, deen esou beschriwwen géift de Moment, wéi wann deen op senger fauler Haut géif leien an déi Diversifizierungspolitik net géif richteg bedreien. Dat ass net de Fall. Onofhängeg dovun, dass ech Zeie si vu sengen Efforten op ville Plazen, am Ausland an heiheem, fir nei Aktivitéitéit op Lézzeburg ze bréngen oder Erweiterungsinvestitionen sech zu Lézzeburg ofspillen ze loessen, däerf een net a Vergiessenheit gerode loessen, dass men nach net virun allze vill laanger Zait heibanne jo eng komplett aner Diskussioun haten, wou d'Nischebeschmotzer jo hei net méi ze bremse waren a jiddferengem hei bannen erklärert hunn, esou kënnnt dat net virugoe mat der Diversifizierungspolitik.

Deemools hu mer scho gesot, dass de Wirtschaftsminister, dë-

sen, net dee virdrun, net méi all Betrib op Lézzeburg wéllt huelen, deen op Lézzeburg wéllt kommen, aus deene Grénn, déi mer op verschiddenst Aart a Weise schonn duergestallt hunn. Dann däerf een déi Politik haut net kritisieren. Ausserdem sinn an deene leschten dräi Joer erhieflech Investitionen, notamment Erweiterungsinvestitionen zu Lézzeburg gemaach ginn.

A fir ze soen: „Dat sinn Investitionen a Betrib, déi schonn zu Lézzeburg waren, an dofir keng nei Aktivitéitéit“, léissat natierlech e Grad vun Duerchbléck am Wirtschaftsgeschéien erkennen, dee relativ no bei dem niddregen Usaz vun dem Gras an iergendengen Wiss ass, well et brauch ee ganz vill Ustreuung, fir een ze iwwerzeegen zu Lézzeburg ze investéieren an deem Betrib, deen hien huet, wann hien och an Däitschland, an Irland, a Spuenien, a Portugal, an Ungarn an a Slowenien Betrib huet. Dat heesch, fir ze maachen, wéi wann dat keng Diversifizierungspolitik wier, just well Betrib gérien ausgebaut ginn, déi hei sinn, dat ass natierlech eng Kritik, déi ech absolument net esou wéllt stoe loossen.

Pour le reste geet déi Diversifizierungspolitik virun um Niveau vum Wirtschaftsminister, wéi um Niveau vum Finanzminister, well mer séier beméit sinn, opgrond vun deene steierlech gënschtege Kaderbedingungen, déi mer hei opgerüücht hunn an deene leschte Joren, nei Aktivitéitéit, notamment am Beräich vum e-Commerce, op Lézzeburg unzezéien, déi sech net wäerten iwwersetze mat honnerten an dausenden neien Aarbeitsplazeten, mä déi sech awer wäerten iwwersetze mat Steiererträg, déi duerchaus am Fall vun eenzele Betrib bis zu 0,5% pro Betrib vum Bruttoinlandprodukt erureeeken.

Mat deene Gespréicher sinn ech amgaang, an déi Gespréicher kann ech eréischt an hirer Ergebnisbildung mellen, wa se ofgeschloss sinn, well et hätten och aner gären an Europa déi Betrib. Fir se ze kreien, muss ee sech heiansdo déplacéieren a sech vernenne loessen, dass een heiansdo net op deene Plazen ass, wou anerer mengen, dass een dee Moment eigentlech misst sinn.

Déi Diversifizierungspolitik muss natierlech och bei der Finanzplatz viruogen. Do ass enorm vill geschitt an deene leschten zéng Joer. D'Instrumenter si verfeinert ginn, d'Produktpalette ass méi breit gemaach ginn, de Finanzsecteur ass net méi esou ufälleg fir de Börseréckgang, wéi en et nach gewiescht wier, virun 10 oder 15 Joer. Verheerend wier den Effekt gewiescht vun deenen ekonomesche Missbildungen, déi mer an deene leschte Méint a Joren haten, wann d'Finanzplatz sech nach an deem Zoustand befonnt hätt, an deem se viru 15 a virun 20 Joer war. Duerch d'Verbreitung vun der Produktpalette, duerch d'Intensivierung vun den Angebotssträng op der Finanzplatz, ass déi Finanzplatz an hirer Resistenzfægkeet géint d'Börseréckgang wesentlech méi staark ginn, wéi se dat virdru war.

Déi Politik muss virufouert ginn, wat erkläert, wann och net eleng, firwat dass d'Regierung sech de Moment beméit an de Verhandlunge ronderdéi d'europäesch Kapitalertragsbesteierung, an d'Ofschafen oder d'net Ofschafe vum Bankgeheimnis, déi Positionen ze entwéckelen, déi se amgaang ass ze entwéckelen, wat kee ganz einfachen an agréabelen Zäitverdref ass. Dat ass méi liicht hei an der Chamber wéi do, wou et wierklech stattfennet, woubäi ech dankbar si fir all énnerstétzend an ofstétzend, och öffentlech Wuertmeldungen, déi an deem Beräich an deene leschten Deeg komm sinn.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Et dierf ee kee Geck domadder maachen. Dat ass net fir lech gemengt, mä fir anerer.

**Une voix.** - Da loosst de Premier dach schwätzen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Ech énnerbriechen de Premier net. Dat war fir Leit vun lech gemengt, wat ech elo gesot hunn, net fir lech.

#### (Interruptions)

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.** - Här Krecké, wann Dir d'Kollege vun der CSV némmen doduerch kënt kritisieren, dass der mech énnerbriech, da maacht et wann ech glift net.

#### (Hilarité)

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Et deet awer gutt.

#### (Interruption et hilarité)

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.** - Den Här Rippinger gétt jo émmer nervös, Här Krecké, wann ech fréndlech mat lech sinn.

#### (Hilarité)

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Et ass déi lescht Zäit awer émmer manner oft de Fall, dass Dir fréndlech mat mir sidd.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.** - Ech hu fonnt a leschter Zäit waart Dir esou onfréndlech mat mir, Här Krecké, an Áren Noper, déi zwee, deen een an deen aneren, dass ech lech muss soen, dass et gutt wier, ier Der d'Rieden halt zum Budget fir d'Joer 2003, alles nozeliesen, wat een an deene leschte Jore gesot huet, well wann Der mengt, dass nodeem Der festgestallt hutt, wat mech e bëssen iwwerascht huet, déi Hären Juncker a Frieden wären inkompétent, well se d'Weltwirtschaft net zesummebriche gesinn an deem Mooss, wéi dat geschitt ass, woumat mer eis a gudder Gesellschaft mam Här Brown, dem englesche Finanzminister, mam amerikanesche Finanzminister, mam däitsche Finanzminister a mat deene respektive successive franséische Finanzministere befannen. Insofern kann ech de Virworf vun Inkompétenz relativ ökumenesch gedeelt gutt droen.

Liest dat no, wat Der d'lescht Joer gesot hutt, notamment iwwert d'Aschätzung vun de Steiere fir d'Joer 2003. Da stidd Der esou blouss do, dass Der aner Leit net méi wéllt plakeg do stoe gesinn. Mä dat ass awer elo némmen als Remarque.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Dat wär awer nach net dat schéinsté Bild.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.** - Also Här Krecké, ech fannen, dass d'Chamber keng politesch Peepshow ass.

#### (Hilarité)

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Dir hutt domat ugefaangen, net ech. Dir schwätzet vu mir als plakeg hei.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.** - Ech hu vun deem entkleeten Zoustand, vun deem ech schwätzten, net ugefaang ze schwätzten. Ech hu just den Här Bodry, wat mech gewonner huet, héiere mech als an engem solche mech befannend beschreiben. An da wéll ech soen, wann een esou blouss do steet wéi anerer, schwätzet een net iwwert deenen aneren hir Plakeg-

keet, well dat gläicht sech ganz staark. Dofir Rieden nolieser, ier ee schwätzzt. Dat hat ech, entgéint menge Gewunnechten, fir haut námlech och gemaach.

Ech wollt soen, dass mer bei der Finanzplatz déi Politik vun Diversifizierung viruféieren, déi Politik vun oniwwerluegter Réckbildung vun Deelaspekter vum Bankegeschäft net kënnen an deem Rhythmus zouloussen, wéi anerer eis dat wëllen de Moment zu Bréissel imposéieren. Dat ass keng licht Verhandlung, mä déi Verhandlung féiere mer natierlech mat Déterminatioun. Ech soen nach eng Kéier, dass ech frou sinn iwwer all Ennerstétzung, déi an deem Zusammenhang geaussert gétt.

Wat mer net maachen, a wat gelungenerweis déser Regierung énnerstellt gétt, dat ass, dass mer quietschfidel, kannerkéssend, pâifend an déi nächst Wahle ginn an däir nächster Regierung, wa se am Amt ass a se hire Kassensturz mécht - dat ass jo déi nei Moud an Europa -, géifen eidel Keesen hannerloessen. Wa mer feststellen, dass déi konjunktuell Réckbildung virugeet, wa mer feststellen, dass déi haushaltspolitisches Verengung undauert, da ginn am Laf vum Joer 2003 déi Moossna me virbereet, déi een zur Neesierstellung vun enger adequater Finanzsituatioun fir d'Joer 2004 brauch, an aller Clartéit an aller Offenheet. Mir ginn net mat engem Budget an d'Wahlen, dës Koalitioun net, dee falsch wier, deen op falsche Grondlage géif berouen an deen der nächster Regelung géif eidel Keesen hannerloessen.

Virun de Wahle gétt gesot, wat no de Wahlen an der Keess ass. Léiwer verléieren ech d'Wahle knapp, well een iwwert d'Statsfinanzen d'Wourecht virun de Wahle gesot huet, wéi dass een d'Wahle knapp gewént, well een iwwert d'Statsfinanze gelunn huet, well dann ass ee véier Joer laang gehäit. An deem anere Fall ass een némmen dräi Deeg gehäit.

#### (Hilarité)

Vu dass ech liddreg sinn, sinn ech der Meenung, dass ee besser huet, dat esou ze maachen. Wann Der net richteg wësst vu wat, dass ech schwätzten....

**Une voix.** - Dach, dach, vu Bayern.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.** - ...da kuckt d'Tagesschau den Owend, da verstitt Der, wéi schlecht, dass et deene geet, déi eréischt no de Wahle mierken, firwat dass se esou roueg am Wahlkampf waren. Si ware roueg am Wahlkampf, well et an de Statskeesen net méi gerabbelt huet, mä si hate vergiess, deenen anere Leit dat ze soen. Dat wëlle mer zu Lézzeburg net maachen. D'Leit solle virun de Wahlen wëssen, wat no de Wahlen....

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Wëllt Dir net Kanzler an Däitschland ginn?

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.** - Här Bodry, ech hinn lech am Liewe scho vill Wënsch erfëllt, besonnesch als Finanz- a Budgetsminister, besonnesch däir, déi deier gi sinn, mä deen dote kann ech lech leider net erfëllen.

**M. Jean Asselborn (LSAP).** - Och mat der double nationalité, Här Juncker?

#### (Hilarité)

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances.** - Här Asselborn, ech hinn lech am Verdacht Dir wäert némme fir déi duebel Nationalitéit, fir dass Der mech kënn an enger auslännischer Regierung énnerdaach bréngen. Dat wäert lech net geléng.

#### (Hilarité)

Wat ech soe wéll, an dat prinzipiell bei aller Besuernis iwwert déi wirtschaftlech Situations an däir mer sinn, a bei aller Angschleckeet och iwwer vläicht net déi total Maîtrise vun de finanzielle Konsequenze vun däir Situations, an déi mer agetruede sinn, dat ass, dass ech wierklech gleewen, well och keen eppes anescht seet, dass et an der zweeter Halschent vum Joer 2003 zu enger Reprise kënn, déi haushaltswiersam am Joer 2004 gétt.

Mir hinn et färdeg bruecht zu Lézzeburg roueg kënnen ze reagéieren, well mer net brauchen iwwerzereagéieren, well mer gutt virbereet sinn. Mir hu Reserves op der Einnahmesäit, besteiert Gewënner vun de Banken, déi do leien, an déi an d'Statskeesen afliessé kënnen. Mir hinn en héijen Niveau vu Reserves op der Ausgabesäit, mat deenen d'Investissementer vun deenen nächste Jore kënnne bedéngt ginn. Mir hinn déi niddregste Statschold an Europa, eng Nettostatsschold vun 1,4%. Mir gehéieren zu deene Länner mat däir niddregister Inflation an der Europäescher Unioun. Dofir ass et mer eigentlech net Angscht, besonnesch wann ech dat retransposéieren an de Gesamtkontext, esou wéi en amgaang ass sech ze entwéckelen.

Dobäi ass wichtig, dass d'Europäesch Zentralbank haut de Méitieg, véirel vir zwou, eng Ofsenkung vun den Zénsen décidéiert huet an der Héicht vu 50 Basispunkten, wat e substanziellem Zénschreit ass, vun deem ech mengen, dass en, mat e puer Méit op den eigentleche Konjunkturverlauf, verspéléit vun der Europäescher Zentralbank ergraff gétt. Dat gétt dem europäesche Wuesstum nei Muskelkrafft. Dat ass Munitioun fir d'Bourses, déi hir Buedemdeckung endgültig erreich hinn, well eleng schonn an deene leschte Méint, vum Oktober un, ass d'Bourse an de Vereenigte State vun Amerika an hirer Wäerthaltegeet ém 20% geklomm. Deen Zénschreit vun haut, a Kombinatioun mat anere strukturpolitisches Elementer, déi an der europäescher Eurozon décidéiert gi sinn, an nach wäerte ginn, wa mer eis op dem Wee vun der Reprise befannen. Dofir muss een d'europäesch Zentralbank selbstverständliche zu deem Schreit félicitéieren, dee besonnesch wichteg ass fir eis Finanzplatz, well dat eben ee Schreit ass, dee Munitioun fir d'Bourses ass. Vu dass besonnesch d'konjunktursensibel Einnahmequellen de Moment eng Tendenz no énnen accuséieren, kann et am Laf vum Joer 2003-2004 och zu enger fréischgestéckelter Reprise, engem nees Oprichte vun deenen akommespolitisches Kategorien am Statsbudget kommen.

Mir hinn émmer gesot: Firwat ass dat eigentlech ni richteg gegleeft ginn, dass een, wann ee méi erakritt, wéi een erwart huet, dat net op schlechte Absichten zréckzefierer ass, mä op méi eng génschteg Entwécklung wéi déi, déi een ugeholl huet? Fréier, wa Milliarde méi erakomm sinn, notammt bei der konjunktursensibler Abonnementstax, ass mer heibanne gesot ginn, de Finanzminister hätt bewosst eng Enner-schätzung ginn. An elo gétt mer gesot, en hätt bewosst iwwerschat.

D'Tatsaach ass, dass keen op de Millimeter genau weess, wéi déi Steieraggregater do fonctionnéieren, well se essentiell weltkonjunkturofhängig sinn an dofir émmer zu Onrecht - dat hinn ech honnerte mol heibanne gesot - ugefouert gi sinn, wann heibanne de Beweis sollt ugetratt ginn, d'Leit géife vum Lézzeburger Finanzminister d'Suen aus der Täsch gezu kréien, wa mer 20 oder 10 Milliarden Excédenten am Statsbudget stoen haten. Dann hu mer émmer gesot, dat sinn net d'Sue vun de

Leit, dat sinn d'Suen déi iwwert d'Taxe d'abonnement an iwwert den Droit d'enregistrement era-komm sinn.

Vun der Kanalstrooss bis an de siwenten Himmel ass geschrifwe ginn, de Juncker géif de Leit d'Suen aus der Täsch zéien, géif de Leit d'Suen net erémginn. Elo si se net méi do, an, Gott sei Dank, hu mer déi Suen net einfach aus-ginn. A, Gott sei Dank, hu mer mat deene Sue net oniwverluegte Steierreformen zum onméiglechsten Zäitpunkt finanzéiert, mä déi Sue gehortet, fir dass mer Reservébildungselementer genuch hätten, fir an deem Moment, wou wirtschaftlech a finanzpolitesch Eng-päss géifen antrieben, d'Finan-zierung vum Statsbudget a vun den essentielle Stataufgabe kénnte sécherzestellen.

Mir hunn dacks gesot, déi Reser-ve bei der Kierperschaftssteier, déi mer do leien hunn, an dat ass kee Maquillage, wéi géschter gesot ginn ass, well dee kann een net iessen, mä een Apel fir den Duuscht kann een émmer iessen, an dat do ass een Apel fir den Duuscht, fir deen Duuscht, dee mer am Joer 2002, am Joer 2003, an am Joer 2004 hunn, déi Reser-ven,...

#### (Interruption)

...déi mer hunn, déi kénne mer elo abréngent, fir datt mer déi fir d'wirtschaftlech Diversifizéierung a fir d'Verbesserung vum infrastrukturellen Netz noutwendeg Investissementer an öffentlecher Hand kénnen an deenen nächste Jore finanzéieren. Aplaz, wéi alle-guer déi aner, eis Haushaltskonso-lidérung ém d'öffentlech Investis-menter müssen no énnen ze korrigéieren, kénne mir eis öffent-lech Investissementer an d'Luucht setzen, an domadder eis dee Vir-sprong elo verschafen, an Záite vu konjunktureller Réckbildung, dee mer brauchen, fir d'Nues vir ze hunn, wann d'europäesch Ekono-mie an d'Weltekonomie erém ussprangen.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, ass et mir och net Angscht. Ech wéll hei keng Ried halen, fir ze beschéinen. Firwat soll ech dat maachen? Et ass méi liicht ze regéieren, wann et schlecht geet, wéi fir ze regéieren, wann et gutt geet. Et ass da schwéier ze regéieren, well jiddfereen engem dauernd ka soen, mir hätte gären a géff eis. Et ass liicht ze regéieren, wann een de Leit kann erkären, mir hunn et net an dofir kénne mir lech et net ginn. Dat ass méi schwéier ze maachen, dat kascht méi Ustrengung, dat kascht méi Energie, dat kascht méi Gehierschmalz, dat kascht och méi Gefill, mä et ass méi einfach. Et ka keen eppes vun engem verlaangen, wann een dat, wat en dofir brauch, net huet.

Nee soen ass schwéier, wann een et huet, a wann een de Leit muss erkären, mir kénnen lech dat net ginn, well mir brauchen dat enges Daags an deen Dag kénnt eng Kéier. Et ass liicht ze soen, Dir kénnt mech froen, wat Der wéll, ech hunn náischt an ech kann lech náischt ginn. Dofir d'poli-tesch Schwierigkeete vum Hand-wierk hier, si méi schwéier, wann een náischt huet, well da muss een anescht tässelen, mä poli-tesch ass et méi einfach fir Nee ze soen, wann engem soss náischt iwwreg bleibt, wéi Nee ze soen, well dat versteet all Mënsch. Wann een elo alles huet a jiddferee seet, Dir schwammt am Geld, gitt eis, kommt hei, an da muss ee soen nee, da soe se et ass ee schlechte Mënsch, dee wéll eis náischt ginn: „Juncker hält unser Geld für sich!“ Kanalstrooss.

#### (Hilarité et interruptions)

Elo ass et net méi do an et ass al-so vill méi einfach. Mä et ass eng gewaltes Ustrengung, fir dat alles am Lot ze behalen a fir dat alles erém propper op d'Bunnen ze kréien. Mir bréngen dat awer fäer-

deg. A wann ech soen, mir bréngen dat fäerdege, da mengen ech domat net den Här Frieden an ech, oder den Här Grethen, da mengen ech domat net d'Regierung, da mengen ech domat net d'Koalitioun, da mengen ech domat net dést Haus, da mengen ech dést Land, well ech der Meen-ing sinn, dass, wann et drop uként, da brénge mer et fäerdege. D'Leit verstinn, mir hunn eis een Apel fir den Duuscht ugeluegt, elo hu mer Duuscht, elo báisse mer an den Apel. Anerer báissen an d'Gras am Ausland, well se keen Apel hunn. Mir báissen an den Apel, well mer eppes fir den Duuscht ugeluegt hunn. Wann et spatz gétt hei am Land, wann d'Loft méi reng gétt, wann d'Loft méi rau gétt, hunn d'Létzebuerger an déi Leit, déi hei am Land wunnen, et émmer nach fäerdege bruecht, well se verstinn, dass een net all Wunsch kann erféllen, sech esou zesummen ze huelen, dass mer an enger gemeinsamer Krafftstrengung iwwert déi Schwierigkeiten erauskommen.

Wann een et packe kann an Europa, dann awer sécher Létzebuerger, dat Land mat deenen héchste Reser-ven, wat seng öffentlech Aus-gabeprogrammer ubelaangt; dat Land mat deenen héchste Reser-ven, wat seng nach net getätegt Einnahmenofschlüssinstrumenter ubelaangt; dat Land mat dár nid-dregster Statsschold; dat Land, leschten Enns och, mat deem gréissste Welle sech net énnerkréien ze loessen, insofern wa mer eis packen, jiddferee bei sech an och allerguer zesummen, wa mer méi schaffe statt manner ze schaffen, wa mer méi bedächteg si bei der Formuléierung vun eise Proposi-tionen a méi konsequent si bei der Ausriichtung vun eisen öffent-lechen Ausgaben, wa mer un eis selwer gleewen an trei an eise Vir-sätz bleiwen eist douzou báizdroen, dass aus dár Europäescher Unioun, esou wéi se ass an esou wéi se wiisst, een definitiven an durabele Succès gétt, da mussé mer eis gewalteg ustrenge, dacks Nee soen, mä leschten Enns maache mer dann dat rich-tegt fir eist Land.

Ech soen lech merci!

**Plusieurs voix.- Très bien.**

**M. le Président.-** Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Statsminister a mir héieren elo den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden iwwert de Statshaus-halt vum Joer 2003. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

#### **Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget**

**M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.-** Här Presi-dent, Dir Dammen an Dir Hären, géschter huet de Kolleeg Emile Calmes am Numm vun der Finanza Budgetskommissioun de Budgetsrapport zu désem Projet de loi gemaach, dat wat allgemeng ge-nannt gétt dat wichtigest Gesetz vum Joer, ganz einfach well et d'Grondlag ass vu ganz ville Politikberäicher. En huet also e parla-mentaresch Bild vun eiser Aar-becht gemoolt.

Ech war mat villes vun deem, wat e gesot huet, d'accord an ech wollt him an de Kolleegen aus der Finanzkommissioun énnert hirem President Lucien Weiler villmoools merci soen, fir déi intensiv Aar-becht, déi se gemaach hunn. Als fréiere Budgetsrapporteur weess ech, wat fir eng Aarbecht dat ass, a mir wäerten déi Analys, déi do gemaach ginn ass, déi Com-men-taire an déi Suggestiounen mat-huele fir zukünfteg Budgeten.

De Mëttet huet de Stats- a Finanzminister e Bild gemoolt vum Kader an deem mer dése Budget 2003 gesat hunn. En huet d'wirtschaftlech Situationsbeschri-wungen. En huet e Rappel gemaach vu verschidde politeschen Aus-soen aus der Vergaangenheit, déi nétzlech sinn, fir déi puer

zousätzlech Commentaire zur Budgetspolitik an zum Budget 2003, déi ech um Uschloss un déi Erklärung vum Statsminister nach wollt maachen.

Wann een námlech de Budget 2003 kuckt an deem Liicht, dat de Statsminister beschriwwen huet, vun dem wirtschaftlechen Émfeld, dat keen einfach ass, da gesait am Fong dräi grouss Saachen.

1. Mir hunn et hei mat engem Bud-get ze dinn, deen e Budget ass vun de gesonde Statsfinanzen.

2. Et ass awer och e Budget fir Wuesstum an Aarbeitsplazen an et ass

3. e Budget vun der Solidaritéit a vun de staatliche Grondaufga-ben.

Ech géing gäre kuerz e puer Wuert zu deenen dräi fundamentele Prinzipié vun deem Budget 2003 soen.

Fir d'éischt zu de gesonde Statsfinanzen. Ech mengen, éierlech gesot, datt et e Budget ass vum responsablen Émgoe mat de Stats-suen. E Budget ze présentiereren an désem Émfeld, dee 6,3 Milliar-de Recetten a 6,3 Milliarden Dé-pensen huet, deen dobäi eng Croissance vu 5,6% Recetten-Dé-pensen opzeweisen huet an deen am Equiliber ass, ass d'Resultat vu villen, laangen, responsable Gespréicher, déi mer mat alle Kol-leegen an der Regierung haten. Net alles war méiglech, mä d'End-zil vun der Regierung war, fir e Budget am Equiliber virzestellen.

Ech hunn emol nogekuckt, wat den europäesche Conseil vun de Finanzministeren am Ufank vun désem Joer iwwert d'Statsfinanzen zu Létzebuerg geschriwwen huet. De Conseil huet geschriwwen, wéi en de Stabilitéitspro-gramm vu Létzebuerg gekuckt huet: „Les finances publiques luxembourgeoises sont extréme-ment saines“. Wann en dat am Ufank vum Joer 2002 geschriwwen huet, da soen ech lech, dat ass och nach elo richteg, well eng Situationsvu Statsfinanze kann een net an enger Momentopnam kucken, mä et muss ee se se iwwer eng länger Period kucken, an dofir ass dee Saz, deen net vun eis kénnt, mä vum europäesche ECOFIN-Conseil, nach émmer richteg.

A wann een dann d'Elementer do-vunner kuckt, da gesait een och, firwat dat esou ass. Kuckt eis Statsschold. De Statsminister ass kuerz drop agaangen. En huet just den Taux vun der Nettoschold ge-nannt. Mä wann Der kuckt, datt mir eng Schold hunn, déi fir de Moment eppes 690 Milliouen Euro ass, a wann een awer zugläich weess, datt vun deene 690 Milliouen Euro, mer 404 Mil-liouen Euro am Fonds de la dette publique stoen hunn, dat heescht also, mä wéi d'Halschent hu mer op der Säit, ouni datt mer vill dorriwer geschwät hunn, fir déi Schold zreckzebezuelen, wann d'Echéance vun deenen Obliga-tionen ass, da gesait een, datt mer eng extrem kleng Statsschold hunn. De Statsminister huet gesot, datt et netto 1,4% sinn. Dat er-kläert, firwat ee kann, wann et noutwendeg ass, Infrastrukturproj-ejen, déi iwwer eng länger Zäit musse bezuelt ginn, iwwert d'Statsschold bezuelen. Dat huet Äre Budgetsrapporteur géschter hei suggéréiert, och a sengem schréftleche Rapport. Mir maachen dat elo net, mä mir kénnen et à tout moment maachen, wann et noutwendeg ass, well mer virge-sinn hunn.

Eis Bruttoschold, ouni de Fonds de la dette, beleeft sech pro Awunner op ronn 1.500 Euro. Dat ass bei wäitem déi niddregst Bruttoschold pro Awunner an der ganzer Europäescher Unioun.

Datselwecht géilt fir d'Reserven. Mir hu Reserve gemaach an deene leschte Joren, an dat ass eng gewollte Politik gewiescht, fir déi Reserven ze maachen. Et wier méi einfach gewiescht, wann ee vill Suen erakritt zu engem gewésse-ne Moment duerch d'Konjunktur, duerch d'Evolution vun de Boursen, fir déi Suen dee Moment aus-zieginn, mä mir hunn dat net gemaach. Mir hunn, besonnesch an deene Jore wou vill erakomm ass, eis Reserven opgestockt, Reser-ven an deenen einzelnen Investi-tionsfongen, fir d'Infrastrukturen ze bezuelen, Reserven och, déi nach net affektéiert sinn.

Ech huelen zum Beispill d'Joer 1999. Do hate mer 1,7 Milliarden Euro Reserven, Avoire vun de Fongen a Budgetsreserven. Dat sinn also ronn 70 Milliarde Létzebuerger Frang.

Haut, dräi Joer duerno, hu mer eng eng total Reserv vun iwwer dräi Milliarden. Mir hunn also sub-stantiel vun 1,7 Milliarden op iwwer dräi Milliarden Euro méi Reser-ven haut, well mer an deene Joren 2000, 2001, wou vill Plus-valiuë waren, gesot hunn, elo leeë mer déi an d'Fongen a mir gi se net direkt aus.

Et ass also net, datt dat némme Reserve sinn, déi vum Zweete Weltkrich un do geleean hättent, wéi ech iergendwou héieren hunn, a vun deene mir elo géinge profitéieren. Neen, dat si Sue vun deene leschte Joren, wou ech mat Déterminatioun dofir gesuert hunn, datt déi Sue géingen op d'Säit geluegt ginn, fir datt mer déi Infrastrukturen, déi mer décideert hunn, déi Ar Chamber décideert huet, och kénne bezuelen, well déi bezillt een net an engem Moment, mä iwwer e puer Joer.

Datselwecht géilt fir d'Budgetsreserv. Vun deenen 3,2 Milliarde sinn der eppes 2,7 an de Fongen a 500 Milliouen, eng halfe Milliard also, sinn an der Budgetsreserv. Iwwert d'Budgetsreserv ass jo vull an deene leschte Woche geschwät ginn. D'Budgetsreserv ass de kumuléierte Solde vun de Budgetsiwerschëss no Affekta-tion vun de Plus-valuen. Déi gétt also am Compte général festgeluegt. Déi kann een némme emol d'Joer déterminéieren, námlech nodeem ee gekuckt huet, wat ass de Solde vum Budget, nodeem een d'Suen, eventuell d'Plus-valuen an d'Fonge ginn huet, an deen ass den 1. Januar vun désem lafende Joer 505 Milliouen Euro gewiescht. Dee gétt am nächste Compte général erém eng Kéier festgeluegt.

Wat während dem Joer geschitt, dat ass d'Trésorerie, déi annert all Dag, mä et gétt némme eng Dé-finitioun vun der Budgetsreserv, an eis Budgetsreserv - ech soen et hei fir d'Drëtt - ass 505 Milliouen Euro. An eise Fongen hu mer Reserve vun 2,6 Milliarden Euro.

An déi Suen, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer op eng gutt a respon-sabel Aart a Weis ugeluegt. Mat dése Suen, wat dem Steierzu-eler seng Sue sinn - et si jo net dem Budgetsminister seng, e géréiert se - hu mer net spekuléiert. Et ass also net, wéi ech e Freideg den Owend op RTL en ADR-Deputéierten héieren hunn, dee gesot huet, mir hätte mat der Trésorerie spekuléiert. Déi, déi mech kennen, wéissen iwwregens, datt dat net mengem Charakter entsprécht.

#### (Interruption)

Den Här Bodry confirméiert dat.

Dat entsprécht och net menger Opfaassung vun enger seriöser Gestioun vun den öffentleche Suen, an d'Regierung deelt déi Opfaassung, well mir hunn zénter dem Gesetz vun 1999 d'Méiglech-keet eng Politique d'investisse-ment mat deene Suen ze maachen, déi mer virdrun net esou ha-ten.

Ech ka mech nach gutt erënneren, datt an deene leschte Joren den

Trésorminister kritiséiert ginn ass, well en d'Sue vum Stat net géing mat deem beschte Rendement uleeén. Dat ware besonnesch déi Joren, wou d'Bourses natierlech méi bruecht hu wéi d'Spuerbicher.

Ech hunn trotzdem émmer re-fuséiert, och wann ech gewosst hunn, datt mer do e puer Prozent méi Rendement erakritt hätten, déi Suen unzeleeén an domadder Ak-tien ze kafen, mä mir hunn nom Gesetz vun 1999 eng intelligent Diversifikatioun beim Uleeé vun de Statssue gemaach, mä ech én-nersträichen et, ouni Risiko. Mir hunn de Gros vun eise Suen op engem Spuerkont bei der Spuer-keess stoen. Mir hunn e Rendement dorobber de leschte Mount vun ongefíeier 3,3% gehat. Dat ass deen normalen Taux, wéi och e Bierger seng Suen uleet. Mir hunn och e ganz klengen Deel an Obliga-tiounen. Och nach eng Kéier e klengen Deel an e spezialt Instrumen-t gesat, an European medium-term notes geluegt, an doranner war wichtig, datt mer mat der Bank ofgemaach hunn, datt d'Ka-pital, wat mer ginn hunn, émmer muss à tout moment garantéiert sinn. Dat heesch, datt wa mer 100 Frang dohinner droen, da kréie mer um Enn vun dár Eché-ance 100 Frang plus e Rendement erém. Dee Rendement gétt deter-minéiert par rapport zu gewésse-ne Kritären, mä mir verléieren net eenzege Frang.

Et läit mer vill drun, dat ze pre-ziséieren, well ech net akzeptéiere kann, datt hei gemaach gétt, wéi wa mat de Steierzueler hire Suen eng Spekulationen géing gemaach ginn. Dir hutt kee Spekulation-minister. Dir hutt a behaalt e responsablen Tresorsminister.

**Des voix.- Très bien.**

**M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.-** Gesond Statsfinanzen, Dir Dammen an Dir Hären, sinn am Intérêt vun de Leit. Mir hu versicht an dár Politik, déi mer maachen, de Stabilitéitspro-gramm, dee mer an Europa virge-luegt hunn, an deen do vun den einzelne Finanzministeren éva-luéiert gétt, ze respektéieren. Dë-se Programm verlaagt Budgets-disziplin. Némme eng gesond Fi-nanzsituatioun, dat heescht e Budget am Equiliber oder excé-dentaire erlaabt et de Länner a konjukturell méi schwiere Mo-men ter ze reagéieren, ouni iwwer en Defizit vun 3% vum PIB ze kommen.

Ech wéll hei nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun deem Stabi-litéitsprogramm ervirsträichen. Datt een no dem Antrétt an d'Europäesch Währungsunioun heians-do iwwert dee Stabilitéitspro-gramm muss kénnen diskutéieren, dat schéngt mer dat Normaalst vun der Welt. Dat heescht net, datt ee vu senge Grondobjektiver of-weiht. Ech géing zum Beispill mengen, datt et gutt wär, datt am Kader vun enger Rediskussioun vun deem Stabilitéitsprogramm géing gekuckt ginn, datt d'Kritäre vum Stabilitéitspakt deene Länner Rechnung droen, déi Reserve gemaach hunn.

Et ass haut esou, datt e Land, wat gespurt huet, d'námlecht behandelt gétt am Kader vun der Evaluatioun vum Stabilitéitspro-gramm, wéi déi Länner, déi net Suen op d'Säit geluegt hunn. Et ass gutt, wann een à l'occasion eng Nuance an deem Stabilitéits-programm mécht, fir déi Länner ze honoréieren, déi a gudden Zäiten an opgrond vun dár Politik, déi ech virdru beschriwwen hunn, Re-serve gemaach hunn, déi eng nidd-reg Schold hunn, an duerfir aner Méiglechkeiten hunn, wéi déi, fir déi ursprünglech dëse Stabilitéits-programm gemaach ginn ass.

Et ass en Ênerscheed, ob een esou eppes mécht fir den Antrétt an d'Währungsunioun oder duerno. Wichteg awer müssen an dár Diskussioun ém de Stabilitéitspro-gramm d'Ziler bleiwen. D'Ziler sinn eng gesond Finanzsituatioun

an den Ofbau vun der Statsschold als Grondprinzip. Grad esou wichteg ass et, dass een déi makroekonomesch Politicken, déi d'Grondlag si vun deene Stabilitéitsprogrammer, respektéiert.

Ech hu gesot, mir hunn e Budget vu gesonde Statsfinanzen, déi responsabel ugeluegt sinn. Mir hunn e Budget lech hei virgeluegt, deen de Budget ass fir Aarbechtsplazen a fir Wuesstum. Mat désem Budget ginn op eng vielfältig Aart a Weis d'Betribier an d'Leit hei am Land énnerstétzt an hirer ekonomescher Aktivitéit.

Wuesstum - dat hunn ech iwwregens schonn d'lescht Joer gesot bei dëser Diskussioun - kann een net a Prozenter dekretéieren, quitté datt mer d'lescht Joer hei e bëssem eng aner Diskussioun iwwert de Wuesstum haten, mä d'Politik kann a muss dëse Wuesstum versichen ze stimuléieren. Et ass duerfir - de Statsminister ass virdrun dorop agaangen -, datt mer och am nächste Joer eng ganz staark Investitiounspolitik wëlle maachen.

Wann ee kuckt, wat mer dést Joer fir Investitiounen ausginn, a wann ee kuckt wéi vill dat d'nächst Joer ass, da gesidd Der, datt do Progressioune vu ronn 30% sinn. Dat sinn enorm Chifferen. Dat sinn d'nächst Joer eppes 760 Milliounen Euro. Wann ech dat zum Beispill némme vergläiche mam Joer 2000, wou et eng 420 Milliouenen Euro waren, da gesait een, wat fir eng enorm Progressioun, och an absoluten Zifferen dat ass, net némmen a Prozenter. Suen, déi zu engem ganz groussen Deel de Létebuerger Betribier zegutt kommen, déi eng Infrastruktur schaffen, déi aus Létebuerger e kompetitive Wirtschaftsstandeurt mécht. Duerfir welle mer op deem Wee weider goen.

11% vun den Dépensé vum Stat sinn Investitiounsausgaben. Dat ass en äusserst héijen Taux, wann een e vergläicht mat de Länner an Europa. Wann een dat a Prozenter vum PIB ausdréckt, da gesait een, datt d'Investissementer 3,5% ausmaachen. Ech stelle fest, dass zu Létebuerger bei den öffentleche Finanze selte gekuckt gëtt, wéi d'Situatioun am Ausland ass. Mir hunn eng Tendenz, datt wa mer op engem Punkt eng Kéier e bësse méi schwaach si wéi d'Ausland, datt dat ganzt Land eis seet: Kuckt emol déi aner, déi maachen et vill besser.

Ech hätt gären, datt mer an Zukunft emol géinge bei den öffentleche Finanzen d'Budgeten, d'Finanzsituatioun, d'Statsschold an d'Reserves, op d'mannst vun deene Länner, déi ronderém eis sinn, op engem Tableau niewentenee leen an dann e Jugement ofginn iwwert dat, wat mir hei maachen. Mir wëllen hei e raisonnable Wuesstum. Dat ass dat Nämlecht wéi dat, wat mer d'lescht Joer gemaach hunn, duerfir ginn d'Investitiounen op engem héijen Niveau gehalen. Mir können dat maachen, well mer déi Reserve gemaach hunn, vun deenen ech virdru geschwät hunn.

D'Steierreform 2001-2002 reit sech natierlech an déi nämlecht Politik an. Ech ginn dorop net nach eng Kéier an, well de Finanzminister dat gemaach huet, mä et muss een se awer gesinn, net némmen an hirem direkte budgetären Effet, mä natierlech och an hirem Wuesstum stimuléieren den Effet, besonnesch a konjunktuell méi schwaachen Zäiten, wéi déi, wou mer dra sinn. Si kenne momentan en Déséquilibre am Budget provozéieren, deen dann awer net schlémm ass, wann eng Wuesstumsphas duerno kënnt.

Dozou gehéiert d'Dépense, wéi déi an désem Budget vun der Recherche: 0,15% vum PIB, Tendenz steigend. Och dat gëtt net gemaach aus reng theoretesche wëssenschaftleche Grënn, mä dat huet eng Zilsetzung, nämlech datt d'Economie dovunner soll mëttel-

a laangfristeg profitéieren, datt also nei Aktivitéiten op Létebuerger kommen. D'Kadergesetzter si wichteg, fir déi Ekonomie an dee Wuesstum ze stimuléieren. Dat gëllt ganz besonnesch fir d'Finanzplaz, déi de Motor vum Wuesstum an deene leschte Joren zu Létebuerger ganz sécher war. Et bleibt, ech géing soen, bai wäitem d'Hauptsource vun der Kierperschaftssteier an eisem Land.

Et ass evident, datt déi international wirtschaftlech Situations an d'Bourses en Effet op d'Finanzplaz hate während deenen éischten Trimestere vun désem Joer. Eng Finanzplaz, déi international ass, spiert natierlech déi international Répercussions. Nach muss ee feststellen, datt substanziel Benefisser am Joer 2002 gemaach ginn, och wann d'Bruttorésultat, wat ém 3% läit, respектив ém 16%, wann een extraordinaire Plus-valuen ofrechent, an désem Joer manner héich ass, och wann ee muss feststellen, datt d'Bilanzzomm vun de Banken an den éischten dräi Trimestere vun désem Joer ém eppes 10% manner héich ass, och wann ee muss feststellen, datt dést Joer 50% manner Leit op der Bankplaz agestellt gi sinn, wéi dat Joer virdrun. Nach muss ee feststellen, datt Leit agestellt ginn. Ech mengen, et muss een also de Wuesstum net némme moosse par rapport zum Joer virdrun, mä et muss een en och kucke par rapport zu deem vu wou mer ausgaange sinn. Wann een iwwer e puer Joer kuckt, dann ass déi Evaluatioun eng ganz aner wéi déi, déi mer hei maachen.

Mir hunn duerfir gesuergt, datt déi Finanzplaz weider eng staark Roll an eiser Ekonomie ka spille. De Saz: „Mir müssen d'Ekonomie diversifiéieren.“, ass richtig. Grad esou richtig ass et, datt innerhalb vun der diversifiéiter Ekonomie mer eng staark zolidd diversifiéiert Finanzplaz wëllen hunn. Et ass dat, wat d'Regierung mécht. Et ass dat, wat ech an deene Projets de loi, déi ech, als dee fir d'Finanzplaz zoustännege Minister, versichen émmer erëm ze maachen.

Mir huelen némmen zwee Beispiller aus der rezenter Vergaangeneet. Mir hunn als schnellst reagéierend Land an Europa e Projet de loi op den Instanzewee ginn iwwert d'Emsetzung vun der drëtter Generatioun vun den OPC-Direktiven. De Conseil d'Etat huet scho sain Avis gemaach. Ech stelle mat Satisfactioun fest, datt d'Finanzkommission vun Ärer Chamber schonn amgaangen ass, dee Projet ze studéieren. Mir hunn de leschte Freideg e Projet am Regierungsrot gehat, fir nei Kategorie vu Professione vum Secteur financier anzeféieren, fir also deen néidege Kader ze ginn, fir e méi diversifiéiert Geschäft op der Finanzplaz zu Létebuerger ze henn.

Den FMI huet déi Finanzplaz uganks vun désem Joer analyséiert an huet gesot: Et ass eng zolidd, effikass a gutt geregelt Finanzplaz.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Resultat vun engen Politik, déi mer gemaach hunn. Dat ass eng Politik, déi mer viruféieren. Mir hunn et färdeg bruecht, dass Létebuerger op kenger vun deene schwaarzen oder groe Lëschten, déi an der Welt zirkuléieren, stéet, well mer konsequent verschidde Geschäftsaktivitéiten net zu Létebuerger wollten, wou mer gemengt hunn, dass se schiedlech wären. Jiddfereen huet sái Báitrag dozou ze leeschten. Dái Finanzplaz huet eng Zukunft. Dái Finanzplaz huet eng Énnerstétzung vun der Regierung. Si waert änneren an hirer Natur, well all ekonomesch Zweig änner mat der Záit. Si änner duerch international Fusionen, mä déi, déi mengen, datt se mar net méi do wär, ech mengen, déi ieren sech. Et ass an Europa Plaz fir eng Rei Finanzplaz, déi, déi Know-how hunn, déi, déi dee richtege juristesche Kader hunn -

dee mir geschafen hunn -, wäerten un der Spéätz vun de Finanzplaz an Europa bleiwen.

Mir hunn e Budget vun der Solidaritéit an de Grondaufgabe vum Stat, woubäi zum moderne Stat Solidaritéit selbstverständliche gehéiert. Wann ee weess, dass eise Sozialbudget dést Joer 44% vun de Gesamtausgabe vum Stat ausméischt, da gesait ee wat fir eng Wichtegkeet d'Regierung, a mir hoffen d'Parlament, dése Politicke gëtt, Politiken, déi am Fong Emverdeelungspolitische sinn. De Stat sammelt Steiersu en a verdeelt se no gewësse Kritären, déi de Stat, déi d'Parlament setzt. Mir mengen, datt déi Politicke musse virgoen, besonnesch aus deene makroekonomesch a sozialpolitisches Grënn, déi de Statsminister virdru genannt huet.

Dést Joer hu mer awer déi Leit, deenen et besonnesch schlechte geet, oder déi, déi besonnesch d'Énnerstétzung vun der Solidargemeinschaft vun eis all brauchen, énnerstétzt. Ech erënneren drun, wat mir am Hierscht bei der Presentatioun gesot hunn, zum Beispill méi Plazien ze schafe fir déi Kanner, déi vun de Gierichter placéiert ginn, méi Plazien ze schafen am Handicapéierteberäich, deenen, déi Krankheete wéi Aids hunn, ze héllefen, deenen, déi eeler a fleegebedürfteg sinn am Kader vun der Assurance dépendance, Assurance dépendance, déi am Sozialbudget eng grouss Roll spillet. Alles dat si Moossnamen, wou mer mengen, dass déi an engen Gemeinschaft vu Solidaritéit, déi de Stat leschten Enns ass, an déi mer wëllen énnerstézten, müssen eng wichteg Platz an engem Statsbudget fanne. Si ginn e bëssem duerch déi Diskussioun vun de leschte Woche vergiess. Duerfir wollt ech hei extra drop hiweisen, datt mir net drun denken, déi doten Zort Dépenses, fir déi Schwaachsten an der Gesellschaft, ze reduzéieren oder ofzeschafen.

An deem Kontext, mengen ech, spiller d'Hélfen un all d'Bierger am Land am Beräich vum Logement eng ganz wichteg Roll. Dat sinn net némmen déi Schwaachst an der Gesellschaft, mä dat ass fir jiddfereen vun eis, besonnesch fir déi, déi am Ufank vun hirem Erwuesseneliewe stinn, ganz wichteg. De Statsminister ass op déi Politik agaang. Ech géing just némmen ee Chiffer hei nennen: Wann ee kuckt am Budget vum nächsten Joer, do sinn d'Hélfen un déi eenzel Leit hei am Land, wat de Beräich Logement ueberlaangt, 71 Milliouenen Euro héich. Dat si staark Croissancen, och par rapport zu virun zwee, dräi Joer. Duerfir, mengen ech, ass dat eng Politik, déi ganz ville Leit hei am Land zegutt kënnt, déi eppes mat Liewensqualitéit ze doen huet, déi iwwert dat Element vu Solidaritéit erausgeet, mä och dat Element mat abehält.

An dem Kontext vun der Solidaritéit bleibt et fir eis noutwendeg, datt mer déi Solidaritéit mat deene vill méi Schwaache wéi mir ausserhalb vun eise Grenze weider op engem héijen Niveau halen. Iwregens ass dat net némmen eng moralesche Verfluchtung. Ech sinn dorobber d'lescht Joer agaangen. Ech schwätzen natierlech vun der Entwicklungshélfel. Et ass an eisem ureegenen Intérêt. Et helleft Stabilitéit a Fridden an der Welt ze schafen. Et helleft Migratiounstréim ze kontrolléieren. Et helleft an eng globaliséierter Welt Effete vun deem enge bei deen aneren an eng gewësse Richtung ze bréngen.

Wa mir dést Joer 0,84% vum Revénus national brut un d'Entwicklungshélfel ginn, an domadderent vun deene véier, fennef Lan-

ner an der Welt sinn, déi am meeschte vun hirem Revénus national brut un d'Entwicklungshélfel ginn, dann ass dat, wéi gesot, Solidaritéit hannert d'régierung steet, well mer aus moralesche Grënn an aus eegenem Intérêt gesinn, datt kee Wee dolaanscht geet. Mir wäre frô, wann déi aner Länner eis dat do géingen nomaachen. An absolute Chiffere sinn dat zum Beispill eng 15 Milliouenen Euro méi, wéi mer konnten 2001 an déi Drëtt Welt ginn. Mir welle mat deem Effort virufueren.

Ech hu gesot: Et ass de Budget vun der Solidaritéit a vun de Grondaufgabe vum Stat. De Budget am Gréff behalen heescht jo net, datt ee keng Ausgabe mécht.

De Budget am Gréff halen heescht, datt e e sécheren, op der Dépensesait vielfälte Bud get huet. Mir hu jo schlussendlech 6,4 Milliarden Euro Dépenses. Wann een déi richtig analyséiere wëllt, da muss een déi Dépenses iwwer e puer Joer kucken, fir d'Prioritéit vun der Regierung richtig kennen ze jugéieren. Do mengen ech, gesait een, datt besonnesch bei de Grondaufgabe vum Stat, niewent der Solidaritéit vun där ech geschwät hunn, d'Regierung budgetär Akzenter gesat huet.

Ech huelen némmen zwee Beispiller eraus, wéssend datt all Beispill nach émmer en arbitraire Choix ass. Ech huelen d'Schoul, vun der Spillschoul iwwregens bis zur Universitéit, insofern se de Stat betréfft, en Deel ass jo op de Gemengebudgeten. Wann ech kucken 1999, do hate mer am Edukatiounsberäich 575 Milliouenen Euro. D'nächst Joer hu mer 820 Milliouenen Euro. Do gesait een, datt alles, wat Edukatioun ass, vun der Spillschoul bis zur Uni, eng Croissance vun 42% opweist. Dat beweist, datt mer der Meenung sinn, datt d'Formation vun deene Jonken an eiser Gesellschaft, vum klengsten Alter un, muss Sue kaschten - et kann een dat net émmer mat Sue jugéieren, dat weess ech, mä ech schwätzen nun emol hei als Budgetsminister -, an datt dat e wesentlech Element ass, wa mer eist Land wëllen op d'Zukunft virbereeden. Eng Schoul, neift den Inhalter, brauch Infrastrukturen, brauch Leit, déi dat mat Engagement maachen, an déi muss Paie kréien. D'Croissance iwwer véier Joer vun 42% ass en Zeeche vun där Politik.

Datselwecht gëllt an engen anderer Grondaufgab vum Stat, der Sécherheit. Polizei a Justiz. Wann ech zum Beispill kucken, datt mer d'Ausgabe fir d'Police an der Záitspan 1999-2003 ém 70% gehéicht hunn, da gesait een, wat fir eng Importenz mer am Budget, énnert deene villen Aufgaben, déi mer hunn, de Grondaufgabe vum Stat ginn. Och d'nächst Joer gi bei der Police 87 zousätzlech Leit agestell, dovunner 20 bei der Kriminalpolizei a 60 als Polizisten, déi an deene verschidde aneren Aktivitéiten täteg sinn. Dat kascht natierlech alles Suen. Déi wëllt d'Regierung, no deene vun hir gesatene Prioritéiten, ausginn.

Datselwecht gëllt fir d'Justitz. D'Justiz huet an där nämlechter Záitspan 1999-2003 46% méi Kreditter kritt. Dat sinn enorm substanziel Augmentatiounen. Och do hätt ech emol gären, datt een déi géing op comparativen Tableau mam Ausland vergläichen. Mir kréien d'nächst Joer nei Richter an neit administratiivt Personal op de Gierichter.

Ech kënnt mat där Lëscht weiderfueren, maachen dat awer aus evidenter Záitgrënn net. Eng zolidd gesond Gestioun vun de Statsfinanze verlaangt, dass ee regelméisseg kuckt, net némmen, wéi déi eenzel Kreditter evoluéieren, mä kuckt, wéi déi eenzel Kategorie vu Kreditter evoluéieren.

D'Dépensestruktur am Gréff behalen ass wesentlech, an duerfir welle ech hei nach just ee Chiffer rap-

peléieren, deen de Statsminister virdrun an engen anerer Beliching ginn huet, nämlech deen, datt d'Konsumausgaben, d'Salairen ofgezunn, beim Stat, wann ee se vergläicht zum Beispill mat 1995, um genau nämlechten Niveau, nämlech vun ongefélé 7,5% leien. D'Gehälter, par rapport zu de Gesamtausgaben, sinn erothaag an der Záitspan 1995-2003 vun eppes 24% op 19%. Déi 19% hat de Statsminister virdru scho genannt. Am gläichen Záitraum sinn d'Investitiounsausgabe vum Stat geklomme vun 8,9% (1995) op 11,2% d'nächst Joer.

Ech mengen, datt dat noutwendeg ass, wann een déi Chiffere vum nächste Joer kommentéiert, dass ee se kuckt iwwer e puer Joer an dann eréischt ka gesinn, ob mer d'Konsumausgaben am Gréff hatten oder net, ob mer eng aner Emschichtung an der Dépensestruktur musse maachen oder net.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat am Summer gesot, wéi mer de Budget virgestallt hunn, datt et e Budget wär vum virsichtegen Optimismus. Ech mengen, datt dat och haut nach richtig ass. En ass optimistesch, well et ass ee Budget, deen eng Croissance virsäit an deen zugläich och welle hellefen dee Wuesstum stimuléieren. E welle eppes baidroen zu deem Wuesstum duerch méi Investitiounsausgaben, duerch eng Steierreform, duerch sozial Transferten.

Mir hunn eng Croissance an deem Budget a mir baséieren eis och op eng Croissance. Croissance, déi jo och vun der europäischer Kommissiou a vun anere fir d'nächst Joer virgesi gëtt.

Optimistesch ass dése Budget och, well mer Reserves ugeluegt hunn, déi eis elo zegutt kommen. Mir hunn déi Reseve jo net gemaach, fir déi éweg do stoen ze loassen. Mir hu se gemaach fir méi schlecht Záiten. Dofir gi mer elo, wann noutwenneg, un déi Reserves, well soss hätte mer se net bräichten ze maachen, soss hätte mer se deemoools ausginn. 3,2 Milliarde Reserves, dat si Montanten, déi looses sech weisen. Déi sinn do, fir d'Infrastrukturen ze bezuelen, ech hunn et schonn eng Kéier gesot. Optimistesch och, well dése Budget sech areit a gesond Statsfinanzen, déi d'Resultat si vun engen Budgets- a Finanzpolitik vun de leschte Joren.

Virsichteg awer och - et ass e virsichtegen Optimismus -, well et e Budget ass, deen engem méi lueße Wirtschaftswuesstum Rechnung dréit. Mir hu versicht d'Steierreccetté realistesch anzeschätzen opgrond vun den Erkenntnisser, déi mer zu désem Zátpunkt hunn an déi ee muss an deenen næchste Wochen a Méint systematesch a vläicht méi oft am Joer, wéi bis elo, iwwerkucken. Mir wäerten dat och am Parlament maachen. Ech mengen et wärt gutt, wa mer systematesch all puer Méint mat der Finanz- a Budgetkommission gëingen iwwert den aktuelle Stand vun de Recetten an den Dépensen am Laf vum næchste Joer kucken, well d'Croissance économique, gëtt virausgesot, soll erém unzéien d'nächst Joer am zweete Semester. Kee weess geneé wéini, also muss een, besonnesch bei Steieren, déi enk un der wirtschaftlecher Entwicklung hänken, an ech gesinn der och virun allem zwou, nämlech d'Gehältersteier an d'Taxe d'abonnement, där hir richteg Aschätzung maachen, déi Adapatiounen muss een am Laf vum Joer gesinn, wéi se évaluéieren.

Mir hu se ganz virsichteg agesat. Ech hunn de Métten nach eng Kéier nogekuckt, mir hunn zum Beispill d'Gehältersteier am Joer 2003 némmen ém 2% méi héich agesat, wéi am Kont vum Joer 2000. Also iwwert eng Záitspan vun dräi Joer hu mer némmen 2% méi bei der Gehältersteier agesat, well mer mengen, datt dat der

Realitéit Rechnung dréit a selbst-verständlech och der Steierreform. Ech wéll lech domat weisen, wéi virsichteg realistesch mer mengen, hätté mer déi Suen do virgesinn.

Mir mussen d'Statsfinanzen émmer méttelfristeg kucken an esou eis Budgeten och fir d'Zukunft opstellen. Een Zickzackkurs an der Budgetspolitik, dee just géing baséieren op enger Momentannahm vun der Ekonomie oder op e puer opgereeegtenen an heiansdo falsche Statistiken, ass net gesond, dee schuet der Ekonomie. Esou kann ee keng Budgetspolitik maachen. Statistiken kënnen, besonnesch an engem onschéiere wirtschaftlechen Emfeld, némme e Wourechtsgehalt hunn, wann ee se iwwert eng gewëssen Zäit kuckt.

Mir sinn déi lescht Jore responsabel mat de Statssuen émgaang, hu vläicht net alles gemaach, wat jidderee gar gehat hätt, mä duerfir hu mer haut eng niddreg Statschold, duerfir hu mer Reserven, déi mer elo kënnen asetzen, duerfir hu mer Reserven, déi mer net op der Bourse verspekuléiert hunn, duerfir hu mer och net Geld zur Fénster erausgehait an trotzdem hu mer vill an de leschte Jore realiséiert.

Mir ware responsabel, mä mir mussen et elo weider sinn, vläicht nach méi, wéi an der Vergaangeheet. Duerfir maachen ech awer och en Appel un eis all, heibannen an dobaussen, datt et elo keng Zäit ass fir nei Fuerderungen, fir nei Dépenses, déi iwwert de Budget, dee mer hei am Parlament presentéieren, eraus ginn. Mir mengen, datt dat an déser Zäit net verantwortungsvoll wär.

De Budget ass voll vu wichtegen politeschen Iddien an Akzenter a ville Beräicher, déi am Intérêt vun de Leit hei am Land sinn. 6,4 Milliarden am Budget plus nach on gefeier eng Milliard Ausgaben an den Investiounsfongen, domadder kann ee villes hei am Land maachen.

Ech wäert derfir suergen, datt déi Ausgaben net dat iwwerschreiden, wat mer hei dem Parlament presentéieren. D'Parlament wäert dat am Laf vum Joer jo kënnen intensiv suivéieren.

Méttelfristeg wäerte mer d'Ausgabenhéit müssen am Liicht vun och enger réckkuckend méttelfrisTEGER Analys vun de Steiereinnahme maachen. Dat gëllt besonnesch fir d'Budgeten 2004, 2005 an 2006. Och do gëllt et keen Zickzackkurs ze fueren, mä déi Adaptatiounen esou ze maachen, wéi ee se ka maachen opgrond vun den Erkenntnissen, déi een dann huet an ouni ze riskéieren, datt d'Ekonomie oder d'Akkommes vun de Leit géing brutal Aschnettter kréien, well dat géing ee Cercle vicieux an der Ekonomie ginn, deen nach méi schnell géing sech selwer no énnen dreieren, an dat wëlle mer op jiddfer Fall évitéieren.

Da mengen ech schlussendlech, datt mer bei manner Recetté müssen eis op d'Grondaufgabe vum moderne Stat konzentréieren. D'Prioritéit wäert da bei den Dépensé ieie vum Sozialnetz, vun der Schoul, der Gesondheet, der Famill, der Sécherheet, dat ass keng exhaustif Léscht, mä de Stat muss sech heiansdo op seng Grondaufgaben zréckbesënnen, wann e muss mat manner Mëttèle fonctionnéieren. An Zäite wou e méi Mëttelen huet kann en och nach Saache maachen déi nétzlech sinn, déi wënschenswäert sinn, mä déi awer vläicht net zu den absoluten Noutwendegkeete gehéieren. Dat si politesch Choixen. Déi politesch Choixen, déi wëlle mer dem Parlament virleeën an doriwwer muss d'Parlament mat décidéieren.

De Budget 2003 erhält eis déi gesond Statsfinanzen, e setzt kloer Akzenter, an duerfir invitiereren ech lech am Numm vun der Régierung dése Budget ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Chamber hëlt Akt vun der Deklaratioun vum Här Budgetsminister Luc Frieden.

Wat eis Aarbecht fir déi nächst Woch ubelaangt, huet d'Presidenkonferenz géschter getagt a schléit lech Folgendes vir:

D'Chamber siégéiert en Dënschdeg, den 10. Dezember, um dräi Auer, e Méttwoch, den 11. Dezember, moies um néng an nomëttes um halwer dräi, an en Donneschdeg, den 12. Dezember, moies um zéng an nomëttes och um halwer dräi.

En Dënschdeg hu mer d'Budgetsdebatten nom Modell 7. Bei Bedarf gëtt d'Sitzung och no halwer siwe verlängert.

E Méttwoch de moie fuere mer weider mat den Debatten an uschléissend interveniéiert den Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker.

E Méttwoch nomëttag ginn d'Budgetsdebatten ofgeschloss. Och hei gëtt bei Bedarf d'Sitzung no halwer siwe verlängert.

En Donneschdeg hu mer:

1. de Projet de loi 5031 iwwert de Bau vun enger Annexe fir de Lycée technique zu Dummeldeng;

2. de Projet de loi 5007 iwwert d'Services postaux; an

3. an engem Rapport d'Projets de loi 4691, 5008, 5009, 5010 a 5011, verschidden Accords de réadmission.

Ass d'Chamber domat averstanen?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domat wiere mer um Enn vun eißer Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 16.33 heures)**

## Sommaire des séances publiques

Communications	pages 94-95
Ordre du jour	page 95
Dépot d'une motion sur la situation en Iran	page 95
Ordre du jour	page 95
Dépot d'une résolution	page 95
Dépot d'un projet de loi	page 95
Dépot d'une proposition de loi	page 95
Heure de questions au Gouvernement:	
- Question 250 de M. Nico Loes relative à l'information du citoyen sur les dangers potentiels dans certains pays	pages 95-96
- Question 251 de M. Jos Scheuer relative aux horaires de travail des salariés du secteur commercial au cours du mois de décembre	page 96
- Question 252 de M. Robert Mehlen relative au problème des pierres d'emparement pour le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean	page 96
- Question 253 de Mme Mady Delvaux-Stehres relative aux intentions du ministère d'abolir à partir du 2ième trimestre de l'année scolaire courante une classe terminale du Lycée technique Michel Lucius	page 96
- Question 254 de Mme Renée Wagener relative aux expériences du projet "partageons l'égalité - Gleichheit teilen" dans l'enseignement précoce, préscolaire et primaire	page 96
- Question 255 de M. Ben Fayot relative aux orientations des propositions des premiers ministres du BENELUX à la Convention sur l'avenir de l'Europe	pages 96-97
- Question 256 de M. Robert Mehlen relative à la campagne de publicité en relation avec la politique de coopération	page 97
- Question 257 de M. Ben Fayot relative à la position du Gouvernement sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne en vue du Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002	pages 97-98
- Question 258 de M. Robert Mehlen relative à la situation économique extrêmement difficile des installations dites "collectives" de l'agriculture luxembourgeoise à Mersch et ailleurs	page 98
- Question 259 de M. Ben Fayot relative aux propositions faites par le Vice-Président de la Commission, M. Kinnock au sujet du site de Luxembourg	pages 98-99
- Question 260 de M. Georges Wohlfart relative à la création d'un nouveau bâtiment sur un nouveau site pour le Lycée technique agricole	page 99
Dépot d'une motion sur la situation en Iran	page 99
Motion de M. François Bausch sur la situation en Iran et Motion de M. Jean-Paul Rippinger sur la situation en Iran	pages 99-100
Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relative à l'approbation des comptes de l'exercice 2001 de la Cour des Comptes	page 100
4881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001	pages 100-102
Dépot de deux propositions de loi	page 102
4837 - Projet de loi portant approbation du sixième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, de la Convention, du Règlement général et de l'Arrangement signés au Congrès postal universel de Beijing le 15 septembre 1999	pages 102-103
4930 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Niederanven et de Sandweiler	pages 103-104
4856 - Projet de loi relatif aux produits biocides	pages 104-107
Demandes en naturalisation	pages 107-108
Communications	page 108
5000 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003	
Rapport de la Commission des Finances et du Budget	pages 108-111
Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances	pages 112-116
Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget	pages 116-118



Chambre  
des Députés  
LUXEMBOURG

d'Chamber live  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 4 / 2002-2003

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1655	Lucien Lux	Délivrance du permis de travail
1770	François Bausch	Libéralisation du marché de l'énergie européen
1780	Jeannot Krecké	Avenir des services publics (eau, électricité, gaz, communications)
1821	Marc Zanussi	Abattage rituel des animaux
1836	Jean Colombera	Fonctionnement du Laboratoire National de Santé
1837	Marc Zanussi	Résultats du second rapport sur les services publics électroniques en ligne (eGovernment)
1840	Marc Zanussi	Moratoire sur les organismes génétiquement modifiés
	Alex Bodry	La fonction d'officier de l'état civil
1843	Gusty Graas	Résistances bactériennes aux antibiotiques
1856	Jean Huss	Syndicat intercommunal TICE
1858	Gusty Graas	Obésité infantile
1862	Emile Calmes	La médecine palliative
1869	Lucien Weiler	Modalités du paiement du complément de fin d'année
1870	Aly Jaerling	Protection des environs de l'ambassade des Etats-Unis contre des actions terroristes
1871	Aly Jaerling	Acquisition par le Luxembourg d'un appareil PET-scan (Positron Emission Tomography)
1873	Jean Colombera	Evaluation du taux d'incapacité de travail
1875	Lucien Lux	Connaissance du luxembourgeois pour l'inscription au barreau
1877	Xavier Bettel	Soutien au développement rural: aides aux investissements
1878	Robert Mehlen	Politique de décentralisation du Centre hospitalier neuropsychiatrique
1883	Georges Wohlfart	Droit de défense en cas d'affaires disciplinaires des détenus
1885	Jeannot Krecké	Aviation et oiseaux migratoires
1889	Robert Mehlen	Gestion administrative du permis à points
1897	Jacques-Yves Henckes	Droits et émoluments alloués aux avocats et avoués
1898	Jacques-Yves Henckes	Code de la route
1901	Jacques-Yves Henckes	Permis de conduire pour motocycles
1902	Jacques-Yves Henckes	Grève des chauffeurs routiers
1916 urgente	Marc Zanussi	

Question 1655 (29.4.2002) de M. Lucien Lux (*LSAP*) concernant la délivrance du permis de travail:

Il me revient qu'au cours des derniers mois, les délais entre la date de l'introduction d'une demande en obtention d'un permis de travail et la date de la délivrance deviennent de plus en plus longs. Des délais de trois mois sont d'usage, des délais plus élevés ne sont pas rares.

L'article 4 du règlement grand-ducal du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg dispose qu'aucun employeur ne peut occuper un travailleur non muni d'un permis de travail valable.

Comme les contrôles effectués par les autorités luxembourgeoises, notamment les services de la brigade motorisée de la douane s'intensifient, les employeurs ne veulent engager les travailleurs étrangers que s'ils se trouvent en possession d'un permis de travail valable.

- Est-ce que les organes de contrôle ont été informés des retards concernant la délivrance des permis de travail?
- Les travailleurs non-communautaires qui se trouvent en chômage peuvent-ils accéder à un emploi, même s'ils ne se trouvent pas encore en possession du permis de travail sollicité?

- Est-ce qu'il y a moyen de réduire les délais de la délivrance des permis de travail pour les étudiants non-communautaires établis régulièrement sur le territoire luxembourgeois qui veulent accéder à un emploi vacances?

Réponse (2.12.2002) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

1. Selon l'article 26 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étran-

gers; 3. l'emploi de la main d'œuvre étrangère, aucun ressortissant d'un pays tiers à l'Espace Economique Européen ne peut travailler sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sans permis de travail valable.

Et la délivrance de ce permis de travail doit être préalable à la prise de fonction.

Si dès lors les organes de contrôle trouvent un travailleur soumis à la législation du permis de travail mais non munis d'un permis de travail, celui-ci est en situation irrégulière.

2. Le délai d'attente pour la délivrance d'un premier permis de travail est actuellement effectivement de trois mois. Ce délai est dû au nombre important de premières demandes.

Pour le renouvellement du permis de travail, le délai actuel est de 30 jours. Il est essentiellement dû au fait que mes services doivent saisir manuellement les détails de la demande suite au refus du Centre commun de la Sécurité sociale de me fournir par la voie informatique, comme dans le passé, les informations sur les affiliations et désaffiliations.

3. Avec effet au 1er janvier 2003, le service des permis de travail sera renforcé de 2 employés. Les délais actuels devraient donc bientôt appartenir au passé.

Question 1770 (26.7.2002) de M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*) concernant la libéralisation du marché de l'énergie européen:

- Il me revient qu'un haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur est d'avis que, face à la libéralisation du marché de l'énergie, la meilleure solution politique serait d'enlever aux communes luxembourgeoises toute compétence et activité dans le domaine de l'électrici-

té. M. le Ministre partage-t-il cette attitude?

- La directive européenne sur la libéralisation du marché de l'énergie ne crée pas l'obligation d'enlever à l'administration communale toute compétence dans le domaine de la gestion du réseau de gaz et d'électricité; les dispositions de la directive prévoient seulement l'établissement d'une comptabilité séparée de l'activité "réseau" et "vente". Par ailleurs, la loi prévoit que les entreprises d'électricité tiennent, dans leur comptabilité interne, des comptes séparés pour leurs activités de production, de transport et de distribution, et, le cas échéant, des comptes consolidés pour d'autres activités en dehors du secteur de l'électricité, comme elles devraient le faire si les activités en question étaient exercées par des entreprises distinctes, ceci en vue d'éviter les discriminations, les subventions croisées et les distorsions de concurrence. La même exigence existe pour le marché du gaz naturel où des comptes séparés sont nécessaires pour les activités de transport, de distribution et de stockage de gaz naturel.

- Comme la libéralisation du marché de l'énergie touche à des questions sociales comme le statut du nombre considérable d'employés des services communaux, à des questions politiques comme les compétences et les ressources financières des communes en la matière et à des questions écologiques, comme les nuisances de la production et consommation de l'énergie, M. le Ministre ne suppose-t-il pas qu'une approche de solidarité et de coordination nationale serait nécessaire? Ne pense-t-il pas qu'il serait nécessaire d'organiser dans les prochains mois une table ronde nationale "Energie", sorte de tripartite, avec la participation de tous les acteurs concernés (Etat, communes, syndicats, utilisateurs)?

Réponse (29.11.02) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

La question parlementaire porte sur la libéralisation des marchés de l'énergie et les démarches à faire par les communes qui compètent depuis longue date la distribution d'énergie parmi leurs attributions et ceci pour des raisons purement historiques dues au fait qu'à une époque lointaine il n'y avait pas d'intérêt par le secteur privé pour assurer la fourniture d'énergie.

Avant de répondre aux questions précises posées par M. le Député François Bausch il importe d'expliquer de façon générale le défi du secteur communal face à la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz naturel.

La libéralisation des marchés de l'énergie a été introduite dans notre législation par la transposition en droit luxembourgeois des directives 96/92/CE et 98/30/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et du gaz naturel.

La loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité établit les règles concernant la production, le transport et la distribution d'électricité au Grand-Duché de Luxembourg.

La loi du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel établit les règles concernant le transport, la distribution, la fourniture et le stockage du gaz naturel dans notre pays.

Les entreprises du secteur de l'électricité et les entreprises de gaz naturel sont soumises aux obligations de service public déclarées par la loi. La loi impose les mêmes contraintes aux opérateurs de fourniture (achat/vente) et de distribution d'énergie, tout en édictant des obligations plus sévères aux opérateurs de transport (le secteur communal n'est pas concerné par le transport). Par ailleurs la loi prévoit que les entreprises d'électricité tiennent, dans leur comptabilité interne, des comptes séparés pour leurs activités de production, de transport et de distribution, et, le cas échéant, des comptes consolidés pour d'autres activités en dehors du secteur de l'électricité, comme elles devraient le faire si les activités en question étaient exercées par des entreprises distinctes, ceci en vue d'éviter les discriminations, les subventions croisées et les distorsions de concurrence. La même exigence existe pour le marché du gaz naturel où des comptes séparés sont nécessaires pour les activités de transport, de distribution et de stockage de gaz naturel.

Comme la législation prémentionnée s'applique tant aux opérateurs relevant du secteur public qu'à ceux relevant du secteur privé, les communes actuellement engagées dans les marchés de l'électricité et/ou du gaz sont obligées de prendre leurs dispositions pour se conformer aux dispositions légales.

En vertu du principe de l'autonomie communale conféré aux communes par notre Constitution et affirmé par la loi communale et par la Charte européenne de l'autonomie locale les communes sont entièrement libres de choisir parmi les voies et moyens prévus par la loi ceux qui leur paraissent les mieux appropriés pour affronter ce défi.

Le rôle du Ministre de l'Intérieur dans ce contexte est celui qu'il exerce d'ordinaire en sa qualité d'autorité de tutelle des communes et qui est organisé par la loi communale en exécution de l'article 107 de la Constitution. Il

appartient ainsi au Ministre de l'Intérieur de vérifier si les décisions et les actes pris par les autorités communales pour satisfaire à la législation régissant la libéralisation des marchés de l'énergie sont conformes à la loi et ne portent pas atteinte à l'intérêt général.

Le Ministre de l'Intérieur est conscient que les mesures à prendre par les autorités communales ne manqueront pas d'entraîner des répercussions sur l'organisation des services concernés.

- La législation actuelle n'impose pas de séparer les différentes activités dans le domaine de l'énergie, telles que la production, la distribution et la vente, en les confiant à des acteurs juridiquement distincts. Elle rend toutefois obligatoire la tenue d'une comptabilité séparée pour chaque activité. Elle exige également d'établir, de faire contrôler et de publier les comptes annuels conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Cette façon de procéder, qui s'applique évidemment aussi au gestionnaire public d'un réseau, constitue une innovation pour les communes concernées qui devront tenir une comptabilité à part pour les services qui tombent dans l'application de la législation sur la libéralisation de l'électricité et du gaz naturel.

- Il est d'ores et déjà certain que les communes concernées ne pourront pas continuer à agir dans le domaine de la vente d'énergie aux gros consommateurs parce que ceux-ci auront désormais le libre choix de leur fournisseur et que les procédures en vigueur dans le secteur communal pour modifier un tarif sont trop lentes pour faire face aux exigences d'un marché concurrentiel. Elles sont donc obligées de s'engager dans des voies relevant du secteur privé pour disposer de la rapidité et de la flexibilité nécessaires pour agir sur le marché libre. Cette possibilité leur est donnée par l'article 173bis de la loi communale modifiée qui permet aux communes de prendre des participations financières dans des sociétés de droit privé.

- Les communes peuvent rester propriétaires de leurs réseaux respectifs. Elles devront cependant ouvrir ces réseaux à des tiers, fournisseurs d'électricité ou de gaz, qui pourront les utiliser pour alimenter leurs clients respectifs. Les communes, en tant que gestionnaires de leurs réseaux, fixeront évidemment un tarif à payer par les utilisateurs de ces réseaux. Ce tarif, qui sera surveillé par l'Institut Luxembourgeois de Régulation, reflétera le coût de la gestion du réseau et devra être le même pour chaque utilisateur du réseau. La décision sur le tarif à introduire, de même que celle sur toute modification ultérieure du tarif, seront prises par le conseil communal et resteront soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

- Le fait que les communes puissent garder les réseaux dans leur patrimoine et continuer à les faire gérer par leurs services a pour effet que le personnel communal actuellement affecté aux services de l'électricité et du gaz est maintenu dans ses fonctions. De sérieux problèmes de personnel se poseraient uniquement au cas où une commune déciderait de vendre son réseau à une entité juridique de droit privé. Dans pareille hypothèse cette commune devrait chercher ensemble avec le personnel concerné une solution qui soit acceptable et qui puisse satisfaire les deux parties en cause.

- Le Ministre de l'Intérieur est parfaitement conscient que ces nouvelles voies à entamer par les communes constituent un défi

énorme qu'il faut réaliser par étapes en commençant par se doter des structures indispensables pour satisfaire aux exigences légales. C'est de cette façon que la ville de Luxembourg se propose de procéder pour s'engager dans le processus de modification.

- Il est entendu que les communes qui s'engagent dans la libéralisation en restant propriétaire du réseau doivent, en leur qualité de gestionnaire du réseau de distribution, s'abstenir de toute discrimination, notamment en faveur de leurs «filiales». Une administration communale ne doit sous aucun prétexte faire profiter une société dans laquelle elle participe des avantages pécuniaires, d'information, d'organisation ou autres non disponibles à d'autres fournisseurs d'électricité ou de gaz.

- D'autre part, tout gestionnaire de réseau de distribution est tenu de préserver la confidentialité des informations commercialement sensibles. En effet, le gestionnaire de réseau a une connaissance approfondie des profils d'utilisation de tous les consommateurs et de tous les fournisseurs utilisant son réseau. Il y a donc lieu de veiller à ce que des procédures soient mises en place pour garantir cette confidentialité.

Suite à ces réflexions d'ordre général nécessaires à la compréhension du défi que doivent affronter les communes concernées par le phénomène de la libéralisation les réponses aux questions concrètes de M. le Député François Bausch se limiteront aux points non encore abordés dans l'exposé introductif.

1. Il est vrai qu'après une analyse des dispositions communautaires transposées en droit luxembourgeois et de leur application dans le cadre légal et réglementaire du secteur public local il est apparu qu'il est impossible pour les communes de faire face aux défis d'une situation concurrentielle qui exige des délais de réaction très courts et des actions libérées des contraintes et procédures administratives inhérentes au secteur

public en général. La meilleure solution possible pour les communes afin de sauver leur patrimoine serait une vente au meilleur offrant de l'ensemble des infrastructures, à savoir les réseaux de distribution de l'énergie et les équipements annexes ainsi que la clientèle actuellement encore attachée au réseau.

Comme le patrimoine communal investi dans des affaires commerciales de distribution d'énergie produit un rendement bien supérieur à celui d'un simple placement financier en banque, il n'a été que logique de proposer non pas une vente pure et simple des infrastructures, mais de suggérer aux communes de rester engagées dans l'affaire commerciale «dans l'intérêt de la commune» en s'associant à l'acquéreur des infrastructures.

De cette manière, conformément à l'article 173bis de la loi communale, la commune aurait dû prendre ou recevoir en contrepartie de ses apports des participations financières dans la société acquéreur des infrastructures. Le secteur communal aurait ainsi pu se donner sa «compagnie générale d'électricité» en s'associant au savoir-faire commercial qui lui fait défaut.

En l'absence d'une disposition formelle qui exigerait que les communes suivent la voie précédemment et après confirmation par l'Institut Luxembourgeois de Régulation que les dispositions communautaires n'obligent pas les communes à sortir les réseaux de distribution d'énergie de leur patrimoine respectif, le Ministre de l'Intérieur a finalement accepté sur demande expresse de la ville de Luxembourg, que dans un premier temps la commune reste propriétaire de ses réseaux en les mettant à la disposition des fournisseurs d'énergie contre rémunération du transport.

2. La directive européenne exige une présentation séparée de la comptabilité de la distribution de l'énergie et de celle de la gestion des réseaux. Or, rien n'empêche

la commune de présenter pour les besoins de la cause et sous une forme acceptable par le régulateur une comptabilité calculée qui lui permet de vérifier sur base de ces documents la tarification communale concernant l'utilisation des réseaux. Cette présentation ne dégage cependant pas la commune de la présentation d'un budget et d'un compte pour l'ensemble de la commune tels qu'ils sont exigés par la loi communale.

3. Le statut juridique d'un établissement public communal doit être conféré par une loi. Or, il n'existe pas de loi cadre fixant les conditions et modalités de création, de fonctionnement et de surveillance ou de contrôle d'un tel établissement public local. Il faudrait donc d'abord légiférer en la matière et se rendre à l'évidence qu'un tel établissement public ne sera jamais comparable à une structure de droit privé.

4. Ce n'est pas la libéralisation du marché de l'énergie en tant que telle qui touche à des questions sociales, mais la manière dont le secteur public local entend relever les défis.

Les questions politiques comme les compétences et les ressources financières de qui que ce soit ainsi que les questions écologiques ont été tranchées lors de la transposition des directives qui sont applicables à toute entité active dans le secteur. Il n'est donc pas nécessaire d'organiser une table ronde nationale «Energie», un thème qui de toute façon ne rentre pas dans les attributions du Ministre de l'Intérieur.

Ce ne serait qu'au cours d'une réunion en date du 25 juillet 2002 que le Ministre aurait consenti à faire abstraction de cette exigence.

Dans ce contexte j'aimerais avoir des réponses précises aux questions suivantes:

1) Cette présentation des événements faite par le bourgmestre de la ville de Luxembourg correspond-elle aux faits?

2) Si oui, quels furent les motifs de M. le Ministre de l'Intérieur d'exiger l'intégration du réseau d'électricité (voire des autres réseaux dont parle le document "stratégique" de la ville) dans la société à actions à créer?

3) Le Gouvernement ou du moins M. le Ministre de l'Intérieur, vise-t-il à terme le transfert des services publics tels que les fournitures en électricité, chaleur et gaz vers le secteur privé?

4) Si telle est la stratégie officielle, pourquoi le Ministre a-t-il donné son aval à la non-intégration du réseau d'électricité de la ville dans la société commerciale à créer?

5) D'après le bourgmestre Paul Helminger la non-intégration du réseau d'électricité dans la société commerciale à créer équivaut au maintien du statut actuel du personnel des services d'électricité de la ville. Si tel est le cas, pourquoi le Ministre de l'Intérieur a-t-il lors de la réunion du 26 juin 2002 insisté à trois reprises sur la nécessité de discuter du statut du personnel? («au moment venu il faudra parler du personnel et des problèmes y afférents», «il faudra s'attendre à une grande résistance surtout quand débutera la discussion relative au personnel travaillant dans ce secteur». «Le Ministre Wolter explique encore une fois qu'il faudra revenir à la discussion du statut du fonctionnaire».)

6) Le Ministre peut-il préciser ses vues quant à l'avenir des services au public assumés par les villes et communes? La libéralisation entraîne-t-elle nécessairement des privatisations?

7) A en juger d'après le procès-verbal de la réunion du 26 juin 2002, le Ministre est strictement contre une libéralisation de l'eau. Comment juge-t-il l'intention de la ville de charger une société commerciale de la valorisation des réseaux de distributions sous quelque forme potentielle que ce soit?

Un document «stratégique» daté du 16 mai 2002 et analysé par le collège des bourgmestre et échevins en date du 17 mai 2002, avait déjà retenu de «transférer progressivement le secteur libéralisé au secteur privé (S.A.)», et que «à long terme» il faudrait «situer l'ensemble des activités dans une structure de droit privé» avec l'intention de «valoriser cette structure à travers le bénéfice ou la cession des parts».

Selon ce document «stratégique» le capital social initial (1 million d'euros) de la S. A. à créer «évoluera notamment lors de la cession des réseaux (apports en nature)».

Les objectifs du collège des bourgmestre et échevins étaient déjà bien fixés, lorsque le 26 juin 2002 eut lieu une réunion entre les responsables de la ville et le Ministre de l'Intérieur.

Or, selon le bourgmestre Paul Helminger, M. le Ministre de l'Intérieur aurait exigé lors de cette réunion que la ville devrait intégrer son réseau de distribution d'électricité dans la société à créer.

tion des marchés de l'énergie. En ce qui concerne la ville de Luxembourg une solution aurait été la vente pure et simple des infrastructures (réseaux et équipements) du service de l'électricité au meilleur offrant de manière à ce que la commune récupère son patrimoine engagé. Le Ministère de l'Intérieur a aussi proposé une solution permettant à la commune de rester associée à l'exploitation de son patrimoine. Il a ainsi suggéré à la ville de Luxembourg une approche consistant en un transfert des infrastructures et de la clientèle encore attachée au réseau vers une société de droit privé en tant qu'apport en capital de la commune à cette société qui devrait regrouper par ailleurs des professionnels du secteur ayant l'expérience des aspects commerciaux prépondérants dans un marché libéralisé. Cette approche, tout en étant parfaitement compatible avec la législation en vigueur, répond également aux intérêts de la commune dans la mesure où le patrimoine reste «placé» dans une infrastructure avec perspective d'un rendement commercial pour la commune.

Une telle structure de droit privé aurait permis, dès le départ et avant le 1er janvier 2003 (date où les premiers clients de la ville de Luxembourg deviendront éligibles), de conclure des synergies tant verticales que horizontales dans l'intérêt

a) d'une gestion rationnelle du réseau et

b) d'une commercialisation optimale de l'électricité (et du gaz plus tard) aux clients qui en raison de la libéralisation progressive deviendront un jour tous éligibles et partant deviendront des clients volatils n'appartenant plus à aucun gestionnaire de réseau.

La création d'une telle société avec participation de la commune dans le capital au prorata de l'intérêt communal ne serait que la continuation de la valorisation du patrimoine commercial sous d'autres prémisses. Cette approche aurait permis de transférer tous les clients dans la nouvelle structure de droit privé sans complications supplémentaires.

3. Le seul souci du Ministre de l'Intérieur consiste à veiller à ce que les quelques communes qui depuis longue date comptent parmi leurs missions la fourniture d'électricité ou de gaz trouvent les meilleurs moyens possibles pour satisfaire aux exigences de la nouvelle législation tout en respectant les dispositions légales en vigueur par ailleurs.

4. En sa qualité d'autorité de tutelle des communes, il appartient au Ministère de l'Intérieur de vérifier la conformité à la loi et à l'intérêt général des décisions des autorités communales. Le Ministre de l'Intérieur ne saurait donc pas imposer ses vues aux communes au cas où celles-ci prennent des initiatives qui sont compatibles avec notre législation et qui respectent l'intérêt général.

En l'occurrence les textes relatifs à la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz n'obligent pas une commune à céder son exploitation à un tiers. Mais, il faut être conscient que les procédures inhérentes au secteur public ne permettent pas aux communes d'opérer comme un acteur du secteur privé et de fidéliser les clients qui ne seront désormais plus liés à aucun gestionnaire du réseau.

Sur instance de la ville de Luxembourg, qui a argumenté sa démarche en se basant sur les études qu'elle a fait effectuer, le Ministre de l'Intérieur ne s'est finalement pas opposé à ce que la ville de Luxembourg s'engage dans une première étape dans une société à vocation purement commerciale ayant pour objet d'acheter et de vendre l'énergie à des

## Chamber TV weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermisdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

clients désormais éligibles dans un marché libéralisé (les autres clients restant captifs au gestionnaire du réseau). Il est toutefois conscient que cette manière de procéder est précaire et ne se concilie que marginalement avec l'esprit de l'article 173bis de la loi communale. Le Ministre a cependant pris connaissance de la précision de M. le Bourgmestre que la ville de Luxembourg n'est pas encore prête à intégrer d'ores et déjà le patrimoine d'exploitation dans la société de droit privé et qu'elle accepte le risque pour la nouvelle société d'opérer en un premier temps exclusivement comme marchand d'énergie.

Il faut aussi relever dans ce contexte que la ville de Luxembourg et la nouvelle société sont deux entités juridiques distinctes et que la société doit payer comme n'importe quel autre distributeur un droit d'utilisation des réseaux de la ville de Luxembourg. D'un autre côté, en raison de la législation sur les marchés publics, la ville de Luxembourg n'est pas automatiquement cliente de cette nouvelle société que ce soit en tant que distributeur pour les petits consommateurs non encore éligibles ou en tant que consommateur final éligible.

5. Il est évident qu'au cas où la ville de Luxembourg aurait transféré son réseau d'électricité vers une société de droit privé, la question de l'avenir du personnel actuellement engagé par la ville de Luxembourg auprès du Service de l'électricité aurait dû être traitée en temps utile en concertation avec les personnes concernées. La démarche désormais retenue par la ville a enlevé l'urgence à cette question.

6. La libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz concerne en premier lieu tous les consommateurs qui sont en droit de pouvoir choisir sur un marché ouvert à la concurrence le meilleur service au meilleur prix.

Il s'ensuit que tous les acteurs en amont du consommateur final impliqués d'une manière ou d'une autre dans l'électricité et le gaz seront concernés par les effets de la libéralisation et seront obligés de se positionner sur le nouveau marché. Si l'un ou l'autre de ces acteurs relève du secteur public, il devra prendre ses décisions dans ce contexte tout en respectant le cadre légal en vigueur.

7. L'eau constitue un bien élémentaire indispensable à la vie humaine. Voilà pourquoi le législateur en a confié la gestion aux communes depuis longue date. Des décrets datant de la Révolution française ont chargé les communes de veiller à la propreté et à la salubrité sur leur territoire. La loi du 27 juin 1906 sur la protection de la santé publique a obligé les communes à réglementer les prescriptions relatives à l'alimentation des agglomérations en eau potable. La loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau a confirmé et précisé le rôle du secteur public et notamment des communes en matière d'eau. Afin de continuer à garantir une gestion adéquate de l'eau dans l'intérêt de la population, il importe donc de laisser cette gestion entre les mains des autorités publiques.

8. C'est le projet de statuts de la société anonyme à créer, ayant servi de base à la décision du conseil communal de la ville de Luxembourg du 26 juillet 2002, qui prévoit que cette société aura pour objet, entre autres

- la production, l'achat, le transport, la distribution et la commercialisation de toutes formes d'énergies, telles que l'électricité, le gaz, la chaleur, la vapeur ou toutes autres formes d'énergies assimilées ou assimilables;

- la fourniture de services et de conseils dans le domaine de

l'énergie (au sens de la phrase qui précède), de l'eau et des télécommunications, pour les besoins publics et privés;

- la valorisation des réseaux de distributions sous quelque forme potentielle que ce soit.

Il est évident que les réseaux visés ne peuvent être que des réseaux qui appartiennent à la société ou des réseaux pour lesquels la société aura obtenu un droit d'utilisation contre rémunération, que ce droit provienne des législations sur la libéralisation ou qu'il ait été cédé selon des procédures prévues notamment dans la législation communale et dans la législation sur les marchés publics. Il semble normal que le propriétaire ou le détenteur d'un droit d'utilisation d'un réseau ait recours à tous les moyens possibles pour mettre ce réseau en valeur.

**Question 1821 (10.9.2002) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant l'abattage rituel des animaux:**

Après le Conseil de Gouvernement du 5 juillet 2002, M. le Premier Ministre a déclaré que l'abattage rituel serait contraire à la loi du 19 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection et le bien-être des animaux. Or, selon des informations reçues par une organisation ayant pour but la protection des animaux, la pratique de l'abattage rituel est poursuivie dans quelques abattoirs clandestins (p.ex. à Dondelange) et il existe au Luxembourg des boucheries qui vendent de la viande provenant d'animaux abattus de cette manière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à MM. les Ministres:

Est-ce que ces informations sont exactes? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend envisager pour parer à cette situation? Si non, est-ce qu'il existe des moyens suffisants pour contrôler que de telles pratiques ne se produisent pas?

Si l'abattage rituel est interdit au Luxembourg, ne serait-il pas nécessaire de procéder à une interdiction d'importation de ladite viande?

**Réponse commune (18.11.2002) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Le problème soulevé par l'honorable député est à voir à la lumière des dispositions de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux et de celles du règlement grand-ducal du 19 janvier 1995 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort.

Ainsi, l'article 8 de la loi du 15 mars 1983 précitée dispose notamment «qu'un animal vertébré ne peut être tué ou abattu qu'après avoir été au préalable étourdi ou anesthésié» et que «des règlements grand-ducaux peuvent interdire, autoriser ou donner certains procédés d'abattage ou de mise à mort afin qu'il ne soit pas causé aux animaux des douleurs autres que celles qui sont inévitables».

Quant au règlement grand-ducal du 19 janvier 1995 précité, qui transpose en droit national la directive n°93/119/CE, il prévoit un ensemble de mesures très précises pour éviter toute souffrance aux animaux au moment de leur abattage. Il prévoit, à titre exceptionnel, la possibilité de déroger à ces mesures très strictes pour l'abattage selon certains rites religieux.

Or, force est de constater qu'aucune dérogation n'a été accordée en application de cette disposition. Bien plus, selon les investigations effectuées, les derniers abattements rituels connus remontent à la période allant de 1975 à 1978.

Le respect des dispositions en matière d'abattage fait l'objet d'un contrôle permanent et minutieux de la part des vétérinaires officiels qui, à cet effet, ont libre accès à toutes les installations des abattoirs.

Bien plus, selon les dires de l'Administration des Services Vétérinaires, les inspecteurs n'ont constaté dans le cadre de leurs activités de contrôle et suite aux interventions d'organisations actives dans le domaine du bien-être des animaux, aucune irrégularité ni dans les abattoirs de faible capacité, ni dans des fermes autorisées à abattre des animaux pour leur propre production. Par ailleurs, ils n'ont pas non plus détecté des abattoirs clandestins.

Ceci dit, il convient de remarquer que les vétérinaires officiels n'ont pas compétence et ne disposent pas d'effectifs suffisants pour investiguer dans toute propriété privée à la recherche d'éventuelles infractions à la législation relative au bien-être des animaux. En plus, leur tâche n'est nullement facilitée par la venue sur notre territoire de populations ethniques aux convictions religieuses très diverses.

A noter, par ailleurs, qu'il n'existe dans le pays aucun point de vente spécialisé dans la mise sur le marché de viande provenant d'animaux abattus selon un rite religieux.

Quant à la proposition de l'honorable député d'interdire l'importation de viande abattue selon un rite religieux, elle se heurte au principe de la libre circulation des marchandises entre Etats membres dans la mesure où elle entend interdire la commercialisation intra-communautaire de marchandises. A cet égard, il faut savoir que dans la majorité des Etats membres, l'abattage rituel se fait après étourdissement préalable par un procédé ayant pour but d'éviter des douleurs et excitations comme stipulé dans la directive communautaire.

**Question 1836 (23.9.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le fonctionnement du Laboratoire National de Santé:**

Le fonctionnement du Laboratoire National de Santé soulève un bon nombre de questions.

Ainsi, un grand nombre d'analyses ne peuvent pas être effectuées au Luxembourg. A titre d'exemple il suffit de citer l'évaluation et la surveillance du statut Antioxydant (Vitamine E, Provitamine A, Superoxyde Dismutase, Glutation Peroxydase, etc.).

D'un autre côté, l'administration du Laboratoire n'arrive plus à traiter et à envoyer les résultats d'analyses dans un délai raisonnable à cause d'un manque de personnel et à une augmentation considérable des demandes d'analyses ces dernières années.

Cette situation m'amène à poser les questions suivantes:

- 1) Pour quelles raisons certaines analyses ne sont pas effectuées auprès du Laboratoire National de Santé ?
- 2) Y a-t-il un manque de personnel et plus particulièrement un manque de personnel administratif et de personnel scientifique

spécialisé? Dans l'affirmative, comment M. le Ministre entend-il remédier à cette situation?

3) Est-ce que les caisses de maladie remboursent les analyses qui doivent être effectuées à l'étranger (p. ex. à Bâle ou à Brême)?

4) Est-ce que le nouveau Laboratoire à Dudelange sera à même d'effectuer toutes sortes d'analyses, de sorte de ne plus devoir recourir à des laboratoires à l'étranger?

**Réponse (11.10.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La réponse à la question posée est double. D'un côté il convient de noter que les analyses nommément citées dans la question parlementaire ne font pas partie de la panoplie des analyses validées et notamment prescrites dans le cadre d'une médecine basée sur des faits scientifiques. D'un autre côté, pour certaines analyses de la biologie clinique en plein essor, le LNS, vu la population relativement restreinte qu'il dessert, n'atteint pas la masse critique nécessaire. Ces examens sont dès lors mieux faits et à meilleur marché à l'étranger. Cet état de choses ne changera pas avec la création d'un nouveau Laboratoire national à Dudelange.

Quant au remboursement d'analyses faites à l'étranger, il est visé par l'article 22 de la convention conclue entre l'Union des caisses de maladie et la Société luxembourgeoise de Biologie clinique. Le remboursement est assuré s'il s'agit d'analyses ne pouvant être effectuées au Luxembourg et qui figurent sur une liste ad hoc. Exceptionnellement des analyses ne figurant pas sur cette liste peuvent être prises en charge après accord préalable du contrôle médical de la Sécurité sociale.

Quant au retard dans la communication des résultats d'analyses, évoqué par l'honorable parlementaire, celui-ci avait principalement sa cause dans le départ de la secrétaire médicale dirigeante, en pleine période de congé. Le remplaçant de cette personne a dû être formé. Entre-temps le retard est résorbé. De toute manière les résultats urgents ont toujours été transmis dans les délais requis.

**Question 1837 (23.9.2002) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant les résultats du second rapport sur les services publics électroniques en ligne (eGovernment):**

La Commission européenne publie tous les six mois un rapport sur les services publics électroniques en ligne (eGovernment) pour les 15 pays membres de l'Union européenne, plus l'Islande, la Norvège et récemment la Suisse. Le premier rapport réalisé par Cap Gemini Ernst & Young en octobre 2001 avait déjà reflété la position médiocre du Grand-Duché de Luxembourg par rapport aux autres pays étudiés. Les résultats du deuxième rapport datant d'avril 2002 ne sont pas davantage encourageants, étant donné que le Luxembourg demeure en dernière position avec un taux de services publics accessibles en ligne de 22%. La progression de ce taux pour le Luxembourg entre octobre 2001 et avril 2002 ne représente que 7%, ce qui revient encore une fois à une des plus faibles progressions de tous les pays considérés, malgré le fait que le faible taux initial du Luxembourg lui laissait une plus grande marge de progression.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à M. le Ministre délégué aux Communications et à M. le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique:

- 1) Pour quelles raisons certaines analyses ne sont pas effectuées auprès du Laboratoire National de Santé ?
- 2) Y a-t-il un manque de personnel et plus particulièrement un manque de personnel administratif et de personnel scientifique

Quelles sont les raisons pour lesquelles les projets eLuxembourg annoncés tardent à être finalisés et donc ne trouvent pas de reflet dans les résultats du rapport de la Commission européenne?

Quand pouvons-nous espérer que les projets eLuxembourg en question soient réalisés et donc accessibles au public?

Peut-on espérer que lors de la présentation des résultats du prochain rapport de la Commission en octobre 2002, la situation du Luxembourg se soit considérablement améliorée?

Existe-t-il ici au Luxembourg des moyens pour évaluer régulièrement le taux d'accessibilité des services publics électroniques en ligne?

Dans l'affirmative, quel est le résultat que nous pouvons espérer lors de la présentation du rapport de la Commission au cours du mois d'octobre prochain?

**Réponse commune (21.11.2002) de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications et de M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative:**

Que l'honorable député nous permette tout d'abord un bref aperçu historique.

- dans sa déclaration sur l'Etat de la Nation, le 10 mai 2000, M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat annonce pour la première fois le projet eLuxembourg;
- les 19-20 juin 2000 le Conseil européen de Feira lance le projet «eEurope: Une société de l'information pour tous»;
- le Gouvernement met en place la CNSI, Commission nationale pour la Société de l'Information, pour la mission «eLuxembourg»; cette commission tient sa première réunion le 3 août 2000 et met en place ses différents groupes de travail;
- en début de l'an 2001, la CNSI présente officiellement son plan d'action eLuxembourg (e.a. huit défis);
- avec l'exercice budgétaire, la CNSI dispose des crédits requis sur base de l'article budgétaire 00.4.12.352;
- dans ses réunions subséquentes, la CNSI définit ses procédures d'agrément des projets eLuxembourg et met en place la «Task Force eLuxembourg».

Qu'il nous soit permis ensuite de nous pencher en particulier sur le volet eGovernment du plan d'action eLuxembourg, sur lequel porte essentiellement la question parlementaire.

Parmi les huit défis de eLuxembourg figure en effet la mise en œuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein du secteur public pour offrir des services électroniques de qualité aux citoyens, associations et entreprises: cette tâche relève du programme eGovernment.

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative assure une mission de promotion et de coordination de ce programme eGovernment et incite à la réalisation de projets et suit leur avancement; la réalisation des projets est cependant de la responsabilité exclusive des organismes publics compétents dans les domaines respectifs.

Les projets eGovernment ne se résument pas à l'acquisition de matériels informatiques, à la mise en œuvre de logiciels, à l'utilisation d'Internet, à l'adoption des meilleures pratiques d'organismes publics étrangers, voire du secteur privé.

eGovernment concerne, pour les besoins du secteur privé, la mise en place de services électro-

niques pour les citoyens, associations et entreprises qui ne doivent plus connaître à priori l'organisation de l'Etat ni quel organisme est responsable pour obtenir un service (transparence pour l'usager; ce qui nécessite au préalable la définition exacte et la délimitation précise des compétences des organismes publics concernés);

peuvent demander un service simplement sur base de leurs besoins, peu importe l'heure et leur localisation, à l'aide de leur „carte d'identité électronique“ (accessibilité pour l'usager; ce qui nécessite au préalable une sécurité parfaite pour garantir la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité);

n'ont pas besoin de fournir à un organisme public des données qui les concernent si celles-ci sont déjà disponibles auprès d'autres organismes publics (efficacité pour l'usager; ce qui nécessite au préalable une réglementation adaptée et une qualité des données adéquate);

ne doivent communiquer à l'Etat les changements de données qui les concernent qu'une seule fois, ces communications produisant leur effet automatiquement pour tous les organismes concernés et tous les services à rendre (simplité pour l'usager; ce qui nécessite au préalable des interopérabilités administrative et technique entre tous les acteurs concernés),

le tout en respectant les législations et réglementations en matière de protection de la vie privée ainsi que des libertés et des droits fondamentaux des personnes physiques et morales à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

eGovernment est également au service du secteur public lui-même, de ses agents et de ses organismes, pour la modernisation de l'Etat, c'est-à-dire pour réformer l'organisation interne, élaborer des procédures simples, définir des postes de travail adaptés, redéfinir les relations inter-organismes, installer une infrastructure performante, disposer d'agents compétents et motivés.

Le site [www.eluxembourg.lu](http://www.eluxembourg.lu) donne un aperçu sur les nombreux projets en cours. Vu l'envergure et la complexité de ceux-ci, les délais de réalisation vont de deux années pour les systèmes les plus simples à cinq années pour les systèmes les plus sophistiqués.

Les premiers résultats des travaux menés dans le cadre de eGovernment sont d'ores et déjà visibles; mais ce ne sera qu'à partir de l'année 2003 que les services électroniques viendront compléter les services traditionnels existants au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Si l'évaluation comparative semestrielle eGovernment de la Commission européenne fait actuellement apparaître dans plusieurs domaines un certain retard du Luxembourg par rapport à d'autres pays européens, les décisions stratégiques prises par le Gouvernement à travers la CNSI en ce qui concerne la répartition des responsabilités, les priorités des projets, les simplifications des procédures, la standardisation des méthodes et outils, le suivi de l'avancement des travaux et le contrôle des coûts de réalisation devraient garantir à moyen terme une offre de services électroniques de qualité aux citoyens, associations et entreprises.

Il y a lieu de remarquer finalement que l'évaluation comparative présentée ne fournit aucune indication sur la qualité des services électroniques offerts, la qualité du fonctionnement interne de l'administration, la qualité des services effectivement rendus aux usagers et le niveau de satisfaction des bénéficiaires des services; elle n'est

donc certainement pas un instrument de mesure pour la performance des états pour satisfaire les besoins des bénéficiaires des services.

**Question 1840 (26.9.2002) de MM. Marc Zanussi et Alex Bodry (LSAP) concernant le moratoire sur les organismes génétiquement modifiés:**

Dans les semaines prochaines l'Union européenne et notamment le Conseil des Ministres de l'Agriculture vont prendre des décisions cruciales concernant l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans le domaine de l'agriculture.

Il s'agit, d'un côté de la décision d'autoriser ou non les cultures transgéniques commerciales dans les semences conventionnelles, et de l'autre côté de maintenir le moratoire décidé par certains Etats membres de l'Union européenne pour les cultures OGM.

Le 17 septembre 2002, la «Soil Association», association de promotion de l'agriculture biologique au Royaume-Uni, a rendu public un rapport accablant sur plus de six années de cultures OGM aux Etats-Unis et au Canada.

L'association Greenpeace craint que la Commission européenne cède à la pression américaine et de l'industrie des OGM, et force par la suite les Etats membres dont le Luxembourg, à lever le moratoire qu'ils ont imposé pour les cultures OGM. L'abandon du moratoire condamnerait les filières sans OGM, dont avant tout, la filière bio.

Il reste à préciser qu'au Luxembourg, toutes les organisations agricoles environnementales, syndicales, ainsi que l'Union luxembourgeoise des Consommateurs ont signé la pétition «Save our Seeds», qui exige la préservation de la pureté des semences.

De même, au mois d'avril, la Chambre des Députés avait invité le Gouvernement, par une motion, à défendre le principe de précaution et à éviter la contamination des semences par des OGM.

Dès lors, nous aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

Quelle est la position de M. le Ministre dans la question de l'autorisation des cultures transgéniques commerciales dans les semences conventionnelles?

Le Luxembourg va-t-il opter pour la continuation du moratoire, décidé sous le précédent Gouvernement?

**Réponse (18.11.2002) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

La question parlementaire de MM. les Députés Alex Bodry et Marc Zanussi au sujet du problème des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans le domaine de l'agriculture comporte deux volets à savoir, d'une part, le moratoire décidé par le Gouvernement, ensemble avec quelques autres Etats membres, pour empêcher toute nouvelle autorisation d'OGM dans l'Union européenne et, d'autre part, la présence accidentelle d'OGM autorisés dans des lots de semences conventionnelles.

Concernant le problème du moratoire, je voudrais souligner à l'attention des honorables députés qu'une question aussi fondamentale que celle relative à sa levée

relèvera certainement du Gouvernement dans son ensemble, indépendamment des compétences sectorielles des différents départements ministériels et, notamment, de celle plus générale en matière d'OGM du Ministère de la Santé.

En tout état de cause, la position du Gouvernement à l'égard du moratoire décidé par le Conseil de l'Environnement de l'UE et justifié par les problèmes de la traçabilité et de l'étiquetage des produits issus des OGM ainsi que de la responsabilité en cas de préjudices engendrés par la dissémination d'OGM, n'a pas évolué depuis sa décision en 1999.

Concernant le problème de l'autorisation de la présence fortuite d'OGM dans des semences conventionnelles, problème qui relève directement de la compétence du Ministère de l'Agriculture, ce dossier est actuellement discuté au sein du Comité Permanent des «Semences et Plants» sur base d'une proposition de directive élaborée par la Commission. Le projet de la Commission prévoit deux cas de figures. Pour les OGM non autorisés à l'intérieur de l'UE, aucune présence n'est tolérée. Au contraire, pour les OGM dont la dissémination et la commercialisation sont autorisées dans l'UE, la Commission propose des seuils de tolérance. Vu que les OGM autorisés peuvent être commercialisés en toute légalité dans l'UE, la Commission est d'avis que leur présence accidentelle dans des lots de semences conventionnelles ne nécessite nullement le retrait du marché de ces semences. La Commission propose en revanche de signaler cette présence par un étiquetage rigoureux. A cet égard, la Commission veut instaurer des seuils au-dessus desquels toute présence fortuite de ces OGM dans les semences doit être étiquetée. A cet effet, la Commission avance trois seuils d'étiquetage pour la présence d'OGM autorisés dans les semences: 0,3% pour les semences de colza, 0,5% pour les semences de betterave, de coton, de maïs, de tomate, de chicon et de plants de pomme de terre ainsi que 0,7% pour les semences de soja.

A noter que la délégation luxembourgeoise s'est prononcée pour que toute présence d'OGM autorisés soit mentionnée dès leur détection. En d'autres termes, le seuil d'étiquetage doit être égal au seuil de détection afin que les consommateurs, en l'occurrence les agriculteurs, puissent acheter leurs semences en connaissance de cause. Par ailleurs, le Luxembourg a plaidé pour un seuil maximal au-delà duquel toute commercialisation de semences contenant des OGM, à des concentrations supérieures au dit seuil, est interdite. A cette fin notre délégation a insisté pour considérer les seuils cités plus haut non pas comme des seuils d'étiquetage, mais comme des seuils de tolérance maximale pour la commercialisation de semences contenant fortuitement des OGM.

On peut noter que peu de délégations ont jusqu'à présent exprimé leur opinion et que la position luxembourgeoise est actuellement la plus restrictive quant à la présence fortuite d'OGM autorisée dans des lots de semences.

La position de Greenpeace, qui ne voudrait tolérer aucune présence fortuite (0%) d'OGM dans les semences, n'a pas été reprise vu que, selon les experts, cette position maximaliste est d'un point de vue technique quasiment impossible à réaliser et elle pénaliserait

en fin de compte la filière de production des semences conventionnelles, alors que le but poursuivi par cette directive est justement de protéger les producteurs de semences conventionnelles vis-à-vis des OGM.

Greenpeace et les associations d'agriculteurs biologiques ont été informés de cette position lors d'une réunion qui a eu lieu au Ministère de l'Agriculture le 23 avril 2002. De même, j'ai expliqué cette position à la Commission de l'Agriculture de la Chambre des Députés au mois d'avril dernier.

**Question 1843 (27.9.2002) de M. Gusty Graas (DP) concernant la fonction d'officier de l'état civil:**

Le bourgmestre, un échevin ou son conseiller par lui délégué à ces fins remplit les fonctions d'officier de l'état civil. En cas d'empêchement de l'officier délégué, il est remplacé momentanément par le bourgmestre, par un échevin, dans l'ordre des nominations, ou par un conseiller communal, d'après le rang d'ancienneté. Il est fait mention dans chaque acte civil du motif de remplacement. Le rang d'ancienneté des conseillers communaux est établi par un tableau de préséance. Conformément à ces dispositions un mariage civil ne peut donc pas être célébré par un conseiller figurant dans le tableau de préséance derrière un membre du conseil, sans que l'emplacement de ce dernier n'ait été dûment constaté. Or il s'avère que des mariages civils sont célébrés par un membre du conseil communal sans que le ou les autres membres le précédant dans le rang d'ancienneté n'aient été informés. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- En cas d'empêchement de l'officier de l'état civil, quelle est la procédure pratique à respecter pour déterminer le membre du conseil communal autorisé à célébrer un mariage civil?
- Est-ce que la validité d'un acte de mariage signé par un officier de l'état civil qui n'a pas respecté le rang d'ancienneté peut être mise en cause?
- Quelles suites sont réservées à l'égard d'une administration communale qui régulièrement ignore le respect du rang d'ancienneté lors de la célébration de mariages civils?

**Réponse (24.10.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

La Constitution a mis la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres dans les attributions des autorités communales.

La loi communale (article 69) a confié au bourgmestre la mission de remplir les fonctions d'officier de l'état civil. Elle lui permet toutefois de déléguer ces fonctions à un échevin ou à un conseiller. Elle prévoit également qu'en cas d'empêchement de l'officier de l'état civil il est remplacé momentanément d'après une procédure précise énoncée par la loi. La procédure «pratique» à respecter est bien évidemment la procédure décrite à l'article 69 de la loi communale et l'officier de l'état civil est tenu, sous sa responsabilité, de veiller à ce que cette procédure soit correctement appliquée. Le remplaçant doit bien sûr aussi veiller à ce que les dispositions légales soient entièrement respectées.

En ce qui concerne la validité d'un acte de mariage signé par un «officier de l'état civil qui n'a pas respecté le rang d'ancienneté» il appartient aux tribunaux saisis d'un pareil cas de l'apprécier suivant les éléments concrets du dossier en cause. En tout cas est-il certain qu'il appartient à celui qui remplace l'officier de l'état civil de s'assurer si ce remplacement a lieu conformément aux prescriptions de la loi.

Quant aux suites à réserver au non-respect répété des règles précises de l'article 69 de la loi communale, l'autorité supérieure peut, sur base de jugements concrets à ce sujet, appliquer à l'égard de l'officier de l'état civil ou de son remplaçant fautif, s'il s'agit du bourgmestre ou d'un échevin, les mesures disciplinaires prévues respectivement aux articles 63 et 41 de la loi communale.

**Question 1856 (9.10.2002) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant les résistances bactériennes aux antibiotiques:**

A l'approche de la saison des rhumes, gripes, rhino-pharyngites et autres angines se pose le problème de la mauvaise utilisation et d'une surconsommation dangereuse d'antibiotiques. Ainsi, d'après des chiffres publiés récemment en France, sur les 80 millions de prescriptions de ces médicaments au moins 30 millions seraient injustifiées car concernant des infections virales et non bactériennes.

A côté des problèmes financiers pour les caisses de maladie, cette utilisation inappropriée a également provoqué un taux de résistance alarmant du pneumocoque aux pénicillines au courant des dernières années.

Comme la problématique de la prescription d'antibiotiques semble être assez semblable dans notre pays, j'aimerais soulever les questions suivantes:

- Le Ministère de la Santé dispose-t-il de chiffres plus précis relatifs à une utilisation inappropriée d'antibiotiques?
- Existe-t-il des données chiffrées relatives aux résistances bactériennes aux antibiotiques dans notre pays?
- Quelles actions le Ministère de la Santé a-t-il entreprises, quelles actions M. le Ministre envisage-t-il pour promouvoir un „bon usage“ des antibiotiques?
- En France, les médecins disposeront désormais d'un test de diagnostic rapide (TDN) fourni gratuitement par l'assurance maladie pour détecter si une angine rouge ou avec des points blancs est virale ou bactérienne. M. le Ministre est-il au courant de l'utilité de ce test et est-il prêt à propager son utilisation?

**Réponse (11.11.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La Direction de la Santé a procédé à des études rétrospectives concernant la consommation des antibiotiques en milieu ambulatoire et en milieu hospitalier au Luxembourg. Ce travail fait également partie d'un projet communautaire appelé ESAC (European Surveillance of Antimicrobial Consumption) dont l'objectif est la collecte de données comparables et fiables relatives aux consommations d'antibiotiques à l'attention des scientifiques et des autorités sanitaires. Les études rétrospectives réalisées à ce jour montrent que notre pays présente un niveau de consommation élevé par rapport à d'autres pays euro-

péens et que ce niveau présente un taux de croissance moyen ces cinq dernières années (1997-2001) de 2,5% par an en volume (exprimé en Doses Quotidiennes Définies) et de 1,25% par an en tenant compte de l'accroissement de la population. Les bêta-lactamines sont les antibiotiques les plus prescrits, avec les macrolides et les céphalosporines. Cependant d'autres études s'avèrent nécessaires pour décrire les prescriptions d'antibiotiques et les pathologies traitées.

Depuis 1998 le Luxembourg participe au projet communautaire EARSS (European Antimicrobial Resistance Surveillance System) destiné à documenter les variations au niveau des résistances antibactériennes. Une étude scientifique récente (*A European Study on the Relationship between Antimicrobial Use and Antimicrobial Resistance*, article paru dans *Emerging Infectious Diseases* Vol. 8, N°3, 2002), cosigné par les participants du projet EARSS, a montré qu'au niveau de l'Europe il existe une corrélation entre la résistance antibactérienne du *Streptococcus pneumoniae* aux pénicillines et la consommation des antibiotiques bêta-lactamines et macrolides en ambulatoire.

Le GNPIN (Groupe National «Prévention de l'Infection Nosocomiale») est en train de préparer un programme d'action dans le cadre de la mise en œuvre de la Recommandation du Conseil du 15 novembre 2001 relative à l'utilisation prudente des agents antimicrobiens en médecine humaine. Sont prévues entre autres des campagnes d'information du public et différentes actions de sensibilisation des médecins à ces problèmes.

Ainsi un premier séminaire sur l'antibiothérapie et médecine générale a été organisé le 12 octobre par l'ALFORMEC (Association Luxembourgeoise de la Formation Médicale) et le Service national des Maladies infectieuses du Centre Hospitalier de Luxembourg. Le 23 novembre un colloque international organisé par le CHL avec le soutien financier du Fonds national de la Recherche sera consacré aux infections nosocomiales et au bon usage des antibiotiques.

Quant au test de diagnostic rapide, son utilisation n'est pas contestée en Europe. Le GNPIN n'a pas encore terminé ses réflexions en la matière.

Question 1858 (10.10.2002) de M. Gusty Graas (DP) concernant le syndicat intercommunal TICE:

Concernant la récente annonce de presse du syndicat intercommunal TICE relative à l'engagement d'un ingénieur pour les besoins de son Service Mouvements, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

Dans quelle mesure pareil engagement est-il soumis à l'approbation du Ministre de tutelle, en l'occurrence le Ministre de l'Intérieur, comme ayant un impact non négligeable sur les frais de personnel à supporter par le syndicat intercommunal?

L'opportunité d'un tel engagement est-elle donnée de l'avis de M. le Ministre, alors que les lignes exploitées par le TICE se trouvent intégralement intégrées dans le RGTR, géré par le Ministère des Transports?

M. le Ministre peut-il m'indiquer le coût kilométrique des courses d'autobus effectuées par le TICE par rapport au prix des prestations fournies par les entreprises privées participant au RGTR?

Quelle est à cet égard la part de coût supportée par l'Etat et celle à charge des communes, membres du TICE?

Réponse partielle (18.11.2002) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

La création d'un poste d'ingénieur diplômé par un syndicat intercommunal, comme toute autre création de poste, ne peut être faite que si les crédits budgétaires afférents ont été votés par le comité du syndicat et approuvés par le Ministre de l'Intérieur. Le contrôle exercé dans ce contexte par l'autorité de tutelle se limite à la vérification du respect des règles de fond et de forme prescrites par la loi. Il ne s'agit pas d'un contrôle d'opportunité.

En effet, le syndicat intercommunal organise ses services de la manière qu'il juge la mieux appropriée pour exécuter la mission lui confiée par ses communes membres. Il n'appartient pas au Ministre de l'Intérieur de s'immiscer dans la gestion du syndicat. Du moment que l'équilibre du budget n'est pas mis en cause par une création de poste, le Ministre de l'Intérieur ne saurait s'y opposer.

Réponse (29.11.2002) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Comme le prix des services d'autobus se compose de nombreux éléments variables susceptibles d'influencer le coût de manière substantielle, la seule comparaison des montants risque d'aboutir à des conclusions erronées.

Conformément à une convention Etat/TICE de 1979, les prestations effectuées par les TICE dans le cadre des transports publics nationaux sont cependant rémunérées par l'Etat suivant les mêmes critères que ceux appliqués aux services publics exploités par les entreprises privées dans le cadre du RGTR.

Le surcoût, dû à un prix de revient des prestations du syndicat des TICE plus élevé que celui des entreprises privées, est supporté par les 9 communes proportionnellement aux nombres d'habitants.

Pour l'exercice 2001, la part du Ministère des Transports s'est élevée à 7.385.629 (= 61%), la participation des communes a été de 4.696.682 au total (= 39%) pour une prestation globale de 2.900.000 kilomètres.

Question 1862 (14.10.2002) de M. Emile Calmes (DP) concernant l'obésité infantile:

En France, la proportion d'enfants obèses est passée de 5% en 1980 à 15% en 2000. Les spécialistes estiment qu'à ce rythme, dans vingt-cinq ans, un quart des enfants français souffriront de surcharge pondérale, ce qui reviendrait à la situation telle qu'elle existe aux Etats-Unis.

Considérant que l'obésité infantile peut provoquer des maladies telles que l'augmentation de la tension artérielle, du cholestérol, le diabète et à l'âge adulte des maladies cardio-vasculaires, le Ministère de la Santé français a présenté récemment un guide alimentaire avec des informations sur une meilleure nutrition.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de M. le Ministre:

- s'il a connaissance d'une évolution analogue concernant l'obésité infantile au Luxembourg?

- si tel est le cas, ne conviendrait-il pas, selon lui, de prendre des mesures d'information et de prévention?

Réponse (11.11.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Une enquête menée au Luxembourg en 1997 dans le cadre d'une étude faite pour le compte de l'Union européenne par l'IEFS (Institute of European Food Studies) montre que 26,2% de la population luxembourgeoise accusent une surcharge pondérale et que 9,2% supplémentaires sont à qualifier d'obèses. Ces chiffres situent le Luxembourg légèrement en dessous de la moyenne des quinze pays de l'Union européenne.

Mon Ministère ne dispose pas encore de données exactes concernant l'obésité des jeunes. Cependant la division de la médecine scolaire de la Direction de la Santé vient d'entreprendre une étude sur les indices de masse corporelle (IMC) dans les écoles d'enseignement post primaire au cours de l'année scolaire 2000/2001.

Le recueil anonyme des données (mesure du poids et de la taille) concernant les élèves des classes de VI<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire général ainsi que les élèves des classes de 7<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire technique a été réalisé par les professionnels de santé de la Division de la médecine scolaire. L'évaluation de ces données a été effectuée par les experts du Centre de Recherche en Epidémiologie et Système d'Information de la Santé (CRESIS).

L'indice de masse corporelle (IMC) reflète l'évolution de la masse grasse et permet de déterminer l'état pondéral d'une personne. Cet indice se calcule en effectuant le rapport du poids en kilogrammes sur la taille exprimée en mètre au carré.

L'analyse a concerné un total de 12.810 élèves, dont 6.455 filles et 6.355 garçons.

En considérant la tranche d'âge de 12 à 18 ans, 13,5% des filles et 13,5% des garçons souffrent de surcharge pondérale. 7,6% de filles et 10,4% de garçons souffrent d'obésité. Ainsi 21,1% de filles ont un excès de poids (= surcharge pondérale et obésité) contre 23,9% de garçons. Ces pourcentages ont été établis d'après les normes de référence anthropométriques établies par le CDC (Center for Disease Control and Prevention) Atlanta, USA. En appliquant la norme internationale pour analyser les données d'indice de masse corporelle ce pourcentage est de 22% pour les filles et de 24,7% pour les garçons. Il résulte également de l'étude que le pourcentage d'obésité est nettement plus élevé chez les élèves de l'enseignement secondaire technique que chez les élèves de l'enseignement secondaire général.

Face aux risques de santé que constituent la surcharge pondérale et surtout l'obésité, des mesures d'information et de prévention s'imposent. Les mesures prises dans le cadre de la médecine scolaire sont:

#### 1. L'éducation à la santé

Lors des examens médicaux scolaires, les élèves présentant une surcharge pondérale reçoivent des conseils individualisés concernant une alimentation saine et équilibrée. L'apport calorique des différentes composantes de l'alimentation leur est expliqué. Une brochure leur est distribuée ainsi qu'une pyramide alimentaire, ce qui leur permet de mémoriser les conseils reçus et d'en faire part aux membres de leur famille. Des affiches prônant l'alimentation saine peuvent être suspendues dans les salles d'attente ou les salles d'examen. Elles servent à l'information et à la sensibilisation collectives.

En outre, il leur est conseillé de remplacer des activités de loisirs «sédentaires» (télévision, jeux-vidéo) par des activités sportives: la natation, la marche, les jeux en plein air etc.

#### 2. Le dépistage de l'obésité

Si, lors des examens médicaux scolaires, une tendance à l'obésité ou une obésité manifeste sont constatées, les parents de l'élève mineur (respectivement la personne responsable) en sont informés moyennant un avis écrit. L'élève est invité à consulter le médecin de son choix en vue d'un traitement adapté. Il est informé également de la possibilité de s'adresser à une diététicienne pour l'établissement d'un régime alimentaire équilibré mais légèrement hypocalorique lui permettant de maigrir lentement et en toute sécurité.

Il faudra éviter que certains jeunes basculent dans un comportement alimentaire malsain qui induit un amaigrissement excessif et conduit à un état d'anorexie préjudiciable pour leur santé physique et psychique.

Pour des obésités importantes, une surveillance accrue des suites données à l'avis de dépistage a été instaurée. L'assistante d'hygiène sociale se met en contact avec les parents de l'élève concerné pour expliquer les différentes modalités de prise en charge possibles.

Par ailleurs, certaines actions en faveur d'une alimentation saine sont menées tout au long du parcours scolaire.

La nutrition saine et équilibrée est un thème abordé au programme scolaire à différents niveaux depuis l'éducation préscolaire et primaire (p.ex. éveil aux sciences) jusqu'à l'enseignement secondaire général et secondaire technique (p.ex. cours de biologie).

Des efforts d'information et de sensibilisation sont entrepris au niveau de la restauration scolaire

(offre d'un choix de menus «sains», diminution de l'offre des aliments gras et sucrés, promotion active d'une nutrition saine).

Question 1869 (22.10.2002) de M. Lucien Weiler (CSV) concernant la médecine palliative:

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers prévoit en son article 37 que tout patient a accès aux soins palliatifs que requiert son état de santé, et ce conformément aux données acquises par la science et la déontologie. La même loi dispose en son article 26 que pour les hôpitaux de plus de 175 lits certaines fonctions doivent être assurées sous forme d'un service hospitalier. Les soins palliatifs font partie de ces fonctions.

La promotion et le développement des soins palliatifs au niveau extra-hospitalier et hospitalier font partie du programme du Gouvernement.

L'hôpital constituant le milieu de référence de la médecine palliative, il me semble utile de faire le point sur l'état des soins palliatifs en milieu hospitalier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé:

1) Combien d'hôpitaux disposent à l'heure actuelle d'une unité de soins palliatifs spécialisée à l'image de la première unité pilote instaurée au milieu des années 90 au sein de l'Hôpital de la ville d'Esch-sur-Alzette? La mise en place de nouvelles unités de soins dans d'autres hôpitaux est-elle prévue par le Gouvernement? Dans l'affirmative, quels seront les établissements hospitaliers concernés et quand ces unités seront-elles opérationnelles?

## Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

2) Le Gouvernement a-t-il mis en place d'autres modes d'intervention dans les hôpitaux tels des équipes pluridisciplinaires de soins palliatifs qui pourront appuyer les établissements régionaux, respectivement intervenir au niveau du domicile? Le Gouvernement envisage-t-il de développer à l'avenir de tels modes d'intervention? Si oui lesquels et de quelle manière?

3) Les médecins et le personnel soignant disposent-ils à l'heure actuelle d'une formation adéquate en matière de soins palliatifs? Le Gouvernement entend-il encourager la formation continue en médecine palliative du corps médical et soignant? Par quels moyens? Le Gouvernement a-t-il réfléchi à la possibilité d'insérer la médecine palliative parmi les formations de base des médecins et du personnel soignant? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches que le Gouvernement a effectuées jusqu'à présent?

Réponse (11.11.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La déclaration gouvernementale prévoit d'étendre largement l'offre de médecine palliative. Aux termes de la déclaration sur l'état de la nation du 7 mai 2002 cette extension se fera dans le contexte de la révision générale des services hospitaliers, qui aura lieu cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi hospitalière du 18 septembre 1998, c'est-à-dire à partir d'octobre 2003.

Effectivement le plan hospitalier national du 18 avril 2001, s'il est très restrictif pour la création de nouveaux services hospitaliers, permet la nouvelle création de services dans le domaine des soins palliatifs et de la prise en charge de la douleur.

Mais certains hôpitaux offrent d'ores et déjà des soins palliatifs, sans attendre la consécration officielle qui se fera, comme dit ci-dessus, fin 2003.

Les services offerts actuellement fonctionnent suivant diverses modalités. L'Hôpital de la ville d'Esch-sur-Alzette a créé une unité distincte, disposant de locaux et de personnel propres. Au Centre Hospitalier de Luxembourg une équipe mobile prend en charge les patients relevant du service, mais qui ne sont pas regroupés dans une unité distincte. Il en est de même à la Clinique St Louis à Ettelbruck. Cette clinique a créé en plus une antenne mobile qui prend en charge à domicile les personnes relevant des soins palliatifs.

Deux autres hôpitaux du pays commencent à mettre en place une offre de soins palliatifs.

Les frais de fonctionnement de tous ces services sont pris en charge par l'assurance-maladie au moyen du budget annuellement accordé par l'UCM à l'hôpital.

Etant donné que le plan hospitalier ne limite pas le nombre des services palliatifs susceptibles d'être autorisés, rien ne s'oppose à ce que d'autres hôpitaux créent de tels services. Toutefois pour les hôpitaux de plus petite taille une collaboration se recommande avec un hôpital régional, disposant d'une antenne mobile pouvant se déplacer hors de ses murs.

S'agissant de la formation du personnel soignant, il convient de relever que la dotation en personnel des hôpitaux, prise en charge par l'Union des Caisses de Maladie, tient compte de la formation continue à laquelle ce personnel doit se soumettre. Dans ce cadre des cours en soins palliatifs sont offerts aux membres des professions de santé susceptibles de travailler dans une unité ou équipe de soins palliatifs.

Mon Ministère a également déjà pris en charge une formation du personnel soignant offerte par une association active dans le domaine des soins palliatifs.

Enfin, s'agissant de la formation continue des médecins, elle recevra une base organisationnelle dans le contexte de la réforme de la loi sur la Direction de la Santé, qui est en cours. Dans ce cadre les médecins exerçant dans un service de médecine palliative pourront opter pour accomplir leur formation continue dans le domaine de la prise en charge de la douleur.

Question 1870 (22.10.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les modalités du paiement du complément de fin d'année:

Beim Émsetze vum Resultat vum Rentendesch goul festgehalen, dass de Rentner eng Joresennzoulag géi zougestane ginn a Relatioun mat de Versécherungsjooren. Dés Zoulag soll fir d'éischt Enn 2002 ausbezuelt ginn.

Bis elo sinn awer weder de genauen Datum nach d'Modalitéité vum Ausbezuele vun déser Zoulag bekannt an och déi zoustänneg Servicer kënnen dorriwwer keng Informatiounen ginn.

Kann den Här Minister mir dofir dës Froe beäntwerten:

1. Wéini gétt d'Joresennzoulag de Rentner ausbezuelt?
2. Ënner wat fir enge Modalitéité gétt se ausbezuelt?
3. Wat fir eng steierlech Moossname ginn dëst Joer applizéiert beim Ausbezuelen?
4. Gi vu Januar 2003 un déi steierlech Ofzich fir d'Joresennzoulag pro Mount getätegt oder weiderhin um Enn vum Joer?
5. Kritt de Rentner mam Ausbezuele vun der Joresennzoulag en detailierte Relevé zougestallt, fir him en transparenten Iwwerbléck vun deem Ganzen ze verschafen?

Réponse (29.11.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

D'Joresennzoulag fir d'Rentner gétt mat Valeur op den 2. vum Chrëschtmount ausbezuelt an zwar mat enger separater Iwwerweisung. Déi Interesséiert kréien also 2 Virementsziedelen.

Fir d'Steieren ze berechnen gétt eng nei Berechnung no folgende Critérié gemaach: d'Zoulag gétt an Zwieleftel gespléckt a fi all Mount gétt en Zwieleftel bei déi tatsächlech Pensioun bägezielt. Da ginn d'Pensiounen nei gerechent an de Surplus vu Steieren, deen do erauskënnt, gétt vun der Joresennzoulag ofgehalen, genau sou wéi d'Baïträg fir d'Krankekeess an d'Fleegeversécherung.

Och fir 2003 ginn déi steierlech Ofzich no deem selwechte Modus getätegt.

Genausou wéi op der normaler Pensiounswiwwerweisung ass op der Iwwerweisung vun der Joresennzoulag de Brutto, déi sozial a steierlech Ofzich an den Netto vermerkt.

Question 1871 (22.10.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la protection des environs de l'ambassade des Etats-Unis contre des actions terroristes:

No den Aussoe vum Här Statsminister kierzlech an der Chamber ass et net vollkommen ausgeschloss, dass och hei am Land mat terroristeschen Aktivitéiten ze

rechnen ass. D'Aktualitéit weist eis all Dag méi, dass den Terrorismus weltwäit operéiert an dass et fir déi Acteure keen Tabu a keng Grenze gétt.

Eng Rei vu wichtegen Institutioone si méi oder wéineger gutt ofgeséchert, ënnner anerem d'americanesch Ambassade. Dés ass awer zimlech enkraimeg ofgeséchert, well d'Ofsécherung déi Gebailechkeete ronderém net mat abezitt. Niewent der amerikanescher Botschaft ass e Lycée. Och gétt et net wäit vun dësem Lycée ewech nach aner Unzéipunkte fir terroristesch Aktiounen, wéi zum Beispill eng oder déi aner auslännesch Bank. D'Sécherheet vun de Studenten aus deem Lycée ass deemzufolleg mat a Gefor!

Kann den Här Minister mir dofir dës Froe beäntwerten:

1. Wat ass virgesinn, fir dëse Lycée, deen am Fall vun enger terroristescher Aktioun kann a Matleedenschaft gezu ginn, ze schützen?

2. Wéi stet et iwwerhaapt mat der Ofsecherung vu Gebailechkeeten, déi bei eventuellen Ziler vun enger terroristescher Aktioun lieien?

Réponse (12.11.2002) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Après les événements tragiques du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement luxembourgeois a mis en place un dispositif de sécurité auprès de certaines institutions qui sont plus particulièrement exposées à des attaques terroristes, dont notamment l'ambassade des Etats-Unis.

Une protection élevée d'un point sensible contribue également à la sécurité des infrastructures avoisinantes par le fait que les patrouilles de police, ordonnées dans le cadre d'un tel dispositif, ne se concentrent pas uniquement sur le site menacé mais contrôlent tout agissement suspect aux alentours de ces endroits. Le Lycée Robert Schuman, jouxtant l'ambassade américaine, bénéficie d'une telle mesure de la part de la police grand-ducale.

Question 1873 (25.10.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'acquisition par le Luxembourg d'un appareil PET-scan (Positron Emission Tomography):

Récemment s'est tenue au CRP Santé une réunion avec des experts japonais concernant l'acquisition par le Luxembourg d'un appareil PET-scan (positron Emission Tomography). En synthèse, il s'agit d'une technique de scanner qui permet de mesurer l'activité du cerveau via l'augmentation du flux sanguin ou du métabolisme cérébral régional, dans le but de mieux comprendre son fonctionnement. Fondamentalement, la base du PET-scan est la détection de la radioactivité émise par le corps après avoir reçu une très faible dose d'un marqueur radioactif. Ce marqueur est administré par injection dans une veine du bras, et se propage dans tout le corps (et donc également dans le cerveau) en suivant le flux sanguin.

Sur le plan clinique, l'application la plus répandue du PET-scan est en oncologie, pour la détection des tumeurs, mais il est également utilisé en neurologie pour affiner ou confirmer le diagnostic de certaines pathologies, de la mémoire par exemple.

Cette réunion m'amène à poser les questions suivantes:

1) Quelles sont les conclusions de cette réunion?

2) Est-ce que le Ministère de la Santé reste sur sa position de ne vouloir acquérir un PET-scan que pour le Centre Hospitalier?

3) Quand le PET-scan sera-t-il disponible aux patients?

4) Quel est le prix d'acquisition et d'installation de cet appareil?

5) Quels sont les avantages de cet appareil par rapport aux IRM et scanners traditionnels?

Réponse (21.11.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable parlementaire commence par s'informer sur les conclusions d'une réunion avec des experts japonais relative à l'acquisition d'un PET-scan, qui se serait tenue au CRP-Santé. Or mes services ainsi que les responsables du CRP-Santé ignorent tout de cette réunion.

Le plan hospitalier actuellement en vigueur ne prévoit l'installation que d'un seul tomographe à émission de positrons pour tout le pays, raison pour laquelle une deuxième installation à côté de celle autorisée au Centre Hospitalier de Luxembourg n'est pas envisagée. Toutefois l'accès à l'appareillage à installer au CHL est ouvert aux médecins spécialistes en médecine nucléaire d'autres hôpitaux, justifiant d'une compétence en PET et garantissant une très haute expertise en PET.

Compte tenu du temps qu'il faudra pour la procédure d'acquisition, pour l'aménagement des locaux ainsi que pour la mise en place d'un comité scientifique et d'un comité de gestion devant régler notamment l'accès des médecins extérieurs au CHL, l'appareillage sera opérationnel à partir de mai ou juin 2003.

Actuellement trois firmes sur le marché offrent l'équipement PET-scan. Les prix s'échelonnent entre 2,5 et 3 millions d'euros.

Finalement l'honorable parlementaire aimerait connaître les avantages du nouvel appareillage par rapport aux IRM et scanners traditionnels.

La technologie PET n'est pas comparable aux techniques d'imagerie purement anatomiques que sont le scanner et l'IRM. La tomodensitométrie à émission de positrons (PET) est une méthode d'imagerie purement fonctionnelle qui utilise des radiopharmaceutiques d'une courte durée de vie afin de détecter et de quantifier les anomalies métaboliques dans le cadre de certaines pathologies.

D'une manière assez simpliste on peut affirmer que là où la radiologie fournit la localisation, l'étendue et la structure d'un processus pathologique (qu'il s'agisse de la radiologie conventionnelle, de l'échographie, du CT ou de l'IRM), le PET fournit des informations à propos de sa fonction et de son métabolisme. Dans cette optique, les informations PET sont totalement complémentaires aux informations anatomiques obtenues en IRM et au scanner classique. Le PET ne saura à lui seul jamais remplacer cette imagerie purement anatomique, de sorte que les efforts scientifiques actuels tendent à développer des appareils associant l'imagerie classique à la technologie fonctionnelle PET ou SPECT.

Pour la fixation du taux de l'incapacité partielle permanente, il faut attendre la consolidation, c'est-à-dire la fin du traitement médical et le moment où la lésion se fixe et prend un caractère définitif. Sauf pour les accidents graves, il semble opportun d'attendre la consolidation pour fixer en même temps les taux d'incapacité de travail transitoire et permanente.

Il en est différemment en ce qui concerne la fixation du taux de l'incapacité de travail partielle. En général, les rentes accident partielles sont accordées à des assurés ayant repris l'activité professionnelle et auxquels l'accident n'a fait subir aucune perte de revenu. Dans cet ordre d'idées il convient de relever que plus de 75% des incapacités partielles permanentes (IPP) sont inférieures à 10% et plus de 90% à 20%.

Pour la fixation du taux de l'incapacité partielle permanente, il faut attendre la consolidation, c'est-à-dire la fin du traitement médical et le moment où la lésion se fixe et prend un caractère définitif. Sauf pour les accidents graves, il semble opportun d'attendre la consolidation pour fixer en même temps les taux d'incapacité de travail transitoire et permanente. Comme le montre le tableau ci-après, le délai entre l'accident et la première évaluation du taux de l'incapacité de travail partielle tend à augmenter, mais celui entre l'accident et la détermination du taux définitif a au contraire tendance à diminuer. Cette évolution semble rationnelle du point de vue administratif, tout en étant dans l'intérêt des victimes d'accidents du travail, convoquées moins à des examens médicaux pour évaluer leur incapacité de travail (*tableau à consulter au greffe de la Chambre des Députés*).

Question 1877 (29.10.2002) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la connaissance du luxembourgeois pour l'inscription au barreau:

De nombreux étudiants suivant la formation complémentaire en droit luxembourgeois se posent la question si la connaissance linguistique du luxembourgeois est déjà requise cette année pour pouvoir s'inscrire au Barreau de Luxembourg. En effet, pour l'année académique en cours, cette condition n'existe pas encore au moment de l'inscription des étudiants à cette formation. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Justice:

Est-ce que, pour pouvoir s'inscrire au Barreau de Luxembourg, la connaissance du luxembourgeois est nécessaire dès la prochaine assermentation ou est-ce que cette condition ne sera requise que pour les étudiants de l'année prochaine?

Dans l'affirmative, M. le Ministre compte-t-il informer les étudiants de sa décision afin que ceux-ci puissent prendre les dispositions nécessaires?

Réponse (25.11.2002) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

La loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée le 17 octobre 2002 par un vote de votre Chambre prévoit en son article 6 notamment que, pour être inscrit au tableau de l'un des Ordres des Avocats établis au Grand-Duché, il faut maîtriser la langue de la législation et les langues administratives et judiciaires au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Cette modification de la loi précitée du 10 août 1991 entrera en vigueur trois jours francs après son insertion au Mémorial A.

Le Ministre de la Justice n'a pas le pouvoir d'interpréter le texte clair voté par le législateur, ni de différer son application.

Question 1878 (30.10.2002) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le soutien au développement rural: aides aux investissements:

Dat neit Agrargesetz ass zanter dem 5. August 2001 a Kraakt. D'Ausfierungsreglement datiert vum 11. August 2001. Duerch déi laang Kärenzäit téschent dem Auslafe vun dem alen an dem Akrafttriebe vun dem neien Agrargesetz ass e Stau an der Ofwécklung vun den Dossieren entstanen, deen, wéi et schéngt, némme lues kann ofgebaut ginn. Jiddefalls heefen d'Kloe sech dorriwer, datt d'Ausbezuele vun de geschéllte Bähëlfelen extrem laang géif op sech waarde loosen.

Duerfir géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéivill Dossiere sinn am Kader vum neien Agrargesetz bis haut eragerecht ginn a wéivill sinn der dovun ofgeschloss, inklusiv Ausbezuelung?

2. Wat sinn d'Ursaache vun deene grousse Verspéidungen am Ausbezuele vun de Bähëlfelen?

3. Geet déi aktuell Besetzung vun den zoustännege Servicer duer? Wann neen, wat fir eng Moossname sinn envisagéiert, fir d'Retarden opzeschaffen?

4. Wéi gesät et méi speziell aus an deem Service, dee fir d'Dossiere vun den Hëllefe beim Iwwerhuele vum Betrib zoustänneg ass? Ass hei séchergestallt, datt de

Service och da funktionéiert, wann déi zoustänneg Persoun zäitweileg net disponibel ass? Wéi stet et generell ém d'Mobilitéit am Énnere vun der Verwaltung, fir punktuell Engpäss auszegläichen?

Réponse (3.12.2002) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

L'honorable député me pose un certain nombre de questions en relation avec les retards constatés dans le traitement des demandes d'aides au titre de la nouvelle loi-cadre agricole du 21 juillet 2001.

Je déplore vivement que de tels retards aient pu se produire, retards dont les causes sont multiples et se situent à différents niveaux.

La raison majeure des retards réside dans le délai important qui s'est écoulé entre l'échéance au 31 décembre 1999 de l'ancienne loi agraire du 18 décembre 1986 et l'entrée en vigueur de la nouvelle loi-cadre du 21 juillet 2001 et de son règlement d'exécution du 11 août 2001. Ce délai a, en effet, conduit à une submersion du service concerné par une avalanche de demandes d'aides au cours des premiers mois d'application de la nouvelle loi-cadre. Toutes ces demandes ont dû être minutieusement examinées, puis saisies sur support informatique et maintes demandes incomplètes ont nécessité des informations supplémentaires auprès des demandeurs avant de pouvoir être engagées dans la procédure décisionnelle.

Il s'y ajoute que, d'une part, le logiciel de gestion des demandes, réalisé par une entreprise externe, a également subi des retards imprévus avant d'être fiable et opérationnel et, d'autre part, des défaillances imprévisibles et répétées au niveau des ressources humaines n'ont pas permis de progresser selon le calendrier envisagé.

Ceci dit et quant au nombre de demandes introduites et traitées, il me paraît nécessaire de distinguer entre quatre catégories de demandes à savoir celles relatives aux aides à l'investissement, celles relatives au remboursement des frais d'entraide, celles concernant les aides pour l'acquisition de terres agricoles et celles relatives aux aides à l'installation des jeunes. À l'heure actuelle, l'état de ces demandes se présente comme suit:

#### a) Aides à l'investissement:

Sur un nombre total de 4.260 demandes, 3.546 dossiers, soit 83,24% ont fait l'objet d'une décision ministérielle d'approbation ou de refus. Les aides ont été liquidées pour 811 dossiers et pour 2.415 dossiers la procédure en vue du paiement des aides est entamée.

#### b) Remboursement des frais d'entraide:

Sur un nombre total de 440 demandes, l'examen préalable est terminé pour 430 dossiers. Ils seront prochainement examinés par la commission ad hoc en vue de faire l'objet d'une décision ministérielle.

#### c) Aides pour l'acquisition de terres agricoles:

Le nombre total des demandes s'élève à 301, dont 259 dossiers, soit 86,04%, ont été approuvés ou refusés. Les aides ont été ordonnancées pour 206 dossiers, soit 68,44%.

#### d) Aides à l'installation des jeunes:

Le département se trouve saisi de 90 demandes. 12 demandes viennent d'être avisées et approuvées. L'examen préalable des demandes restantes est sur le point

d'aboutir de sorte que ces demandes seront prochainement avisées par la commission ad hoc.

Il ressort de ces chiffres que, malgré les difficultés initiales de démarrage, un grand nombre de dossiers a pu être traité et qu'une partie du retard a pu être résorbée entre-temps.

Compte tenu de l'expérience qui a pu être acquise entre-temps et d'une certaine réorganisation réalisée au sein du service concerné permettant, notamment, un traitement plus polyvalent des différentes catégories de demandes, je suis convaincu que les retards encourus pourront être épargnés à brève échéance et que les nouvelles demandes pourront être traitées dans des délais normaux.

Question 1883 (5.11.2002) de M. Georges Wohlfart (LSAP) concernant la politique de décentralisation du Centre hospitalier neuropsychiatique:

Dans le cadre de la politique de décentralisation du CHNP (Centre hospitalier neuropsychiatrique) d'Ettelbruck, il est prévu d'implanter à proximité de l'Hôpital Princesse Marie-Astrid à Niederkorn, certains services psychiatriques; on parle notamment d'un total de 100 lits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé:

M. le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de personnes, travaillant actuellement au site d'Ettelbruck, qui seront touchées par ce transfert?

Quel sera d'après l'avis de M. le Ministre, le nombre de postes de travail dont le CHNP à Ettelbruck disposera après la réduction des lits prévue fin 2005?

Réponse (28.11.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Il convient de rendre attentif au fait que la politique de décentralisation du CHNP, préconisée dès 1993 par le rapport HÄFNER, procède d'une décision du conseil d'administration de cet établissement, constitué en établissement public disposant d'une large autonomie.

Le transfert projeté d'un certain nombre de lits du site actuel d'Ettelbruck vers Niederkorn concerne à peu près 95 à 100 postes.

Après le transfert, si celui-ci se réalise, il restera prévisiblement 386 postes en équivalent temps plein sur le site d'Ettelbruck, y compris ceux du site d'Useldange, proche d'Ettelbruck.

Question 1885 (5.11.2002) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant le droit de défense en cas d'affaires disciplinaires des détenus:

Afin de garantir un droit de défense adéquat aux détenus incarcérés au Centre Pénitentiaire de Luxembourg, notamment en cas d'affaires disciplinaires, il me semble opportun de leur faire parvenir une copie des documents (rapports, procès-verbaux etc.) les concernant. Or, selon mes informations, tel n'est pas le cas.

Est-ce que M. le Ministre peut m'informer sur les procédures régissant le droit à l'information des détenus sur les affaires qui les concernent? Est-ce que les détenus reçoivent une copie des documents susmentionnés? Est-ce

qu'il existe des dispositions y relatives dans un règlement interne du CPL et, dans l'affirmative, quelle est la teneur?

Par ailleurs, j'aimerais savoir à quel montant s'élève l'indemnité touchée par les détenus se consignant à une formation ou un apprentissage dans un des ateliers du CPL? Est-ce que ce montant est identique à celui attribué aux apprentis non incarcérés? Quelles sont les dispositions exactes qui régissent l'attribution et le montant de l'indemnité en question?

Réponse (29.11.2002) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

1) Aucune disposition du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires et des instructions de service du CPL et du CPG ne traite du droit d'accès du détenu à son dossier, notamment en cas de sanction disciplinaire à prononcer à l'encontre d'un détenu.

Le précédent règlement grand-ducal du 24 mars 1989, en ses articles 195 à 207 (section III – Punitions), traite des sanctions disciplinaires prononcées soit par le directeur de l'établissement pénitentiaire, soit par le procureur général d'Etat. L'article 196 dispose qu'«aucun détenu ne peut être puni sans être informé de l'infraction ou de la faute qu'on lui reproche et sans qu'il n'ait eu l'occasion de présenter sa défense». Cet article, qui stipule le droit de défense, ne prévoit pas la rédaction de rapports ou de procès-verbaux sur les faits reprochés au détenu. Avant la prise de décision par l'autorité compétente, le détenu est entendu afin qu'il puisse présenter sa défense et, en principe, un compte-rendu d'incident et un rapport disciplinaire sont dressés.

Pour autant que des rapports ont été dressés, ces rapports peuvent être consultés à la demande du détenu ou de son mandataire, ce-ci par application de la procédure administrative non contentieuse.

2) L'indemnité versée aux apprentis détenus est équivalente au péçule du détenu travaillant dans un atelier.

Le travail et le péçule sont régis par les articles 288 à 312 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires et l'enseignement professionnel est régi par l'article 315 du même règlement. Les taux des salaires sont fixés par un arrêté ministériel du 21 mars 2001.

Question 1889 (7.11.2002) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant l'aviation et oiseaux migratoires:

Ouni mech am geréngsten u Spekulatiounen iwwert d'Ursaache vum rezenten Fligeraccident wéllen ze bedeelegen, wollt ech lech am Zesummenhang mat de Geforen, déi vu Vigel fir d'Aviation ausginn, folgend Froe stellen:

1. Besteet eng real Gefor fir d'Fligeren, besonnesch beim Start oder bei der Landung, doduerch, datt Träpp vu groussen Zuchvigil, wéi z.B. d'Horgäns, hiren Trajet kräizzen?

2. Wann dat esou ass, ginn dës Vigel resp. Träpp vu Vigel sécher vum Radar erfasst?

3. Wa jo, wat sinn d'Virschriften an d'Prozeduren, fir an esou engem Fall Accidenter ze verhënneren?

4. Wann neen, wat kann ènnerholl ginn, fir esou enger Gefor wierksam entgéintzrieden?

Réponse (29.11.2002) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Bei der Certificatioun vun neie Fligertypen ass de Constructeur obligéiert nozeweisen, dass den Impakt vu Vigel d'Flugsécherheet vum Avion net beeinträchtigt.

De Radar kann d'Presenz vu Vigel net détektéieren.

Well de Radar d'Presenz vun Vigel net erkennt, gétt et och keng Consignen an dësem Zesummenhang.

D'Antwort op déi lescht Fro ergëtt sech aus den Explicationen iwwert d'Certificatioun vun neie Fligertypen.

Question 1897 (14.11.2002) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant la gestion administrative du permis à points:

Le permis à points a débuté le 1er novembre 2002. La gestion administrative du permis à points se fait en mode privé.

Je voudrais savoir si cette administration est en place, quel est le nombre de personnel engagé et à combien s'élèvera le coût de gestion de cette administration notamment par rapport aux prévisions faites lors du vote de la loi?

Par ailleurs, alors que le centre de gestion du permis à points sera amené à gérer de nombreuses données confidentielles, j'aimerais savoir quelles mesures ont été prises pour garantir le respect de la loi sur la protection des données nominatives?

N'estimez-vous pas, M. le Ministre, que cette partie de la gestion devrait être confiée à des fonctionnaires assermentés?

Réponse (26.11.2002) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Par la loi du 2 août 2002 modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques le système du permis à points a été introduit en droit luxembourgeois.

La mise en œuvre du système a débuté le 1er novembre 2002. A ces fins le Ministère des Transports a vu son effectif être augmenté de 2 unités. Comme par ailleurs la gestion du permis à points est assurée au Ministère des Transports par des agents publics relevant de ce département, les préoccupations de l'honorable député en relation avec une gestion privée du dossier en question sont dépourvues de fondement.

Question 1898 (14.11.2002) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les droits et émoluments alloués aux avocats et avoués:

Le règlement grand-ducal du 21 mars 1974 concernant les droits et émoluments alloués aux avoués et aux avocats nécessite l'adaptation à l'euro afin de faciliter l'application dans la pratique. En plus le règlement grand-ducal en question nécessite également une adaptation à l'évolution du coût de la vie. Les montants actuels de frais judiciaires pouvant être mis en compte frisent le ridicule.

Dans ces conditions je vous demande, M. le Ministre, si et quand le Gouvernement entend adapter le règlement grand-ducal du 21 mars 1974 concernant les droits et émoluments alloués aux avoués et aux avocats à l'euro et à adapter les montants renseignés à l'évolution des prix?

Pour le cas où le Gouvernement n'entend pas adapter le règlement grand-ducal en question, je vous prie, M. le Ministre, de m'en expliquer les raisons et de me dire si vous entendez, nonobstant le fait que dans votre réponse du 30 avril 2002 à la question parlementaire N°1651 (*cf. compte rendu n°7/2001-2002*) vous avez répondu être ouvert à toute proposition de modification émanant des deux Conseils de l'Ordre des Avocats, remplacer, au vu des adaptations nécessaires énumérées ci-dessus, l'actuel tarif des émoluments par une formule plus facile dans son application, soit en totalité ou en partie?

Réponse (22.11.2002) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

La loi et le règlement grand-ducal du 1er août 2001 relatifs au basculement en euro ont converti en euro tous les montants monétaires exprimés en franc luxembourgeois notamment dans les dispositions législatives et réglementaires. Une adaptation à l'euro du règlement grand-ducal du 21 mars 1974 concernant les droits et émoluments alloués aux avoués et aux avocats a donc déjà été réalisée.

Pour le surplus je renvoie à ma réponse du 30 avril 2002 à la question parlementaire N°1651 de M. le Député Patrick Santer.

[http://www.etat.lu/LEGILUX/DOCUMENTS\\_PDF/CODES/CODE\\_ROUTE/Page\\_Accueil\\_Code\\_de\\_la\\_Route.pdf](http://www.etat.lu/LEGILUX/DOCUMENTS_PDF/CODES/CODE_ROUTE/Page_Accueil_Code_de_la_Route.pdf).

Le recueil en question sera mis à jour une fois par an et, dans le souci d'améliorer encore davantage la qualité de l'information au public intéressé, des travaux préparatoires sont en cours en vue d'actualiser couramment la version accessible sur Internet dans l'attente des mises à jour périodiques sous format papier.

Question 1902 (15.11.2002) de M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*) concernant le permis de conduire pour motocycles:

La législation luxembourgeoise prévoit un permis de moto séparé pour les motocycles supérieurs à 50 ccm. D'après la législation actuelle les titulaires d'un permis de voiture sont autorisés de conduire un motocycle égal ou inférieur à 50 ccm.

Cette législation est trop restrictive à mon avis, mais elle constitue surtout une injustice, voire une incongruité, vis-à-vis des personnes titulaires d'un permis de voiture étranger. En effet les titulaires, résidents ou non, d'un permis de voiture français par exemple peuvent circuler au Luxembourg en toute légalité avec un motocycle de 125 ccm alors que cela est interdit aux titulaires d'un permis luxembourgeois.

Est-ce que M. le Ministre serait d'accord pour permettre au titulaire d'un permis de voiture luxembourgeois de conduire un motocycle de 125 ccm et de relever partant le seuil actuel de 50 ccm?

A défaut, seriez-vous au moins d'accord pour dispenser les titulaires d'un permis de voiture de cours théoriques et de limiter l'examen de conduite pour motocycles égaux ou inférieurs à 125 ccm au seul examen de conduite?

Dans quels sens vont les dispositions d'harmonisation européennes en matière de permis de conduire? Est-ce que le Luxembourg a introduit dans sa législation toutes les directives ou recommandations afférentes?

Réponse (29.11.2002) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

L'honorable député se dit préoccupé par l'absence d'une version coordonnée du code de la route. Or, c'est oublier que le Ministère des Transports vient de publier un nouveau recueil de la législation routière, reprenant sous forme coordonnée les textes législatifs et réglementaires régissant la circulation routière, ouvrage qui est disponible dans les librairies depuis le 11 mars 2002 au prix de 25 euros, TVA comprise.

Je tiens par ailleurs à souligner que la législation en question est également accessible sur Internet à l'adresse suivante:

ment la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire, il y a lieu de souligner que la directive précitée a été transposée dans la législation nationale par règlement grand-ducal du 11 août 1996 qui a modifié l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (code de la route).

La directive 91/439/CEE précitée constitue le cadre juridique pour la délivrance des permis de conduire dans l'Espace Economique Européen (EEE) et énonce avant tout le principe de la reconnaissance mutuelle des permis de conduire délivrés par les autorités d'un autre Etat membre.

Il est vrai que les autorités fran-

çaises, de même que l'Autriche, l'Espagne et l'Italie, confèrent le droit de conduire un motocycle léger ( $\leq 125$  ccm) relevant de la sous-catégorie A1 du permis de conduire sous le couvert du permis de conduire de la catégorie B. Cette faculté est donnée aux Etats membres par l'article 5 paragraphe 3 sous b) de la directive communautaire précitée, la conduite des véhicules en question restant toutefois limitée au territoire du pays de délivrance du permis de conduire.

En conséquence, les permis de conduire de la sous-catégorie A1 obtenus dans les conditions précitées ne sont pas reconnus au Luxembourg, ni en circulation internationale, ni en cas de transfert du domicile de leurs titulaires au Luxembourg.

La directive 91/439/CEE relative au permis de conduire a par ailleurs introduit le principe d'un examen théorique et pratique obligatoire préalable à la délivrance des différentes catégories du permis de conduire. Ce principe a été retenu notamment pour des considérations de sécurité routière évidentes, lors de l'introduction, d'ailleurs facultative, de la sous-catégorie A1 du permis au Luxembourg. En effet, la technique de conduite d'un deux-roues motorisé diffère considérablement de celle d'une voiture automobile et requiert un apprentissage ainsi que des épreuves théorique et pratique ciblés sur la maîtrise de ce genre de véhicule. Il est dès lors nullement envisagé de mettre en question cette approche qui recueille l'unanimité des experts en la matière.

Je tiens finalement à attirer l'attention de l'honorable député sur le fait que les dispositions actuellement en vigueur (article 80 sous 2. et 3. de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955) prévoient des allégements en matière d'apprentissage théorique et pratique pour les candidats au permis de conduire de la sous-catégorie A1 qui sont déjà titulaires d'une autre catégorie du permis de conduire.

Pour ce qui est de la conformité du droit national avec les dispositions communautaires régissant le permis de conduire, dont notam-

Il me revient que lors de la récente grève des chauffeurs routiers, des manifestants ont été sommés par les forces de l'ordre de quitter les lieux, bien que la manifestation ait bénéficié d'une autorisation en bonne et due forme. Suite à un refus d'obtempérer de la part des manifestants, les policiers leur ont dressé un procès-verbal et de ce fait, bafoué le droit des travailleurs à faire grève pour la défense de leurs intérêts. De surcroît, il importe de souligner que, d'après mes informations, les accès n'ont pas été bloqués et que les manifestants n'ont pas empêché le bon fonctionnement des activités habituelles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

Est-ce que M. le Ministre a pris connaissance de ces faits?

Dans l'affirmative, est-ce que M. le Ministre n'est pas d'avis que cette façon de procéder remet en cause les libertés syndicales?

Réponse (29.11.2002) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Avant de répondre à la question de M. Zanussi, il m'importe de relever que celui-ci se réfère davantage à des rumeurs et des insinuations gratuites qu'à des informations objectives. M. le Député aurait donc été bien conseillé de procéder d'abord à des vérifications élémentaires au lieu de se fier aveuglément aux allégations de certains dirigeants syndicaux qui se sont attaqués à la police grand-ducale en leur prétant des intentions qu'ils seraient en peine de prouver.

Ceci étant, il m'importe d'abord de rappeler brièvement les faits tels qu'ils se sont produits le 21 novembre dernier. Ce jour, vers 11.00 heures du matin, des manifestants ont érigé un barrage filtrant sur la voie principale de la zone industrielle «Syrdall» située sur le territoire des communes de Munsbach et de Niederanven. A partir de 14.00 heures la situation s'est dégradée entre les syndicalistes et les chauffeurs routiers

bloqués, de sorte que le directeur de la circonscription régionale de police concernée a dû négocier un arrangement de faire lever le barrage à 15.00 heures pour que les camionneurs aient de nouveau accès à leurs entreprises.

En effet, une grève professionnelle ne saurait être accompagnée d'obstructions à la liberté du travail, qui est un droit fondamental garanti par l'article 11 (4) de la Constitution. A moins d'être mal intentionné, on ne saurait donc faire ici l'amalgame entre le droit de grève - qui est un droit proclamé implicitement par la Constitution - et un soi-disant droit de blocage, qui constitue en fait un acte réprimé par la loi.

Néanmoins, vers 16.00 heures, une partie des manifestants qui étaient restés sur les lieux, ont bloqué plusieurs camions rendant toute circulation sur la voie publique impossible. En accord avec les autorités judiciaires, la police a alors procédé à la rédaction d'un procès-verbal pour entrave au code de la route et a sommé les manifestants de libérer la chaussée.

L'intervention a donc eu lieu après que la police a clairement signifié aux responsables syndicaux qu'aucun blocage de la voie publique ne saurait être toléré après 15.00 heures.

Il m'importe de préciser que contrairement aux allégations de M. Zanussi, aucune autorisation de manifestation sur la voie publique n'avait été délivrée dans ce contexte par les autorités communales compétentes.

En conclusion, j'aimerais souligner que l'action de la police, loin de constituer une provocation, s'est déroulée dans le calme et d'une façon modérée et, avant tout, dans la plus parfaite légalité. Les agents de la force publique, que je tiens à féliciter publiquement pour leur intervention, ont accompli leur travail avec un doigté exemplaire et en parfait accord avec les autorités administratives et judiciaires concernées.

## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

### Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg



Chambre  
des Députés

LUXEMBOURG

d'Chamber online op  
www.chd.lu